

Les Droits Internationaux de l'Homme

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 6 Mars 1933, à 14 heures

PAR

Paul GRAMAIN

Président : M. A. DE LA PRADELLE, Professeur

Suffragants { MM. BASDEVANT, Professeur
GIDEL, Professeur

PARIS

LES ÉDITIONS INTERNATIONALES

4 bis, Rue des Ecoles

1933

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Les Droits Internationaux de l'Homme

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 6 Mars 1933, à 14 heures

PAR

Paul GRAMAIN

Président : M. A. DE LA PRADELLE, Professeur

Suffragants { MM. BASDEVANT, Professeur
GIDEL, Professeur

PARIS

LES ÉDITIONS INTERNATIONALES

4 bis, Rue des Ecoles

1933



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

ANZILOTTI (Dionisio), *Cours de Droit International*, traduction française d'après la 3^e édition italienne par G. Gidel, Paris, Sirey, 1919, gr. in-8°.

BLUNTSCHLI, *Le Droit International Codifié*, traduit par C. Lardy, 3^e édit., Paris, 1881, in-8°.

CALVO, *Le Droit International Théorique et Pratique*, précédé d'un exposé historique des progrès de la science du droit des gens, 4^e édit., Paris, 1887-1888 et 1896, 6 vol. in-8°.

DESPAGNET (F.), *Cours de Droit International Public*, Paris, 3^e édit., Paris, 1881, in-8°.

FAUCHILLE (Paul), *Traité de Droit International Public*, Paris, 1921-1925, 4 vol. in-8°.

FUNCK-BRETANO et SOREL, *Précis du Droit des Gens*, Paris, 1877, in-8°.

LE FUR (Louis), *Précis de Droit International Public*, Paris, Dalloz, 1933, in-16°.

LE FUR et CHKLAVER, *Recueil de Textes de Droit International Public*, Dalloz, 1928, in-16°.

HEFFTER (A.-G.), *Le Droit International de l'Europe*, traduit par J. Bergson, 4^e édit. annotée par Geffken, Paris, 1883, in-8°.

HOLTZENDORFF (Franz von), *Eléments de Droit International Public*, traduit par Zographos, Paris, 1891, in-8°.

DE LOUTER (J.), *Le Droit International Public Positif*, Oxford, 1920, 2 vol. in-4°.

MÉRIGNHAC (A.), *Traité de Droit Public International*, Paris, 1905-1907, 2 vol. in-8°.

VIII

- OPPENHEIM (L.), *International Law*, 4^e édit., London, Longmans, 1926-1928, 2 vol. in-8°.
- PIEDELIEVRE (R.), *Précis de Droit International Public*, Paris, 1894-1895, 2 vol. in-8°.
- PRADIER-FODÉRÉ (P.), *Traité de Droit International Public Européen et Américain*, Paris, 1885-1906, 8 vol. in-8°.
- STRUPP (D^r K.), *Eléments du Droit International Public Universel, Européen et Américain*, 1927, in-8°.
- WESTLAKE (John), *Traité de Droit International*, traduit sur la 2^e édition par A. de La Pradelle, Oxford, 1924, in-8°.
- WOOLSEY (Th.), *Introduction to the study of International Law*, London, 1879, in-8°.

OUVRAGES SPÉCIAUX

- ALVAREZ (Alej.), *Le Droit International de l'Avenir*, Washington, 1916, in-8°.
- *Le Droit International Américain*.
- DE BALOGH (A.), *La Protection Internationale des Minorités*, Paris, Editions Internationales.
- BEUDANT (Ch.), *Le Droit Individuel et l'Etat*, Paris, 1891, in-8°.
- BRÉMOND (Henri), *Histoire Littéraire du Sentiment Religieux en France des Guerres de Religion à nos jours*, Paris, Blond et Gay, 1924, in-8°.
- BURLE (E.), *Essai Historique sur le développement de la notion du droit naturel dans l'Antiquité Grecque*, Trévoux, 1908, in-4°.
- CHARMONT (J.), *La Renaissance du Droit Naturel*, Montpellier et Paris, 1910, in-8°.
- CHEVALIER, *Le Concept et l'Idée*.
- CONFUCIUS et MENEIUS, *Les Quatre Livres de Philosophie Morale et Politique de la Chine*, traduit du chinois par Pauthier, Paris, 1854, in-8°.
- DELOS (J.-T.), *La Société Internationale et les Principes du Droit Public*, Paris, Pédone, 1929, in-8°.
- DOMIN-PETRUSHEVECZ, *Précis d'un Code de Droit International*.
- EAGLETON (Clyde), *The Responsibility of states in international law*, New-York, University Press, 1928, in-8°.
- FIGORE (Pasquale), *Nouveau Droit International Public*, 2^e édit., traduit de l'italien, Paris, Pédone, 1885, 3 vol. in-8°.

— *Le Droit International Codifié et sa sanction juridique*, traduit par Chrétien, Paris, 1890, in-8°.

— Nouvelle édition, traduit par Antoine (Ch.), Paris, 1911, in-8°.

DE FLOEKER, *De l'Intervention*.

GIERKE (Otto von), *Les Théories Politiques au Moyen-Age*, Introduction par Maitland, traduit par Pauge (Jean de), Paris, 1914, in-8°.

GROTIUS (Hugo), *Le Droit de la Guerre et de la Paix*, traduit par J. Barbeyrac, Amsterdam, Pierre de Coup, 1729, 2 vol. in-4°.

GURVITCH (Georges), *L'Idée du Droit Social*, Paris, Sirey, 1931, in-8°.

— *Le Temps Présent et l'Idée du Droit Social*, Paris, in-8°.

JELLINEK, *La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*, traduit par Fardis, Préface de Larnaude, 1902, in-8°.

— *L'Etat Moderne et son Droit*, traduit de l'allemand par Fardis, Paris, 1911, 2 vol. in-8°.

JITTA (J.), *La Rénovation du Droit International sur la base d'une communauté juridique du genre humain*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1919, in-8°.

KOSTERS (J.), *Les Fondements du Droit des Gens*, Bibliotheca Visseriana, 1925, t. IV.

LAURENT, *Histoire du Droit des Gens et des Relations Internationales*, Gand, 1850, 3 vol. in-8°.

— *Etudes sur l'Histoire de l'Humanité*, Brux et Leipzig, 1862-1870, 18 vol. in-8°.

LESEUR (Paul), *Introduction à un Cours de Droit International Public*, Paris, Pédone, 1893, in-8°.

LISTZ (Franz von), *Le Droit International, exposé systématique*, traduit par G. Gidel, Paris, Pédone, 1928, in-8°.

LOCRÉ, *La Législation Civile, Commerciale et Criminelle de la France*, Paris, 1827-1832, 31 vol. in-8°.

MACHAVIEL, *Œuvres Politiques*, traduction Peries, notes par Charles Louandre, Paris, E. Fasquelle, in-18°.

MANDELSTAM (A.), *La Protection Internationale des Minorités*, Paris, Sirey, 1931, in-8°.

— *Les Droits Internationaux de l'Homme*, Paris, Les Editions Internationales, 1931, in-8°.

PELISSÉ DU RAUSAS, *Le Régime des Capitulations dans l'Empire Ottoman*, Paris, 1902-1905, 2 vol. in-8°, 2° édit.

POINSARD, *Etude de Droit International Conventionnel*, Paris, 1894, in-8°.

X

POLITIS (N.), *Les Nouvelles Tendances du Droit International*, Paris, Hachette, 1927.

RENARD, *Le Droit, l'Ordre et la Raison*, Paris, Tenin, 1927, in-16°.

— *Le Droit, la Justice et la Volonté*, Paris, Tenin, 1924, in-16°.

ROLIN (Henri), *Prolégomènes à la science du droit, esquisse d'une sociologie juridique*, Bruxelles et Paris, 1911, in-8°.

SALVIOLI, *Variations sur un vieux thème de droit international*.

SPIROPOULOS, *Théorie Générale du Droit International*, Paris, 1930, in-12°.

— *L'Individu en droit International*, Paris, 1928, in-8°.

TARDE (G.), *Les Transformations du Droit*, Paris, 1893, in-8°.

TRIEPEL (Heinrich), *Volkerrecht und Landesrecht*.

— *Droit International et Droit Interne*, traduit par René Brunet, Bibliothèque française de Droit des Gens de la Fondation Carnegie, Oxford, 1920, in-8°.

VANDERPOL (Alfred), *La Doctrine Scholastique du Droit de Guerre*, Paris, Pédone, 1925, grand in-8°.

VATTEL, *Le Droit des Gens ou Principes de la Loi Naturelle appliqués à la conduite et aux affaires des nations et des souverains*, nouvelle édition par Pradier-Fodéré, Paris, 1863, 3 vol. in-8°.

ARTICLES DE REVUES

Abréviations :

R. D. I. L. C. : Revue de Droit International et de Législation Comparée, Bruxelles.

R. G. D. I. : Revue Générale de Droit International Public, Paris, Pédone, in-8°.

R. D. I. : Revue de Droit International, Paris, grand in-8°.

Rec. La Haye : Recueil des Cours professés à l'Académie de Droit International de La Haye.

★
★★

AKZIN, *Les Sujets du Droit International*, R. D. I., 1929.

ALESSANDRI, *Le Droit International Public, son fondement, sa sanction*, R. G. D. I., 1920, p. 99.

ALVAREZ (Alej.), *La Codification du Droit International*, R. D. I., 1929, pp. 179, 263, 1931, p. 7.

- *Projet sur les bases fondamentales du Droit International*, présenté à l'Institut Américain de Droit International. Acte final de la session de La Havane, 22-27 Janvier 1917, p. 68.
- ALVAREZ et A. DE LA PRADELLE, *Les Données fondamentales et les grands principes du droit international moderne*, R. D. I., 1932, p. 82.
- ARNTZ, *Lettre à Rolin-Jaequemyns*, R. D. I. L. C., 1876, p. 673.
- DE BOECK, *L'Expulsion et les difficultés internationales qu'en soulève la pratique*, Rec. La Haye, 1927, III, p. 443.
- DESCAMPS (Baron), *Le Droit de la paix et de la guerre, le paciférat ou le régime de la paix en temps de guerre*, R. D. I. L. C., 1930, p. 62.
- DIENA, *L'Individu devant l'autorité judiciaire et le Droit International*, R. G. D. I.
- FIGORE (P.), *La Science du Droit international, Horizons nouveaux*, R. G. D. I., 1909, p. 463.
- LE FUR (L.), *La Théorie du Droit Naturel depuis le XVII^e siècle et la Doctrine Moderne*, Rec. La Haye, 1927, III.
- *Philosophie du Droit International*, R. G. D. I., 1921, p. 565.
- *Le Droit Naturel et le Droit Rationnel ou Scientifique*, R. D. I., p. 658.
- GARNER (J.-W.), *Le Nouveau Droit International*, R. G. D. I., 1930, p. 225.
- *Des Limitations à la Souveraineté Nationale dans les relations extérieures*, R. D. I. L. C., 1925.
- GOUDAL, *La Question du travail dans les territoires sous mandat*, R. G. D. I., 1928, p. 90.
- *La Question du travail forcé, vers un accord international*, R. G. D. I., 1929, p. 266.
- *La lutte internationale contre l'esclavage*, R. G. D. I., p. 591.
- ISAY, *De la Nationalité*, Rec. La Haye, 1924, IV, p. 429.
- KELSEN, *Théorie Générale de l'Etat*, Revue de Droit Public, 1926, p. 561.
- KORFF (Baron S.), *Introduction à l'Histoire du Droit International*, Rec. La Haye, 1923, I, p. 5.
- KRABBE (Hugo), *L'idée Moderne de l'Etat*, Rec. La Haye, 1926 III, p. 513.
- KUNZ (Joseph L.), *L'option de Nationalité*, Rec. La Haye, 1930, I, p. 107.

XII

- MANDELSTAM, *La Généralisation de la protection internationale des droits de l'Homme*, R. D. I. L. C., 1930, p. 297.
- *La Déclaration des Droits Internationaux de l'Homme*, R. D. I., 1930, p. 2.
- *La Protection Internationale des Droits de l'Homme*, Rec. La Haye, 1931, IV, p. 129.
- NIPPOLD, *Le Développement Historique du Droit International depuis le Congrès de Vienne*, Rec. La Haye, 1924, I, p. 5.
- NYS, *Le Concert Européen et la notion du droit international*, R. D. I. L. C., 2^e série, tome I.
- OSTROROG, *Les Droits de l'Homme et de l'Islam*, R. D. I., 1930, p. 100.
- PHILLIMORE (Lord), *Droits et Devoirs des Etats*, Rec. La Haye, 1923, I, p. 28.
- PILLAUT, *Du Caractère Politique de la Notion de Nationalité*, Revue de Droit International Privé, 1915, p. 10.
- PILLET (A.), *Le Droit International Public*, R. G. D. I., 1894, p. 1.
- *Les Droits Fondamentaux des Etats*, R. G. D. I., 1898-1899.
- POLITIS, *Le Problème de la limitation de la souveraineté*, Rec. La Haye, 1925, I, p. 5.
- *Les Transformations du Droit International*, R. D. I., p. 57.
- REEVES, *La Communauté Internationale*, Rec. La Haye.
- DE RIDDER, *Liberté de conscience en Droit International*, Journal de Droit International, 1905, p. 321.
- ROLIN-JAEQUEMYS, *Note sur le Droit d'Intervention*, R. D. I. L. C., 1876.
- ROUGIER, *La Théorie d'intervention d'humanité*, R. G. D. I., 1910, p. 468.
- SÉFÉRIADÈS, *L'Echange de Population*, Rec. La Haye, 1928, IV, p. 311.
- SPIROPOULOS, *L'Individu et le Droit International*, Rec. La Haye. 1929, V., p. 199.
- TÉNÉKIDÈS, *La Protection Internationale des Intérêts Privés*, R. D. I. L. C., 1932, p. 89.
- THOMAS, *La Condition des Etrangers et le Droit International*, R. G. D. I., 1897, p. 620.
- TRIEPEL, *Rapports entre le Droit interne et le Droit International*, Rec. La Haye, 1923, I, p. 77.
- VERDROSS, *Le Fondement du Droit International*, Rec. La Haye, 1927, I, p. 251.

DOCUMENTS OFFICIELS

Livre Jaune.

Journal Officiel de la Société des Nations (J. O. S. D. N.).

Résumé mensuel des travaux de la S. D. N.

Actes de l'Assemblée.

Annuaire de la S. D. N.

Publications de la Cour Permanente de Justice Internationale.

DIVERS

ALVAREZ (Al.), *Rapport à l'Union Juridique Internationale*, 1926.
in-8°.

MANDELSTAM (A.), *Rapport sur la protection internationale des minorités*, Annuaire de l'Institut de Droit International, 1925, p. 246, 1928, p. 275.

DE LA PRADELLE (A.), *Plaidoirie prononcée devant la C. P. J. I. dans l'affaire des nationalités*, Publications de la Cour, Série C., n° 2, p. 52.

— *Principes Généraux du Droit International*, Carnegie, 1928-1929.

DE LA PRADELLE (A.) et NIBOYET (J.-P.), *Répertoire de Droit International*.

ABRÉVIATIONS

B. I. T.	Bureau International du Travail.
C. P. J. I.	Commission Permanente de Justice Internationale.
C. P. M.	Cour Permanente des Mandats.
D. I.	Droit International.
Doc. A.	Documents de la Société des Nations. Assemblée.
Doc. C.	Documents de la Société des Nations. Conseil.
Doc. Conf. D.	Documents de la Société des Nations. Conférence du Désarmement.
J. O. S. D. N.	Journal Officiel de la Société des Nations.
pp. 4 sq.	page 4 et pages suivantes.
P. P. A. A.	Principales Puissances Alliées et Associées.
P. V. C.	Procès-verbaux du Conseil de la Société des Na- tions.
T. A. M.	Tribunal Arbitral Mixte.

*“ Un jour viendra où le Droit
sera le souverain du Monde ”.*

MIRABEAU.

AVANT-PROPOS

Nous vivons à une époque de transformations profondes de la vie juridique. Les vieux cadres juridiques ont craqué et continuent à se désagréger de jour en jour ; des institutions nouvelles surgissent ayant des répercussions appréciables sur les conceptions déjà acquises.

Relativement à la personnalité humaine, bien des notions juridiques se sont fait jour. Au début du siècle dernier, à la suite de la grande révolution pour l'émancipation de la personnalité humaine, les droits naturels de l'homme furent déclarés intangibles pour le législateur interne. Or, l'activité humaine n'est pas limitée au territoire national, elle s'étend au monde entier. On en vint à penser que les droits de l'homme s'imposaient non seulement au législateur interne, celui du pays dont on est le ressortissant, mais encore aux pouvoirs établis dans tout Etat de l'Univers qui prétend respecter les principes de la justice naturelle. A la notion juridique de droits imprescriptibles de l'homme vis-à-vis du législateur national, s'est dès lors ajoutée une notion semblable en droit international public.

Ces principes de justice, par suite de leur diffusion progressive dans la conscience des peuples civilisés, ont été, dans une certaine mesure, élevés à la hauteur de véritables lois internationales. L'esclavage est condamné comme contraire à la loi naturelle et aux droits de l'humanité. C'est dès lors un principe de droit international que la liberté native de l'homme doit être protégée ; que le respect est dû à sa personnalité.

De même se développe cette règle de droit international que la liberté de conscience garantit à chacun, national ou étranger, le droit d'opter librement, de conserver une confession religieuse ou d'en changer, sans en devoir compte à qui que ce soit.

Ces principes qui dominaient la pratique internationale, et que Grotius, précurseur de trois siècles, exposait déjà dans son *De Jure belli ac pacis*, deux sociétés internationales de juristes : l'Académie diplomatique internationale et l'Institut de Droit international viennent récemment d'en consacrer l'existence, la première dans un vœu du 8 novembre 1928, la seconde dans la Déclaration du 12 octobre 1929, dite Déclaration des Droits internationaux de l'Homme.

INTRODUCTION

Les Droits internationaux de l'homme. — Définition.

— Etendre au monde entier la reconnaissance internationale des Droits de l'homme, c'est poser le principe que l'Homme, comme tel, doit se voir reconnaître, en tous pays, la pleine et entière protection de certains droits essentiels : le droit à la vie, le droit à la liberté, le droit à la propriété, le droit au libre exercice de toute religion dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs. Ces droits, placés sous la protection de la communauté internationale, doivent lui appartenir en tant qu'homme vivant dans un certain milieu de civilisation, indépendamment de tout lien de nationalité.

Premier obstacle : la théorie de l'état fin en soi. — La philosophie du XVIII^e siècle proclame les droits naturels de l'individu. L'homme, en venant au monde, apporte avec lui certaines prérogatives qui tiennent à sa nature, à sa qualité d'homme. Suivant la conception cartésienne, le tout de l'homme est la pensée ; le droit naturel et intangible de penser et d'extérioriser sa pensée, c'est-à-dire de développer son activité physique, intellectuelle et morale doit lui être reconnu. Or, tout homme ayant une pensée, une activité, aura un droit égal à développer cette activité. Les hommes non seulement

seront libres, mais ils seront tous *également* libres : l'égalité et la liberté sont à la base de ces droits.

Dans la doctrine prédominante française, on reconnaîtra la primauté des droits fondamentaux de l'homme et du citoyen à toute constitution politique. L'Etat sera limité par ces droits individuels et supérieurs à lui ; il ne pourra y porter nulle atteinte ; il pourra certes les limiter, mais dans la mesure où cette limitation sera nécessaire à la protection et au respect des droits individuels de tous.

Transposée dans le domaine du Droit, cette conception philosophique conduira aux Déclarations des Droits de l'homme et du citoyen (1).

Droits de l'Homme et Droits du Citoyen. — Les déclarations comprennent deux sortes de droits : les droits de l'homme, les droits du citoyen.

Les droits de l'homme sont ceux qui lui appartiennent en tant qu'homme, ne faisant pas encore partie d'une société politique, ou ne faisant plus partie de cette société politique.

Les droits du citoyen lui appartiennent au contraire comme partie intégrante de la société politique et cessent de lui appartenir s'il n'en fait plus partie.

Ainsi, on considère les droits du citoyen comme n'étant pas différents des droits de l'Homme : ce sont les droits de l'homme protégés et garantis par la société. L'Homme en tant qu'homme est titulaire de droits naturels, mais en tant que citoyen, l'Etat dont il est le ressortissant s'engage à ne point les violer et à lui en assurer le libre exercice. On peut dire qu'en tant qu'homme, il a, en tout endroit que ce soit, l'aptitude à jouir de certains

(1) ESMEIN. *Éléments de droit constitutionnel français et comparé*, 8^e édition.

droits, mais individualisé dans l'Etat, il peut les exercer et en réclamer une protection efficace (1).

(1) « Ainsi la liberté et la propriété sont des droits de l'homme ; la sûreté est un droit du citoyen. Mais la sûreté n'est pas, en réalité un droit particulier différent de la liberté et de la propriété ; la sûreté n'est pas autre chose que la liberté et la propriété socialement reconnues et garanties ». DUGUIT. *Traité de Droit Constitutionnel*, 1930, t. III, p. 624.

ESMEIN distingue également la déclaration des droits et la garantie des droits. « Les garanties des droits ont fait leur apparition en même temps que les Déclarations. Les Déclarations des colonies émancipées de l'Amérique du Nord contiennent, épars, des articles concernant les garanties. Nos constitutions contiennent à la fois une déclaration des droits et des garanties des Droits ». ESMEIN, *op. cit.*, t. I., pp. 591 sq.

La jurisprudence américaine a fait clairement la distinction entre les droits de l'homme et les droits du citoyen. Dans l'affaire de *Downs v. Bidwell* (182, United States, 244, 282) du 27 mai 1901, on décida que les garanties de la Constitution s'appliquaient aux insulaires, comme individus, en tant que titulaires de droits naturels, innés, inhérents, inaliénables. Le juge BROWN exposait : « Nous proposons, sans intention de décision, qu'il puisse y avoir distinction entre certains droits naturels, mis en vigueur dans la Constitution au moyen de prohibitions frappant les interférences qui s'élèveraient contre eux, ce qu'on pourrait appeler les droits artificiels ou réparateurs, qui sont particuliers à notre propre système de jurisprudence.

A la classe précédente appartiennent le droit de chacun à sa propre opinion religieuse et à son expression publique, ou comme on l'a exprimé parfois, le droit d'adorer le Seigneur selon l'avis de sa propre conscience ; le droit à la liberté personnelle et à la propriété individuelle ; le droit à la liberté de parole et de presse ; le droit de libre accès aux Cours de justice ; le droit au juste cours de la loi et à une protection égale des lois ; le droit à l'immunité contre les persécutions et saisies non fondées, de même que contre les peines cruelles ou extraordinaires, et à toutes autres immunités indispensables à un gouvernement libre.

Quant aux droits artificiels : « A cette dernière classe appartiennent les droits de citoyenneté, de suffrage et le droit aux méthodes particulières de procédure indiquée dans la Constitution, qui sont particulières à la jurisprudence anglo-saxonne et dont quelques-unes ont déjà été tenues par les Etats comme non nécessaires à la protection convenable des individus », R. D. I., 1930, p. 94.

Les Déclarations des Droits et le Droit des Gens (1). —

Les Déclarations des Droits de l'homme et du citoyen, déclarations nationales, renferment cependant le germe d'un mouvement international. *Leseur* (2) estime que la Déclaration a reconnu à l'individu, comme homme, un minimum de droits naturels qui sont les attributs de sa personnalité, qui ne sont pas une création artificielle de l'association dont il fait partie. Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme, (art. 2). Du moment que la conservation de ces droits est le but de l'Etat, elle devient indirectement l'un des buts de la communauté internationale dont les Etats font partie.

Ainsi, en reconnaissant à l'individu, comme homme, des droits naturels, la Déclaration se trouve lui reconnaître des droits internationaux, en ce sens qu'ils sont placés sous la sauvegarde et la protection du droit international. Et les Etats civilisés peuvent et doivent, comme organes du droit international, intervenir pour faire respecter les droits naturels de l'homme là où ils sont méconnus.

La théorie finaliste de l'Etat. — A cette conception,

(1) Les premières Déclarations des Droits de l'homme et du citoyen aux Etats-Unis présentent un caractère particulier. Les droits ainsi proclamés n'appartiennent pas aux seuls citoyens des Etats-Unis, mais encore à tous les « habitants » et dans les états esclavagistes à tous les blancs.

Et indépendamment de ces Déclarations des Droits, à Rhodes Island, tout d'abord, puis dans d'autres colonies, la liberté de conscience, dans des limites restreintes il est vrai, fût juridiquement reconnue. Cette liberté existait, non seulement pour les colons anglais, mais encore pour tous les hommes établis sur le sol de la colonie. JELLINEK. La Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, trad. FARDIS.

(2) LESEUR. — Introduction à un cours de droit international public.

s'opposait un ensemble de doctrines qui trouvait son aboutissement en Allemagne, et qui glorifiait l'absolutisme de l'Etat. On posait le principe que l'Etat était à lui-même sa propre fin, que les individus le composant n'étaient que des choses n'ayant aucun droit à la protection étatique. Le problème de l'existence des Droits Internationaux était, par là même, écarté. Comment un Etat, rejetant les droits de l'homme dans le domaine du Droit Constitutionnel, pourrait-il en concevoir l'existence même dans le cadre du droit international (1).

(1) La philosophie de HEGEL est le point d'arrivée de ce mouvement commençant avec la Réforme et qui se continue avec E. KANT. En Allemagne, la doctrine hégélienne aura une influence considérable sur SEYDEL et ERIK KAUFFMANN ; les historiens reprendront cette pensée avec TREITSCHKE et LASSON. *Das kultur idéal und des Krieg.* voir DAMPIERRE. *Allemagne et droit des gens.* ANDLER « Doctrines du pangermanisme », Rec. La Haye, Krauss, 1927, I.

L'Angleterre avec AUSTIN, JAMES MILL proclamera également l'action illimitée de l'Etat aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

MACHIAVEL plaide en faveur de la dictature ; le but qu'il poursuit est un but de puissance et non un but de culture. La Raison d'Etat devient l'unique mesure. Il se détache de la religion et de la morale pour atteindre ce but. Niant l'existence de tout droit, il donne au Prince le droit de rechercher, par tous les moyens, ses fins personnelles. La science allemande déguisera le Prince en Etat et elle professera que l'Etat est à lui-même sa propre fin, qu'il a le droit de rechercher, par tous les moyens, son plus grand épanouissement. L'individu perd toute personnalité. Il doit obéir, et son devoir à l'obéissance a son fondement dans l'*origine* de la règle de droit, *sans égard à son contenu*. Il importe peu que la norme soit contraire à tout principe de justice ou de morale, elle s'appliquera par cela même qu'elle émane de l'autorité compétente personnifiant l'Etat.

La puissance étatique est infaillible, on doit y obéir aveuglément.

Les uns comme KANT font reposer ce pouvoir sur la volonté de Dieu. La puissance étatique est divine, elle est infaillible et comme telle, s'impose au respect des hommes. « Le peuple

La doctrine allemande prédominante (1) partait de cette idée que l'homme ne formait qu'un objet de la souveraineté de l'Etat. L'Etat tout puissant ne reconnaissait aucune limitation à ses pouvoirs, et niait l'existence de droits fondamentaux à l'individu, qui, s'ils existaient, ne seraient qu'un réflexe de ces droits. Car, même dans la doctrine qui reconnaît les droits de liberté individuelle, ces droits ne constituent en aucune façon, une limitation au pouvoir législatif.

Second obstacle : la notion de souveraineté — Dès lors qu'on admet l'existence de droits primordiaux au profit de l'individu, il faut nécessairement décider qu'il y a, à la charge des Etats, une obligation de les respecter et de les protéger : tout droit implique comme contre-

doit obéir même à ceux qui se sont emparés du pouvoir par la force et qui ne le détiennent que par la force ».

D'autres se placent au point de vue de la souveraineté du peuple, car si l'Etat absolu anéantit complètement tout droit individuel originel, il ne peut pas complètement abolir la conscience de la priorité du droit individuel. Les théoriciens de l'Absolutisme ne parviennent à déduire le pouvoir illimité du monarque que de l'abandon fait à l'Etat, par l'individu, de la totalité de ses droits primitifs. En passant de l'état de nature à la société civile, les hommes abandonnent au Prince tous leurs droits. Le souverain, dans cette conception (Höbbes) pourra empiéter sur les droits naturels de l'individu ; son pouvoir sera illimité ; le Droit ne saurait être un obstacle à sa puissance de commandement.

HEGEL reprend ces idées, mais il leur donne une forme plus systématique, rattachant sa théorie de l'Etat à son système philosophique général. Individu et société sont la thèse et l'antithèse, l'Etat sera la synthèse. L'individualité humaine ne devient une réalité que dans l'Etat ; mais la toute puissance *sans limites* du Prince ou de l'Etat ne saurait porter atteinte aux droits des individus, ni aux droits de la société civile puisque « la réalité de l'individu et de la société civile sera d'autant plus grande que la synthèse de ces deux idées sera plus puissante et plus forte ».

(1) LABAND. Staatsrecht. t. I., 1900, p. 223. SEYDEL, Bayerisches Staatsrecht, 1887, I, p. 516.

partie des devoirs vis-à-vis de lui (1). C'est plus qu'une simple obligation morale ; elle constitue une obligation juridique.

La doctrine ne s'est pas prononcée d'une façon ferme sur le problème des sanctions. D'ailleurs, toute solution se ramène au système adopté quant à la nature juridique des droits de l'individu ; droits subjectifs : l'individu aura un droit d'action devant les fors internationaux ; droits objectifs : l'individu, sujet indirect du Droit international, se placera sous la protection de l'Etat.

La pratique internationale, dans la mesure où elle admet les droits internationaux de l'homme, ne leur a assuré qu'une protection fragmentée et temporaire. Emue aux récits des massacres, des atrocités commis en Orient, résultat de haines ethniques ou religieuses, la conscience des peuples civilisés sera blessée dans sa conception du juste et de l'injuste. Au xix^e siècle, les Puissances interviendront pour raison d'humanité en Orient, en Turquie (2).

D'autre part, des instruments internationaux s'occuperont, dans une certaine mesure, mais sans équivoque de la protection des individus (3), des conférences réu-

(1) « L'avantage que l'individu tirerait d'une reconnaissance contractuelle des Droits de l'Homme et du Citoyen au cas où les Etats s'y prêteraient, sans création simultanée de sanctions efficaces dans l'hypothèse d'une violation desdits droits, serait purement platonique ». SPIROPOULOS. L'individu en Droit international, pp. 60-61.

(2) Interventions en 1826 au sujet de la Grèce ; 1827, massacres de Chio ; 1860, Syrie ; 1866, 1894, Crète ; 1876, Bulgarie ; 1896, Arménie ; 1905, Macédoine.....

(3) Traités d'Oliva, 1660 ; Nimègue, 1678 ; Ryswick, 1697 ; Carlovitz, 26 janvier 1699 ; Passarowitz, 21 juillet 1718 ; Belgrade, 18 septembre 1739 ; Convention de Constantinople, 2 mai 1741 ; Sistov, 4 août 1791 ; Kutchuk Kaïnardji Aschermann, 7 octobre 1826 ; Andrinople, 14 septembre 1829.

nissant les Principales Puissances travailleront à garantir l'homme dans ses droits essentiels (1).

La raison de l'échec — L'idée de souveraineté domine le droit international. L'Etat est une personne morale et souveraine qui n'est soumise au Droit que dans la mesure où, par son libre et incontrôlable assentiment, il consent à le reconnaître. Non seulement, il a la faculté de se gouverner lui-même, mais aussi celle de conduire ses rapports avec les autres Etats en s'inspirant uniquement de son intérêt personnel. La souveraineté ainsi entendue était « la compétence de la compétence », l'indépendance du plus grand pouvoir (2).

Cette notion d'indépendance, dérivée du concept de souveraineté absolue, rejette toute possibilité d'immixtion d'un Etat dans la politique intérieure d'un autre Etat dès lors que ce dernier n'a point, par sa conduite, fait préjudice à ses droits. « Là où il n'y a pas d'intérêts, il n'y a pas d'action » (3). Qu'un gouvernement massacre ses ressortissants, ne violant les droits d'aucun Etat étranger, il pourra agir en toute liberté sans avoir à répondre envers qui que ce soit de son action.

(1) Déclaration du 8 février 1815 ; Congrès d'Aix-la-Chapelle ; de Vérone ; Conférence de Berlin de 1815 ; Conférence de Bruxelles, 1890.

(2) E. LOENING. *Die Gerichtsbarkeit über freunde Staaten und Souverane* Hall, 1903, p. 83.

(3) ROUGIER. *L'intervention d'humanité*, R. G. D. I. (1910). Un Etat, la communauté internationale ne sauraient se faire juges de la conduite d'un autre Etat, car ce serait « la violation d'un principe essentiel de droit international : celui de l'indépendance absolue des Etats, en vertu d'un autre principe, non encore établi dans les rapports internationaux et qui d'ailleurs appartiendrait au domaine de la morale plutôt qu'à celui du droit, d'après lequel un Etat doit employer sa puissance à arrêter l'iniquité et la barbarie dans les gouvernements des autres ». DESPAGNET. *Cours de Droit international public*, édit. de Boek, 1910, p. 251.

Qu'il massacre les étrangers habitant son territoire, violant ainsi les droits d'autres Etats, il s'exposera à une intervention des intéressés pour obtenir la cessation de ces massacres.

La reconnaissance internationale des droits de l'homme suppose donc, si ce n'est la négation de toute souveraineté, du moins l'affaiblissement de la notion de souveraineté absolue et l'idée de souveraineté relative.

SECTION I. — LE DROIT POSITIF ET LA RECONNAISSANCE DE PRINCIPE DES DROITS INTERNATIONAUX DE L'HOMME

Le Droit positif a été amené, dans deux cas, à reconnaître d'une façon générale les droits internationaux de l'homme ; mais il n'a pu encore affecter cette reconnaissance de ce caractère de généralité qui fait toute l'originalité de la Déclaration de l'Institut de Droit International. En effet, il y apporte des limitations soit quant aux personnes bénéficiaires, soit quant aux territoires où cette obligation internationale doit être respectée.

I. — *Les Traités de Minorités*

Les droits de l'homme. — Certains auteurs dégagent des dispositions de traités de paix ou de minorités, la reconnaissance officielle de certains principes d'un droit universel, droit supérieur au droit de chaque Etat et susceptible d'être garanti par certaines sanctions positives (1).

Ce droit universel serait reconnu par les traités de minorités, car ces traités ne s'occupent pas seulement

(1) Contra. La conception allemande qui, avec Gerber, Wintgens, prétend à l'existence d'un droit international des minorités.

des minorités. Tous, ils obligent les gouvernements respectifs à accorder à tous les habitants pleine et entière protection de leur vie, de leur liberté, le libre exercice de la religion (1). A côté de ces dispositions relatives à l'individu, les traités s'adressent à tous les ressortissants de l'Etat en proclamant leur égalité civile et politique, enfin, aux minoritaires, en leur garantissant une série de droits spéciaux : libre usage de la langue minoritaire, liberté d'enseignement, droit de créer, diriger et contrôler des institutions charitables, religieuses et sociales.

Les traités de minorité auraient donc pour but, d'une part, de garantir l'application de certains principes généraux de gouvernement adoptés par les Etats modernes (art. 2 du traité polonais) et d'autre part, d'exclure l'oppression des minorités incorporées, en leur garantissant l'égalité avec les ressortissants de la majorité.

Le système, on le voit, déborderait la protection des minorités, puisque les dispositions de la première catégorie s'étendent à tous les habitants sans égard à leur nationalité, national ou étranger, majoritaire ou minoritaire ; tandis que celles de la deuxième catégorie ne s'étendent qu'aux ressortissants des minorités de race, de langue et de religion.

Or, nous devons constater que les traités de minorités marquent une double défaillance vis-à-vis des droits de

(1) Traité de minorité, Pologne, 28 juin 1919, *art. 2*. Le gouvernement polonais s'engage à accorder à tous les habitants pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté sans distinction de naissance, de nationalité, de langage, de race ou de religion.

Tous les habitants de la Pologne auront droit au libre exercice, tant public que privé, de toute foi, religion ou croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

l'homme. D'une part, ce droit n'est ni universel, ni commun à tous les Etats ; d'autre part, il ne prévoit pas une garantie internationale efficace de ces droits.

a) *Il s'agit d'un droit international régional.* — Cette obligation de respecter les droits de l'homme est limitée aux seuls Etats minoritaires ; qu'il s'agisse des Etats ayant signé les traités de minorités, ou des Etats ayant fait des déclarations devant la S. D. N. aux termes desquelles ils s'engageaient à appliquer les principes généraux inscrits dans les traités de minorités. Ce droit n'est pas universel, il est limité à certaines régions déterminées de l'Europe.

D'ailleurs, la genèse politique et juridique de ces divers actes confirme le caractère exceptionnel de ce système. Le Comité institué le 7 mars 1929 par le Conseil de la S. D. N. précisait : « Les auteurs des traités n'ont nullement eu l'intention d'énoncer des principes de gouvernement présentant un caractère d'obligation universelle. Ils n'ont jamais considéré ni prétendu considérer la possibilité d'appliquer à tous les Etats du monde le principe général de la tolérance religieuse » (1).

b) *La protection internationale s'applique aux seuls minoritaires.* — Les traités de minorités assurent à l'exécution de leurs dispositions une double garantie, une garantie constitutionnelle, une garantie internationale. Comment joueront donc ces différentes garanties en face des droits de l'homme ?

1° *La protection constitutionnelle.* — En acceptant les traités de minorités, les Etats intéressés ont pris vis-à-vis des P. P. A. A. des engagements. Ceux-ci consistent

(1) J. O. S. D. N., 1929. Sup. n° 73, p. 46.

« à ce que les stipulations soient reconnues comme lois
« fondamentales, à ce qu'aucune loi, aucun règlement,
« ni aucune action officielle ne prévalent contre elles »
(Art. 1 du traité polonais).

Les Etats ont voulu ainsi transformer les prescriptions du droit international en règles de droit public interne. Ce n'est là, d'ailleurs, que la consécration du principe général du droit international que les règles internationales l'emportent sur les règles nationales (1).

Pour assurer l'exécution des traités, pour qu'à l'occasion de chaque nouvelle mesure législative à prendre, les Etats s'inspirent des obligations internationales qu'ils ont assumées, on a fait revivre la vieille théorie des *lois fondamentales*. Les traités de cette façon limitaient le pouvoir de l'Etat, non seulement pour le présent, mais aussi pour l'avenir (2).

Déclarées lois fondamentales, créées par des traités ou par des déclarations faites devant la S. D. N., ces règles sont plus rigides, intangibles pour les législations intérieures et, en général, pour tous les pouvoirs nationaux. M. Mandelstam (3) n'hésite pas à les déclarer *constitutions internationales*.

(1) Ce principe posé par la doctrine a été proclamé par la C. P. J. I. dans son arrêt du 25 mai 1926. « Au regard du Droit International, les lois nationales sont de simples faits, manifestations de la volonté et de l'activité des Etats, au même titre que les décisions judiciaires ou les mesures administratives.

.....Rien ne s'oppose à ce qu'elle (La Cour) se prononce sur la question de savoir si, en appliquant ladite loi, la Pologne agit ou non, en conformité avec les obligations que la Convention de Genève lui impose envers l'Allemagne ».

Publ. C. P. J. I. n° 7, p. 19.

(2) Lettre de M. Clémenceau : les traités entendaient assurer la garantie de certains droits essentiels quels que soient les changements qui puissent survenir dans la constitution polonaise.

(3) MANDELSTAM. La protection internationale des minorités. Paris, 1931. La S. D. N. et les puissances devant le problème arménien. Rec., La Haye, 1923, p. 447.

Elles s'opposent aux lois constitutionnelles souples en ce sens qu'elles ne peuvent être remaniées ou abolies par la voie législative ordinaire ; elles ne sauraient non plus être modifiées par les voies législatives spéciales prescrites pour la révision des constitutions rigides.

Gonsiorowski estime, contrairement à Balogh, que ces dispositions régies par l'article 1^{er} ne doivent pas être insérées dans les constitutions des Etats, car l'Etat est libre de modifier ses lois fondamentales selon la procédure prévue dans ce but. La loi fondamentale, créée en vertu des traités et des déclarations, ne peut être modifiée qu'après la révision du traité qui lui a donné naissance et non par la volonté unilatérale de l'Etat.

Mais, supposons que l'Etat passe outre à cette clause et qu'il prenne une loi ou un règlement contraire aux stipulations de l'article 1^{er}. Devant quelle juridiction le recours en nullité sera-t-il porté ? Les traités ne prévoient aucune autorité internationale compétente pour examiner la conformité ou la non conformité des règlements intérieurs ou des lois avec les stipulations internationales. Seul, le droit interne de l'Etat offrira les garanties suffisantes, seules, les règles de droit commun peuvent donc être appliquées.

S'il s'agit d'un pays où les juges peuvent interpréter la constitutionnalité des lois ainsi qu'aux Etats-Unis et qu'en Tchécoslovaquie, le problème pourra être résolu par les voies qu'offre le droit interne (1). Sinon, aucun

(1) Une Convention germano-polonaise relative à la Haute-Silésie, signée à Genève le 15 mai 1922, a stipulé, dans ses dispositions générales, que les tribunaux internes seraient compétents pour examiner si les dispositions législatives et administratives ne seraient pas contraires aux stipulations de la convention en matière de minorités. La constitution tchécoslovaque, art. 1 et 2, et la loi tchécoslovaque du 9 mars 1921, art. 7 et 18 instituent un tribunal constitutionnel. La Constitution roumaine, art. 103, confie ces fonctions à la Cour de Cassation.

organe de contrôle n'existe, et l'affirmation des traités concernant l'homme reste une affirmation purement théorique.

Par le fait que les Etats signataires des traités de minorités n'ont pas toujours incorporé dans leurs constitutions ou n'ont pas proclamé comme lois fondamentales les dispositions de ces traités (1) ils peuvent prendre des mesures législatives contraires aux traités. Ces mesures sont sans valeur au point de vue du droit international, il n'en est pas moins vrai que les Etats ne sont pas liés constitutionnellement dans le domaine de la législation nationale comme l'exigeaient les traités.

On s'est demandé cependant si, sur cette obligation constitutionnelle, ne pourrait pas se greffer une obligation internationale.

On admet (2) que la promulgation par un pouvoir national d'une loi ou d'un règlement se trouvant en contradiction ou en opposition avec les stipulations du traité aurait une sanction.

Cette sanction semblerait dériver de l'article 12 des traités de minorités. En vertu de son paragraphe 2 (3), le Conseil a toute latitude pour amener à composition, par la voie des négociations amicales, l'Etat qui aurait

(1) Seule la Constitution tchécoslovaque dans son article 106 a, en conformité avec l'article 2 du traité de minorité, accordé à tous les habitants de l'Etat pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté et déclaré qu'une exception à cette règle ne pourrait avoir lieu que dans la mesure où elle ne s'opposerait pas au droit international.

(2) En ce sens MANDELSTAM. La protection internationale des minorités. Paris, 1931, pp. 68 sq.

(3) Art. 12, § 2, traité des minorités. Pologne. « La Pologne agréee que tout membre du Conseil de la S. D. N. aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations, et le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance. »

commis une infraction législative ou administrative à ses obligations d'intérêt international.

Si les pourparlers n'aboutissaient pas, le Conseil procéderait alors de telle façon qui lui paraîtrait la plus appropriée et la plus efficace.

Et même, en dehors de cette action politique, une autre voie semble ouverte au Conseil par le paragraphe 3 de l'article 12 : la voie judiciaire. Car si, en vertu du paragraphe 3, les divergences d'opinion sur des questions de droit ou de fait concernant les articles du traité peuvent être déférées à la Cour, il s'ensuit *a fortiori* qu'un différend concernant non pas l'application des traités, mais leur abrogation ou leur modification, pourra être porté devant la Haute Cour de Justice Internationale. « La décision sera sans appel et aura la « même force et valeur qu'une décision rendue en vertu « de l'article 13 du pacte » (art. 12, § 3).

La question ne s'est pas encore posée dans la pratique; il convient d'accepter cette doctrine avec prudence. On verra plus loin comment il faut interpréter l'article 12.

2° *La garantie internationale. a) l'article 12 (1).* —

(1) Art. 12. La Pologne agréee que, dans la mesure où les stipulations des articles précédents affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la S. D. N. Elles ne pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la S. D. N.

La Pologne agréee que tout membre du Conseil de la S. D. N. aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations, et que le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

La Pologne agréee en outre qu'en cas de divergence d'opinion sur des questions de droit ou de fait concernant ces articles...

Aux termes de l'article 12, une garantie internationale est établie dans la mesure où les dispositions des articles précédents affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de langue ou de religion. Dans ce cas, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et sont placées sous la garantie de la S. D. N. ; elles ne peuvent être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil et la C. P. J. I. sera compétente pour connaître des conflits nés sur ces questions.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 12 limite la garantie de la S. D. N. aux seuls minoritaires. Or, les traités établissent certains droits généraux en faveur non seulement des minorités, mais en faveur de tous les ressortissants et même de tous les habitants du pays. L'infraction, par l'Etat qui a souscrit ces engagements, à une stipulation établissant un de ces droits, au préjudice d'un non minoritaire, ne serait donc pas de nature à faire jouer la garantie de la S. D. N. ; il n'y aurait pas pour l'Etat d'obligation d'intérêt international, ni de protection de la S. D. N., ni de justice internationale (1).

Les dispositions de l'article 2 concernant la protection des droits individuels de l'homme, sont donc simplement placées sous la garantie constitutionnelle prévue par l'article 1 (2).

cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du Pacte de la S. D. N. Le gouvernement polonais agréé que tout différend de ce genre sera, si l'autre partie le demande, déféré à la C. P. J. I. La décision de la C. P. J. I. sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte.

(1) Section d'information. Secrétariat de la S. D. N. La S. D. N. et la protection des minorités de race, de langue et de religion, p. 30.

(2) DE VISSCHER.

La protection internationale de l'article 12 s'applique à deux catégories de droits : droits de l'homme et droits culturels, mais pour autant que ceux qui s'en réclament appartiennent à une minorité. L'étranger qui n'appartient pas à une minorité est placé sous la protection des règles générales du Droit international concernant la protection des étrangers (1).

Lord Finlay, dans une observation jointe à l'avis consultatif, n° 7 (2), exposait que, selon lui, les traités de minorité contiennent deux espèces de dispositions. Les unes ont pour but de conférer des droits d'ordre général : droit à la vie, droit à la liberté à tous les habitants (de la Pologne) quelle que soit leur nationalité. Les autres garantissent des droits d'ordre particulier : égalité devant la loi, égalité de traitement et de garanties avec les autres ressortissants (polonais), droit à l'instruction en langue allemande, droit à une répartition équitable des sommes attribuées dans un but d'éducation, de religion ou de charité, et assurés aux seuls ressortissants.

La protection de la S. D. N. ne s'appliquerait qu'à ces derniers droits seulement. Il est à craindre, en effet, que ces droits particuliers ne soient méconnus par les autorités locales plutôt que les droits généraux admis par tous les états civilisés. Les Etats minoritaires ne considéraient-ils pas ce droit nouveau comme une véritable *capitis diminutio* ; une garantie efficace doit être réservée aux bénéficiaires des traités de minorités.

b) Le même problème se pose dans tous les cas où les dispositions relatives à la protection des minorités ont été placées sous la garantie de la S. D. N. : ainsi, la dé-

(1) En ce sens : SERINI. Il diritto internazionale della minoranze. Rivista di diritto internazionale, 1929, p. 475.

(2) Rec. de la Cour, série B, avis n° 7, pp. 22 sq.

claration signée par l'Albanie à la session du Conseil du 2 octobre 1921, ratifiée le 17 février 1922 (1) ; de même la Déclaration relative à la protection des minorités acceptée par le gouvernement lithuanien le 12 mai 1922 et placée sous la garantie de la S. D. N. par la résolution du Conseil du 11 décembre 1923 ; la Convention du territoire de Memel du 8 mai 1924 (2).

Tout autre est le problème relatif à certains Etats qui ont estimé que la question des minorités était une question de pur droit interne et qui, dans leur propre législation, unilatéralement, ont inséré des dispositions concernant la protection des minorités.

L'Esthonie et la Lettonie ont refusé de s'obliger vis-à-vis de la S. D. N. dans les termes des traités de minorités (3). Le Conseil s'est borné à prendre acte de la déclaration concernant la situation faite aux minorités, situation conforme à celles stipulées dans les traités de minorités. Le Conseil se réservait cependant le droit de « rouvrir les pourparlers » dans le cas de la Lettonie, ou celui de « connaître à nouveau du statut des minorités » en ce qui concerne l'Esthonie. Toute divergence de vue

(1) Rapport à la 3^e Assemblée sur l'œuvre du Conseil, p. 3.

(2) Art. 11. La déclaration faite par le Gouvernement lithuanien devant le Conseil de la S. D. N. le 12 mai 1922 s'applique à la protection des minorités du territoire de Memel.

Voir : J. O. S. D. N., Septembre 1924, p. 120 .

(3) Voir la lettre que M. Walters, ministre de Lettonie à Rome, adressait le 17 juillet 1922 à M. da Gama, représentant du Brésil au Conseil de la S. D. N. et rapporteur de la question des minorités en Lettonie.

J. O. S. D. N., Septembre 1922, pp. 1035 sq.

« Par la recommandation du 15 décembre 1920 non juridique, l'Assemblée n'a pas posé une condition. Cette recommandation partant du fait que le droit des minorités doit rester un droit interne de l'Etat en appelle uniquement à la volonté étatique pour voir ce droit établi. Elle laisse subsister intact le principe de la volonté de l'Etat, seule créatrice de ses lois ».

entre les deux Etats et le Conseil ne pouvant être déférée à la Cour Permanente de Justice Internationale que pour avis consultatif.

En ce qui concerne la Finlande, le Conseil n'a fait que prendre acte des informations relatives aux droits garantis aux minorités par la loi constitutionnelle finlandaise (séance du 2 octobre 1921).

II. — *Standard minimum de civilisation*

Dans le cadre du Droit International, l'idée que l'Etat ne peut traiter l'étranger à son gré, mais qu'il doit le reconnaître comme personne juridique, n'a été posée qu'assez tard en doctrine (xviii^e siècle). « Tout Etat est tenu envers les autres Etats de reconnaître à leurs nationaux respectifs la qualité de personnes, de sujets de droits avec les conséquences de droit public et de droit privé qui en découlent et de leur octroyer la protection juridique voulue par la reconnaissance de cette qualité » (1).

Ces droits reconnus à l'étranger comme homme forment ce qu'on appelle le « standard minimum de civilisation » applicable aux étrangers.

Ce principe d'un standard international se ramène ainsi à l'idée que les Etats sont obligés, par le Droit des Gens, à respecter dans les étrangers la dignité de la personnalité humaine, en leur reconnaissant les droits nécessaires à cette fin : les droits internationaux de l'homme (2). C'est un standard de justice fondamental et

(1) ANZILOTTI, Rec. La Haye, tome 26, p. 451.

(2) These rights « are placed under the protection of the principles governing the common wealth of nations, as *international rights of man* ».

Central American Court of Justice, Affaire D. Pedro Andrés Fornos Diaz, 6 mars 1909, American Journal, 1909, pp. 737 sq.

si généralement accepté par les pays civilisés qu'il forme une partie du Droit International du Monde.

Les traités. — Les traités de capitulation avaient déjà eu pour effet d'affirmer, au profit des nationaux des Etats d'Europe Occidentale une condition préférable à celle des nationaux des Etats de l'Orient ou de l'Extrême Orient à une époque où ces derniers Etats méconnaissaient certains droits fondamentaux des individus.

De nombreux traités bilatéraux de commerce et d'établissement reconnaissent la personnalité juridique de l'étranger (1). La Convention panaméricaine du 20 février 1928, dans son article 5, constate l'existence de « droits civils essentiels » dont la jouissance doit être assurée aux étrangers (2).

La Jurisprudence internationale. — Les Tribunaux arbitraux se sont maintes fois prononcés sur l'existence d'un minimum de droits réservé à l'étranger.

Le 30 Décembre 1896, le Tribunal arbitral, dans le différend franco-vénézuélien (3), se demande si l'Etat s'est

(1) Traité de commerce entre les Etats-Unis et l'Allemagne, 8 décembre 1923, art. 1. Traité d'établissement entre la Perse et l'Egypte, 28 novembre 1928, art. 4 ; Convention relative à l'établissement et à la compétence judiciaire, annexée au Traité de Lausanne (1923), art. 2. Sur le territoire de la Turquie, les ressortissants des autres Puissances contractantes seront reçus et traités relativement à leurs personnes et à leurs biens conformément au Droit international commun.

Art. 17. — Le gouvernement turc déclare que les étrangers en Turquie seront assurés quant à leurs personnes et à leurs biens, devant les juridictions turques, d'une protection conforme au Droit des Gens.

(2) A. ALVAREZ. Le Panaméricanisme et la sixième conférence panaméricaine, 1928.

(3) Affaire Fabiani.

tenu à la hauteur, à l'égard de l'étranger, du niveau de conduite commun aux Etats civilisés (1).

Le Tribunal arbitral entre les Etats-Unis et le Mexique reconnaît également dans une jurisprudence récente et nombreuse ce principe (2).

Dans l'affaire de l'Eliza (3), la Commission de Lima estime que la condition de l'étranger se détermine en droit des gens, non d'après le droit interne applicable aux nationaux, mais directement par application du droit international.

La Cour Permanente de Justice Internationale enfin, dans son arrêt n° 7 (Certains intérêts en Haute-Silésie) (4), admet l'existence d'un droit international commun concernant le traitement des étrangers et qui leur est applicable en dépit de la législation interne à défaut de stipulation conventionnelle expresse (5).

(1) Voir Bases de discussion de la S. D. N. pour la codification du Droit international, t. III, pp. 33 sq., base de discussion n° 3. Au sujet de cette base de discussion relative à la condition des étrangers et à la responsabilité des Etats, l'Autriche faisait remarquer que la codification devrait se borner à établir la responsabilité des Etats pour tout acte non conforme au *niveau de conduite commun* aux Etats civilisés.

(2) Général Claims Commission U. S. and Mexico : The U. S. of America on Behalf of George W. Hopkins claimant, v. the United Mexican States, 31 mars 1926, Docket n° 39. American Journal, 1927, p. 160 ; Faulkner case, 2 novembre 1926, D., n° 47. A. J., p. 349, Garcia and Garza case, 3 décembre 1926. D., n° 292, A. J., p. 581. Roberts Case, 2 novembre 1926, D., n° 185. A. J., p. 357. North American Dredging Co Case, D., n° 1223.

(3) Commission mixte de Lima, affaire de l'Eliza, 27 novembre 1863. Recueil des arbitrages. A. de La Pradelle et Politis, t. II, p. 271.

(4) Publication de la Cour, série A, n° 7.

(5) La Cour, appelée à statuer sur certains intérêts en Haute-Silésie, estime que les mesures prises par les Polonais « ne sont pas justifiées par un titre spécial primant la convention (titre III de la Convention de Genève) et qui dépasse les limites du

Le standard international s'adresse aux seuls étrangers.

— Le standard international reconnu par la jurisprudence internationale n'intéresse que les étrangers. On en refuse le bénéfice aux nationaux. L'Etat est libre de fixer, comme il le désire, le standard applicable à ses propres citoyens, mais lorsqu'un étranger est en cause, le droit international entre avec son propre standard.

Les Tribunaux Arbitraux ont souvent affirmé ce principe. Dans l'affaire de l'Eliza, on relève en particulier : « it not infrequently happens that under the rules of international law applied to controversies of an international aspect, a nation is required to accord to aliens broader and more liberal treatment than it accords to its own citizens under municipal laws » (1).

Dans la doctrine, l'opinion d'après laquelle l'étranger peut, dans certaines hypothèses, bénéficier d'un régime supérieur à celui du national a été abondamment développée et tout particulièrement dans l'affaire des optants hongrois en Transylvanie (2).

Droit International commun. Il découle de ces mêmes principes que les mesures défendues sont seulement celles que le Droit international commun ne permet pas de prendre à l'égard des étrangers ».

Public. de la Cour, série A, n° 7, p. 22.

(1) Rec. De La Pradelle et Politis, t. II, p. 271, affaire de l'Eliza. Un étranger, victime d'une arrestation arbitraire, peut se voir allouer par un arbitre des dommages-intérêts, alors que d'après le droit positif de la plupart des Etats, un national n'en peut obtenir. G. B. Pays-Bas, 13-25 février 1897.

(2) Voir bibliographie. Répertoire du Droit International. Suzanne BASDEVANT, t. VIII, pp. 16 sq.

Contra : ALVAREZ. La réforme agraire (Europe nouvelle, 29 octobre 1927, p. 450) ; BARTHÉLEMY. Consultation pour l'Etat roumain ; SIBERT. Remarques sur les Mémoires du gouvernement hongrois.

Résolutions votées par les conférences panaméricaines de Washington, 1889-1890. Mexico, 1901-1902 ; Rio de Janeiro, 1906.

Rapport du Comité des experts pour la Codification du Droit

Le contenu du standard n'est pas déterminé. — Mais d'autre part, si la commune volonté des Etats, confirmée par la pratique internationale et les instruments internationaux, a établi que l'Etat local doit observer un certain minimum de règles dans sa façon de traiter les étrangers, cet Etat obtient cependant du Droit international une grande latitude en ce qui concerne les détails d'application des principes généraux qu'il doit respecter. Le contenu de ces principes est assez vague (1). Il ne peut être déterminé que par l'étude de la jurisprudence.

La doctrine a donné de nombreuses énumérations de ce minimum de droits qu'un Etat ne peut refuser aux étrangers. Elle est d'accord sur leur contenu fondamental, qu'Anzilotti énonce ainsi : « Tout Etat est tenu, envers les autres Etats, de reconnaître à leurs nationaux
« respectifs la qualité de personnes, de sujets de droits,
« avec les conséquences de droit public et privé qui en
« découlent, et de leur octroyer la protection juridique
« voulue par la reconnaissance de cette qualité ».

Les droits publics qui sont une conséquence nécessaire et immédiate de la personnalité sont énumérés par cette doctrine : droit à l'intégralité personnelle ; inviolabilité du domicile, liberté individuelle, liberté de conscience et de culte, liberté de communication, liberté de circulation soumise cependant aux formalités et aux limitations de

international : « Un Etat outrepassé son devoir lorsqu'il offre aux étrangers un traitement semblable à celui qu'il accorde à ses nationaux. Il ne leur doit surtout pas davantage et y prétendre serait moralement et juridiquement inadmissible autant qu'injuste ». Documents S. D. N., C 46, M 23, 1926 V.

(1) En ce sens : VERDROSS. Rec. La Haye, t. 37, p. 350. CAVAGLIERI, Rec. La Haye, t. 26, p. 456 ; EAGLETON, The responsibility of states in international law.

police qui peuvent frapper particulièrement les étrangers, droit d'ester en justice et d'en avoir la protection nécessaire contre les offenses portées à leur personne et à leurs biens.

Droits privés enfin qui sont le droit d'accomplir les actes essentiels de la vie juridique, la validité des contrats valablement passés.....

Chaque Etat se trouve ainsi dans l'obligation juridique d'offrir à tous les sujets étrangers qui se trouvent sur son territoire un minimum de protection juridique. Mais le Droit international n'a pas encore pu imposer aux Etats, vis-à-vis de leurs propres ressortissants, le traitement juridique minimum qu'il impose lorsqu'il s'agit, soit de minorités nationales dans les limites exposées précédemment, soit d'étrangers.

Néanmoins, quelles que soient les imperfections du Droit international positif, la science du Droit international pose le principe que ce n'est plus seulement l'étranger que l'ordre international couvre de sa protection ; c'est de plus en plus la personnalité humaine, quelle que soit son allégeance, quelle que soit la collectivité dont elle fasse partie. On s'achemine ainsi vers la reconnaissance des Droits Internationaux de l'Homme.

A ce mouvement évolutif, l'Institut de Droit international a récemment donné l'appui de son autorité, en adoptant une Déclaration des Droits Internationaux de l'Homme. *M. J. Brown Scott* exprimera la pensée que c'est là « la constatation solennelle d'un nouvel esprit d'un monde nouveau » (1).

(1) Institut de Droit International. Annuaire 1929, II, p. 137.

SECTION II. — L'IDÉE D'UNE DÉCLARATION DES DROITS
INTERNATIONAUX

L'Institut de Droit International, le 12 octobre 1929, à Briarcliff Lodge, près de New-York, adoptait une Déclaration des Droits Internationaux de l'Homme (1). Elle reconnaissait à titre de droits innés, naturels, inaliénables de la personnalité humaine : la liberté de croyance et de culte, la propriété. « La conscience juridique du monde civilisé exige la reconnaissance à l'individu de droits soustraits à toute atteinte de la part de l'Etat ... » (2). Ce n'est plus l'Etat qui parle par le moyen des Déclarations des Droits de l'Homme et du Citoyen, c'est la communauté internationale.

La genèse de l'idée. — La Session de Rome. — La question de la protection des droits de l'homme avait déjà fait l'objet de discussions au sein de l'Institut de Droit International dans sa session de Rome (1921). M. de *La Pradelle*, rapporteur, soumettait à l'Institut un projet de Déclaration des Droits et Devoirs des Etats dans lequel deux articles proclamaient l'existence de devoirs des Etats envers les hommes.

Art. 6. — Les Etats ont des devoirs au regard, non seulement des autres Etats, mais des hommes ; il est des cas où le devoir, au regard des individus et des groupes, de faire respecter leur vie, leur liberté, leurs croyances, prime celui de respecter la liberté des autres Etats.

Art. 7. — Une Société des Etats dont les membres oublieraient que, si l'individu est subordonné à l'Etat dans la cité, l'Etat, dans le Monde, n'est qu'un moyen en vue d'une fin, la perfection de l'humanité, manquerait essen-

(1) Voir annexe II.

(2) Préambule.

tiellement à son devoir en cessant de répondre à son but (1).

M. *Mandelstam* estimait la reconnaissance internationale des droits de l'homme un événement d'une importance non moins grande que celle que revêt la création de la S. D. N. Cette reconnaissance témoignait « de la formation, sur ce point, de cette conscience universelle dont parle M. *Tittoni*, d'une conscience que l'époque du règne de la souveraineté absolue, illimitée de l'Etat, est close et que cette souveraineté est sur le point de se transformer en une indépendance plus ou moins relative, circonscrite par le but commun de l'humanité ».

D'ailleurs M. *de La Pradelle* exposait qu'il n'avait pas voulu faire de l'individu un sujet de Droit International, mais qu'il avait entendu poser d'une façon indiscutable le principe d'après lequel l'Etat n'a de valeur qu'autant qu'il permet à l'individu d'exercer son plein épanouissement.

Session de Stockholm 1928. — M. *Mandelstam* présente à la XXII^e Commission, deux projets : l'un sur les droits de l'homme, l'autre sur la protection des minorités. La Commission, dans ses sessions de Paris (Mars 1928) et de Stockholm, (Août 1928), approuve cette méthode et accepte les deux projets, après y avoir apporté certaines modifications.

Des faits nouveaux s'étaient, en effet, produits. Les Etats nouvellement constitués dans l'après-guerre s'étaient bien engagés à respecter les droits des minorités de race, de langue ou de religion, mais par la suite, ils considérèrent cette situation comme une atteinte à

(1) Annuaire de l'Institut de Droit International, t. XXVIII, page 208.

leur souveraineté, une inégalité entre Etats supposant une classification d'après le degré de confiance qu'inspirait leur moralité politique (1).

Les obligations envers les minorités, disaient ces Etats, après avoir été imposées en 1919-20 à un certain nombre de gouvernements, n'ont pas été étendues aux autres Etats. Ces *capitis diminutiones* doivent se transformer en des devoirs identiques tracés à tous les Etats par une convention universelle (2). C'est ainsi que le gouvernement letton se refusait à s'obliger vis-à-vis de la S. D. N. jusqu'au jour de la conclusion d'un accord réciproque sur la protection générale des minorités de tous les pays (3). On constatait une même résistance de la part du gouvernement esthonien.

La S. D. N. n'avait pu donner qu'un apaisement bien faible à ce mouvement. La III^e Assemblée, dans sa quatrième résolution votée le 21 septembre 1922, déclarait :
« L'Assemblée exprime l'espoir que les Etats qui ne sont
« liés vis-à-vis de la Société des Nations par aucune obli-
« gation légale en ce qui concerne les minorités, ob-
« serveront dans le traitement de leurs minorités de
« race, de religion ou de langue, au moins le même

(1) VI^e Assemblée S. D. N., Discours du délégué lithuanien, M. GALVANAUSKAS : « Il n'y aura pas d'unité morale possible entre les membres de la S. D. N., tant que la souveraineté des uns sera limitée par un intérêt supérieur, alors que l'action des autres ne connaîtra pas cette limite ».

Voir le discours de M. COMNÈNE, représentant de la Roumanie : « Le système des minorités aurait pour conséquence d'établir deux catégories de pays : les pays... qui n'étaient astreints à aucune obligation ; les pays... qui avaient dû contracter des obligations extrêmement rigoureuses ».

(2) En ce sens, voir FAUCHILLE. Traité de Droit International public, t. I, première partie, page 809.

(3) Mémoire Letton. 11 mai 1922. J. O. S. D. N., Juillet 1922, p. 733.

« degré de justice et de tolérance qui est exigé par les traités et selon l'action permanente du Conseil » (1).

A la VI^e Assemblée de la S. D. N., dans la séance du 14 septembre 1925, la Lithuanie présentait une proposition dans le but de créer une Commission spéciale chargée d'élaborer un projet de Convention Générale entre tous les Etats, membres de S. D. N., fixant leurs droits et devoirs envers les minorités. Cette proposition était d'ailleurs appuyée par la Pologne et par la Roumanie. La VI^e Commission de l'Assemblée se montra hostile au projet, si bien que l'Assemblée se borna à communiquer au Conseil la discussion qui avait eu lieu dans son sein (2).

Sur le problème de la généralisation du régime minoritaire, la conscience juridique des Etats civilisés était donc loin d'être unanime. C'est alors qu'à l'Institut de Droit International, la XXII^e Commission s'inspirant des

(1) La 7^e Conférence de l'Union internationale des associations pour la S. D. N., tenue à Vienne en juin 1923, précisait : Considérant qu'il est désirable que tous les Etats qui n'ont pas contracté d'obligations à l'égard de la S. D. N. en ce qui concerne les minorités, observent vis-à-vis de leurs minorités de race, de langue et de religion au moins le même degré de justice et de tolérance que celui qui est exigé par les traités des minorités et qui est assuré par l'action régulière du Conseil, des démarches devraient être entreprises auprès du Conseil et auprès de l'Assemblée de la S. D. N. pour les inviter à intervenir auprès de tous les gouvernements associés et à leur suggérer qu'ils pourraient réaliser cet objet en concluant des traités uniformes, ou par le moyen de leur législation intérieure. Compte rendu des travaux de la 7^e conférence, p. 127.

(2) Voir le rapport de M. de Mello-Franco, J. O. S. D. N. février 1926, pp. 138 sq. Les arguments mis en valeur étaient : 1^o le jour où serait conclue une telle convention, il ne resterait plus d'Etats impartiaux se plaçant au point de vue général de l'Humanité, et cela pour la raison que tous les signataires auraient désormais un intérêt extrême à relâcher la protection des minorités ; 2^o la généralisation du contrôle serait un fardeau trop lourd pour la S. D. N. ; 3^o on créerait des *minorités artificielles* (voir tout particulièrement à ce sujet le compte rendu de la XXIII^e Conférence interparlementaire, p. 721).

statuts de la Société, décida qu'il y aurait lieu de recommander provisoirement une solution intermédiaire (1). C'est ainsi qu'est né le projet de Déclaration des Droits internationaux de l'Homme (2). Une déclaration commune des Etats sur les droits internationaux de l'homme amènerait un apaisement dans les esprits excités par le problème des minorités. D'une part, une telle déclaration ne pourrait heurter les susceptibilités des Etats craignant la généralisation du système des minorités. D'autre part, cette déclaration commune à tous les Etats donnerait une satisfaction raisonnable aux Etats liés par les traités de 1919, car les droits les plus essentiels : droit à la vie, à la liberté, à la langue, se trouveraient couverts par cette Déclaration. On pourrait ensuite envisager une Déclaration sur les Droits et Devoirs des minorités destinée aux seuls Etats possédant des minorités.

La Commission de l'Institut adopta ces deux avant-projets, mais l'Institut lui-même n'eût pas le temps de les aborder.

Session de New-York. — A la Session de New-York, le projet fut débattu et adopté par quarante-cinq voix contre une et onze abstentions.

On ne se bornait pas à examiner les droits des étran-

(1) Les Statuts prévoient que l'Institut a pour but de favoriser le progrès du D. I. : 2° en donnant son concours à toute tentative sérieuse de codification graduelle et progressive du droit international.

(2) M. MANDELSTAM avait déjà mis l'Institut en présence de ce problème de la généralisation des droits des minorités par la voie de la généralisation des Déclarations des droits de l'homme et du citoyen dans une introduction à un rapport du 1^{er} juillet 1925 sur la protection internationale des droits de l'homme, du citoyen et des minorités.

Cette idée était reprise dans un rapport supplémentaire, en date du 30 décembre 1927.

trangers, comme certains l'estimaient, mais les droits essentiels de l'homme en général (1).

La Déclaration. — Quant à la forme, la Déclaration se divise en deux parties : le préambule, la déclaration elle-même. Le préambule a pour but de justifier les articles qui comportent les Droits de l'Homme ; il donne également une définition d'une déclaration internationale et des éléments qui doivent y entrer pour qu'on puisse la dresser et la faire proclamer.

L'Institut considère que la conscience juridique du monde civilisé exige aujourd'hui la reconnaissance à l'individu de droits qui seraient soustraits à toute atteinte de la part de l'Etat. Il rappelle que les Déclarations de Droits qui avaient été proclamées au début du siècle dernier et à la fin du XVIII^e siècle, en réalité, ne statuent pas seulement pour le citoyen, mais pour l'homme. Il rap-

(1) M. STRISOWER déclarait que dans le présent projet, il s'agissait des droits de l'homme et du citoyen dans son individualité. C'était dire qu'il ne concernait pas seulement les droits des étrangers comme le voulait M. DE BUSTAMANTE

Le Baron ROLIN-JACQUEMYS estimait que primitivement le projet de la Commission avait été relatif aux droits de l'homme et du citoyen, mais il était porté à croire que dans le projet actuel il ne s'agissait plus de déterminer les droits du citoyen, ce qui constituait une question de droit interne ou même de politique, mais uniquement de proclamer les droits de l'homme.

D'accord avec M. STRISOWER, il estimait qu'il ne fallait pas se borner à examiner les droits des étrangers, mais également les droits essentiels des individus, étrangers ou non. Par contre, il pensait qu'il fallait se garder de s'occuper des droits des citoyens comme tels, ce qui soulèverait des difficultés et notamment celles concernant les colonies, signalées par M. KOSTERS.

MM. GIDEL et HAMMARSKJALD enfin, en demandant la suppression de l'article 4, faisaient valoir que, parler du citoyen et non plus de l'individu, c'était abandonner le domaine juridique international des droits de l'homme pour le domaine national des droits du citoyen, ce qui laisse à penser que dans leur opinion la Déclaration n'intéresse que l'Homme.

Institut de droit International. Annuaire 1929, vol. II, pp. 117 sq.

pelle également que certains amendements de la Constitution des Etats-Unis et des décisions de la Cour Suprême garantissent la liberté individuelle. Enfin, il fait remarquer qu'un certain nombre de traités sont venus stipuler la reconnaissance des droits de l'homme, mais qu'il importe d'étendre au monde entier cette reconnaissance.

Quant au fond, la déclaration impose à l'Etat un *devoir positif*, art. 1, devoir pour l'Etat de reconnaître à tout individu le droit égal à la vie, à la liberté et à la propriété ; art. 2, devoir de tout Etat de reconnaître à tout individu le droit égal au libre exercice, tant public que privé, de toute foi ; art. 3, devoir de tout Etat de reconnaître à tout individu le droit égal au libre usage de la langue de son choix et de l'enseignement de celle-ci ; ou bien elle essaye de sauvegarder les droits de l'homme d'une *manière négative* ; art. 4, aucun Etat ne pourra refuser, pour une raison de race, de sexe, de langue ou de religion, à aucun de leurs nationaux les droits privés et les droits publics ; art. 5, l'égalité prévue sera effective et non nominale ; enfin, art. 6, aucun Etat n'aura le droit de retirer sa nationalité à ces individus, sauf pour des motifs tirés de sa législation générale.

On sera surpris de rencontrer dans cette déclaration certains articles qui semblent se rapporter plutôt aux droits des citoyens qu'aux droits de l'humanité. Le motif est que le premier projet du rapporteur avait envisagé les droits de l'homme et du citoyen ; mais à sa dernière réunion, la Commission avait supprimé le mot *citoyen*, tout en maintenant certaines dispositions concernant quelques droits du citoyen qu'elle croyait inséparables des droits de l'homme.

« Il résulte, expose M. *Mandelstam* (1) de ce vote (article 4) que la majorité de l'Institut considère que certains droits sont tellement inhérents à la qualité de national d'un pays que, sous le point de vue de leur protection internationale, ils se confondent avec les droits de l'homme, seuls envisagés dans le titre de la « Déclaration ».

Cependant, on ne peut nier l'origine de ces articles si l'on considère les votes de l'Institut. Les trois premiers articles qui font établir l'égalité des individus, ont été adoptés à l'unanimité ; les trois autres qui traitent de questions où interviennent les minorités et les buts politiques, ont donné lieu à pointage et n'ont été adoptés qu'à la majorité.

Le vœu de l'Académie Diplomatique internationale.
— Cependant la protection internationale des droits de l'homme avait fait l'objet, l'année précédente, le 8 novembre 1928, d'une résolution de l'Académie Diplomatique Internationale (2). L'Académie considérait que les traités de minorités engageaient un certain nombre d'Etats au respect des droits de l'homme et du citoyen et que cette protection internationale répondait au sentiment juridique du monde contemporain. Partant de là, elle estimait qu'une généralisation de la protection des droits de l'homme était hautement désirable, et elle émettait le vœu qu'une convention mondiale se réunisse sous les auspices de la S. D. N., pour assurer la protection et le respect de ces droits.

Plan. — La notion de Droits Internationaux de l'Homme soulève deux problèmes : d'une part, le pro-

(1) MANDELSTAM. — La déclaration des Droits internationaux de l'Homme, R. D. I., 1930, p. 59.

(2) Voir annexe I.

blème de l'existence des droits ; d'autre part, le problème de la garantie internationale de ces droits.

La doctrine, devançant le législateur, s'est de tous temps, préoccupée de la situation qui devait être faite à l'Homme dans le Monde. Les philosophes de l'Antiquité assignaient à l'individu un champ d'action plus vaste que la Cité. Les théologiens, élargissant la Communauté internationale aux limites des territoires chrétiens, apporteront à la science du Droit l'appoint de leurs conceptions humanitaires. Le Droit Naturel qui trouvera son aboutissement dans la doctrine du Droit Social, posera le fondement des Droits internationaux de l'Homme, sur une conception juridique et non plus religieuse de la communauté internationale.

C'est alors que dans la pratique internationale, la notion des Droits Internationaux de l'Homme apparaît sous la forme de la protection de ces droits. Les Conférences internationales, les traités, la jurisprudence enfin, protègent dans une certaine mesure les droits innés de l'Homme. Si bien que la Doctrine Positiviste, renversant l'ordre des problèmes, pourra, se basant sur cette garantie internationale, déduire l'existence de ces droits.

Ainsi, nous nous proposons d'étudier, dans une première partie générale, le problème de l'existence des Droits internationaux de l'Homme. Dans une seconde partie spéciale, nous montrerons la tendance actuelle du Droit International Positif à affirmer les Droits de l'Homme.

I^{re} Partie Générale. Les Droits de l'Homme et la Doctrine.

II^e Partie Spéciale. Les Droits Internationaux de l'Homme et le Droit Positif.

PREMIERE PARTIE GENERALE

Les Droits Internationaux de l'Homme et la Doctrine

- I. — Les Philosophes de l'Antiquité et les Droits de l'Homme.
- II. — Le Christianisme, les Théologiens et les Droits de l'Homme.
- III. — Le Droit Naturel, le Droit des Gens et les Droits Internationaux de l'Homme.
- IV. — Les Droits Internationaux de l'Homme et les Docteurs du Droit Positif.

CHAPITRE PREMIER

Les Philosophes de l'Antiquité et les Droits de l'Homme

La situation juridique de l'Homme dans l'Antiquité. —
L'Antiquité ne respecte pas la qualité d'homme, mais celle de citoyen (1). L'homme ne présente une valeur qu'individualisé, comme citoyen, comme membre de

(1) La qualité de citoyen, à Rome, impliquait la faculté exclusive de jouir du droit de l'Etat dont le citoyen faisait partie. Les anciennes législations ne savaient pas s'élever à la reconnaissance de la *subjectivité juridique* de l'homme indépendamment de l'Etat auquel il appartenait. Le droit leur apparaissait comme la production d'une communauté politique isolée dont les membres pouvaient seuls réclamer la protection. *La qualité de citoyen absorbait la qualité d'homme.* LE FUR, in. Rec. La Haye, t. 18. p. 279.

Il en était de même en Grèce. L'unité était l'idéal des Grecs ; ils lui sacrifiaient entièrement l'individu et les droits de l'homme les plus sacrés, jusqu'à son droit à l'existence, dès que ceux-ci pouvaient compromettre l'harmonie de la République.

Les Indiens poussaient plus loin l'opposition entre la race aryenne et les nations étrangères que ne l'avaient fait les Grecs vis-à-vis des Barbares. Ils respectaient si peu la qualité d'homme dans l'individu, qu'ils ravalèrent les « Mletchas » (tout homme parlant une langue étrangère) dans la hiérarchie des créatures après les éléphants, les chevaux, les chèvres ; ils l'emportaient à peine sur les animaux sauvages, les lions, les tigres et les sangliers.

Voir Loi de Manou, XIII, 43 ; LAURENT, Histoire de l'Humanité, t. I, p. 152.

la cité. Hors de là, il n'est rien. De cité à cité, les hommes sont des étrangers ; d'une autre race, ce sont des « Barbares » considérés comme ennemis (1), car chaque cité est autonome et chaque Prince tend à accroître l'étendue de sa souveraineté aux dépens des cités voisines.

Les conceptions philosophiques : la Civitas Magna. — En face de cet égoïsme, les philosophes auront le pressentiment de l'unité humaine. Ils font, en effet, allusion à une société, une *civitas maxima*, dont les hommes sont les membres, système basé sur des sentiments de fraternité et d'égalité.

Les philosophes grecs. — Le stoïcisme, le premier, apprendra à l'homme qu'il a des frères en dehors de la patrie, et c'est sous l'influence de cette philosophie grecque que Cicéron pourra affirmer à son tour, dans le monde romain, que la société la plus étendue est celle qui unit les hommes entre eux.

Démocrite se déclare « citoyen du Monde » (2). S'inspirant de cette doctrine et de celle de Pythagore, Socrate répondra à qui lui demandait quelle était sa patrie :

(1) CICÉRON. — De officiis. — III. 6 — Qui autem civium rationem dicunt habendum, externorum negant, ii dirimunt communem humani generis societatem.

Rome se considérait, vis-à-vis des autres peuples, non pas dans un rapport de droit et de paix, mais dans un état permanent d'hostilité et d'absence de droit. De leurs nationaux se trouvaient-ils sur son territoire, elle n'était tenue de les respecter ni dans leur personne, ni dans leurs biens ; pas plus que ceux-ci n'étaient tenus de respecter la personne, ni les biens des citoyens romains qui pouvaient se trouver sur leur territoire.

En ce sens : POMPONIUS. I, 5, § 2 ; Dig. De captivis et pastiliminio, 49-15.

Rapprocher TITE LIVE, Hist. XXXI, § 29 ; NIEBUHR, Hist. romaine, t. III, p. 103, trad. par Galbéry.

(2) LAURENT, *op. cit.*, t. II, p. 374.

toute la terre ; « donnant à entendre, rapporte *Cicéron*, « qu'il se croyait citoyen de tous les lieux où il y a des « hommes ».

Les Disciples professent le cosmopolitisme du Maître ; les *Cyniques* l'exagèrent. Ainsi, *Antisthène*, *Diogène* se déclarent les citoyens du monde ; mais avec *Aristippe* et l'Ecole *Cyrénaïque*, l'idée de *Socrate* dégénérera en un système d'indifférence universelle (1).

De leur côté, les philosophes de l'Ecole de *Platon* voient dans l'homme le membre d'une grande cité et de l'espèce humaine entière ; ils le considèrent comme uni à tous les hommes par les liens d'une certaine société universelle. « Nous sommes nés, dira le Maître, pour « nous réunir à nos semblables et former en commun « la Société du genre humain ».

Pour *Zénon*, l'homme, comme tel, n'est pas un étranger pour son semblable. Le monde entier est une grande cité dont les hommes sont les membres. Dans sa conception de la République du genre humain, il ne tiendra donc aucun compte de la division des hommes en nations ; toute distinction de droits, de mœurs disparaîtra. Les hommes vivront désormais sous les mêmes lois « comme un troupeau qui jouit de pâturages communs « sous des lois égales ».

Les philosophes romains. — A Rome, les philosophes s'inspirent des doctrines du stoïcisme (2) : cette tendance éclate avec force dans leurs écrits.

(1) *CICÉRON*. *Academ.*, II, 5.

(2) Cette influence du stoïcisme sur les philosophes romains est généralement admise ; elle a cependant été contestée et même niée d'une façon absolue : *Journal pour l'interprétation du droit romain de Zell*, tome III, page 66.

Cicéron s'élève à l'idée la plus large qui ait été encore conçue des relations des hommes et des peuples. « Chacun de nous semble né, non pour soi, mais pour le genre humain » (1), d'où son cosmopolitisme : « La demeure de l'homme n'est pas renfermée dans l'étroite enceinte d'une maison, elle est aussi vaste que le Monde, cette patrie que les Dieux ont voulu partager avec nous » (2).

Il réclame pour les étrangers certains droits « au nom des liens qui réunissent tout le genre humain en une seule famille » (3). Et c'est pourquoi nous avons des devoirs à remplir à leur égard : la nature humaine commandant à l'homme de faire du bien à son semblable, quel qu'il soit, par cela seul qu'il est homme comme lui.

La charité, la fraternité, le cosmopolitisme, telles sont donc les maximes générales de sa politique.

Sénèque est un disciple de *Zénon* ; il vit aux premiers temps du Christianisme ; il en subira très nettement l'influence ; chez lui, le dogme de fraternité, vague chez *Cicéron*, se précise. Tous les hommes sont enfants de Dieu, il n'y a plus d'étrangers. Il n'y a qu'une patrie : l'univers, et il transforme cette patrie commune, en une seule famille (4). « L'esprit de l'homme est quelque chose de grand qui ne souffre point d'autres bornes que celles qui lui sont communes avec Dieu ; il ne reconnaît pour sa patrie aucun endroit ici-bas : sa véritable patrie est l'enceinte de l'Univers » (5).

(1) *Cic.* De Legg., I, 10 ; De Rep., III, 7, 8.

(2) *Cic.* De Rep., I, 13.

(3) *Cic.* De Officiis, I, 41.

(4) *SÉN.* Epist., 90, 95.

(5) *SÉN.* Epist., 102.

Quant à *Marc-Aurèle*, il affirme clairement la double vie de l'homme : sa vie nationale, sa vie internationale ; et il le montrera, d'une part, dans ses rapports avec sa patrie, d'autre part dans ses rapports avec le Monde. « Pour moi, comme *Antonin*, Rome est ma ville et ma patrie ; comme humain, j'ai le Monde pour patrie » (1). L'homme a donc une double qualité : dans la cité, c'est un citoyen jouissant de droits politiques ; dans le Monde, c'est un homme que régissent les grands principes de fraternité et d'égalité.

Les hommes sont les membres de la Civitas Magna. — Les auteurs philosophiques avaient ainsi conscience d'un genre humain, formant une seule communauté, malgré sa division en cités ou états ayant chacun leur droit propre. Le Monde est comme une vaste cité, *civitas orbis, totius mundi, civitas Magna*, unité enfin dont les hommes sont les citoyens. De cette société, les sujets sont assurément les hommes pris individuellement (2). Mais il ne semble pas cependant que la nation disparaisse dans ces constructions philosophiques.

Le droit de la Civitas Magna est fondé sur la justice et la charité. — Et cette société universelle est dotée d'une loi particulière qui n'est pas celle des cités. *Cicéron*, après avoir posé le principe d'une société réunissant « les hommes en tant qu'hommes », se demande en effet s'il n'existerait pas, pour les nations, comme il en existe une pour les particuliers, une loi morale (3) : la grande loi de solidarité qui unit en effet les hommes, abstraction faite de tout lien avec la cité. Nous sommes nés pour

(1) MARC AURÈLE. Méditations, VI, 44.

(2) DÉMOCRITE, SOCRATE, PLATON, ZÉNON, CICÉRON. De Off., I, 41 ; III, 6.

(3) CIC. Rep., III^e livre.

la justice ; or, la justice est la charité. C'est sur ces bases que *Cicéron* se fera une haute conception du droit. « La justice rend à l'homme ses semblables plus chers que lui-même, chacun de nous semble né non pour lui-même, mais pour le genre humain » (1). La loi est quelque chose d'éternel qui doit régir le monde entier par la sagesse des commandements et des défenses » (2).

Le droit humain est supérieur au droit de la cité. — On placera l'intérêt du genre humain au-dessus de l'intérêt des sociétés particulières (3). On réclamera des droits au profit des étrangers « au nom des liens qui réunissent le genre humain en une seule famille » (4). La nature humaine commande à l'homme de faire du bien à son semblable, quel qu'il soit, par cela seul qu'il est homme (5). Ne pas respecter les étrangers, ce serait détruire la société que les Dieux ont établie entre tous les hommes (6).

L'humanitarisme de l'Antiquité est purement littéraire

(1) *CIC.* De Legg., I, 10 ; Rep., III, 7, 8.

(2) *CIC.* De Legg., II, 4 ; I, 10.

(3) *SÉNÈQUE.*

(4) *CIC.* De Off., I, 41 ; III, 6.

(5) Le premier, en effet, *CICÉRON* s'est élevé à la reconnaissance d'une loi naturelle immuable et universelle, édictée par le créateur, supérieure à toute loi positive, et imposant des obligations à toutes les créatures vis-à-vis des autres. C'est cette loi naturelle qui crée entre tous les hommes un lien de véritable fraternité et qui leur commande de se rendre mutuellement service. De Off., I, 11, 16 ; III, 5 ; Rep., III, 22 ; Leg., II, 4.

OLPHE GALLIARD fait remarquer que la théorie du droit naturel d'*ARISTOTE* n'a pu inspirer *CICÉRON*, car « il y a loin d'une observation très générale et qui semble même incliner vers la relativité de la justice (théorie d'*ARISTOTE*), à la notion d'un droit applicable à l'humanité entière ». *OLPHE GALLIARD* : La morale des nations, page 47.

(6) *CIC.* De Off., I, 41.

et moral. — Il existe donc une morale (1) qui s'applique aux hommes et selon laquelle on ne doit pas faire à autrui ce qu'on ne voudrait pas qu'on vous fît. Cette morale d'ailleurs, selon *Marc-Aurèle*, s'imposerait même à l'Empereur. Le Prince est avant tout un homme, il a des devoirs vis-à-vis de la Société universelle ; comme tout homme, il n'a qu'une patrie : l'Univers ; il doit faire le bien, respecter les droits des hommes : ses sujets ou les étrangers.

Ces tendances demeurèrent à l'état de théories abstraites. Elles constituaient un mouvement exclusivement intellectuel, accessible seulement aux citoyens ayant de la fortune, à une élite.

La philosophie antique, avec son caractère pacifique et humanitaire, restait la doctrine du petit nombre, elle n'exerça aucun changement sensible dans la pratique.

L'influence politique de *Socrate* fut nulle : *Alcibiade* et *Critias* furent deux politiciens dépourvus de scrupules ; l'enseignement d'*Aristote* nous donna *Alexandre*. *Sénèque* forma *Néron* ; *Marc-Aurèle* le politique persécutant les Chrétiens et combattant les Barbares ou son concurrent au pouvoir ignore *Marc-Aurèle* le philosophe, et l'on chercherait vainement l'action exercée par sa doctrine philosophique sur la pratique des rapports internationaux.

Les philosophes de l'Antiquité n'ont pas su se dégager de certaines contingences. — Ce sont là des rudiments articulés dans les sommités intellectuelles, des systèmes de morale et de philosophie, un ensemble de vérités partielles, mais cet ensemble ne constitue pas un système complet. D'autre part, les philosophes se sont lais-

(1) Pas plus que *CICÉRON*, *JUSTINIEN* n'établit une séparation entre le droit naturel et la morale ; il émet seulement une distinction un peu subtile entre le Droit naturel et le Droit des gens. *Inst.*, I, 1-2.

sés dominer par les faits, ils n'ont pu se dégager de certaines contingences.

On employait des expressions comme Monde, Univers, Société universelle du genre humain, mais pour les philosophes grecs, le cosmopolitisme ne dépassait pas la Grèce. Des préjugés plus puissants que la philosophie (1) restreignent chez *Platon* la nation aux seuls peuples de la Grèce. Au delà, il n'y a qu'inégalité, antipathie, droit du plus fort. *Anaxagore* désirant montrer l'opposition qu'il faisait entre la Société universelle et la cité, se déclarait *citoyen de la Grèce* entière plutôt que de *Clazomène* !

C'est un fait généralement observé que les Anciens limitaient l'Univers aux horizons seulement connus d'eux, aux territoires d'une même race. Ainsi, la Grande Union,

(1) La philosophie ancienne ne pouvait pas s'élever à la notion moderne de l'unité humaine.

Chaque individu, chaque famille commence par avoir son Dieu ; quand les peuples se forment, ils mettent leurs cultes en commun ; les Dieux cessent d'être individuels, ils étendent leur influence sur toute la nation ; mais là s'arrête le progrès de l'Antiquité. Elle ne connaît que des divinités nationales. Le polythéisme était la négation absolue de l'unité : les Dieux étaient divers, les races humaines qui en procédaient devaient également être diverses.

Cette division se poursuit dans la distinction des peuples élus et des races barbares, de l'aristocratie et du peuple. Cet esprit aristocratique d'ailleurs se rencontre dans l'organisation des cultes et dans les spéculations des philosophes. « C'est la « raison profonde de l'impuissance de la philosophie et de la « nécessité d'une religion nouvelle qui, rejetant les distinctions de Grecs et de Barbares, d'hommes libres et d'esclaves, de patriciens et de plébéiens, de riche et de pauvre, « proclame l'égalité de tous les enfants de Dieu ». LAURENT.

Rapprocher : BALLANCHE. *Palingénésie*, addition aux *Prolégomènes*, t. IV, p. 55. « J'ai trouvé ce qui distingue réellement « le Christianisme de la gentilité. Le vrai Christianisme, c'est « l'humanité ; la gentilité, c'est l'exclusion de l'humanité ».

Voir : GAREIS, *op. cit.*, p. 11 ; FUSTEL DE COULANGE, la cité antique, 12^e édit., p. 166 et 168 sq. MICHEL REVON, l'Arbitrage International dans la civilisation grecque, N. R. H., 1892, pp. 314-315.

rêvée par *Confucius* (1) ne vise que les divers Etats chinois, plus ou moins indépendants ou simplement reliés par un lien de suzeraineté plus ou moins lâche. Pas plus que les philosophes grecs ou romains, *Confucius* ne sut s'élever au-dessus d'un certain exclusivisme national, racique ou religieux. Si « entre les quatre mers », tous sont « frères », en dehors de la Chine, il n'y a que des étrangers, des barbares.

Enfin, ces doctrines sont pleines de contradictions.

Socrate oublie la qualité d'homme dans les ennemis, lorsqu'il déclare digne des plus grandes louanges, celui qui « leur fait le plus de mal » (2). Et pas plus que les philosophes politiques, les philosophes idéalistes ne songèrent à s'attaquer à l'esclavage. Après avoir borné l'univers, ils limitèrent la fraternité dans la cité. D'autre part, *Cicéron* qui enseignait le respect des étrangers, ne place-t-il pas, dans un de ses ouvrages, la patrie au-dessus de l'humanité (3).

La philosophie antique n'avait fait qu'exprimer de façon partielle et fragmentée les rudiments du perfectionnement humain ; le christianisme résumera en lui la science antique, mais il ne reproduira pas simplement le passé (4) : il ouvrira un nouvel avenir à l'humanité.

(1) CONFUCIUS. Li Ki, ch. VII, art. 1-2.

(2) XÉNOPHON. Mémor., II, 3-14.

(3) *De Off.*, III, 17 ; I, 27.

(4) Car le Christianisme n'est pas seulement un perfectionnement de la loi de Moïse et de cette sagesse hébraïque resserrée dans les limites jalouses d'une petite contrée de l'Orient ; « c'est « encore le magnifique résumé de tous les anciens systèmes de « morale et de philosophie, dégagés de leurs erreurs et ramenés à des principes plus élevés et plus complets ; c'est le point « de jonction de toutes les vérités partielles du monde oriental et du monde occidental qui vont se confondre dans une « pensée plus claire et plus vaste. C'est le progrès final par lequel l'humanité a été mise en possession de la vraie civilisation universelle ». TROPLONG. *Influence du Christianisme*, p. 91.

CHAPITRE II

Le Christianisme, les Théologiens et les Droits de l'Homme

A l'ancien polythéisme succède la religion chrétienne qui se répand dans toute l'Europe Occidentale. Son influence dans les relations sociales et internationales sera considérable.

Le christianisme, lien d'union entre les Etats. — Les nations, bien qu'en état permanent d'hostilités, sont sœurs par la foi ; elles sont également soumises au Pape, Chef de l'Eglise Catholique Romaine ; elles s'unissent en une seule société spirituelle. Les croisades, la lutte commune contre les Arabes et les Turcs, la reconnaissance de l'autorité spirituelle du pontife romain, font que les Etats sentiront diminuer leurs haines naturelles et que la lutte entre eux cessera sous l'action pacifiante de l'Eglise. La religion deviendra un lien entre les nations, et l'un des plus forts, au lieu d'être, comme auparavant, une cause de séparatisme.

La doctrine médiévale. — Le Christianisme proclamera alors la supériorité de la loi naturelle, expression de l'ordre divin, sur la loi positive, édictée par les hommes.

La doctrine développera ces principes. Le droit ne

sera pas l'expression de la volonté arbitraire du peuple ou du Prince : ce sera l'adaptation à la communauté des « principes éternels de la nature et de la justice ». Ces règles de droit s'imposeront au monarque aussi bien qu'au peuple souverain ; le droit positif les respectera à peine de nullité.

Telles sont les idées essentielles de la doctrine médiévale qui aura à lutter durant tout le Moyen-Age contre la pensée « antique moderne », lutte qui se terminera par le triomphe de cette dernière (1).

I. — *Le droit positif et le droit naturel*

La source du droit naturel. — La doctrine, au Moyen-Age, oppose, au Droit positif, l'idée de Droit Naturel qu'elle avait reçue de l'Antiquité et à laquelle elle donne une forme nouvelle. Cette idée se développe, grâce aux travaux des légistes et des canonistes, surtout des théologiens et des philosophes, qui s'inspirent à la fois de la philosophie de l'Antiquité et des principes exposés par les Pères de l'Eglise.

Saint-Thomas d'Aquin en fixe, en quelques traits, les caractères essentiels. « Il existe un Droit Naturel émanant d'un principe transcendant, véritable loi à laquelle il faut se soumettre ; au nombre des droits protégés par le Droit Naturel figurent les droits innés de l'homme ».

Le Droit Naturel émane d'un principe transcendant. Si diverses que soient les doctrines des scholastiques, elles s'accordent à reconnaître que Dieu apparaît comme la cause suprême du Droit Naturel. Trois opinions se manifestent.

(1) GIERKE. Les théories politiques au Moyen-Age.

Le réalisme. — La plus ancienne, celle des réalistes, expose avec *Hugues de St-Victor, Gabriel Biel et Almain*, que le Droit Naturel est la forme donnée à la justice par la Raison Eternelle. C'est une *lex indicativa*, dans laquelle Dieu se manifeste comme un éducateur agissant par l'intermédiaire de la Raison. C'est comme l'indication du Bien donnée par la Raison, qui a sa source en Dieu (1). Mais si le Droit Naturel procède de Dieu, Dieu ne peut lui apporter aucune modification.

Le nominalisme absolu. — A l'opposé, la doctrine du Nominalisme absolu, avec *Occam, Gerson, d'Ailly*, considère la *lex naturalis* comme un ordre émanant de la volonté divine. C'est un commandement de Dieu, mais il est juste et obligatoire par cela seul qu'il émane de Dieu, qu'il est donné par la législation divine.

La doctrine classique. — En dehors des querelles d'Ecole, une théorie dominante se forme et qui aura pour défenseurs *Saint-Thomas d'Aquin, Cajeta, Soto, Suarez*. Elle inclinera vers le Réalisme. Mais tout en déclarant le Droit Naturel comme dérivant de la Raison immanente en Dieu et directement déterminée par la *Natura rerum*, comprise elle-même en Dieu. *Saint-Thomas d'Aquin* affirmera cependant que la *lex naturalis* ne sera revêtue de la force obligatoire que par un acte de la volonté divine. Le Droit Naturel consiste donc dans le jugement en vertu duquel l'homme décide ce qui est juste, jugement découlant de l'Etre divin et déterminé par la nature des choses ; mais jugement qui n'acquiert sa force obligatoire que par l'intervention de la volonté divine. « C'est la

(1) HUGUES DE SAINT-VICTOR. Opera Omnia, III, p. 385. De Sacramentis, I, p. 6, C. 6, 7.

« participation de la raison humaine à la vérité éternelle » (1).

La supériorité du Droit Naturel sur le Droit positif. — Quelle que soit la solution donnée, on est unanime à admettre que le Droit Naturel a une origine supérieure à la législation humaine, et que celle-ci est obligée de la respecter. Il s'impose à la coutume et à la loi, il tient le premier rang et par le temps et la dignité. Car avant même que l'Etat ne fût fondé, le droit naturel imposait déjà ses obligations. Dans le temps, la *lex naturalis* a précédé l'Etat, et c'est d'elle que dérivent ces principes juridiques grâce auxquels l'Etat base son existence.

D'autre part, ces règles du Droit Naturel échappent à l'influence de tout pouvoir terrestre, même le plus grand. Le Pape, l'Empereur, le Monarque et le peuple souverain et même « toute la communauté des mortels » sont soumis à ses lois (2).

La supériorité du Droit Naturel s'affirme ainsi sur le Droit positif (3). Plus cette idée de la supériorité du Droit

(1) SAINT-THOMAS D'AQUIN. *Summa theologiae*, Prima Secunda, Q., CXI, 1. et 2.

Cependant remarque GIERKE : « déjà des auteurs du Moyen-Âge avaient soutenu ce principe, habituellement attribué à GROTIUS, qu'il y avait un Droit Naturel, accessible à la raison humaine et absolument obligatoire, même s'il n'y avait pas de Dieu, ou si la Divinité était déraisonnable et injuste ».

(2) SAINT-THOMAS D'AQUIN. *Summa theologiae* II, I, qu. 91, art. 2 ; qu., 94, l. 6 ; qu. 97, l.

AEGIDIUS ROMANUS COLONNA. *De regimine principum*, III, 2, C. 29 : le roi est subordonné à la *lex naturalis*. VINCENTIUS BELLOVACENSIS. *Speculum doctrinale*, X c. 87 ; ipso jure non valent leges quis nulla lex potest valere contra Deum.

(3) Il convient de distinguer le jus divinum fondé sur la révélation, et le jus naturale proprement dit ; la différence entre ces deux droits étant déterminée par leurs fins : tous deux sont d'origine divine, mais le premier avait été communiqué à l'homme par une voie surnaturelle et pour des fins supraterrestres ; le second était immanent dans la raison naturelle de l'homme, et n'avait que des fins purement terrestres.

Naturel faisait de progrès, plus il était nécessaire de définir le principe qui fixait la limite du pouvoir législatif. Si on était unanime à admettre que les règles du Droit Naturel n'étaient pas abrogées par le Droit Positif, certains reconnaissaient cependant qu'elles pouvaient être modifiées dans un sens amplificatif ou dans un sens restrictif, suivant le cas où s'imposait leur application. A ce point de vue, une distinction était souvent établie entre les principes premiers qui étaient éternels et immuables, et les règles secondaires, dont le caractère était hypothétique, et qui variaient suivant les circonstances (1).

La théorie, au Moyen-Age, était unanime à reconnaître que, si les lois du Droit Naturel étaient au-dessus du pouvoir de l'Etat, par contre, celui-ci dominait à son tour les lois du Droit Positif. Cet état de choses déterminait le rôle de l'Etat vis-à-vis des droits et des devoirs qui résultaient pour lui de ces deux ordres divers de lois.

La théorie de l'Etat-fonction. — Dans les limites que lui impartit le Droit Naturel, le souverain a un rôle à jouer ; car la souveraineté n'est pas un droit, mais une fonction.

L'idée de l'Univers est dans la pensée du Moyen-Age (2). On admet le postulat d'une communauté exté-

(1) SAINT-THOMAS D'AQUIN distingue dans la *lex naturalis*, les *prima principia* qui sont partout identiques, invariables, et les *prooepta secundaria* qui sont variablement destructibles par suite de la dépravation de la raison humaine.

(2) Le christianisme pose le principe de l'unité de l'humanité et de la confraternité des peuples, mais l'unité ne procède pas uniquement de l'Eglise. BOURQUIN estime qu'elle découlait de la tradition romaine, et que la formule du Saint-Empire, puisant à ces deux sources, ambitionnait de les confondre dans une harmonie supérieure. BOURQUIN, *R. D. I. L. C.*, 1926.

D'autre part, on doit citer la lutte qui mit aux prises néo-platoniciens et chrétiens. Les néo-platoniciens accusaient les chrétiens de s'être emparés de leurs dogmes ; de leur côté, les Pères de l'Eglise expliquaient la ressemblance des deux doctrines en supposant que le fondateur de l'Académie avait eu connaissance des Saintes-Ecritures. LAURENT, t. II, page 378.

rieure et visible dans laquelle toute l'humanité serait comprise, ayant sa cause finale propre, distincte de la cause finale des individus et de celle des autres communautés la composant.

Dans cette communauté universelle, l'Etat a un rôle à jouer, une mission à remplir.

La théorie du « membre social » sert de fondement à cette doctrine. Elle repose sur deux propositions. Ce membre, l'individu, est partie du Tout ; ce Tout est indépendant du changement de ses parties ; mais en cas de conflit, l'intérêt de l'individu doit être sacrifié à l'intérêt du corps social.

Par contre, le Tout ne vit et n'apparaît que dans ses membres, dont chacun est précieux par lui : une amputation est toujours regrettable.

Transposée dans le domaine politique, cette doctrine conduit au principe de la souveraineté fonction.

La souveraineté n'est pas seulement un droit, c'est avant tout un devoir. Sa mission est semblable à la mission de Dieu. Elle est une fonction publique, un service qu'il faut rendre au corps social. Le souverain aura pour tâche d'assurer les progrès du bien commun, de la paix et de la justice (1). « Il est créé dans l'intérêt du peuple et non le peuple dans l'intérêt du souverain ». Telle est la célèbre formule du Moyen-Age. Le Prince est le représentant de Dieu sur la terre ; il a des devoirs envers ceux qu'il gouverne.

(1) Conciles de Paris et de Worms, 829. « Le Prince doit gouverner le peuple selon la justice et l'équité ».

II. — *Les droits de l'Homme sont de droit naturel*

On trouve partout dans la doctrine du Moyen-Age, l'idée que l'individu a des droits innés et indestructibles. L'existence de ces droits, que la doctrine, plus tard, précisera, est le corollaire même de la valeur objective que l'on attribue au Droit Naturel et au Droit Divin : idée que la destinée éternelle à laquelle chaque individu est appelé lui confère un caractère sacré et intangible, même pour la Puissance Suprême ; idée que la moindre partie a une valeur, non seulement par sa participation au tout, mais encore par elle-même ; idée enfin que la communauté doit considérer l'individu, non comme un simple instrument, mais comme une fin en soi.

L'idée de la personnalité humaine vient du christianisme. — Le Christianisme se fait de la nature humaine une conception plus haute que les philosophes de l'Antiquité. Une réaction très vive se manifeste en faveur de la personnalité humaine. Si Rome avait le mot d'humanité, plutôt que la chose, le Christianisme fit de l'instinct une idée et un sentiment (1) : « Ici, il n'y a plus » ni grecs, ni juifs, ni circoncis, ni incirconcis, ni barbares, ni esclaves, ni libres ; le Christ est tout en tous », dira *Saint-Paul* (2). Le Christianisme prêche l'amour du prochain, il voit un frère dans tout homme. Par suite, le patriotisme doit changer de nature, il doit déborder le cadre étroit de la cité et se concilier avec un sentiment plus général : l'amour des hommes, de l'humanité.

(1) LAURENT, *op. cit.*, t. IV, page 445.

(2) ST-PAUL. Colloss., III, 11 ; Galt., III, 28.

« Je ne suis ni teutonique, ni allemand, ni britannique, ni espagnol, ni particulièrement rattaché à aucune autre nation : « je reconnais seulement le nom de chrétien ». JOSSE VAN CLICHORE.

L'Antiquité absorbait l'homme dans le Citoyen ; le christianisme absorbera l'homme dans le Croyant ; et comme la religion chrétienne est la première qui ait eu la prétention d'être universelle, elle aura l'ambition de constituer le genre humain dans l'unité de la foi.

III. — *La sanction du Droit Naturel*

Une sanction d'ailleurs était attachée à la violation du Droit Naturel : la nullité de la décision prise. Dans la doctrine propre du Moyen-Age, toutes les fois que le souverain outrepassait les limites fixées par le Droit Naturel, son acte était déclaré nul et ne pouvait avoir aucune force obligatoire. Par conséquent, le juge, ou tout autre magistrat chargé d'appliquer le Droit, devait considérer comme nulle et non avenue toute disposition contraire au Droit qui aurait été prise soit par un acte d'administration, soit par une loi, même si celle-ci émanait du Pape ou de l'Empereur (1). Mais les sujets, eux aussi, et chacun pour son compte, pouvaient considérer cet ordre ou cet acte comme nul et non venu. C'est précisément pour cela que leur devoir d'obéissance était conçu comme un devoir conditionnel et que le droit de résister par la force aux mesures tyranniques leur était reconnu (2). Cette notion de « résistance à l'oppression » était la conséquence directe de cette notion précédemment exposée de l'Etat fonction.

(1) BARTHOLUS déclare expressément que les lois elles-mêmes sont nulles si elles portent atteinte au droit naturel proprement dit.

(2) SAINT-THOMAS D'AQUIN. *Summa théologica* II, 2, qu. 104, a 5 : c'est seulement dans des circonstances particulières, et pour éviter un scandale et un danger, que le chrétien doit obéir aux ordres d'un usurpateur, ou même aux ordres injustes du souverain légitime.

OCCAM. *Dial.* III, tr. 2, lib. 2, c. 26 et 28.

Toute obligation de l'Etat qui était déduite du Droit Naturel était une obligation légale. Bien qu'on ne réussit pas à délimiter nettement le domaine du Droit Naturel du domaine de la Morale, les règles qu'on fixait à l'exercice légitime du pouvoir suprême n'étaient pas considérées comme de simples préceptes moraux. On les considérait comme des limites imposées à l'action extérieure et on les distinguait des exigences purement morales qui ne s'adressaient qu'au libre arbitre intérieur. Personne ne doutait que les principes du droit divin et du droit naturel n'eussent le caractère de véritables règles de droit, même quand elles ne recevaient pas le secours de la contrainte extérieure (1). Ce n'étaient pas des règles simplement d'ordre théorique, et sans effet pratique. Remarquons (2) qu'elles eurent un résultat direct d'une importance considérable au point de vue pratique. Tous les magistrats chargés de l'application de la loi eurent le droit et le devoir d'adapter

(1) Une conséquence de ce lien moral qui unissait tous les peuples chrétiens en une société fraternelle était la juridiction qui leur appartenait les uns sur les autres pour maintenir l'ordre international et obliger à son respect ceux qui eussent tenté de le violer. AUGUSTIN. De civ. Dei XIX, 16 ; THOMAS D'AQUIN. Sum. Secunda secundae, qu. 31, art. 2 ; qu. 40, art. 1 ; VITORIA. De jure belli, 17, 19, 46, 56 ; SUAREZ. De tripl. virt. théol. III, disp. XIII, sect. 4, n^os 1 et 5 ; GROTIUS. De jure praedae II, rég. 9.

Au xv^e siècle, les Polonais et les Lithuaniens en appelleront aux conciles de Pise et de Constance et à la chrétienté entière contre les violences commises par l'Ordre Teutonique sous prétexte de religion. Au xvi^e siècle, le Pape PAUL III écrira à CHARLES QUINT pour lui rappeler son devoir vis-à-vis des Indiens.

Mais cette juridiction de l'Eglise était une juridiction d'ordre purement spirituel, non seulement dans son objet, mais dans son application ; elle tendait à l'unité du monde chrétien, ou tout au moins au maintien de la paix et de l'union des Etats la constituant.

(2) En ce sens GIERKE.

les actes du souverain le plus exactement possible aux prescriptions du droit naturel. Et pour cela, ils avaient à leur disposition le pouvoir d'interprétation qu'on entendait dans un sens très large.

L'œuvre du christianisme en faveur de l'homme. — On a reproché au christianisme de n'avoir énoncé que des dogmes religieux, que bien souvent il a fallu un travail séculaire et un concours d'influences parfois étrangères, quelques fois hostiles à la religion chrétienne, pour développer le germe, pour traduire un dogme religieux en institutions civiles et politiques (1). On doit reconnaître que l'œuvre du christianisme, si elle fut purement morale, n'en fût pas moins utile. On ne doit pas oublier les préceptes et les institutions émanées du sentiment religieux. A la fin du x^e siècle apparaît la Paix de Dieu, édictant l'inviolabilité des personnes et des choses consacrées au culte, des femmes, des enfants, des vieillards, des paysans non combattants, de leurs habitations. Au xi^e siècle, la trêve de Dieu interdit les hostilités à certaines époques de l'année.

Le Concile de *Lillebonne* (1080) contient de multiples prescriptions au sujet de la sauvegarde des populations paisibles ; de même ceux de Clermont et de Rouen (1096).

L'Eglise, qui institue, au xii^e siècle, des « frères de la paix », créera l'ordre des Templiers dans le même but en 1128 (concile de Troyes).

L'exclusivisme de cette doctrine. — Cette doctrine est en progrès sur celle de l'antiquité. Elle dépasse les frontières de l'Etat, mais elle s'arrête aux frontières de l'Eglise catholique. Tout individu doit être considéré, dans tout

(1) LAURENT, *op. cit.*, p. 107. GIERKE.

pays civilisé, comme possédant certains droits ; droits placés sous la protection du Droit Naturel qui est le même pour tous (1) et également protégés contre l'arbitraire du Prince. Mais cet individu ne peut être qu'un Croyant.

La doctrine était impuissante à transformer ses théories en principes du droit international et humanitaire. Elle n'a pas créé un Droit international chrétien ; on le chercherait vainement dans la collection des constitutions papales. Le Droit International ne pouvait devenir un droit de l'humanité entière à cause de la base religieuse sur laquelle se fondaient les Papes. L'Eglise exigeait avant tout qu'on fût chrétien : aux croyants seuls, elle reconnaissait des droits ; elle ne voulait poser de règles et créer une organisation que pour les fidèles.

St-Cyprien (2) proclame que celui qui est hors de l'Eglise est étranger, profane, ennemi, et comme tel frappé d'incapacité juridique. *Platner* (3) lui refuse jusqu'à la qualité d'homme. L'intolérance s'introduit dans leurs écrits. Le christianisme est une religion révélée ; ceux qui refusent de l'accepter et ceux qui l'abandonnent sont donc non seulement dans l'erreur, mais ils commettent un crime les exposant à la damnation éternelle. « Les princes chrétiens, écrira *St-Augustin*, sont obligés de maintenir l'unité de l'Eglise, et par conséquent de réprimer l'hérésie, d'extirper l'erreur » (4).

(1) Le décret de GRATIEN définit le Droit Naturel : « le droit qui a sa source dans la loi de l'Evangile ; fondé sur la nature de l'homme, il est le même partout ». *Distinct. I.*

(2) CYPRIEN. *De unitate Ecclesiae*, p. 181.

(3) PLATNER. *De usu hodierno divisionis hominum in cives et peregrines*, pp. 26 seq.

(4) AUGUSTIN. *Epist.* 185, § 19.

Cette unité du peuple chrétien se limite aux frontières des nations qui professent le Christianisme, accentuant d'autant plus le fossé qui les sépare des nations infidèles. « La haine est naturelle entre chrétiens et sarrasins : ne doit-on pas haïr ceux qui haïssent le Seigneur ? Tenir les serments à un infidèle serait un plus grand péché que d'y manquer » (1).

La guerre qui leur est faite est juste (2). Les ordres militaires, chevaliers du Temple, frères de St-Jean de Jérusalem, chevaliers teutoniques sont constitués principalement en vue de combattre les infidèles (3).

On niait, par là, la base humanitaire du Droit International, car si le Droit International est un droit de l'homme comme tel, pourquoi les peuples non croyants ne pourraient-ils pas l'appeler à eux aussi bien que les fidèles ? Ils cessaient donc d'être hommes parce qu'ils représentaient Dieu et les choses divines autrement que l'Eglise catholique (4).

(1) GUILLAUME DE TYR, cité par Nys. Les origines du droit des gens, p. 149.

(2) JEAN DE LIGNANO. De Bello. Tractatus univ. juris., t. XVI, p. 373.

(3) La règle des Templiers leur prescrit de faire sans trêve la guerre aux infidèles et leur interdit de refuser le combat ou de demander quartier.

(4) Un auteur qu'on suppose avoir écrit au xvr^e siècle, posait le principe de l'intervention en faveur des peuples opprimés non plus seulement pour des raisons d'ordre religieux et chrétien, mais pour des motifs purement humains. Il s'agit de l'auteur des « Vindiciae contra tyrannos sive principis in populum populique in principem legitima potesta » ; ouvrage qui porte d'ailleurs deux noms d'auteur. ESMEIN. Nouvelle Revue Historique, 1900. L'intervention chez quelques auteurs du xvr^e siècle.

Se demandant s'il faut blâmer ceux qui ne portent pas secours aux hommes opprimés par la tyrannie ou qui défendent la République contre un tyran », l'auteur des Vindiciae constate que dans ce cas, il n'y a pas alors « d'affinité si proche et de lien si étroit » que lorsqu'il s'agit d'intervention religieuse, « car

il s'agit, non de l'Eglise qui est la même pour tous et qui est confiée toute entière à tous et à chacun, mais de la République qui peut être différente pour les uns et pour les autres ».

Il décide, cependant, que l'intervention est un devoir pour le Prince et pour les Peuples, et les raisons qu'il en donne sont : la charité chrétienne, la fraternité humaine.

« Comme dit CICÉRON, la nature de tous les hommes est la même ; la nature elle-même prescrit que l'homme ait souci de l'homme. Sans cela, toute société humaine se dissoudrait nécessairement. Il y a donc deux fondements de la justice : l'un est de ne pas nuire à autrui ; l'autre de servir au bien de tous, s'il est possible. De même, il est deux sortes d'injustice : les uns attaquent injustement, les autres ne détournent point, quand ils le peuvent, les attaques injustes dirigées contre autrui ».

CHAPITRE III

Le Droit naturel, le Droit des gens et les Droits internationaux de l'homme

L'unité religieuse se brise au choc de la Réforme. Le Saint-Empire se désagrège sous la poussée des Etats Modernes. La tradition Moyenâgeuse est trop étroite désormais ; elle ne répond plus à ses exigences. Un monde nouveau s'organise.

L'Etat, au milieu de ce bouleversement, devient la puissance politique suprême. Vainqueur de la féodalité, il est souverain, il échappe à la tutelle du Saint-Empire. Et cette souveraineté si chèrement acquise, il la tiendra comme la plus précieuse de ses conquêtes. Il s'opposera, dès lors, à toute tentative d'organisation internationale. Il tentera de s'échapper à l'emprise du Droit. Conscient de sa force, il aspirera à en user comme bon lui semblera ; le machiavélisme exclut toute idée de solidarité entre les nations, toute idée de droit international.

Ainsi, l'idée unitaire qui groupait toutes les Puissances de l'Europe médiévale tend de plus en plus à disparaître.

Cependant, l'ancienne idée de *civitas maxima* reste tenace dans la doctrine. Une école se forme du Droit Naturel, qui se développera, se perfectionnant sans cesse

jusqu'à nos jours. Elle considère l'Humanité comme un tout cohérent, comme une seule grande communauté de droit. Tout homme, membre de cette vaste société, est titulaire de droits et de devoirs naturels inaliénables, droits et devoirs que l'homme a non seulement vis-à-vis de son propre Etat et de ses propres concitoyens, mais aussi vis-à-vis des Etats étrangers et de leurs sujets : droit à un traitement humain, droit à la liberté de religion et de conscience, droit de transporter son domicile à l'étranger.

SECTION I. — LE PRÉCURSEUR. — GROTIUS

Toute l'œuvre de *Grotius* est dominée par cette idée qu'il existe une « Société du genre humain », une société universelle groupant tous les Etats civilisés.

Dans une note sous *Grotius*, Proleg. § VIII, *Barbeyrac*, traducteur et annotateur, fait remarquer : « Il est ridicule « d'objecter, comme fait par exemple *Gaspard Ziegles*, « que le désir de société que *Grotius* pose pour fondement du Droit Naturel pourrait être satisfait, quand « même on n'entretiendrait de liaison d'amitié qu'avec « une seule famille ou un seul peuple. Car la raison « qui est propre à l'homme... nous enseigne clairement « que la sociabilité... doit être étendue d'une manière « ou d'autre à tous les hommes... sur lesquels elle se « répand également en vertu de la destination de la nature, et par cela même qu'ils sont naturellement tous « semblables et égaux » (1). Il est pénétré de la parenté naturelle et de la sociabilité de tous les hommes de la grande communauté du genre humain, dont il envisage constamment le bien-être (2).

(1) GROTIUS. Proleg., § VIII, note 1, traduction BARBEYRAC, pp. 10, 11.

(2) GROTIUS. Prol. 6, 9, 14, Lib. II, C. 4, § 8, N° 3.

Cette Société n'est plus la collectivité internationale des théologiens limitée aux seuls Etats Chrétiens. Elle est plus vaste. Elle embrasse tous les peuples civilisés ; elle s'étend aussi loin que s'affirme l'existence de rapports internationaux. C'est un fait social qui lui sert de fondement (1).

Cette communauté du genre humain n'est pas une simple réunion, coordination d'Etats séparés, indépendants ; une agglomération de souverainetés. C'est une véritable société, ayant son droit propre qui s'impose à ses membres, société résultant de la solidarité des peuples, régie, indépendamment de la volonté des Etats, par un ensemble de règles impératives ou prohibitives qui constitue le Droit naturel (2).

Grotius adopte l'idée de *Vasquez* : le Droit naturel et le Droit des gens ne régissent pas seulement les rapports entre des souverains et des peuples, mais aussi les rapports entre un Etat et les sujets d'un autre Etat, ainsi qu'entre les sujets d'Etats différents. Ce qui s'applique aux individus vaut également pour les peuples (3). Ils ont besoin les uns des autres ; entre eux existe une certaine interdépendance. Or, cette « sociabilité » ne peut s'exercer sans la reconnaissance et le respect du droit. Ce droit n'est pas arbitraire ; il ne saurait varier ni dans le temps, ni dans l'espace, il est immuable ; il découle « de la nature des rapports sociaux

(1) Cette conception d'une *civitas maxima* apparaissait déjà chez les précurseurs de *Grotius* : *Gentil*, *Vitoria*. « Quoique divisé en un grand nombre de royaumes, le genre humain constitue une unité, non seulement spécifique, mais encore quasi politique. Cette unité procède de l'interdépendance des peuples ». *De Legibus*, liv. II, chap. XIX.

(2) *Grotius*. *Proleg.* § VIII.

(3) En ce sens : *Basdevant*. Les fondateurs du Droit International, p. 247.

et de la « Raison ». La vie sociale l'impose ; la Raison ne le crée pas, mais le constate (1).

Par sa nature, par son fondement, le Droit Naturel s'impose à tous. Nul ne peut s'insurger contre ses commandements. Le Prince, les gouvernants, les hommes d'Etat, tous doivent le respecter (2).

Grotius rappelle ainsi aux Etats ce qu'ils sont, la place qu'ils occupent dans le Monde, le rôle qui leur est dévolu, les limites de leur pouvoir.

Il a voulu s'opposer à ce que, au nom du principe de la souveraineté absolue, ils ne s'écarterent de la voie que les écrivains catholiques leur avaient tracée. Il ne voulait pas que ce « précieux élément de moralité » que le Moyen-Age avait apporté avec les théologiens ne fût ruiné ; que l'Etat souverain « emporté par sa frénésie, ne détruise des valeurs éternelles ». Désirant opposer une digue à l'envahissement de la souveraineté absolutiste, il soumet l'Etat aux exigences d'un ordre public international (3). L'Etat comme l'individu a des devoirs ; l'Etat comme l'individu peut être criminel s'il viole les prescriptions du Droit ; et le crime provoque et justifie la sanction.

La sanction du Droit naturel : le droit d'intervention.

— Ce Droit naturel, révélation de la raison humaine,

(1) Le droit naturel, selon *Grotius*, ne dérive pas directement de Dieu ; on ne saurait cependant lui nier une filiation indirecte. La volonté divine est la source ; mais une fois établi, il échappe à cette volonté.

« Tout ce que nous venons de dire aurait lieu en quelque manière, quand même on accorderait, ce qui ne se peut sans un crime horrible, qu'il n'y ait point de Dieu, ou s'il y en a un, qu'il ne s'intéresse pas aux choses humaines ».

Discours préliminaire, § 11, p. 10.

(2) *Grotius*. Livre I, chapitre III, N° 1, p. 146 ; Livre II, chapitre V, page 302.

(3) En ce sens : *BOURQUIN*, R. D. I. L. C. 1926, p. 96.

apparaît sous le caractère d'un droit idéal duquel les lois positives tiennent leur autorité et dont les rois eux-mêmes ne peuvent s'écarter sans devenir des tyrans. Sa violation reçoit une sanction dans le droit d'intervention. Le souverain a la faculté de prendre les armes pour châtier les Nations se rendant coupables de « fautes énormes » contre la loi naturelle.

Le droit à la vie. — Parmi ces droits protégés par le Droit Naturel est le droit de l'homme à la vie. Si, à l'intérieur de l'Etat, l'homme est titulaire du droit à la vie et du droit à la liberté (1), ces mêmes droits lui sont reconnus dans la Société internationale et placés sous la protection anonyme des Princes. « Il faut savoir encore, « que les Rois, et en général tous les Souverains, ont « droit de punir, non seulement les injures faites à eux « ou à leurs sujets, *mais encore celles qui ne les regardent point en particulier*, lorsqu'elles renferment une « faute énorme du droit de la nature ou de celui des « gens envers qui que ce soit. Je dis envers qui que ce « soit et non pas seulement envers leurs sujets... Il est « même plus honnête de venger les injures faites à autrui que celles qu'on a reçues soi-même, parce qu'à « l'égard des dernières, il est plus à craindre qu'un excès de ressentiment ne nous fasse passer les bornes « d'une juste punition, ou du moins n'agisse trop sur

(1) GROTIUS se fait une conception de l'Etat basée sur l'idée de Contrat Social. BASDEVANT. *op. cit.*, page 240 ; GROTIUS. Liv. II. ch. V, § 17, p. 302.

En passant de l'état de nature à l'état de société civile, les hommes ont donné à l'Etat certains droits, mais « chacun ayant « un droit absolu sur sa propre vie, ne peut le transférer à « l'Etat... puisque, selon les règles de cette vertu, surtout telle « qu'elle est prescrite aux Chrétiens, on doit faire plus de cas « de la vie d'un homme que de son propre bien ». Grotius, *op. cit.* Liv. III. ch. II, § 6, p. 738.

« notre esprit » (1). Les Princes peuvent donc prendre les armes contre ceux qui tuent les étrangers (2), contre ceux qui mangent de la « chair humaine, comme faisaient les Anciens Gaulois », chez qui *Hercule* abolit cette coutume.

D'ailleurs, la seule violation du Droit Naturel suffit à justifier l'intervention. En ceci, *Grotius* réfute les doctrines de *Vitoria*, *Vasquez*, *Azor*, *Molina*, exigeant, en outre, pour rendre une telle guerre juste, que celui qui l'entreprend ou ait été offensé soit lui-même, soit en la personne de l'Etat dont il est le chef, ou ait quelque juridiction sur celui contre qui il prend les armes. « Car « ces derniers auteurs croient que le droit de punir est « un effet propre de la juridiction civile. Mais, en cela, « ils se trompent, à mon avis. Le pouvoir de punir « vient originairement du Droit même de Nature ».

Il existe une Loi de la Société humaine sous la protection de laquelle se place l'Individu. Tout homme, en tant qu'homme, a droit d'exiger d'être secouru dans le besoin et chacun y est obligé, lorsqu'il le peut, par les lois de l'Humanité. Or, on ne renonce point à ces lois, et *on ne peut* y renoncer, en entrant dans une société civile.

On peut bien être censé s'engager à ne pas implorer le secours des étrangers pour de légères injures, ou pour de grandes même qui ne tombent que sur quelque peu de personnes. Mais lorsque tous les sujets gémissent sous l'oppression d'un tyran, les sujets d'un côté rentrent dans tous les droits de la liberté naturelle qui les au-

(1) *Grotius. Op. cit.*, Liv. II, Ch. XX, § 40, p. 607.

(2) « *Erat lex apud Tauros, inhumanam et jeraum gentum, uti Dianae hospites immoralentur* ». *OVIDE* fait mention de cet usage comme existant encore de son temps.

OVIDE. Lib. IV, Eleg. IV, vers 63-64.

torise à chercher du secours où ils en peuvent trouver, et de l'autre, ceux qui sont en état de leur en donner, sans s'incommoder eux-mêmes considérablement, peuvent, non seulement, mais *doivent* travailler de toutes leurs forces à délivrer les opprimés, par cette *seule raison qu'ils sont hommes et membres de la société dont les sociétés civiles font partie*.

La critique de Vattel. — L'Ecole du Droit de la Nature et des Gens suit la même doctrine. *Vattel* cependant est plus réservé que *Grotius*. Il le critique parfois. Il est surpris d'entendre dire « qu'un souverain peut justement prendre les armes pour châtier des nations se rendant coupables de crimes contre la loi naturelle » (1).

« *Grotius* ne s'est-il pas aperçu que, malgré toutes les précautions qu'il apporte dans les paragraphes suivants (2), son sentiment ouvre la porte à toutes les fureurs de l'enthousiasme et du fanatisme, et fournit aux ambitions des prétextes sans nombre ».

Plaçant les nations sur un pied d'égalité, chacune exerçant dans leur plénitude les droits qui résultent de son existence, *Vattel* pose le principe que toutes sont en droit de se gouverner comme elles l'entendent ; il nie par là le droit pour une nation de se mêler du gouvernement d'une autre (3). Il n'appartient à aucune Puissance étrangère de prendre connaissance de l'Administration de ce souverain, de s'ériger en juge de sa conduite et de l'obliger à y rien changer.

Mais il apporte par la suite de telles restrictions au

(1) VATTEL. Le Droit des Gens. Liv. II, ch. I, § 7. Edition REY et GRAVIER, Paris, 1820, t. I, pp. 282-283.

(2) GROTIUS. *op. cit.*, Liv. II, ch. XX, §§ XLI, XLII, XLIII.

(3) VATTEL. *op. cit.*, Liv. II, chap. IV, § 55, p. 313.

principe de non intervention primitivement posé qu'il s'en trouve ébranlé.

Il reconnaît cependant aux Etats le droit d'intervenir pour secourir les peuples opprimés si le Prince « attaqué quant les lois fondamentales » donne à son peuple un légitime sujet de lui résister (1).

Et d'une façon générale, « s'il était une nation qui fît « ouvertement profession de fouler aux pieds la justice, méprisant et violant les droits d'autrui, l'intérêt « de la société humaine autoriserait toutes les autres à « s'unir pour la réprimer et la châtier ». Si par des maximes constantes, par une conduite soutenue, une nation se montre dans cette « disposition pernicieuse », si aucun droit pour elle n'est sacré, le salut du genre humain exige qu'elle soit réprimée. « Former et soutenir une prétention injuste, c'est faire tort seulement « à celui que cette prétention intéresse ; se moquer en « général de la justice, c'est blesser toutes les nations (2).

SECTION II. — LE JUS COSMOPOLITICUM MODERNE

Tandis que se développe encore le culte du Droit Naturel aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles avec *Puffendorf* et *Wolff* ; *Puffendorf* suivi par *Barbeyrac*, *Thomasius*, *Heineccius*, *Mackintosh* ; *Wolff* par *Vattel*, *Rutherford* et parfois *Lampredi*, l'idée de Société du genre humain, de Droit naturel se dessèche et s'amenuise à mesure que le temps passe. Parallèlement prend corps la notion de souveraineté qui trouve son expression la plus nette dans l'école positiviste de *Zouch*, successeur, à la chaire

(1) VATTEL. *op. cit.*, Liv. II, chap. IV, § 56, p. 314.

(2) VATTEL. *op. cit.*, § 70, pp. 323-324.

d'*Oxford*, de *Gentilis*, de *Van Bynkerschoek* en Hollande et de *J.-J. Moser* (1). « Le Droit naturel est une chimère
« qui ouvre le chemin à toutes les fantaisies de l'imagi-
« nation et ne peut servir de base à la construction
« d'une science ».

On voit cependant réapparaître à nouveau l'antique idée d'une grande communauté de tout le genre humain dont les hommes sont membres et sujets de droit (2).

(1) ZOUCH. *Juris et judicii fécialis* ; VAN BYNKERSCHOEK. *De domino maris ; de foro legatorum*.

(2) Ce mouvement apparaît dès la fin du XVIII^e siècle. On l'observe en Allemagne, en Angleterre, en France.

THOMASIUS, en Allemagne, concevait un droit de cité universel : *jus cosmopoliticum* dont la liberté de conscience et la liberté d'établissement à l'étranger sont les corollaires. « *Societatem communem omnium hominum viventium inter se in statu naturali seu in statu aequalitatis, quae hodie introductis rebus publicis dicitur societas gentium* ».

En Angleterre, BURKE conçoit un seul grand Etat, assis sur une même base de droit universel.

La France est également favorable à ce mouvement d'idées. Les esprits songent à établir la Paix universelle, la Paix internationale. On pense à une organisation de la communauté internationale, et dans les différents projets présentés, certains étudient les rapports des individus et des Etats. NICOLE, à l'exemple de CICÉRON, déclarera « que le monde entier est notre ville, « parce que, en qualité d'habitant du Monde, nous avons liai-
« son avec tous les hommes ».

NICOLE. *Traité des moyens de conserver la paix avec les hommes*. 1^{re} partie, ch. 1, dans les *Pensées de PASCAL*, suivies d'un choix des *Pensées de NICOLE* et de son traité, 1844, p. 428.

Dans les Assemblées révolutionnaires, on expose des conceptions nouvelles du Droit international.

A la Constituante, ANACHARSIS CLOOTZ reconnaît à l'homme la qualité de sujet de cette République que son esprit concevait comme la plus grande des associations : la Société des Universels. « Il n'y a pas d'autre souverain que le genre humain, pro-
« clamera-t-il du haut de la tribune ; tout individu, toute com-
« mune qui reconnaîtra ce principe sera reçu de droit dans
« notre association fraternelle, dans la République des Ger-
« mains, des Universels ». ANACHARSIS CLOOTZ in Duguit et Monnier. *Les constitutions et les principales lois de la France depuis 1789, notices historiques*, p. XXXIX.

Et à la séance du Tribunal du 25 frimaire An X (16 Décembre

On enseigne que l'homme a, en tant que membre de l'humanité, une individualité propre, une capacité juridique lui appartenant à raison de son existence même, indépendante de celle qui peut lui être reconnue en tant que citoyen d'un Etat.

Mais ce droit naturel nouveau ne présente plus les mêmes caractères que l'ancien. On doit reconnaître l'influence de ce que *Stammler* a appelé un droit naturel à contenu variable, « ein Naturrecht mit Wechselndem Inhalt ». La Société Internationale manifeste son existence ; d'elle se dégage un droit naturel ou objectif, normes auxquelles l'Etat ne peut se soustraire, qui échappent à l'empire de sa volonté créatrice ; mais évoluant avec le degré de civilisation.

D'autre part, les auteurs qui défendent et développent l'idée d'une communauté du genre humain n'adoptent pas tous la même construction juridique : on doit les classer en trois groupes.

Premier groupe

Le Droit humain s'identifie avec le Droit naturel.

Par rapport à l'Humanité considérée comme unité, on fait une distinction entre le droit actuellement en vigueur et le droit futur. Le Droit des Gens actuel, dans cette conception, est une transition de la communauté

1801), SIMÉON précisa la situation juridique de l'homme dans cette communauté internationale, cette grande Urbs, cette civitas orbis de CONNARE et de GENTILIS qui renaissent. Assimilant le Droit naturel au Droit des Gens, SIMÉON estimait que pour jouir de ces règles, il n'était pas nécessaire d'être membre d'une certaine nation plutôt que d'une autre ; il suffisait d'être Homme. L'homme, en tant qu'être abstrait, de quelque nationalité qu'il soit, en quelque lieu qu'il se trouve, était soumis au Droit naturel. SIMÉON au Tribunat. Séance du 25 frimaire an X, in Locré : La législation civile et commerciale de la France II, 1827, pp. 246-247.

incertaine des peuples à la communauté de droit vraiment et pleinement consciente de l'humanité.

Fiore constate l'impossibilité de conception d'une communauté internationale et il estime que le concours des savants et de toutes les forces intellectuelles des différents pays est indispensable pour résoudre le problème de la Société des Etats d'une façon complète. C'est à la science de « rechercher, d'induire, de déduire » et de déterminer les règles rationnelles qui répondent « le mieux aux exigences actuelles » (1). Elle doit s'inspirer des convictions juridiques populaires affirmées par la coutume et des *principes rationnels* (2).

Il existe dans le Monde deux grandes Républiques : la Société des Etats et la *Civitas Magna*.

La Société des Etats serait l'ancienne Société dont les publicistes avaient coutume de parler. Ils la considéraient comme l'union des Etats tels qu'ils existent, tels qu'ils sont constitués par les événements historiques. Le Droit international aurait pour but la recherche des règles destinées à proclamer les droits et les devoirs des Etats.

L'autre, la *Civitas Magna*, n'a ni limites territoriales, ni frontières déterminées par la mer, par les fleuves ou par les montagnes. Elle comprend toutes les populations unies par les liens de la civilisation et les intérêts collectifs qui se trouvent en Société. Dans la Grande Société des Sociétés, on trouve avant tout l'Homme, avec la personnalité et les droits qui lui appartiennent en sa qualité

(1) FIORE. Le D. I. codifié, p. 37.

(2) BLUNTSCHLI estime que le D. I. est l'œuvre de la science. C'est elle qui a réveillé dans le monde civilisé le sentiment si longtemps assoupi des droits de l'humanité. BLUNTSCHLI. D. I. codifié, p. 17.

d'homme. Sa personnalité aura pour but de lui faire attribuer non seulement des droits civils et politiques à l'intérieur de l'Etat, mais aussi vis-à-vis de la *Civitas Magna*, des Droits internationaux.

Dans l'Etat, la science a atteint son but. La Déclaration des Droits de l'homme a établi l'équilibre dans la Société étatique. On a déterminé la sphère juridique dans laquelle rentrait le droit de chacun et au delà de laquelle commençait l'arbitraire. Les Droits de l'homme furent opposés au pouvoir absolu du souverain. On posa ainsi une règle de proportion entre ce que le roi pouvait faire et ce qu'il n'avait pas le droit de faire.

Mais la science doit contribuer à établir la loi qui régit la *Civitas Magna*, Société de fait, Société inorganisée. *Fiore* estime qu'il est indispensable de déterminer et de revendiquer les Droits internationaux qui appartiennent à tous ceux qui font partie de la communauté internationale et d'élargir la grande idée de la liberté et de l'égalité juridique en reconnaissant que la liberté et l'égalité ne sont pas des droits territoriaux, mais des droits internationaux (1).

Il faut revendiquer les droits internationaux pour toutes personnes composant la *Civitas Magna*. Considéré comme individu, l'homme a avant tout des droits privés. Comme ressortissant d'une commune ou citoyen d'un Etat, il jouit des droits que confèrent l'Etat et la commune. Là, il a des droits privés ; ici, des droits publics. Ses droits sont protégés par l'Etat et par la justice de l'Etat. Si l'Etat Universel existait, il serait citoyen du Monde. La patrie commune, dira *Heffter*, c'est la

(1) FIORE. R. D. I. 1899, p. 211.

« terre » ; mais comme il n'existe qu'une juxtaposition des Etats, cet homme se voit forcé de chercher auprès d'un Etat donné, la protection de ses droits. « C'est ainsi, écrira *Bluntschli* (1), que certains Etats étrangers usent de leur autorité pour faire respecter la qualité de citoyen du Monde, lorsque l'Etat dont la victime dépend ne possède pas les moyens de faire punir l'outrage (2) ».

Bluntschli constate que même quand il s'agit des droits généraux de l'humanité, le Droit International laisse ordinairement aux Etats le soin de protéger les droits individuels ; mais il n'est pas impossible que le Droit International devienne moins timide à l'avenir et qu'on se croie autorisé à intervenir lorsqu'un Etat ne respecte pas suffisamment les lois de l'humanité. Il en serait alors à peu près comme dans les Etats fédératifs, où le pouvoir central garantit aux citoyens certains droits et intervient lorsqu'un Etat ou un canton ne les respecte pas. Mais la crainte d'empiéter sur la souveraineté des autres Etats empêche d'agir dans cette direction.

La notion de souveraineté absolue s'oppose à la mise en pratique de l'idée de solidarité des Etats et de l'unité de l'espèce humaine, car on mettrait en danger l'indépendance, l'individualité et la liberté de ces différents Etats ; on les ferait descendre au niveau de *simples provinces du grand Etat universel* (*Fiore*). C'est pourquoi ces auteurs se bornent à montrer ce droit naturel comme un idéal à atteindre.

(1) BLUNTSCHLI, Droit International codifié, p. 67.

(2) « Dans une foule de cas, l'Angleterre et la Russie ont protégé en Asie des citoyens, dont, en droit strict, ils auraient pu ne pas sauvegarder les intérêts. Les Etats-Unis et l'Allemagne ont offert à la Suisse de protéger ses nationaux partout où la Confédération n'a pas de représentants propres. » (BLUNTSCHLI).

Deuxième groupe

*Le Droit humain : Droit antérieur et supérieur
au Droit international. Heffter. Pillet*

A côté de ces opinions se développait, dans la doctrine allemande avec *Heffter* (1), puis dans la doctrine française avec *Pillet*, un système reconnaissant, à côté du Droit international régissant les Etats pris isolément, le Droit commun de l'Humanité, ensemble de droits et de devoirs affectant non seulement les hommes réunis en Etats, mais encore les hommes pris isolément.

Car l'homme est engagé dans trois Sociétés : la Société étatique, la Société internationale, la Société humaine. Tous les hommes, qu'ils soient ou non engagés dans les liens d'une Société particulière, forment, par leur réunion, la Communauté humaine. Cette communauté existe réellement : les mêmes causes qui ont déterminé la formation de la Société Internationale conduisent à la *Civitas Magna*. « La variété des ressources et des besoins et « aussi cet intérêt de sociabilité déjà noté par *Aristote* et « qui était pour les anciens jurisconsultes la base du « droit naturel, devaient naturellement pousser les hommes à se rapprocher et à s'unir. La seule qualité « d'homme est une raison suffisante de relations ».

Dans l'échelle des valeurs, on donne, en dehors et au-dessus du droit national et du droit international, une place supérieure à ce « droit inséparable de l'homme ».

Le Droit International est un droit volontaire, basé sur le consentement d'Etats souverains en tant qu'unités, se manifestant dans les usages et dans les traités. C'est un droit qui trouve sa raison d'être dans les devoirs analogues que tous les Etats, comme unités, ont à remplir

(1) HEFFTER. (A. G.) *Le Droit International de l'Europe* ; traduit par Jules BERGSON, annoté par GEFFKEN (F. H.). Paris 1883.

vis-à-vis de leurs sujets, devoirs qui existent pour l'Etat, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Dans la doctrine de Pillet, on rencontre déjà cette idée que la communauté internationale des Etats n'est qu'une communauté de fonctions.

Mais en dehors des Sociétés Nationales et au-dessus de la Société Internationale et de son Droit, existe le Droit d'un groupe plus vaste : la communauté humaine, la société humaine la plus ancienne, la plus générale et la plus naturelle de toutes.

Arntz (1) avait déjà reconnu l'existence d'un droit humain supérieur au Droit International. « Quelque respectable que soient les droits de souveraineté et d'indépendance des Etats, il y a quelque chose de plus respectable encore, c'est le droit de l'humanité ou de la société humaine qui ne doit pas être outragé ».

Le Droit humain n'est pas le Droit Naturel. — A la conception du Droit naturel, plus morale que juridique, Pillet substitue celle du Droit humain. Le Droit naturel, considéré, soit comme prescriptions religieuses, soit comme dispositions morales, apparaît plutôt comme un idéal à offrir au législateur, que comme une règle de droit véritable. Or, le Droit humain existe. On est d'accord pour admettre que : *ubi societas, ibi jus est*. Une Société humaine est née, et avec elle un Droit ; mais inorganisé encore, ce Droit ne s'est pas encore dégagé sous la forme de lois.

Et c'est pourquoi Pillet n'emploiera jamais l'expression Droit naturel ; il adoptera celle de Droit commun de l'humanité ; car ses idées « ne se confondent avec aucune de celles qui ont été émises antérieurement ».

Les Anciens affirmaient que l'Homme avait la vue la

(1) ARNTZ. Lettre à ROLIN-JACQUEMYNS, R. D. I. L. C., 1876, p. 67.

plus complète des lois naturelles de son être ; qu'ainsi le droit naturel se dégageait facilement. Or, « le droit de
« l'humanité, nous ne l'apercevons que successivement
« et au prix des plus grands efforts, sa connaissance
« ne se dégage que petit à petit, pièce par pièce, impar-
« faitement, lentement ».

Droit humain et morale sociale. — Le Droit humain ne se confond pas non plus avec la morale sociale. Cependant, toute règle de droit se présente d'abord sous la forme d'une obligation ressortissant à la morale sociale (1). C'est par le canal de la morale que les règles de cette espèce pénètrent le domaine du droit. C'est parce qu'une règle est considérée comme bonne, utile, qu'elle apparaît indispensable, qu'elle revêt pour jamais la forme obligatoire, et c'est ainsi qu'on pourra donner ce critérium de la règle de droit. Si, dans l'opinion commune de l'époque, cette règle passe pour un principe de justice que l'homme ne puisse méconnaître sans blesser sa conscience et s'avilir à ses propres yeux, on est en présence d'une règle de morale. Si, au contraire, elle

(1) On doit, fait remarquer PILLET, la Convention de Genève de 1864 au mouvement d'opinion créé par de généreux philanthropes ; LAS CASAS, d'autre part, a été le précurseur des diplomates du Congrès de Berlin de 1885.

Souvent, d'ailleurs, des principes des deux sortes se trouvent unis côte à côte dans un même instrument. C'est ainsi que l'article 4 du traité de Berlin, en promettant protection aux indigènes, aux missionnaires, aux voyageurs, remplit un devoir strict, tandis qu'en promettant d'appuyer toute œuvre religieuse, scientifique ou charitable, créée ou organisée dans le but d'arriver à instruire les indigènes et à répandre chez eux la civilisation, il satisfait à une obligation du ressort de la morale sociale.

Et l'on doit constater que tous les grands progrès réalisés dans la discipline du droit international ont été dûs à l'influence du droit humain : le respect de la foi jurée, l'adoucissement du sort des blessés et des prisonniers de guerre, la répression de la traite.

constitue une initiative bienfaisante que notre raison ne nous commande point, mais à laquelle nous pousse ce sentiment de fraternité qui est en nous, on rencontre là, un principe de droit.

Le droit humain est donc un ensemble de principes obligatoires qui trouve dans la seule qualité de l'homme une cause suffisante d'application, un droit dont l'observation puisse être réclamée par chacun, Etat ou individu, et imposé à chacun, qui pénètre de son irrésistible influence les Sociétés particulières.

Le Droit humain n'est pas le Droit international. — Il lui est antérieur et supérieur. Il domine soit le droit national de chaque peuple, soit le droit des peuples entre eux qui doivent se conformer à ses préceptes. Les divers groupes, états, communauté internationale ont tous quelque chose d'artificiel et de voulu : *le bien de l'homme est leur objet dernier*, mais encore faut-il qu'ils respectent chez cet homme les droits que la conscience universelle considère comme un apanage essentiel à sa nature.

C'est ainsi que si l'on se reporte à la pratique internationale, l'Europe n'est jamais restée sourde aux réclamations des Chrétiens de la Porte. Ses interventions, si elles eurent des raisons d'ordre politique, le choix du prétexte prouvait que, dans l'opinion commune, la protection des droits primordiaux de l'homme est une fonction sacrée.

Le Droit humain est obligatoire. Un individu, un peuple ne sauraient renoncer à l'exercice des droits de l'humanité, parce que cet exercice intéresse tout le genre humain. Ce serait une faute grave dont son auteur serait responsable devant quiconque lui en demanderait

compte. Au contraire « il n'est pas de Droit international « si important auquel un peuple ne puisse valablement « renoncer. Il peut abdiquer son indépendance, soit en « s'unissant à un autre peuple, soit en se soumettant « à la suzeraineté ou au protectorat de celui-ci » (1).

Le Droit humain est obligatoire, il s'étend à tous les rapports des hommes entre eux. « Il possède une égale « compétence entre peuples civilisés et peuples moins « civilisés (tandis que le Droit International subit dans « cette dernière hypothèse certaines déformations) ». *Lorimer* dans son système des trois sphères concentriques : humanité civilisée, humanité barbare, humanité sauvage, arrivait à la même conclusion. La première sphère était soumise à l'entière application du droit international rationnel et du droit international positif ; la seconde comportait l'application plénière, intégrale du droit rationnel et une application restreinte, limitée du droit positif ; quant à la troisième sphère, les Etats civilisés devaient respecter les principes humanitaires du droit rationnel, n'étant nullement astreints à pratiquer le droit international positif.

Enfin, le Droit humain est immuable. Mais il ne faut pas rapprocher, sur ce point, la conception de *Pillet* de celle des anciens auteurs du Droit naturel. Ce qu'il entend par immutabilité, c'est que « le droit commun de « l'humanité ne lâche point ses conquêtes ; une fois réalisées, elles sont définitives ; on ne comprendrait pas « qu'il pût venir à l'esprit de personne de les remettre « en question ». *Les principes de droit et de justice, une fois acquis à l'humanité, ne périssent plus.*

Ce sont des vérités qui apparaissent dès l'abord revê-

(1) PILLET. *Op. cit.*, p. 20.

tues de leur caractère définitif et absolu ; les règles du droit international au contraire ont un caractère relatif ; on doit en prévoir la fin.

Mais *Pillet* est obligé de convenir que tant que la connaissance du droit commun de l'humanité, dont nous ne connaissons que les premiers rudiments, ne sera point assez mûre pour permettre d'en faire l'objet d'une science distincte, force sera d'unir ses principes à ceux du Droit international public.

Troisième groupe

Le Droit humain s'identifie avec le Droit international

La théorie du Droit humain de *Pillet* reconnaît l'existence d'une Société humaine primordiale et d'une loi qui conditionne son activité, mais sans arriver à préciser quelle est cette loi.

Brocher de la Fléchère lui a donné son véritable nom : la solidarité (1). « L'essence de la Société, c'est la solidarité... Le monde est à l'humanité qui laisse les divers peuples s'en répartir la jouissance : le partage doit se faire dans l'intérêt de tous et non des intérêts immédiats seulement ».

C'est également ce que le doyen *Duguit* posait comme conclusion de ses études de droit public (2). Le principe fondamental qui conditionne toutes les activités humaines : c'est la solidarité ; sans doute, l'homme se sent plus particulièrement solidaire d'un groupe social déterminé, mais au-dessus des solidarités nationales existe la solidarité internationale, et au-dessus de la solidarité internationale la solidarité humaine.

(1) BROCHER DE LA FLÉCHÈRE. Solidarité et souveraineté, R. D. I. L. C., 1894, p. 415.

(2) DUGUIT. L'Etat, le droit objectif et la loi positive.

Droit des gens et philosophie. — Cette notion de Droit social est récente ; elle se substitue à la conception individualiste du droit qui a dominé jusqu'ici notre science. L'influence de la philosophie sur ce point est certaine.

Le mouvement évolutif du Droit international est en étroite liaison avec un mouvement analogue se manifestant dans le domaine de la philosophie. A la philosophie individualiste, égoïste, se substitue la philosophie solidariste. De *Descartes* à *Rousseau*, on étudie l'Homme ; il est le souverain maître du pouvoir, il jouit d'une liberté presque absolue. Mais la notion de conscience individuelle fait place à celle de conscience sociale, de solidarité qui conduira, après l'assistance familiale ou nationale, à l'idée d'assistance internationale.

Transposée dans le cadre du droit international, cette idée conduira à celle que les Etats ont perdu leur indépendance, et que, s'ils ont le devoir de ne pas se nuire, ils doivent en outre « aider, par leur collaboration commune, l'homme à prendre dans l'humanité, les droits « qui lui appartiennent » (1).

L'idée de solidarité et la doctrine. — L'idée de droit supra-étatique, collectif, solidariste, institutionnel, statutaire, constitutionnel, tend de plus en plus à être affirmée par la doctrine.

Pour M. *Politis* « l'individualisme national est comme « l'individualisme privé, un véritable anachronisme « dans la communauté internationale où la conception

(1) DE LA PRADELLE. La question chinoise. R. D. G. I. 1901, p. 339. « Ce n'est pas dans le respect des souverainetés, mais « dans la défense contre elles des droits de l'homme que le « droit international puise son principe et trouve sa fin ». J. B. SCOTT. Le progrès du Droit des Gens, t. I, p. 74.

« de l'indépendance a fait place à celle de l'interdépendance » (1).

M. J. T. *Delos* expose que les Etats modernes ont entre eux des relations purement sociales et organiques, d'ordre institutionnel et non contractuel ; ils sont donc soumis au pouvoir de droit spécial qui régit ce groupe avec une autorité à fondement objectif (2).

Quant à M. *Jitta*, il considère les Etats, en tant que titulaires des droits internationaux, uniquement comme des organes de la communauté du genre humain qui les investit, par son ordre juridique préexistant, de pouvoirs spéciaux pour représenter sa totalité et agir en son nom (3).

M. *Bourquin* estime que la communauté internationale est devenue une réalité vivante, enveloppant dans un réseau de solidarité toutes les nations et imposant à chacune d'elles l'accomplissement de devoirs internationaux (4).

Le Professeur G. *Scelle* parle « d'un droit social de la « communauté internationale » (5) ; il élabore tout un système de droit constitutionnel international, décrivant et organisant les pouvoirs publics internationaux et réglant les compétences et les libertés des sujets de droits collectifs ou individuels.

M. *Gurvich* donne une forme plus précise à cette doctrine. Il explique les tendances modernes du Droit International en fonction du Droit Social à caractère inté-

(1) POLITIS. Les nouvelles tendances du Droit International, p. 87.

(2) J. T. DELOS. La Société Internationale et les Principes du Droit public.

(3) J. JITTA. La rénovation du Droit International.

(4) BOURQUIN. R. D. I. L. C. 1926, p. 109.

(5) G. SCELLE. Le pacte des Nations.

gratif. Le Droit d'intégration de la communauté englobante règle les rapports entre les ordres du droit social particulariste : leurs fonctions précises, leurs cercles de compétence dépendant de la règle de l'ordre du droit social commun dans lequel ils sont englobés. De même, le Droit International se dégageant de la communauté supra-étatique, n'est pas autre chose qu'un droit spécial commun, pur et indépendant, aménageant l'intégration de la totalité internationale ; et les droits nationaux intérieurs, en particulier les ordres étatiques, ne présentent pour ce droit international que des ordres de droit social particulariste qu'il s'agit d'intégrer dans le tout (1).

L'Institut de Droit International, enfin, ajoute le poids de son autorité à ce problème. M. de La Pradelle (2), dans ses interventions à l'Institut en 1921 et en 1925, soulignait le caractère anti-individualiste et solidariste du Droit International moderne. Et le rapporteur affirmait que « de tous les travaux de l'Institut et de ses membres, « comme du mouvement du droit positif, c'est la solution qui se dégage de préférence à la première »..., c'est-à-dire que « le principe solidariste « d'une interdépendance des Etats, fondée sur leur mutuelle dépendance au regard de la communauté internationale et de l'humanité, devient un principe, une base, un dogme ».

La Solidarité et le Droit International. — La solidarité, l'interdépendance, base nouvelle du Droit International, crée une conscience juridique commune ; elle prête au Droit des gens une physionomie nouvelle, en même

(1) GURVITCH. L'idée de droit social. Le temps présent et l'idée du droit social.

(2) INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL. Annuaire 1921, pp. 215 sq., 1925, pp. 241, sq.

temps qu'elle éclaire et résout toutes les grandes questions qui subsistent encore actuellement dans la doctrine : fondement de la règle de droit, rapport du Droit international et du Droit interne, rapport du Droit et de la morale.

L'homme aura ainsi une double règle de conduite à suivre : ne rien faire qui soit contraire à la solidarité sociale, faire tout ce qui est de nature à réaliser la solidarité sociale. Cette double règle résumant tout le droit objectif, ce sera la règle de droit suprême qui s'imposera aux gouvernements et dont toute loi positive, pour être légitime, devra être l'expression, le développement ou la mise en œuvre.

*L'idée de Droit social et les Droits internationaux
de l'Homme*

L'Etat est un organe. — De ces prémisses, on en conclut que l'Etat est un organe, un moyen, et non une fin en soi. On doit abandonner ce postulat qu'avaient posé certaines doctrines allemandes.

C'est ce que l'*Union juridique internationale* exprimait dans un projet de déclaration des Droits et Devoirs des nations (11 Novembre 1919). « Les Etats doivent s'inspirer de l'idée qu'ils ont pour mission de poursuivre « solidairement, par le progrès de la civilisation, le « bonheur humain », article 6.

Et dans un projet soumis en 1921 à l'Institut de Droit International, *M. de La Pradelle* affirmait que, (article 7), une Société des Etats, dont les membres oublieraient que si l'individu est subordonné à l'Etat dans la cité, l'Etat, dans le Monde, n'est qu'un moyen en vue d'une fin, la perfection de l'Humanité, manquerait essentiellement à son devoir en cessant de répondre à son but.

M. J. B. Scott écrivait également: « L'individu est l'unité « première de la communauté internationale, l'Etat « n'est qu'un élément secondaire et intermédiaire » (1).

L'Etat est donc un organe ; il existe mais on ne lui reconnaît que l'exercice d'une certaine activité : c'est le représentant du genre humain.

Pour *Jitta*, l'autorité suprême, dans la communauté de droit, revient à l'humanité dont les droits sont exercés par l'Etat. La souveraineté appartient au genre humain personnifié et, strictement, c'est lui seul qui a le droit d'exercer la haute direction de la communauté. Les droits de l'Etat ne sont qu'une conséquence des droits de l'humanité ; il emprunte sa souveraineté à cette dernière « comme un fief immédiat reçu d'elle ». N'étant qu'une autorité dérivée, l'Etat, par suite, n'a qu'une souveraineté purement relative. On peut même dire que ce n'est plus une souveraineté, mais une autorité conditionnée par la seule vraie souveraineté : celle du genre humain.

Burke et *Hamaker* développent une doctrine semblable. L'humanité est une et indivisible. La séparation des hommes en groupes, en Etats est purement artificielle. L'humanité n'est pas divisée, seul son gouvernement l'est. Le Droit des Gens serait le Droit Administratif du Monde, l'ordonnance des rapports entre les diverses administrations locales de la Terre.

La Société humaine, Société de fait, mais Société de droit aussi, confierait le soin de certains intérêts à quelques gouvernements, désignant à chacun le cercle territorial de son autorité. Ainsi concilie-t-on la souveraineté de l'Etat et sa soumission au Droit, préoccupation la

(1) J. B. SCOTT. Le progrès du Droit des Gens, t. I, p. 74.

plus obsédante de la philosophie du Droit public moderne.

Le savant hollandais *Krabbe* reconnaît qu'une valeur absolue ne peut être attribuée qu'au *but* de la communauté qui embrasse tous les hommes ; et c'est ce but absolu qui décide si, et dans quelle mesure, pour une partie de l'humanité, le but commun doit être réalisé par un Etat distinct. On reconnaît ainsi qu'il appartient au droit objectif, valable dans un milieu social donné, de déterminer les limites dans lesquelles la réalisation de tel ou tel but commun est à attribuer à tel ou tel groupe. Le principe de la souveraineté du droit a donc ici, également, pour conséquence nécessaire, la relativité de la valeur juridique de l'Etat : l'Etat réalise le but de la communauté qui est le développement de la vie spirituelle des membres de la nation.

La règle de Droit et l'Homme. — Le Droit existe pour l'homme ; l'homme en est l'origine, ses besoins la source. C'est ce que *Bergson* exprime : « toute institution humaine doit concourir au bonheur humain ; l'individu « est reconnu comme l'ultime destinataire de tout « droit ».

Or, le Droit international est le dernier jalon menant à la perfection de l'œuvre sur le chemin du développement moral et juridique. Le résultat final est le maintien et la consolidation du Droit qui revient à l'homme en tant qu'individu, abstraction faite de sa situation politique vis-à-vis de l'Etat (1).

« Bonheur et perfection de l'humanité, dira M. *Politis* (2), tel est en effet le but de toute société et, partant, « de tout Droit ; il en est ainsi de la Société Internatio-

(1) En ce sens : HOLTZENDORFF.

(2) POLITIS. Les nouvelles tendances, p. 78.

« nale comme de la Société Nationale. Elles n'existent
« que pour assurer à l'homme la possibilité de vivre et
« de se développer ».

C'est ce que l'Union juridique exprimait en 1919 :
bonheur humain ; et l'Institut de Droit International en
1921 : *perfection de l'humanité*.

Le but général de la communauté, selon *Krabbe*, sera
la réalisation du maximum de vie spirituelle de la com-
munauté, ce que *Jitta* appellera la prospérité publique.

« Le but de la communauté, devenue personnalité dans
« l'Etat, peut être défini comme soin de la vie personnelle
« des hommes », ce qui revient à dire que le but de
la communauté est le développement de la vie spiri-
tuelle d'un peuple, car « l'augmentation des valeurs spi-
« rituelles d'une nation équivaut à l'épanouissement de
« de la personnalité de ses membres » (1).

La mission de l'Etat. — En ce qui concerne le dévelop-
pement de la prospérité publique, le genre humain a
droit à la direction suprême. Mais à supposer même qu'il
fût parfaitement organisé, il n'exercerait pas lui-même
ce pouvoir ; il agirait déraisonnablement.

Le genre humain est, en effet, trop loin de l'individu.
Entre lui et l'homme, il y a l'Etat. Or, l'Etat est admira-
blement bien placé pour agir : il pourra mettre en ac-
tion le puissant ressort du Droit National. Plus près des
hommes, il se verra concéder par le genre humain un
certain pouvoir propre ; gérant d'affaires de la com-
munauté internationale, des droits naîtront à son profit,
des devoirs lui incomberont.

C'est ainsi qu'on en arrive à poser dans ce système que
nous soutenons le principe que l'Etat est chargé d'une

(1) KRABBE. L'Idée moderne de l'Etat. Rec. La Haye, 1926, III.

double mission : une mission interne, une mission internationale. Sous une autre forme, on dira : l'Etat est fait pour les hommes ; l'Etat est fait pour l'Homme (1).

Or le lien unissant l'individu à l'Etat peut être de diverses intensités. Il peut être fort lorsqu'il s'agit d'un citoyen. La simple domiciliation l'affaiblit. Il est plus lâche encore lorsqu'on ne fait que séjourner temporairement sur ce territoire. Il se relâche enfin beaucoup plus lorsqu'une « personne étrangère prend simplement « part à la vie active locale sans même séjourner dans « le pays ; il y a cependant un lien dans ce cas » (2).

Représentant local du genre humain, l'Etat aura des obligations à respecter vis-à-vis des hommes, devoirs d'autant plus étendus que le lien est plus fort.

Mission interne. — L'Etat est un moyen en vue d'une fin : l'homme. Son premier devoir sera de protéger ses nationaux, ses ressortissants. Il leur accordera sa protection soit sur son territoire, soit à l'étranger. Dans le premier cas, il s'agira de la *mission interne propre* de l'Etat ; dans le second cas, de sa *mission interne dérivée*.

Autrefois, on ne reconnaissait à l'Etat vis-à-vis de ses nationaux, que des devoirs de droit public interne. Il devait assurer l'ordre, la sécurité, la justice ; faire respecter les droits réciproques des individus.

Mais l'Etat a aussi le devoir de protéger ses nationaux dans leur vie internationale ; d'accorder sa protection à ses sujets, en territoire étranger, dans leur personne et dans leurs biens, qu'il y soit attenté directement par le gouvernement de l'Etat de résidence, ou par ses fonctionnaires, ou par ses sujets.

C'est un principe, d'ailleurs universellement reconnu en

(1) DE LA PRADELLE.

(2) JITTA. *Op. cit.*, p. 11.

droit positif que, si les frontières territoriales déterminent les limites du pouvoir de l'Etat, les sujets, tant qu'ils n'ont pas perdu leur nationalité, restent sous la protection de l'Etat, même à l'étranger. La pratique internationale illustre ce principe (1). Le lien de nationalité joue en Droit international un rôle non moins grand qu'en Droit interne, car il ne constitue pas seulement le fondement du rapport juridique existant entre l'individu et l'Etat, mais il est aussi le médium par lequel le Droit des gens l'atteint, le chaînon qui rattache l'Homme à la Société Internationale (2).

Mission internationale. — Les docteurs du Droit positif avaient exagéré le principe de la nationalité au point de se laisser dominer par lui, et de ne considérer que le rôle interne de l'Etat, ignorant et laissant dans l'ombre son rôle international.

Or, l'Etat est non seulement fait pour les hommes, ses nationaux, mais encore pour l'*Homme en général*. Il doit penser d'abord à ses nationaux, mais en même temps au reste de l'humanité. L'Etat, pris comme associé dans la Société des Etats, n'a pas seulement des fins internes tournées vers ses ressortissants, mais des fins sociales, des fins internationales.

La solidarité qui unit les hommes exige que l'Etat assure le respect de la personnalité individuelle non seule-

(1) En ce sens : STOERK. « La qualité de membre de l'Etat constitue la condition que l'individu doit avoir atteinte avant « de pouvoir prétendre participer au droit international ». STOERK cité par HOLTZENDORFF.

(2) « Le Droit International laisse aux Etats souverains le « soin de régler eux-mêmes le caractère et l'étendue des droits « qui appartiennent à leurs sujets entre eux ou dans leurs relations avec l'Etat ; de droits fondamentaux des hommes sous « la protection du droit des gens, il n'y en a pas ». DE LOUTER. *Op. cit.*, p. 261.

ment à ses propres nationaux, mais à tous les hommes (1).

Et ce Droit, expression la plus générale de la solidarité humaine que l'Etat applique, son contenu s'en trouve implicitement déterminé. Il comprendra toutes les règles susceptibles d'exprimer et de développer la solidarité humaine. Or, la solidarité humaine exige que toutes les activités qui caractérisent l'homme en tant qu'être physique, être moral, être social, soient protégées. Le Droit humain garantira donc aux individus leur vie et leur liberté physique, leur liberté morale, leur aptitude au commerce social.

Et la pratique internationale confirme cette conception. Le Droit à la liberté physique conduit à la répression de la traite ; le Droit à la liberté morale à la protection des chrétiens en Orient ; le Droit à la vie à la réglementation de la guerre et à la préparation de la paix.

La sanction : le Droit d'intervention. — Ces devoirs de l'Etat vis-à-vis de l'individu ne sont d'ailleurs pas la base d'un marchandage. La conception courante selon laquelle le droit international repose sur le principe de la réciprocité est écartée. Ce n'est pas en raison du bien retiré de l'exécution de ces préceptes que l'Etat agit, c'est en raison même de la valeur intrinsèque de ces préceptes, par respect pour soi-même plus

(1) Dans la conception de JIRTA, ces devoirs appartiennent à l'Etat à l'encontre des hommes qui ne sont même pas ses sujets. L'homme, à quelque Etat qu'il ressortisse, sera protégé par l'Etat sur le territoire duquel il se trouve, à quelque nationalité qu'il appartienne, même lorsqu'il n'aura aucune nationalité ; car dans l'état actuel du droit, les effets de la nationalité se rattachent en effet de bien des manières à la politique nationale, ce qui fait que l'uniformité de législation relative à la perte et à l'acquisition de la nationalité ne peut être réalisée : l'heimatlosat peut se manifester.

que par respect pour celui qui bénéficiera de leur application. En effet, « les devoirs de l'Etat sont la base « même de sa souveraineté, ils la justifient d'après les « principes fondés en raison » (*Jitta*).

D'autre part, le principe de l'intervention se trouve fondé. A supposer qu'un Etat manque à ce devoir de sa propre souveraineté vis-à-vis de l'homme, les autres Etats auront le devoir soit par leurs observations, soit par la force, de faire cesser la méconnaissance des Droits internationaux de l'homme. Le principe de non intervention n'avait d'autre fondement que le respect de la souveraineté. Or, dans cette doctrine, il n'y a plus atteinte à la souveraineté, mais *respect du fondement de cette souveraineté*.

CHAPITRE IV

Les droits internationaux de l'homme et les docteurs du droit positif

Les docteurs du Droit positif basent leur doctrine sur les instruments internationaux, sur la pratique internationale ; ils rejettent la conception de la *Civitas Magna* familière aux docteurs du Droit Naturel.

Sans doute admettent-ils que la protection de l'homme est la mission unique du Droit. « *Hominum causa omne jus constitutum esse* », telle était déjà la vérité reconnue des Romains. Mais ils rejettent la doctrine qui pose l'individu sujet d'un Droit qui ne connaît point de frontières politiques, qui accepte et qui protège les droits innés et inaliénables de l'homme.

Cette doctrine qui flatte « tous ceux qui, sans être « jurisconsultes, empruntent à leurs opinions religieuses, « philosophiques ou morales, des motifs de cons- « truire une organisation du monde qui, suivant eux, « répondrait mieux aux besoins de la Société » (1) et qui séduit même les jurisconsultes dont l'ambition est d'accélérer le développement d'un droit plus complet, doit être écartée sans hésitation. Car elle efface les limites qui séparent le droit *qui est* du droit *qui devrait être* ; confusion qui se révélerait chez le professeur Pas-

(1) DE LOUTER. Le Droit International positif, t. I.

quale Fiore lorsqu'il attribue au droit international la mission de « déterminer les règles qui doivent gouverner non seulement les rapports des Etats entre eux, « mais aussi les rapports des individus, des êtres moraux, de toutes collectivités qui font partie de la Société Internationale ».

Tout autre sera leur raisonnement. Ils essaieront de résoudre le problème des droits internationaux de l'homme en résolvant tout d'abord celui de la subjectivité juridique internationale de l'homme. L'un des problèmes fondamentaux du Droit international est ainsi soulevé.

L'ordre juridique international s'applique-t-il directement à l'individu, sans l'intermédiaire de l'Etat ; l'homme est-il en rapports immédiats avec le Droit des Gens ; alors, sujet du Droit International, il sera titulaire de droits et de devoirs internationaux.

Un double courant se manifestera cependant dans la doctrine. Pour certains auteurs (1), l'homme est immé-

(1) ALLEMAGNE. KOLHER *Volkerrecht als Privatrechtstitel*, Zeitschrift für Völkerrecht und Bundesstaatsrecht, II, p. 209 et suivantes.

REHM. *Untertanen als Subjekte Völkerrechtlicher Pflichten*, Zeitschrift, I, p. 3.

W. KAUFMANN. *Die Rechts Kraft des internationalen Rechtes und das Verhältnin der Staatogesetz Ougen und der Staatsorgane*. Stoggatt, 1899, N° 13-152.

Die Moderne nichtstaatlichen internationalen Verbande und Kongress und das internationale Recht, in Zeitschrift für Völkerrecht und Bundestaatrecht, 1908, pp. 419-440. N° 23-190, d. II.

FREUND. *Der Schutz der Gläubiger Gegenüber Auswärtigen Schuldnerstaaten*, 1910, p. 20-21, p. 18, 23, 44, 46, 51.

FRANCE. FAUCHILLE. BONFILS. *La guerre de 1914*. Documents II, p. 64, 66, 70, 72, 76, 78. Recueil des diverses communications du Ministère des Affaires Etrangères (Pays-Bas), 1916, p. 37-38.

FAUCHILLE. *Manuel de Droit international public* n° 157, p. 85.

HOLLANDE. VISSER L. E. *Het Wezen der internationale gemeenschap*, page 34.

diatement qualifié et obligé par le Droit des Gens ; d'autres (1), au contraire, poseront le principe que le Droit des gens ne crée pas de droits ni d'obligations en faveur des individus, le Droit international reconnaissant pleinement la suprématie de l'Etat sur ses sujets.

SECTION I. — L'HOMME EST TITULAIRE DE DROITS
INTERNATIONAUX

Cette doctrine s'est rapportée au fait que certaines conventions internationales permettent aux particuliers d'intenter en leur propre nom des actions contre des Etats étrangers. La règle fondamentale d'après laquelle les instances internationales sont fermées aux individus comporte des déviations, des exceptions. Parfois on reconnaîtra à l'individu le droit d'intenter directement une action devant un for international ; souvent, les Etats seront les parties uniques au procès, mais on accordera à l'individu l'exercice de certains privilèges.

De Neutraliteitsplichten Van den Staat en de Nederlandsche strafwet 1897, p. 396.

VAN EISANGA. Proever aener inleiding to het Nederlandsche tractatenrecht 1906, p. 120 et suivantes.

ANGLETERRE. Westlake. Capter on the principles of international law, p. 1-2.

(1) OPPENHEIM. International Law, I §§ 13 et suivants, 20, 25, 288, 292.

HOLLAND. International law and acts of Parliement, in Studies in international law, p. 176, sq.

LAWRENCE. Principles of international law, p. 72.

H. TRIEPEL. Völkerrecht und Landesrecht. 1899, p. 1 et s., 20 et s.

JELLINEK. System der subjectiven oeffentlichen Rechte, p. 310-329.

VON LISZT. Völkerrecht, p. 44.

VON ULLMANN. Völkerrecht, 319, 107, pp. 86, 344.

VON HOLTZENDORFF, Handbuch des Völkerrechts, p. 5.

MÉRIGNHAC. Traité de Droit public international, II, pp. 169 et s.

DE LOUTER. Het stellig Volkenrecht, p. 161.

1° *L'arbitrage*. — Dans l'évolution historique de la procédure de l'arbitrage, on constate une amélioration certaine du sort, de la situation des particuliers dans le sens d'une certaine émancipation de l'individu vis-à-vis de l'omnipotence de l'Etat. L'homme reste malgré tout l'objet de la procédure internationale engagée par les organes auxquels il ressortit. Les Etats sont les seuls *domini litis* qui remplissent leur rôle de défense et de protection des intérêts privés de leurs nationaux. Mais l'individu participe de plus en plus à la procédure de l'arbitrage : il donnera son assentiment au recours à l'arbitrage (1), à la nomination d'un arbitre (2) ; il sera autorisé à présenter des exposés personnels (3), à nommer des conseils (4).

On lui a même reconnu un droit de citation directe qu'il peut exercer sans l'intermédiaire de son Etat. (Tribunal Mixte de première instance du Caire, 8 Juin 1896 (5)).

2° *Cour de Justice Centro-Américaine*. — Dans son article 2, le traité conclu entre les Etats d'Amérique Centrale pour l'institution d'un Cour de Justice Internationale (supprimée en 1917) reconnaissait le droit à tout individu de citer devant cette Cour un Etat étranger, quelle que soit l'attitude de l'Etat dont il était le ressortissant.

(1) DE LA PRADELLE et POLITIS. Rec. des arbitrages internationaux : affaire Macedonian, 15 mai 1863 ; affaire Lacaze, 19 mars 1864 ; affaire du Queen, 26 mars 1872.

(2) *Op. cit.*, affaire du Croft, 7 février 1856, affaire Lacaze.

(3) *Op. cit.*, affaire du Croft ; affaire White, art. 2 ; affaire U. S. and Paraguay Navigation C°.

(4) *Op. cit.*, affaire U. S. and Paraguay Navigation C°, 13 août 1860 ; affaire de Mechanic ; affaires des C^{ies} d'Hudson et de Puget, 10 septembre 1869.

(5) R. G. D. I. 1896, p. 245.

La Convention du 20 décembre 1907 précisait qu'outre toute controverse naissant entre les Etats associés, la Cour connaissait également « de la question que les » individus d'un Etat Centre Américain peut porter contre un autre gouvernement contractant, en raison de « la violation des traités ou conventions et autres cas » présentant un caractère international » (1).

3° *Cour des Prises. — Convention de La Haye du 18 octobre 1907* (2). Les articles 4 et 5 de cette convention, au reste jamais ratifiée, autorisaient les particuliers à citer les Etats devant la Cour des Prises. Un recours pouvait être formé contre la décision des tribunaux nationaux, non seulement par les Etats neutres, mais dans

(1) Voir article 3.

Voir le Protocole additionnel à la Convention du 20 décembre 1907.

STRUPP. Documents pour servir à l'histoire du Droit des Gens. t. 2, 2^e édit., p. 777.

(2) *Article 4.* Le recours peut être exercé :

1° — par une Puissance neutre si la décision des tribunaux nationaux a porté atteinte à ses propriétés ou à celles de ses ressortissants (art. 3, al. 1) ou s'il est allégué que la capture d'un navire ennemi a eu lieu dans les eaux territoriales de cette Puissance (art. 3, 2° b).

2° — par un particulier neutre, si la décision des tribunaux nationaux a porté atteinte à ses propriétés (art. 3, 1°), sous réserve toutefois du droit de la Puissance dont il relève de lui interdire l'accès de la Cour, ou d'y agir elle-même en son lieu et place.

3° — par un particulier relevant de la Puissance ennemie si la décision des tribunaux nationaux a porté atteinte à ses propriétés dans les conditions visées à l'article 3, 2°, à l'exception du cas prévu par l'alinéa b.

Article 5. — Le recours peut aussi être exercé, dans les mêmes conditions qu'à l'article précédent, par les ayants droit neutres ou ennemis du particulier auquel le recours est accordé et qui sont intervenus devant la juridiction nationale. Ces ayants droit peuvent exercer individuellement le recours dans la mesure de leur intérêt.

Il en est de même des ayants droit neutres ou ennemis de la Puissance neutre dont la propriété est en jeu.

certains cas pour les particuliers neutres, les particuliers de la puissance ennemie (art. 4) ou par leurs ayants droits (art. 5).

Triepel s'élève contre cette interprétation reconnaissant à l'homme un droit international d'ester en justice. Car à tout prendre et à traduire les phrases du traité dans la langue exacte du droit international « le traité » n'a donné ladite permission qu'à l'Etat même dont « l'individu lésé par des actes de la guerre maritime est » le ressortissant ».

C'est le gouvernement de cet Etat qui pourra demander à l'autre gouvernement de répondre devant la Cour internationale à l'appel du Particulier. Il n'en est pas autrement, affirme-t-il, lorsque par une disposition d'une convention commerciale, les Etats contractants s'imposent réciproquement le devoir de concéder à leurs citoyens respectifs un libre accès aux tribunaux nationaux (1).

L'article 4 — 1° de la dite convention porte en effet que l'action de l'individu peut s'exercer sous réserve, toutefois du droit de la Puissance dont il relève de lui interdire l'accès de la Cour ou d'agir elle-même en ses lieu et place (2).

(1) *TRIEPEL*. Des rapports entre le Droit interne et le Droit International. Rec. La Haye, 1923, t. 1.

(2) Le rapport de la seconde Conférence de La Haye pose clairement le problème: « Pour des motifs divers, spécialement » pour mieux sauvegarder les intérêts des particuliers qui pourraient être compromis par la négligence ou la trop grande « réserve d'un gouvernement neutre, et aussi pour débarrasser » le plus possible les chancelleries neutres d'affaires ennuyeuses, le recours a été ouvert aux particuliers. Mais en admettant cette solution, on n'a pas pu ne pas tenir compte du fait « que, dans certains cas, un gouvernement neutre pourrait juger » nécessaire soit de défendre lui-même devant la Cour les intérêts de ses ressortissants, soit au contraire, de leur inter-

L'individu ne bénéficie donc pas d'un droit propre, l'Etat peut, à tout moment, le lui enlever, même l'ayant reconnu antérieurement. C'est un droit dérivé, délégué.

4^o *Les Tribunaux arbitraux mixtes.* — Le traité de paix de Versailles accorde aux ressortissants des Puissances Alliées un droit immédiat contre l'Etat allemand en raison des dommages subis pendant la guerre qui ont été causés par l'application de mesures exceptionnelles de guerre et qui ne peuvent être réparés en nature (1).

On en déduit que l'individu est titulaire de droits subjectifs internationaux dont il peut se prévaloir devant les tribunaux internationaux chargés de liquider l'après-guerre, les tribunaux arbitraires mixtes.

Car les Etats ne sont pas les bénéficiaires de l'Etat

« dire l'accès de cette Cour. L'intérêt public doit primer l'intérêt privé ; la difficulté qui pourra s'élever, à ce sujet, entre « le gouvernement et ses ressortissants est d'ordre purement « intérieur ; elle ne concerne en rien la Cour Internationale ». Deuxième Conférence Internationale de la Paix, t. I, p. 187. Louis RENAULT. Rapport à la Conférence.

(1) Traité de Versailles, 28 Juin 1919. Art. 297, litt. e.

Les ressortissants des Puissances Alliées et Associées auront droit à une indemnité pour les dommages ou préjudices causés à leurs biens, droits ou intérêts, y compris les sociétés ou associations dans lesquelles ils étaient intéressés sur le territoire allemand tel qu'il existait au 1^{er} août 1914, par l'application, tant des mesures exceptionnelles de guerre que des mesures de dispositions qui font l'objet des paragraphes 1 et 3 de l'annexe ci-jointe. *Les réclamations formulées à ce sujet par ces ressortissants* seront examinées et le montant des indemnités sera fixé par le Tribunal Arbitral Mixte prévu par la section VI ou par un arbitre désigné par le dit Tribunal.

litt. h. ...si le propriétaire établit devant le T. A. M. que les conditions de la vente ou que des mesures prises par le gouvernement de l'Etat dont il s'agit, en dehors de la législation générale, ont été injustement préjudiciables au prix, le Tribunal ou l'arbitre aura la faculté d'accorder à l'ayant droit une indemnité équitable qui devra être payée par ledit Etat.

Sur l'organisation des T. A. M. : art. 304 du Traité de Versailles et articles corrélatifs des traités de paix correspondants. St-Germain 256, Trianon 239, Neuilly 188.

délinquant, ce sont leurs ressortissants (1). Les Etats ne peuvent, en effet, disposer de ce droit d'estimer en justice internationale, ni y renoncer. Le refus, par les Offices de vérification et de composition, d'introduire l'instance devant le T. A. M. peut faire l'objet d'un appel de la part de l'intéressé. Le paragraphe 20 de l'annexe à l'article 296 du traité de Versailles (2) reconnaît à l'individu le droit de faire valoir ses propres droits devant le T. A. M., alors même que son Office national, d'accord avec celui de l'Etat adverse, les aurait repoussés. Il en va de même quand un gouvernement refuse, de prime abord, de défendre le point de vue de son ressortissant.

On fait valoir, d'autre part, que les T. A. M., dans leurs décisions, posent le principe que c'est le particulier qui a qualité pour faire valoir sa créance à réparation et non pas le gouvernement de l'Etat dont il est le ressortissant. C'est ainsi que le T. A. M. franco-allemand, le 23 octobre 1921, (affaire Virement) exprimait que « c'est le propriétaire évincé, et non pas son gouvernement, qui doit être réintégré en possession ».

Dans sa décision du 13 décembre 1923, (*Lederer* contre l'Etat allemand), le T. A. M. anglo-allemand déclarait, à l'encontre de la manière de voir du gouvernement britannique qui se considérait comme le véritable ayant droit des prétentions à indemnité résultant de l'article 297, que ce sont les ressortissants des P. P. A. A. qui ont

(1) En ce sens EBERS. *Mitteilungen der Deutschen Gesellschaft for Volkerrecht*, 1926, p. 16.

(2) Art. 296. Annexe, § 20. Les appels de l'une des parties contre la décision conjointe des deux offices entraînent, à la charge de l'appelant, une consignation qui n'est restituée que lorsque la première décision est réformée en faveur de l'appelant et dans la mesure du succès de ce dernier, son adversaire devant, en ce cas, être, dans une égale proportion, condamné aux dommages et dépens.

un « droit à indemnité » et non pas ces Puissances Alliées elles-mêmes.

A cette conception M. *Schätzel* (1) oppose que les prétentions invoquées par les particuliers, en réalité, appartiennent aux Etats. Il s'agirait de droits de l'Etat adverse dont celui-ci, par *tactique*, confie le soin à ses ressortissants. Le principal argument exprimé est que l'exécution des décisions des T. A. M. ne peut être obtenue directement par les particuliers contre l'Etat débiteur, mais que cet acte est bien plutôt, tant en ce qui concerne le moment que le mode de paiement et les fonds, exclusivement une affaire entre Etats intéressés.

Strupp (2) estime également que les Etats, en concédant cette faculté aux individus ne l'ont pas fait avec la volonté de leur procurer une indépendance, mais ils la leur ont donnée pour des motifs de *commodité*, et sans vouloir se priver de leur droit de le modifier et de l'anéantir même par de nouveaux traités entre eux.

« *Mixed Claims Commissions* ». — On a, pour appuyer ces affirmations, fait état de la jurisprudence des Mixed Claims Commissions.

Les Etats-Unis, n'ayant pas ratifié le traité de Versailles sont restés étrangers aux deux organismes institués pour régler les questions de dommages : Commission des Réparations et Tribunaux arbitraux mixtes. L'accord du 10 août 1922 prévoit la création d'une Commission Mixte, juridiction unique chargée de statuer sur les réclamations présentées par les nationaux américains victimes de la guerre.

(1) SCHÄTZEL. Mitteilungen der Deutschen Gesellschaft für Völkerrecht.

(2) Revue de droit international et des sciences politiques, 1927, p. 302 ; 1928, p. 16.

Mais cette juridiction « Mixed Claims Commissions » diffère sur de nombreux points avec les T. A. M., et en particulier, on a été moins audacieux.

On est resté fermement attaché au principe traditionnel du droit international, à savoir que l'Etat était seul sujet de droit international ; seul, il peut agir en justice pour le compte de ses nationaux et présenter leurs réclamations.

Le particulier, ignoré comme tel, seules, parmi les réclamations qu'il formera comme requérant secondaire, seront prises en considération celles qui ont trait à des dommages subis par lui, qui ont en même temps affecté l'Etat auquel il ressortit, considéré comme requérant primaire ou légal. L'Etat requérant ne pourra donc présenter que des réclamations formées par un national. Un élément nouveau intervient : la nationalité (1).

Devant la Commission Américaine, toute réclamation devra être présentée et défendue par les Etats-Unis en tant que requérant soit pour leur propre compte, soit pour celui d'un ou de plusieurs de leurs nationaux. Mais si dans les décisions, les avis et la procédure de la Commission Américaine, les nationaux sont désignés comme requérants, il sera entendu qu'il en sera fait ainsi dans un but de commodité, et que les Etats-Unis sont les véritables requérants. En ce sens, on relève dans la décision administrative n° II du 1^{er} Novembre 1923 de la Commission mixte germano-américaine : « through conducted in behalf of theis respective citizens, governments are the real parties of international arbitration ».

Ainsi dans toutes les décisions administratives ren-

(1) En ce sens : Dr Hermann Isay. Die Stellung der Privat personem in Volkerrecht.

dues par la Commission, on retrouvera le même membre de phrase : « il suit de là que ces réclamations sont « à juste titre endossées et présentées ici par les E.-U. « au nom des requérants » 21 avril 1926.

5° *La Cour Permanente de Justice internationale.* — Aux termes de l'article 34 du statut de la Cour : « Seuls « les Etats ou les membres de la Société des Nations ont « qualité pour se présenter devant la Cour ».

Cependant on a vu, dans la jurisprudence de la C. P. J. I. (1), une tendance par celle-ci à admettre le droit pour l'individu de saisir directement la Haute Juridiction Internationale. Le rôle de l'Etat serait celui d'un intermédiaire. Devant la Cour, l'individu voit ses droits protégés, mais l'Etat doit prendre en mains ces intérêts ; il introduit l'instance pour satisfaire aux exigences de l'art. 34 ; passé le seuil de la Cour, son rôle devient effacé, sinon nul. D'ailleurs, les travaux préparatoires montrent que le problème de l'accès direct à la Cour pour les individus avait été soulevé (2).

(1) Arrêts nos 2, 12, 14.

(2) A la Conférence tenue à La Haye du 16 au 27 février 1920 par les représentants des cinq Etats restés neutres dans la guerre, il avait été proposé par la Hollande de donner accès à la Cour aux simples individus, comme cela avait été le cas pour la Cour des Prises. « La Cour connaît des conflits qui sont portés devant « elle en vertu d'un traité ou d'un accord spécial, soit entre un « Etat et le ressortissant d'un autre Etat ».

Cette proposition écartée inspire cependant l'article 20 du projet : « L'accès de la Cour est ouvert tant aux membres de « la S. D. N. qu'aux autres Etats. La Cour ne connaît que des « conflits entre Etats. Cependant un Etat peut saisir la Cour de « demandes fondées sur des droits qu'il fait valoir en faveur « d'un de ses ressortissants contre un autre Etat ».

On relève également parmi les Procès-verbaux des séances du Comité des Juristes. Publication de la Cour, p. 78 :

Union interparlementaire : art. 2. — La Cour est compétente de connaître des conflits entre Etats, entre personnes privées et Etats étrangers, et entre personnes privées.

Pays-Bas : art. 21. — La Cour est compétente pour des con-

Une évolution certaine se manifeste : la C. P. J. I. admet de plus en plus largement l'action des Etats tendant à faire prévaloir les intérêts privés de leurs ressortissants en lutte contre un Etat étranger.

a) *L'intérêt individuel peut être dégagé de tout intérêt étatique connexe.* — Le particulier ne peut porter le litige devant le for international que par l'intermédiaire de son propre Etat ; mais l'exercice de cette action est possible même lorsque l'intérêt individuel est seul en jeu « dégagé de tout intérêt connexe ou de tout fait « illicite international, dont l'individu serait victime » (1).

flits soit entre Etats, soit entre un Etat et le ressortissant d'un autre Etat, soit entre des ressortissants d'Etats différents qui sont portés devant elle, en vertu d'un traité ou d'un accord spécial, soit entre Etats, soit entre un Etat et le ressortissant d'un autre Etat.

Suède : art. 20. — La Cour ne connaît que des conflits entre Etats ; nonobstant cette disposition, un Etat pourra saisir la Cour des demandes fondées sur les droits qu'il fait valoir au nom d'un de ses ressortissants contre un autre Etat.

Allemagne : art. 31. — La Cour en dehors des différends entre Etats, connaît :

a) des plaintes adressées par des particuliers contre les Etats et les gouvernements de ces Etats lorsque les Tribunaux de ces Etats se sont déclarés incompétents.

b) des différends entre les ressortissants des divers Etats dans la mesure où l'application de traités constitue l'objet de ces différends.

Dans le Comité des juristes, d'autre part, cette matière fit l'objet d'un long débat. L'article 14 du Pacte porte que la Cour connaîtra de tous les différends d'un caractère international que les parties lui soumettront, or le terme « parties » étant écrit en minuscules, les rédacteurs du Pacte n'avaient pas l'intention de limiter aux seuls Etats le droit d'être partie dans un litige soumis à la Cour. M. LODER. On indiqua également le danger, pour un individu, d'un déni de justice par suite de l'idée généralement admise qu'un Etat n'est pas obligé de comparaître contre son gré devant le juge d'un autre Etat.

On signala ensuite le cas où un ressortissant d'un certain Etat se trouverait en relation de commerce avec un autre Etat sans qu'aucun intérêt de la souveraineté soit en jeu. M. DE LA PRADELLE, Actes, pp. 206 sq.

(1) En ce sens : TÉNÉKIDÈS, R. D. I. L. C., 1930-1932.

Dans les affaires du Wimbledon, des concessions Mavrommatis, de certains intérêts allemands en Haute Silésie polonaise, l'intérêt étatique coexistait à l'intérêt privé. Dans les affaires plus récentes des emprunts serbes et brésiliens, il passe à l'arrière-plan.

D'autre part, l'Etat assumera la défense d'intérêts de droit privé, ne se rattachant même pas à une infraction d'ordre international. « Il n'est point nécessaire que « l'individu requérant la protection internationale ait été « victime d'une infraction d'ordre international, qu'il « ait souffert par exemple d'une émeute que l'Etat « manquant à son devoir international, ait négligé de « prévenir par des mesures appropriées » (1).

Dans les affaires du Wimbledon, Mavrommatis, Haute-Silésie, la Cour, pour prouver sa compétence, avait toujours relevé que l'objet du conflit était réglé par le Droit international et que la décision devait avoir pour but de faire valoir les principes ou des actes du Droit international.

Dans l'affaire du Wimbledon, il s'agissait de l'interprétation et de l'application de l'article 380 du traité de Versailles ; dans l'affaire Mavrommatis, du Protocole XII annexé au traité de Lausanne de 1923 et du mandat, par la Palestine, conféré à S. M. Britannique le 24 Juillet 1922 ; enfin, dans l'affaire de Haute-Silésie, de l'application du traité de Versailles par lequel le gouvernement allemand soutenait que la Pologne y était contrevenue par ses lois.

Et si l'Etat s'était substitué à l'individu, c'était parce qu'il soutenait qu'il existait une violation du Droit international public, violation qui mettait en cause non

(1) TÉNÉKIDÈS, *op. et loc. cit.*, p. 96.

seulement les droits des particuliers, mais aussi les droits des Etats. « C'est cette lésion du droit des Etats « et non pas des droits d'un individu qui faisait entrer « le différend dans le domaine du Droit international « public et donnait compétence à la Cour » (1).

Dans l'affaire des emprunts brésiliens, au contraire, la Cour affirme sa compétence, et elle reconnaît que le différend « concerne exclusivement des rapports entre « l'Etat emprunteur et des personnes privées, c'est-à-dire des rapports qui, par eux-mêmes, sont du domaine du droit interne » (2).

La contestation soumise à la Cour dans cette instance (emprunts serbes) a pour seul objet l'existence et l'étendue de certaines obligations que l'Etat serbe aurait contractées, envers les porteurs de certains emprunts ; elle concerne donc exclusivement des rapports entre l'Etat emprunteur et des personnes privées.

b) La novation par changement de personne n'entraîne pas novation par changement d'objet. — Dans les arrêts 1, 2, 6, une fois la procédure engagée par l'Etat, c'est lui qui la dirigera et la surveillera. A défaut d'un intérêt direct, il a un intérêt moral évident, car il pourra souffrir par ricochet des vicissitudes de la procédure. L'Etat fait valoir, — la Cour le fait observer — « son droit propre, le « droit qu'il a de faire respecter, en la personne de ses « ressortissants, le Droit international ».

On relève ainsi, dans l'arrêt Mavrommatis, que les exceptions nées pendant les négociations sont opposables à l'Etat. « Il est vrai que l'Etat ne substitue point à « son ressortissant, qu'il fait valoir son propre droit, et

(1) Rec. de la Cour, Série A, n° 14, avis dissident, M. NOVA-COVITCH.

(2) Rec., série A, n° 14, p. 18.

« que partout, dans les négociations diplomatiques, peut
« intervenir des considérations étrangères à la discussion
« qui avait eu lieu auparavant entre l'individu
« et les autorités compétentes » (1).

L'arrêt n° 13, usine de Chorzow, déclare que « le dommage
« subi par le particulier n'est jamais identique en
« substance avec celui que l'Etat subira » (2).

Le dommage individuel ne peut donc fournir qu'une
mesure convenable de la réparation due à l'Etat (3).
Cette constatation ne fait que confirmer le point de vue
adopté par la Cour dans l'arrêt *Mavrommatis* à savoir
que les intérêts individuels s'effacent derrière les droits
de l'Etat. C'est la consécration du « *merger of the private
claim into the national claim of state* » (4).

La jurisprudence des emprunts serbes infirme cette
conception. Elle pose très nettement l'inopposabilité des
exceptions. La Cour étudie les rapports existant entre
les particuliers d'une part et l'Etat défendeur d'autre
part ; elle laisse hors de cause l'Etat intervenant : « La
« Cour ne peut pas baser sa décision sur des faits qui
« sont en dehors des relations qui existent entre l'Etat
« emprunteur et les porteurs, car la question qui lui
« est soumise est nettement limitée à ces relations ; elle
« est même expressément présentée sous l'aspect d'une
« antithèse entre l'avis du gouvernement serbe, croate,
« slovène, d'une part et l'avis des porteurs d'autre
« part » (5).

(1) Rec., série A, n° 2, p. 13.

(2) Rec., série A, n° 13, p. 28.

(3) Voir l'opinion dissidente de M. NYHOLM sous arrêt *Chorzow*.

(4) BORCHARD.

(5) Rec., série A, n° 14, p. 20.

La Cour cependant exprime encore l'idée du droit que l'Etat a de protéger ses nationaux, mais elle lui donne une portée moindre. « Lorsque les porteurs des « emprunts serbes, estimant leurs droits méconnus, « s'adressèrent au gouvernement français, celui-ci intervint en leur faveur auprès du gouvernement serbe, « croate, slovène... A partir de ce moment, il y eut donc, « entre les deux gouvernements, une divergence de vues « qui, tout en étant au fond identique au différend qui « existait déjà entre le gouvernement serbe, croate, slovène et ses créanciers, s'en distingue ; car elle sépare « les gouvernements du royaume des Serbes, Croates, « Slovènes et de la République française, ce dernier agissant dans l'exercice du droit qu'il a de protéger ses « nationaux » (1).

Dès lors, si une novation s'opère, il semble, dans la jurisprudence de la C. P. J. I., qu'il ne s'agit plus que d'une novation par changement de personne, l'objet restant le même.

SECTION II. — L'HOMME N'EST PAS SUJET DU DROIT INTERNATIONAL

A cette conception très large, extensive des droits de l'homme, s'oppose l'opinion suivante : le Droit International régit les rapports entre Etats, il ne reconnaît aucun droit aux individus indépendamment de leurs rapports avec l'Etat ; il laisse seulement aux Etats souverains le soin de régler eux-mêmes les rapports de leurs sujets entre eux ou dans leurs relations avec l'Etat. « De droits fondamentaux de l'homme sous la protection du Droit des Gens, il n'y en a pas » (2).

(1) Rec., série A, n° 14, p. 18.

(2) DE LOUTER. Le Droit international public positif, t. I, p. 264.

Les règles du Droit des Gens s'appliquent aux seuls Etats. — En ce qui concerne le Droit des Gens, on le définit : le Droit, c'est-à-dire la totalité des droits et devoirs réciproques qui règlent les rapports mutuels des Etats indépendants, avec tous les principes et toutes les institutions qui en dépendent (1), — les règles qui déterminent la conduite de la généralité des Etats civilisés dans leurs relations entre eux (2) — la loi des Etats et des nations (3).

Il serait contraire aux prémisses posées de prétendre l'individu sujet du Droit international, et par suite titulaire de droits subjectifs internationaux. Les Etats sont des personnes morales, ils tiennent lieu, dans cette branche du droit, des personnes naturelles du droit privé et du droit public.

L'homme est le but final du droit. — Cependant, l'individu est le but final de tout droit. Si, en Droit interne, l'individu est en même temps titulaire, sujet immédiat de ces droits, il n'en est pas de même en Droit des Gens. La mission unique du Droit est la protection des hommes et de leurs groupements. Mais si les règles du Droit des gens traitent de ces devoirs et de ces obligations des individus, ces droits et ces obligations ne sont que les *objets* de ces règles.

Triepel exprime la pensée qu'on ne peut concevoir l'individu dans le cadre du Droit international que comme objet de droits et de devoirs internationaux. « Peu importe que ce soient en grande partie ses intérêts que les règles du Droit international se proposent

(1) DE LOUTER. *Op. cit.*

(2) LAWRENCE. Les principes du Droit international, trad. par DE LA PRADELLE et J. DUMAS, 1920, p. 74, § 42.

(3) WESTLAKE.

« de sauvegarder. On est maintenant à peu près unanime à reconnaître que toute règle juridique qui est faite dans l'intérêt d'un être déterminé ne fait pas de cet être un sujet de ce droit ». C'est ainsi, dira-t-il, que les accords intervenus entre les Etats en faveur des nègres africains n'ont pas eu pour but de les élever au rang de personnalité de la communauté juridique dont les institutions s'occupent d'eux. *Heilborn* exprimera la même idée (1).

L'homme est sujet indirect du D. I. — Mais il n'y a pas contradiction entre la reconnaissance de l'homme comme but final du droit et l'exclusion de sa personnalité du D. I. « Dans le Droit international, c'est encore pour l'individu que le droit existe, c'est lui qui en est la véritable raison d'être, seulement, il n'en jouit pas directement, mais comme membre d'une communauté plus large, en tant que ressortissant d'un Etat qui est le sujet direct du Droit » (2).

C'est ce que *Phillimore* exprime « the true end of international law is the welfare and safety of individuals as members of states » (3).

Le Droit international peut parfois permettre à l'individu de revendiquer les droits qui lui appartiennent, par la voie directe, devant un tribunal international ; seulement, il en est redevable à un traité qui lie les Etats

(1) HEILBORN. *Das system des Völkerrechts*. Berlin, 1896, p. 60.

(2) DE LOUTER. *Op. cit.*, p. 160.

(3) Dans le même sens : J. BASSET MOORE. *More erroneous still is the doctrine which sees in the man a subject of the law of nations ; the man has international rights in his character as a subject or citizen of a state though the intermediate of that state*, i 17.

et dont l'application aux hommes dépend de leur volonté, c'est-à-dire du droit interne des contractants (1).

Théorie d'Anzilotti. — La théorie de la « réception » conduit Anzilotti à cette même conclusion. Anzilotti admet, en effet, que dans le système général de la réception des normes en vigueur dans un autre ordre juridique, ces normes deviennent propres à l'ordre qui les reçoit ; dans ce cas, il y aurait renvoi réceptif ou matériel.

Or, le Droit international et le Droit interne sont deux ordres séparés. La norme fondamentale, de laquelle émane tout ordre juridique interne, a en elle-même, à titre originaire et non dérivé, la *vis obligandi*. D'autre part, le Droit international repose sur une norme fondamentale autonome : *pacta sunt servanda*. Ainsi, émanant de normes fondamentales autonomes, le Droit interne et le Droit international forment deux systèmes à part. Mais un ordre juridique peut se référer à un autre ordre juridique.

Le Droit international peut entrer dans le Droit interne et devenir à ce titre obligatoire pour les organes de l'Etat et les sujets de cet ordre juridique. La norme

(1) Certains auteurs, en ce qui concerne les droits et devoirs que l'on peut déduire pour l'individu de l'ordre juridique international, reconnaissent à l'individu des droits subjectifs sans pour cela l'élever au rang de sujet du droit international. Ainsi M. SCHÜCKING : « Il nous faut bien plutôt distinguer de façon très nette au point de vue dogmatique entre les Etats souverains, seuls sujets de droit complet de l'ordre juridique international, et leurs ressortissants en qualité de titulaires de certains droits et devoirs de cet ordre juridique ... En nombre de cas, chacun pouvait déjà autrefois exiger de ses autorités nationales l'application à son profit de normes de droit des gens, celles-ci ayant été transformées en droit étatique. Le simple traité international par lui-même ne voulait et ne pouvait, il est vrai, toujours que conférer des droits d'Etat à Etat ». SCHÜCKING. *Der Staatenverband der Haager Konferenzen*, pp. 141-142, cité d'après SPIROPOULOS, *op. cit.*, p. 13.

de droit international devient alors une norme de droit interne.

Mais cette réception s'accompagne de certaines transformations :

Elle change la valeur formelle de la norme. La norme internationale est désormais une norme interne ; ses rapports avec les autres normes qui composent l'ordre juridique interne se déterminent, dès lors, suivant les principes propres à cet ordre juridique, et non plus suivant les principes du droit international.

D'autre part, la réception change les destinataires de la norme. Ne seront plus sujets de la norme internationale, après le phénomène de la réception, les Etats seuls sujets de droit international, mais les individus sujets de droit interne. L'individu tirera donc ses droits non pas de la norme internationale, mais de la norme interne. Ainsi, les normes qui, en apparence, accordent des droits aux individus, en réalité, *obligent* ou *autorisent* l'Etat à leur accorder les droits dont il s'agit.

C'est ainsi qu'Anzilotti est amené à contester le caractère de juridictions internationales aux tribunaux arbitraux mixtes. Ce sont des organes juridictionnels communs à deux Etats. Les dispositions des traités de Paix, en effet, accordant à l'individu le droit de recourir aux T. A. M. et établissant les règles applicables par ces tribunaux « sont devenues des normes internes de chacun des Etats contractants grâce à l'approbation régulière et à la publication du traité dans les modalités exigées par la Constitution, et composent un droit interne uniforme dont la réalisation est garantie par l'existence de l'organe juridictionnel commun » (1).

(1) ANZILOTTI. Cours de Droit international, trad. par GIDEL. Paris, 1929, p. 136.

Doctrine de Triepel. — Dans cette doctrine, également, le Droit international n'intervient pas comme un élément de décomposition dans les rapports de l'Etat et de ses sujets :

Le Droit des gens, les règles du droit conventionnel et coutumier qui régulièrement ne s'adressent qu'aux Etats et non pas aux agents ou sujets particuliers, ne peuvent pénétrer dans la vie que par l'intermédiaire des actes de l'Etat. Elles ont besoin d'actes inférieurs pour accomplir leur tâche.

« Pour remplir cette tâche, écrira *Triepel*, le Droit international est continuellement obligé de recourir au Droit interne ; sans lui, il est tout à fait impuis-
« sant » (1).

Mais le Droit interne et le Droit international sont deux cercles juridiques distincts ; ce sont deux cercles en contact intime, mais qui ne se superposent jamais. C'est donc une contradiction d'assimiler le Droit international au Droit interne, et inversement ainsi que le font les partisans de la doctrine moniste.

Une règle de Droit international peut devenir une règle de Droit interne ; mais l'approbation des dispositions du Droit international par la législation d'un Etat ne peut pas être conçue comme une simple *translation* d'une règle du Droit international dans le Droit interne.

Un traité international n'est jamais en soi un moyen de création de Droit interne. Ce ne peut être qu'une invitation faite à l'Etat de créer ce droit, création dépendant « d'un acte particulier de volonté de l'Etat, distinct de sa participation au développement juridique international ».

(1) TRIEPEL. Rec. La Haye, 1923, p. 106.

Et plus loin, *Triepel* continue : « ce serait une erreur de
« dire que la publication d'un traité international par
« le gouvernement d'un Etat, en vue de les faire obser-
« ver par les autorités et les sujets, a pour effet de don-
« ner au traité sa validité interne » (1).

Les sujets de l'Etat ne peuvent être régis que par un Droit étatique. Ainsi, en matière de prises, les Etats neutres ont donné leur adhésion au principe du Droit des Gens selon lequel ils s'engagent à ne pas protéger leurs ressortissants dans un différend de cette nature, et à laisser s'exercer sur eux la juridiction de l'Etat qui s'empare du navire et de la cargaison. Et c'est également en vertu du Droit des gens que ces mêmes Etats neutres se sont réservé le droit de faire valoir immédiatement contre l'Etat belligérant les prétentions que le Droit international leur accorde lorsque le juge des prises porte atteinte à leurs prétentions dans la personne de leurs sujets.

Conclusion. — Les enseignements de cette doctrine. — Faire reposer l'existence des Droits internationaux de l'homme sur le fait qu'il a accès à la justice internationale, directement, sans l'intermédiaire de l'Etat auquel il ressortit, est la conséquence d'une confusion. *On confond l'existence d'un droit avec son mode d'exercice.*

D'ailleurs, le problème de la subjectivité internationale de l'homme est si controversée qu'il ne peut servir de base à la démonstration. Admettre la subjectivité de l'individu, c'est nier les principes fondamentaux du Droit international jusqu'ici admis ; c'est rebâtir le

(1) Il faut toutefois excepter le cas où les principes constitutionnels de cet Etat le rendent obligatoire comme loi par sa seule publication ; mais dans ce cas, c'est la norme étatique qui est obligatoire pour les sujets de l'Etat.

Droit international sur des bases nouvelles. Dans leurs objections, *Triepel* et *Anzilotti* montrent qu'on tire argument de sa propre conception du Droit international.

Anzilotti l'exprime nettement : « Il est certain que le « problème change complètement selon le point de vue « dont on part concernant les rapports du Droit international et du Droit interne » (1). Si une querelle a mis aux prises ces auteurs, c'est qu'on ne s'est pas mis d'accord sur une définition de l'expression : sujet de droit international ; et chacun, selon ses vues personnelles, lui a donné le sens qui cadrerait avec son système doctrinal général.

Pendant, on doit retenir de cette doctrine ce point intéressant que la justice internationale a de plus en plus tendance à connaître des intérêts particuliers des individus. MM. *de La Pradelle* et *Politis* (2) constataient déjà que « l'intervention au tribunal arbitral des particuliers intéressés n'en contribue pas moins à accentuer « le caractère judiciaire de l'arbitrage et à préparer les « voies de l'organisation d'une justice internationale, « obligatoire et permanente, où les simples particuliers « seront admis à actionner directement les Etats devant « une juridiction instituée spécialement à cet effet ».

Il est incontestable que l'institution des T. A. M. est venue élargir l'émancipation de l'individu vis-à-vis de l'omnipotence de l'Etat et que la C. P. J. I. manifeste une tendance de plus en plus marquée à connaître des intérêts particuliers.

Cette constatation, sans nous appesantir sur le problème si discuté de la subjectivité ou de la non subjectivité internationale de l'individu, nous confirme dans la

(1) ANZILOTTI. *Op. cit.*, p. 134.

(2) DE LA PRADELLE et POLITIS. *Rec.*, tome II, p. XXVI.

pensée que l'homme, par cela même qu'il est un être humain, est titulaire de droits essentiels, la pratique internationale affirmant déjà, *dans certains cas*, une sanction juridictionnelle internationale à leur violation.

Appendice I. — On a jugé utile de rappeler à part les doctrines de *Duguit*, *Krabbe*, *Politis* relatives à la subjectivité internationale de l'homme. Ces doctrines, en effet, sont en contradiction si notoire avec la doctrine classique, puisqu'elles nient la personnalité de l'Etat, qu'elles ne peuvent entrer comme élément de démonstration qu'en bouleversant toutes les notions actuellement acquises.

La doctrine de Duguit, Krabbe, Politis. — Ces trois auteurs ne reconnaissent plus comme sujets de droits *que les individus*, l'Etat disparaissant. Si les normes du Droit International s'adressent aux Etats, c'est que dans l'état actuel de l'organisation internationale, leur réalisation ne peut se passer de leur intermédiaire ; mais elles visent principalement et directement l'individu. (*Politis*. Les nouvelles tendances, pp. 64-66).

Pour *Krabbe*, les hommes sont touchés directement par le Droit international. « Lorsqu'on considère, dira-t-il, l'Etat hollandais comme lié par les traités, cela « ne nous dit rien des personnes astreintes en réalité « à ce lien. Ce peut être le gouvernement, le juge, le « ministère public, le législateur, le bourgmestre, une « autorité chargée des digues, un particulier. Qui relève « en l'occurrence des prescriptions du droit international ? Cela dépend et des intérêts ayant trouvé leur « expression dans ce droit et des personnes constitutionnellement désignées pour veiller à ces intérêts ».

Krabbe part d'une conception toute particulière de la notion d'Etat et de l'idée de sujet de Droit. Il dissout

la notion d'Etat. On était habitué à voir dans l'action des organes de l'Etat un acte d'Etat, et dans l'obligation pour ces organes d'agir, une obligation d'Etat ; ce n'est plus, avec lui, l'abstraction Etat que les normes obligent à agir, mais ses divers organes eux-mêmes ; ce n'est pas la fiction Etat qui est sujet du Droit international, mais les divers organes de l'Etat. Car les règles du Droit international sont là pour quelqu'un : « S'agit-il d'intérêts particuliers des citoyens, comme c'est le cas en Droit international privé, alors ce sont les individus qui sont les sujets de ce droit international ; s'agit-il par contre d'intérêts publics, alors apparaissent au premier plan en cette qualité ceux à qui, de par le droit constitutionnel, incombe le soin de ces intérêts ; par exemple, le juge qui en vertu des traités, doit déférer à une demande d'autorités judiciaires étrangères ou dire le droit selon les règles du droit international ; le gouvernement appelé à organiser le service des postes conformément aux accords internationaux ; le législateur, là où il faut prévoir des crédits pour l'exécution des traités ». (*Krabbe. Die moderne Staatsidee*, p. 273, cité d'après *Spiropoulos*).

Duguit et *Politis* basent leur théorie sur le fondement qu'ils accordent au Droit. Le Droit n'est ni l'émanation d'un ordre, ni la manifestation d'une volonté, c'est un produit social, un pur fait devenu conscient.

Le doyen *Duguit* étend au droit international sa conception de droit public. Il suppose plusieurs groupes au début de leur évolution, alors inorganisés. Dans ces groupes, une règle de conduite peut naître ; cette norme s'applique aux seuls membres de ces groupes pris individuellement et non pas aux groupes personnifiés, comme entités réelles distinctes des individualités composantes ; d'ailleurs, elle aura pour fondement la cons-

science que les individus composant ces groupes ont de la solidarité qui unit « non seulement les membres de « chaque groupe entre eux, mais encore les membres « des différents groupes les uns avec les autres ». Et c'est ainsi que ces règles de conduite économiques et morales, se transformant par la suite en règles de droit, conserveront ces caractères fondamentaux. « Comme « la règle économique ou morale qui est son substratum, la règle juridique est sociale et intersociale par « son fondement, mais individuelle dans son application. « Elle ne s'applique pas, elle ne peut pas s'appliquer « aux groupes sociaux comme tels qui n'ont pas de « réalité personnelle, qui n'ont ni conscience, ni volonté. « (Le doyen *Duguit* nie en effet la personnalité de l'Etat). « Elle s'applique aux individus de ces différents groupes, « individus entre lesquels naissent des rapports qui « demandent une réglementation » (1).

Le doyen *Duguit* ne dit pas formellement que les hommes sont sujets de droit international, mais il le laisse entendre en disant que le Droit international s'adresse aux seuls individus.

M. *Politis*, disciple de *Duguit* en cette matière, exprime sa conviction que l'individu est sujet du D. I. qui « s'il n'est plus exclusivement le droit des Etats, n'est « pas encore complètement celui des hommes ». Mais il laisse prévoir le temps où le D. I. deviendra vraiment le droit des hommes, l'époque où ce qui est actuellement l'exception sera la règle.

APPENDICE II. — *La doctrine Kelsenienne*. — La doctrine sociologique du Droit conduisait à reconnaître la subjectivité internationale de l'homme ; la doctrine normative de *Kelsen* aura la même conclusion.

(1) DUGUIT. Traité de Droit Constitutionnel, t. 1, pp. 713 sq.

Dans cette conception, on réduit l'ordre du droit international au droit intérieur d'un Etat particulier, reconnu seul pour existant et absorbant tous les autres ; ou bien, ce qui paraît plus plausible à *Kelsen*, on réduit les ordres intérieurs des Etats particuliers à l'ordre juridique d'un *Etat universel* qui est identique à la communauté internationale. Car il ne peut admettre un système dualiste ; réfutant la doctrine de *Krabbe*, il expose qu'admettre deux systèmes de normes, deux ordres juridiques n'ayant aucun rapport entre eux, cela veut dire que leur conflit ne peut être résolu, c'est-à-dire qu'il existe entre eux un « vide juridique », supposition qui rend impossible toute connaissance du droit (1). « Le dogme suivant lequel le droit interne de l'Etat « est impénétrable pour le droit international n'est « qu'un préjugé insoutenable ; son dernier fondement « est une interprétation métajuridique de l'Etat consi- « déré comme une entité élevée au-dessus du droit. S'il « existe un droit international, *il lie directement les* « *individus*, les groupes particuliers, les organes de « l'Etat, aussi bien que celui-ci même..... L'ordre « du Droit International devant lequel doivent « s'incliner tous les ordres nationaux est un ordre éta- « tique. C'est un Etat Universel, une *civitas maxima*, « un Sur-Etat. Les Etats nationaux ne sont que des « segments partiels de cet Etat unique. Le critère de « l'Etat est la souveraineté absolue. Or, l'ordre du droit « international, en tant qu'il a la primauté, possède « cette souveraineté absolue. Il est donc incontestable- « ment un Etat et par cela même, l'unique Etat sur terre « qui exclue l'existence de tous les autres ».

(Das problem. pp. 250 sq).

(1) *KELSEN*. Les rapports de système entre le droit interne et le droit international public. Rec. La Haye, t. 14, pp. 263 sq.

DEUXIEME PARTIE SPECIALE

Les Droits Internationaux de l'homme et le Droit Positif

- I. — Le Droit à la Vie.
- II. — Le Droit à la Liberté Physique.
- III. — Le Droit à la Liberté Religieuse.
- IV. — Le Droit à la Propriété.
- V. — Le Droit à la Nationalité.

CHAPITRE I

Le Droit à la vie

Il est un droit de l'homme qui demande avant tout autre à être respecté : c'est le droit de vivre. Ce droit doit être entendu très largement. C'est le droit pour l'homme à être respecté dans sa chair, à ne pas être l'objet de souffrances inutiles ; c'est d'autre part le droit de vivre d'une vie saine et libre, à l'abri des maladies et des épidémies, à l'abri des tentations dangereuses : opium, alcools, spiritueux, causes de dégénérescence physique et intellectuelle.

Le Droit International positif s'est orienté dans ces deux directions. Dans le temps de guerre, il pose le principe du respect des droits inhérents à la nature humaine : l'ennemi ne cessant pas d'être un homme.

Dans le temps de paix, les Puissances se réunissent et prennent des dispositions communes propres à maintenir dans son intégrité la personnalité humaine.

SECTION I. — LES DROITS INTERNATIONAUX DE L'HOMME ET LE DROIT DE LA GUERRE

On ne rencontrait, au Moyen Age comme dans l'Antiquité, aucune règle destinée à garantir l'humanité contre les maux de la guerre. On faisait la guerre avec

barbarie et cruauté. Les citoyens paisibles étaient l'objet des plus atroces violences, exposés même à la mort. La guerre de Trente Ans nous offre, en particulier, un spectacle d'une soldatesque effrénée mettant tout à feu et à sang.

Grotius (1), au point de vue de la morale et de la religion, blâmait ces actes barbares, mais il devait constater que le Droit international les tolérait.

Vattel faisait preuve d'une grande humanité ; sa doctrine pouvait se résumer dans le principe : « Partout où la sévérité n'est pas absolument nécessaire, on doit user de clémence » (2).

Cependant, même lorsqu'il s'agit de protéger contre la souffrance la personne humaine, des intérêts politiques s'opposent au développement de cette idée purement charitable. Si bien que le respect de la vie humaine ne commencera à se réaliser que dans la seconde moitié du XIX^e siècle, à la Conférence de Genève.

Les Conférences antérieures aux Conférences de La Haye. — Il était un principe établi que la guerre n'était pas seulement une relation entre Etats, mais encore entre les citoyens des Etats en conflit et qui devenaient ennemis ou étaient exposés à être traités comme tels. Une pratique éclairée fit une distinction entre les ennemis, les classant en deux catégories : d'une part, les combattants au regard de qui la violence est permise ; d'autre part, les non combattants qui, tenus jusqu'à un certain point comme ennemis, ne jouent cependant pas un rôle actif.

Ainsi naît l'idée que le combattant, malade ou blessé,

(1) GROTIUS. *De jure belli ac pacis*. Livre III, chap. IV, §§ 15, 16, 18, trad. BARBEYRAC, t. II, pp. 283 sq.

(2) VATTEL. *Le Droit des Gens*. Livre III, chap. VIII, § 141.

ne doit pas être traité comme un combattant, car, ne pouvant faire le mal, il est inoffensif. La simple humanité exige non seulement qu'on ne lui porte pas atteinte, mais de plus, qu'il soit protégé et reçoive les secours médicaux propres à lui rendre la santé.

L'opinion publique internationale se faisait également entendre et réclamait la réunion de Grandes Conférences. Ladd (1), en 1840, proposait un plan et envisageait la réunion « d'un congrès d'ambassadeurs de toutes les « nations chrétiennes et civilisées en vue de fixer les « principes du Droit international, ...et aussi en vue de « déterminer et d'élaborer les plans pour le maintien « de la paix, et *l'amélioration de la condition de « l'homme* ». Il s'agissait, en outre, de définir les droits des belligérants entre eux et de tenter, dans la mesure du possible, de réduire les horreurs de la guerre, de la rendre plus rare et d'en favoriser la cessation..., d'adopter en commun les mesures utiles à l'humanité en temps de paix.

En fait, quatre grandes Conférences se sont réunies avant celles de La Haye, dans le but de réglementer la conduite des guerres à venir : la 1^{re} Conférence de Genève en 1864 ; la 2^e Conférence de Genève de 1868 ; la Conférence de Saint-Pétersbourg de 1868 et la Conférence de Bruxelles de 1874.

Les horreurs de la guerre de Crimée et de la campagne d'Italie conduisent à la Première Convention signée à Genève le 22 août 1864. Le devoir moral de protection des blessés et malades devient une obligation internationale et légale.

Un désastre naval, le combat de Lissa, suscitera la

(1) LADD. Essay of a Congress of Nation. Boston, 1840.

réunion de la seconde Conférence de Genève dont les travaux ont pour but d'étendre à la guerre maritime les dispositions humanitaires de la première Conférence.

Si l'humanité exigeait que les malades et les blessés pussent recevoir les soins nécessaires, elle demandait également que la science, déviée de son but, ne servit pas à faire souffrir les victimes de la guerre inutilement. Le but de la guerre n'est pas de tuer le combattant, mais de le mettre hors de combat et si l'arme employée doit être effective, elle ne doit pas être destructive.

Le projet d'introduire dans les armées certains explosifs de découverte récente et la crainte de leurs effets conduisent le Tsar Alexandre II à réunir à St-Petersbourg une Conférence chargée d'examiner si les moyens de faire la guerre ne pourraient pas être humanisés.

Les Puissances « considérant que le but légitime que
« les Etats doivent se proposer durant la guerre est l'af-
« faiblissement des forces militaires de l'ennemi ; qu'à
« cet effet, il suffit de mettre hors de combat le plus
« grand nombre d'hommes possible ; que ce but serait
« dépassé par l'emploi d'armes qui aggraverait inu-
« tilement les souffrances des hommes mis hors de
« combat, ou rendraient leur mort inévitable ; que l'em-
« ploi de pareilles armes serait contraire aux lois de
« l'humanité, s'engagent à renoncer mutuellement, en
« cas de guerre entre elles, à l'emploi de ces projectiles ».

A la Conférence de Bruxelles de 1874, les intérêts politiques parlent plus haut que les principes humanitaires. Les délégués de la Grande-Bretagne se refusent à envisager la question de la guerre maritime et la Conférence se limite à la guerre continentale. Mais les Puissances ne ratifient pas les conventions qui restent à l'état de

projets, jusqu'au moment où, vingt-cinq ans après, elles furent incorporées à la Convention sur les lois et coutumes de la guerre élaborée à La Haye.

Les Conférences de La Haye. — Aux Conférences de La Haye, c'est un axiome qu'il faut alléger la guerre de toutes les rigueurs inutiles. Même mitigée, elle demeure un procédé barbare. Et puisque les rigueurs mêmes de la guerre ne suffisent pas à la prévenir, c'est un acte d'humanité que d'adoucir, dans la mesure du possible, les souffrances qu'elle cause.

Les Hautes Parties Contractantes « inspirées du désir « de diminuer les maux de la guerre autant que les nécessités militaires le permettront » élaborent les règles de conduite que les belligérants devront respecter dans leurs rapports réciproques et vis-à-vis des populations.

C'est ainsi que la Conférence de La Haye de 1899 (Déclaration du 29 Juillet), dans son article 23, prohibe certains moyens de guerre : l'emploi du poison et des armes empoisonnées, litt. *a* ; l'homicide ou blessure par trahison, litt. *b* ; le meurtre de ceux qui se sont rendus à discrétion, litt. *c* ; les projectiles causant des maux superflus, litt. *d*.

Elle dispose en outre que « les obligations des belligérants concernant le service des malades et des blessés « sont régies par la Convention de Genève » et elle en étendra l'application à la guerre maritime ainsi que le fera également la Conférence de 1907. Cette dernière limitera en outre la pose des mines sous-marines automatiques de contact, « afin de restreindre les rigueurs de « la guerre et de donner, autant que faire se peut, à la « navigation pacifique, la sécurité à laquelle elle a droit « de prétendre malgré l'existence de la guerre ».

Quant aux prisonniers de guerre, la Conférence de 1907 ainsi que celle de 1899 l'avait déjà fait, prescrira de les traiter avec humanité. Dès le début des hostilités, d'autre part, il sera institué dans chacun des Etats belligérants et le cas échéant, dans les Etats neutres, un bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre.

Dans l'après guerre, un certain nombre de Conventions ont été signées qui ont pour but de défendre l'emploi de certains modes cruels de guerre. Dans son article 171, le traité de Versailles déclare que « l'emploi des gaz « asphyxiants, toxiques ou similaires, ainsi que de tous « liquides, matières ou procédés analogues » était déjà prohibé. C'est la constatation du droit qui existait déjà, non pas la création d'un droit nouveau.

L'initiative que prit la S. D. N. en vue d'extirper le mal ne semble pas avoir eu de résultats. L'organe consultatif de la S. D. N. pour les questions scientifiques, la Commission de Coopération Intellectuelle ne se voit pas, à son regret, à même de suggérer des méthodes permettant d'amener les savants de tous les pays à publier leurs découvertes en matière de gaz toxiques et de guerre chimique (1).

La S. D. N. nous laisse seulement un rapport sur les effets de la guerre chimique (2).

La Convention de Washington du 6 février 1922 (3)

(1) J. O. S. D. N., 1922, p. 1313.

(2) Actes de la 5^e Assemblée 1924. 3^e Commission, p. 120.

(3) « L'emploi, en cas de guerre, des gaz asphyxiants, toxiques ou similaires, ainsi que de tous liquides, matières ou procédés analogues, ayant été condamné à juste titre par l'opinion universelle du monde civilisé et l'interdiction de cet emploi ayant été formulée dans des traités auxquels le plus grand nombre des Puissances civilisées sont parties.

Les Puissances signataires, dans le dessein de faire universellement reconnaître comme incorporée au Droit des Gens cette

art. 5 défend l'emploi des gaz asphyxiants, empoisonnés et des toxiques analogues. Conclue entre la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon, elle est ouverte à l'adhésion des autres puissances.

La Déclaration de Genève du 17 juin 1925 étend les interdictions ci-dessus aux moyens de guerre bactériologiques, en formulant un Protocole spécial ouvert à l'adhésion de tous les pays. Le Protocole entrait en vigueur le 8 février 1928 (1).

La question fut portée devant la Commission préparatoire de la Conférence du Désarmement en 1926 et 1927 par les délégations de la Belgique et des Pays de la Petite-Entente (2).

En novembre-décembre 1930, la Commission Préparatoire ayant achevé l'élaboration d'un projet de Convention, le Conseil fixait au 2 février 1932 la date d'ouverture de la Conférence. L'article 39 du projet de Convention porte que les Etats s'engagent *sous réserve* de réciprocité à s'abstenir de l'emploi de gaz asphyxiants,

interdiction qui s'impose également à la conscience et à la pratique des nations, déclarent reconnaître cette prohibition, se considèrent comme liées entre elles à cet égard et invitent toutes les autres nations civilisées à adhérer au présent accord.

(1) Doc. Conf. D., 58, 1932, IX, 7, p. 3.

(2) Les Hautes Parties contractantes s'interdisent l'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires, ainsi que de tous liquides, matières ou procédés analogues.

Elles s'interdisent de même l'emploi de tous moyens de guerre bactériologiques.

Elles s'interdisent également toute préparation en temps de paix de l'emploi des moyens de guerre énumérés dans les deux paragraphes précédents.

Elles s'engagent, en outre, à ne permettre ni l'importation ni l'exportation, ni la fabrication sur leur territoire des substances utilisables pour la guerre chimique ou bactériologique, quand elles sont importées, exportées ou fabriquées aux fins d'un tel usage ». Rapport de la Commission préparatoire de la Conférence du Désarmement, p. 11.

toxiques ou similaires et de tous liquides, substances ou dérivés analogues. Ils s'engagent également *sans réserve*, à s'abstenir de l'emploi de toute méthode bactériologique de guerre (1). Dans son rapport présenté au bureau de la Conférence, M. *Pilotti* faisait observer que l'interdiction de la guerre chimique devait avoir un caractère absolu et il soumettait à la Conférence un système de contrôle et de sanctions dans ce but (2).

SECTION II. — LES DROITS INTERNATIONAUX DE L'HOMME DANS LA PAIX

La vie humaine est souvent menacée par l'invasion et la propagation de certaines maladies épidémiques : la peste, le choléra par exemple. Comme conséquence de l'esprit de solidarité qu'a entraîné chez eux le développement sans cesse croissant des échanges internationaux, les Etats, dans les temps modernes, ont décidé de s'unir pour donner à la santé générale des peuples les garanties qu'ils sont en droit de réclamer. Dans le domaine de l'hygiène publique, du progrès social et de l'hygiène sociale, un corps de droit international est en formation.

Mais on sera bien obligé de constater, ici également, que des intérêts égoïstes primeront parfois les intérêts de l'humanité. Lorsqu'il s'agira de maladies infectieuses ou exotiques, les mesures prises contre elles présenteront pour les Etats un intérêt contre lequel aucun autre ne prévaudra : ils seront solidaires dans la recherche des moyens de préserver de ces fléaux leurs populations.

Dans d'autres cas, les mesures à prendre se heurteront

(1) Conférence du désarmement, février 1932. Travaux préparatoires, p. 112.

(2) Rapport présenté au bureau par M. *PILOTTI* (Italie), Doc. Conf. D., 142, 1932, IX, 55.

à des intérêts opposés de la production, de l'industrie et du commerce. On rencontrera ainsi des objections très fortes d'ordre économique dans la lutte internationale contre l'opium ou l'exportation des boissons alcooliques : obstacles provenant de pays où la production et le commerce de ces matières sont une source importante de la richesse nationale.

Hygiène. — La première Grande Conférence internationale se réunissait à Paris. Une convention était signée le 3 décembre 1903 entre vingt puissances, qui avait pour objet la rédaction d'un véritable code sanitaire international. Elle contenait une série de mesures à prendre par les signataires en vue d'empêcher la propagation de la peste et du choléra de pays en pays. Un Office international de santé fut créé qui, en 1907, était remplacé par un « Office international d'hygiène publique » chargé de recueillir et de porter à la connaissance des Etats les faits et documents intéressant la santé publique, spécialement en ce qui concerne les maladies infectieuses, notamment le choléra, la peste et la fièvre jaune, ainsi que des mesures prises pour combattre ces maladies.

Une convention du 17 janvier 1912 remplaça la convention de 1903 et s'occupa de la lutte contre la fièvre jaune.

Au mois de mars 1922 (1), une conférence se réunissait à Varsovie sur l'initiative de la Pologne et avec l'approbation de la S. D. N. dans le but de protéger l'Europe Orientale contre le typhus, le choléra, la fièvre typhoïde. Le 21 juin 1926, le Congrès International sanitaire siégeant à Paris étendait ces stipulations à la petite vérole.

(1) J. O. S. D. N., Mai 1922, p. 450.

Le Conseil de la S. D. N., le 26 février 1921, nommait une commission mixte composée des représentants de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Comité international de la Croix-Rouge, dans le but de coordonner toutes les œuvres volontaires de secours. D'autre part, en conformité avec l'article 23, litt. f du Pacte de la S. D. N., l'Assemblée lançait un appel à tous les Etats pour combattre une épidémie de typhus en Pologne et en Galicie (1).

La S. D. N. se proposait également de soulager les souffrances et les misères des réfugiés.

A la suite d'un appel qui lui fût adressé par les grandes associations charitables, le Conseil de la S. D. N. chargeait le Dr Nansen de poursuivre « le règlement définitif du sort des réfugiés russes ». Une conférence gouvernementale, réunie en août 1921, déclarait que l'action de secours était un *devoir de solidarité internationale* qui exigeait la collaboration de tous les Etats.

Le Haut Commissariat installa donc des bureaux de placement dans plusieurs villes de l'Europe Centrale et orientale de façon à donner du travail aux réfugiés.

La Onzième Assemblée de la S. D. N., sur la proposition de la Commission consultative intergouvernementale (2), décidait que, conformément à l'article 24 du Pacte, on créerait un *Office international Nansen*, chargé de continuer le travail d'assistance, « la tâche humanitaire assumée jusqu'à présent par le Haut-Commissaire » (3).

Maladies professionnelles. — Certaines conditions du

(1) J. O. S. D. N., 1921, t. II, pp. 607, 714.

(2) Doc. A, 34, 1930, XIII.

(3) Résolution de l'Assemblée, 30 septembre 1930. J. O. suppl. spéc., n° 83, oct. 1930, p. 48.

travail impliquent parfois une atteinte à l'intégrité vitale de l'individu.

A Berne, en 1905 et 1906, des Conférences multilatérales étudient un système de protection des travailleurs contre les maladies professionnelles. La première Conférence interdit l'usage du phosphore blanc dans la fabrication des allumettes, la seconde interdit en principe le travail de nuit dans les industries manufacturières.

La création de l'Organisation Internationale du Travail et l'adoption d'une charte du travail par le traité de Versailles (partie XIII) donnent une grande impulsion au développement du droit international ouvrier. De nombreuses conventions sont élaborées qui ont pour objet de protéger d'une manière précise et directe les intérêts sociaux, économiques et hygiéniques des travailleurs. On citera, en particulier, la Convention adoptée par la Conférence Générale dans sa session de Genève de 1921, prohibant dans une certaine mesure l'usage des sels de plomb.

Lutte contre les stupéfiants. — La lutte contre l'usage de l'opium ne devint l'objet de préoccupations internationales que depuis 1906. Trois ans plus tard, sur l'invitation des Etats-Unis, se réunissait à Changhaï la première Commission Internationale de l'opium qui interdit l'exportation de l'opium à destination des contrées qui en prohibent l'importation.

Sur la base de ces recommandations, une Conférence réunie à La Haye, élabore le 23 janvier 1912 une convention internationale relative à l'opium et aux stupéfiants dont le trafic doit être soumis à un contrôle (1),

(1) Contrôle de la production de l'opium brut, réglementation de l'importation et de l'exportation de l'opium manufacturé, surveillance du commerce de l'opium médical et de ses dérivés.

l'Angleterre ayant demandé que soient également soumises à la réglementation l'industrie de la morphine et de la cocaïne.

Des intérêts économiques parlèrent très haut, la question des ratifications se révéla très difficile. Une Conférence se tint en 1913, une autre en juin 1914 : on ne recueillit que les ratifications de onze Etats.

Mais les ravages de l'opium et des autres stupéfiants augmentent. La S. D. N. continua l'œuvre entreprise. Si, par une clause du traité de Versailles (art. 295), tous les Etats signataires s'engagent à mettre en vigueur la Convention de 1912, une autre clause du traité, l'article 23, confie à la S. D. N. le contrôle général des accords relatifs au trafic de l'opium.

Une Convention signée à Genève, le 19 février 1925, affirme la nécessité d'une limitation de la production sous une forme quelconque, le système du contrôle des importations et des exportations étant insuffisant. Elle crée un Comité Central permanent de l'Opium chargé de surveiller, grâce aux renseignements fournis par les Etats, le commerce international. Malheureusement, un grand nombre d'Etats ne ratifièrent qu'avec un long retard.

Emue des révélations contenues dans le rapport de la Commission consultative au sujet des quantités considérables de drogues nuisibles qui passaient encore dans le trafic illicite, l'Assemblée de la S. D. N. provoqua la réunion d'une Conférence Préliminaire tenue à Londres en octobre-novembre 1930, qui devait étudier les moyens de parvenir à une protection efficace.

Une Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants est donc signée à

Genève le 13 juillet 1931. Les Etats-Unis d'Amérique donnaient leur ratification le 28 avril 1932 ; le Nicaragua y adhéra le 16 mars 1932 (1).

Cette convention procède à une classification des drogues nouvelles et applique les dispositions de contrôle de 1925 (art. 13-14). Les Hautes Parties Contractantes fourniront annuellement au Comité de Contrôle permanent, pour chaque drogue et pour chacun des territoires auxquels s'applique la présente Convention, des évaluations qui seront fondées uniquement sur les besoins médicaux et scientifiques de ces pays ou de ces territoires (art. 2). Un organe de contrôle examinera ces évaluations. D'autre part, la fabrication sera enserrée dans ces évaluations (art. 6.). Il ne pourra être fabriqué, dans aucun pays de quantité d'une drogue quelconque supérieure aux quantités requises dans les évaluations pour les besoins médicaux et scientifiques du pays, pour les fins de transformation, tant pour la consommation intérieure que pour l'exportation, et enfin des quantités nécessaires pour maintenir les stocks de réserve et d'Etat.

La Conférence de Bangkok clôturait, par ailleurs, ses travaux le 27 novembre 1931 par une Convention (2) relative à la suppression de l'habitude de fumer l'opium. Les Puissances Contractantes s'engageaient à frapper de pénalités sévères quiconque se rendrait coupable du délit d'inciter un mineur à fumer l'opium, à pénétrer dans une fumerie ou à se procurer de l'opium. Elles s'engageaient en outre à ne tolérer la vente de l'opium que dans les magasins du gouvernement (3).

(1) Documents S. D. N. C., 420 M 229, 1932 XI. J. O. S. D. N., 1931, p. 1794.

(2) Documents S. D. N. C., 70 M 36, 1932 XI.

(3) A la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles (15^e séance tenue à Genève du 15 avril au 4 mai 1932) certaines Puissances non parties à la Conférence de

Enfin, dans sa soixante-septième session (9 mai-15 juillet 1932) le Conseil de la S. D. N. adoptait un projet de résolution élaboré par la Commission, relatif aux travaux préparatoires d'une conférence chargée d'examiner la possibilité de limiter et de contrôler la culture du pavot à opium, ainsi que la culture et la récolte de la feuille de coca (1).

Spiritueux. — Les boissons spiritueuses pouvant être funestes à la conservation des populations africaines, la Conférence de Berlin de 1885 émettait un vœu dans le but d'en interdire l'importation en Afrique. L'Acte général de Bruxelles du 2 juillet 1890 instituait un régime spécial pour les spiritueux importés et fabriqués dans la zone comprise entre le 20° degré de latitude nord et le 22° degré de latitude sud. Une convention fut signée à St-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919 instituant un contrôle plus strict qu'auparavant et créant un Bureau central international placé sous l'autorité de la S. D. N. (2).

L'institution du mandat, d'autre part, a prescrit, aux termes de l'article 22 du Pacte, l'obligation pour l'Etat

Bangkok (en particulier Italie, Espagne, Belgique, E.-U., Pologne) ont regretté que la Conférence n'ait pas abouti à des résultats plus marquants dans la voie de la suppression de l'usage de l'opium à fumer. Ils ont insisté sur le caractère moral du problème auquel ne doit être subordonnée aucune considération d'ordre économique. Il n'y a aucune raison que la question de l'opium à fumer ne soit discutée que par quelques Etats ayant des territoires en Extrême-Orient, étant donné qu'elle intéresse tous les pays et qu'elle engage l'honneur de la civilisation occidentale vis-à-vis des Peuples d'Orient, elle doit faire l'objet des débats d'une conférence générale de tous les Etats.

Rapport au Conseil sur les travaux de la 15^e Session de Genève, 15 avril-4 mai 1932. Documents S. D. N. C., 420 M 229, 1932 XI, p. 10.

(1) J. O. S. D. N., 1932, p. 1205.

(2) Résolution du Conseil, 11 janvier 1922, P. V. C. XVI, p. 91.

tuteur de veiller à la surveillance du trafic de l'alcool. Les mandats B prescrivent le contrôle sévère du commerce des spiritueux ; les mandats C interdisent la fourniture aux indigènes des spiritueux et des boissons alcooliques.

Des dispositions spéciales, enfin, sont prévues en ce qui concerne l'importation des armes à feu.

Hygiène morale. — Après le projet de Convention de 1910 (Conférence internationale de Paris) et l'arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, signé à Paris le 4 mai 1910, la III^e Assemblée de la S. D. N. met cette question à l'ordre du jour à la demande de l'Angleterre (1).

La Conférence de Genève des 31 août-12 septembre 1923 (2), convoquée sur l'initiative du gouvernement français règle, bien que de façon incomplète, le délit de trafic des publications obscènes. Ce terme d'ailleurs n'y est point défini, chaque Etat étant ainsi libre de l'interpréter d'une manière large, en accord avec le ton moral des coutumes et des mœurs du pays.

SECTION III. — ORGANISATION TECHNIQUE DE LA S. D. N.

L'article 23, litt. *f.* du Pacte porte que les membres de la S. D. N. « s'efforceront de prendre des mesures d'ordre international pour prévenir et combattre les maladies ».

Conformément à ces dispositions, la S. D. N. dans son Assemblée de novembre 1920 a décidé la création d'un organisme sanitaire destiné à protéger la personnalité humaine. Cet organisme avait comme fondement l'Of-

(1) Résolution de l'Assemblée, 28 Septembre 1922, J. O. S. D. N., oct. 1922, supp. spéc. n° 9, p. 34.

(2) Protocole 12 septembre 1923. Doc. C., 202 M 64, 1924 IV.

fice International d'Hygiène publique qu'avait établi un arrangement signé à Rome le 9 décembre 1907. La quatrième Assemblée constitue donc, sur le modèle de ses autres organismes techniques : « l'Organisation permanente d'Hygiène ».

Le Conseil Consultatif, qui est le Bureau de l'Office international d'Hygiène publique, a pour mission d'examiner et de discuter toutes les questions que le Comité d'Hygiène lui soumet ; il confie, d'autre part, à ce même organisme, la préparation de toutes questions qu'il juge à propos.

Le Comité d'Hygiène fait office d'organisme consultatif du Conseil et de l'Assemblée de la S. D. N. C'est lui qui dirige l'œuvre d'hygiène de la S. D. N. Il procède à des enquêtes, entreprend les travaux préparatoires qui serviront de bases aux délibérations finales du Conseil Consultatif. Dix commissions se répartissent ainsi leurs compétences respectives : paludisme, cancer, extrême-orient, statistique du cancer, tuberculose, sérums et produits biologiques, opium, maladie du charbon, budget. Enfin, il dirige les travaux de la section d'hygiène du Secrétariat de la S. D. N.

Deux conférences internationales se réunirent sur son initiative. Une Conférence internationale d'experts se tint à Paris en octobre 1928 pour préparer une enquête sur la valeur du traitement de la tuberculose par le bacille Calmette-Guérin. Une autre Conférence eut lieu à Paris également en 1928 ; elle proposa une série de mesures propres à assurer une lutte utile contre la maladie du sommeil.

Le Secrétariat, en troisième lieu, est l'organe exécutif.

L'activité de l'Organisation d'Hygiène s'est dirigée dans trois directions.

Sa mission étant de conseiller la S. D. N. en matière d'hygiène, l'Organisation d'Hygiène dût créer un service de renseignements et de coordination des administrations dont l'objet est de centraliser les renseignements épidémiologiques que les Etats lui adressent. Par la publication hebdomadaire et mensuelle de ses rapports sur la fréquence des maladies et la prompte distribution de ces rapports, le service de renseignements fournit aux administrations sanitaires une documentation très complète sur le mouvement des épidémies. Le Bureau de Singapour, de son côté, poursuit son activité en Extrême-Orient et joue le rôle d'agent de liaison entre les différents laboratoires d'Orient pour la coordination des recherches sur la peste, la pneumonie tropicale, le bactériophage du choléra et le vaccin antivariolique desséché (1).

Un second groupe de travaux entrepris par l'Organisation d'Hygiène peut être désigné sous le nom de « Travaux de recherches scientifiques ». Il comprend les recherches entreprises dans les laboratoires, sur l'initiative de l'O. H. et poursuivies simultanément par les principaux Instituts du monde entier selon un même plan, afin d'assurer l'application pratique des résultats de ces recherches.

Ces travaux portent sur les découvertes réalisées dans le domaine de l'immunisation : la production des sérums antitoxiques ; l'usage de certains produits biologiques dont il est fait usage sous forme de médicaments : digitale, extraits pituitaires et thyroïdes, insuline.

(1) En dehors de ces renseignements sur la marche des épidémies, ce service recueille et centralise des renseignements sur les statistiques médicales et l'organisation des services d'hygiène, il favorise d'autre part la collaboration entre statisticiens démographes et l'échange du personnel des administrations d'hygiène publique.

Enfin de nombreuses enquêtes sont menées : enquête dans les ports de l'Extrême-Orient, dans le but de prévenir la propagation des maladies épidémiques par suite de la contamination des navires ; enquête sur le cancer ; enquête sur les maladies de l'Afrique Equatoriale : maladie du sommeil et tuberculose ; enquête sur les méthodes les plus économiques et les plus efficaces contre le paludisme ; enquête sur l'opium et les stupéfiants menée de concert avec la Commission de l'Opium ; enquête sur la tuberculose.

D'autre part, l'Organisation d'Hygiène collabore avec d'autres commissions de la S. D. N. : Commission de l'Opium, Commission des Mandats, Commission du Transit, Comité économique.

A côté de l'Organisation d'Hygiène, on rencontre la Commission de l'Opium qui joue vis-à-vis du Conseil le rôle d'un organe consultatif. Elle recueille tous renseignements concernant la production, la distribution, la consommation des stupéfiants d'une manière générale, toutes les informations nécessaires pour permettre à la Société d'exercer un contrôle général sur l'application des accords concernant le trafic de l'opium.

CHAPITRE II

Le Droit à la liberté physique

La plupart des peuples de l'Antiquité avaient toléré l'esclavage. Le Christianisme, tout en réveillant entre le maître et l'esclave l'esprit d'amour fraternel, laissait subsister en droit l'esclavage sans chercher à le combattre.

Au Moyen-Age, l'esclavage antique se transforme en servage dans l'Europe germanisée ; il subsiste jusque vers la fin du XVIII^e siècle ; il persiste même sous la forme de domesticité héréditaire des paysans jusqu'au XIX^e siècle dans quelques pays allemands.

Dans l'Europe Orientale, le servage se développait de plus en plus tandis qu'en Amérique l'esclavage le plus rigoureux prenait naissance. L'esclavage antique s'y était transformé en domination absolue des propriétaires blancs sur les travailleurs noirs transplantés d'Afrique en Amérique.

A ces différentes époques, le Droit International ne s'est jamais occupé de l'esclavage. L'Angleterre, au XVIII^e siècle, protégeait encore l'exportation des nègres. Au traité d'Utrecht de 1713, elle se réservait le droit exclusif d'introduire quelques milliers de nègres dans ses colonies espagnoles.

Mais la philosophie et la littérature répandent des principes plus humains dans le monde entier. Alors

commence une lutte déclarée contre l'esclavage et la législation finit par enregistrer et assurer le triomphe de la liberté. Dès ce moment, le Droit International commence à s'occuper de la question. Mais toutefois, s'agissant de faire prévaloir pratiquement ce principe, on se trouva en présence d'une grande difficulté : il fallait faire exécuter une mesure reconnue juste sans porter atteinte à la souveraineté des Etats.

La lutte pour la reconnaissance du droit à la liberté physique présente un double caractère. En premier lieu, de nationale elle devient internationale. En second lieu, ne s'intéressant à l'origine qu'à la traite des esclaves, elle tend de plus en plus à englober dans son système international de protection un ensemble de situations qui, n'étant pas l'esclavage, limitent cependant dans une certaine mesure l'activité de l'homme.

SECTION I. — LA PROTECTION INTERNATIONALE DU DROIT

A LA LIBERTÉ

§ 1. — *Les dispositions de droit interne relatives à l'esclavage.* — Au XVIII^e siècle, les philosophes s'attaquent au vieux préjugé qui pesait sur les gens de couleur ; des sociétés se fondent qui ont pour objet de faire proclamer les droits de l'homme à la liberté. Sur l'initiative de ces philanthropes, les pays civilisés aboliront l'esclavage dans leurs colonies (1).

(1) Pour justifier l'action de chaque Etat sur les territoires qui ressortissent à son administration, colonie ou protectorat, certains auteurs ont fait appel à la notion « *d'ordre public colonial* ». SOLUS, *Traité de la condition des indigènes en droit privé*.

On entend par là « que la loi du statut personnel indigène, « dont le respect a cependant été proclamé par la métropole, ne « peut prévaloir lorsqu'elle est en opposition ou en contradic- « tion avec une règle que la nation colonisatrice considère dans

Danemark. — En 1792, le Danemark interdit par décret royal la traite de ses navires et l'importation d'esclaves dans ses colonies.

France. — L'Assemblée Législative, par une loi du 11 Août 1792, la Convention par un décret des 4 Février-11 Avril 1794, abolissaient l'esclavage dans toutes les colonies françaises et donnaient à tous les nègres la qualité de citoyens français. Malgré une tentative de rétablissement en 1802 (30 floréal an X), la traite fut à peu près nulle dans nos colonies, sauf à Bourbon pendant la Révolution.

Amérique. — En Amérique, une campagne très vive est menée en faveur de l'abolition de l'esclavage. Une secte religieuse, les Quakers, en 1751, accorde la liberté à tous ses esclaves ; elle refusait la communion à qui-conque refusait l'émancipation. Dès 1780, l'Etat de Pensylvanie proclame la liberté de tous les nègres nés depuis la proclamation de l'Indépendance ; elle en défendait l'importation. Le mouvement se propage et après une tentative malheureuse au Congrès en 1787, une loi du 22 Mars 1794 sanctionne de l'amende la prohibition pour les citoyens américains de faire la traite. Le 1^{er} Janvier 1808, l'importation des esclaves est prohibée ; en 1819,

« la colonie comme essentielle au succès de l'œuvre de colonisation ». Cette notion est essentiellement contingente ; elle varie selon les lieux, les us et les coutumes indigènes, et selon le temps ; d'autre part, elle est exceptionnelle, on ne pourra s'en prévaloir que dans certains cas spéciaux.

Suivant cette théorie, l'esclavage et la traite doivent être considérés comme contraires à l'ordre public colonial, à raison de l'atteinte qu'ils portent au respect de la personnalité et de la liberté humaines. « Les principes de la colonisation française, « considérés comme fondamentaux à cet égard, s'opposent à « ce que l'être humain soit considéré comme pouvant faire « l'objet d'un marché ; aussi le législateur colonial a-t-il de longue date interdit la traite et supprimé l'esclavage ».

elle sera punie de mort. En 1865, la victoire de la liberté sur l'esclavage sera complète dans l'Amérique du Nord, puisque la répudiation de l'esclavage sera devenue une des lois fondamentales des Etats-Unis.

Angleterre. — L'Angleterre, cependant, ne se désintéressait pas de la question. L'évolution vers la liberté devait être très rapide, presque imprévue. Cet Etat qui, jusqu'alors, avait fait de la traite l'un des éléments les plus importants de sa vie économique, devenait un partisan absolu de la prohibition. Une société philanthropique et religieuse « Les Amis des Noirs » (1787) plaçait sous sa protection ceux qui étaient l'objet de cet odieux trafic. Et malgré une résistance acharnée, à la Chambre des Communes, de la part des propriétaires des colonies et des trafiquants d'esclaves, le Parlement anglais prononçait enfin l'abolition de la traite en 1807 (bill de Lord *Granville*).

Les Principales Puissances réalisaient ainsi, chez elles et dans leurs colonies, en pleine indépendance et souveraineté, l'affranchissement des esclaves. Sans doute, la cause de l'abolition de l'esclavage faisait-elle un progrès, mais les mesures prises par chaque Etat, et qui rentraient dans les limites de sa puissance souveraine, étaient insuffisantes si elles devaient rester isolées.

§ 2. — *Tentatives de substitution d'une action collective à une action individuelle.* — L'Angleterre, secondée par la France (1), prend la tête du mouvement abolitionniste. Elle prit constamment et avec ardeur la dé-

(1) La France et la Grande-Bretagne s'engageaient, en effet, par un acte séparé du traité de Paris du 30 Mai 1814, à réunir leurs efforts au Congrès de Vienne pour faire prononcer par les Puissances « l'abolition universelle et définitive de la traite »..
DE CLERCQ. *Op. cit.*, t. II, p. 426.

fense des noirs opprimés. L'abolition de leur trafic fut la préoccupation constante de ses hommes d'Etat et de ses philanthropes, réussissant ainsi à obtenir de tous les pouvoirs européens la promesse qu'ils réuniraient leurs efforts. Les prières, les menaces ne suffisant pas toujours auprès de ceux qui se montraient hésitants ou de mauvais vouloir, elle achetait leur adhésion (1).

Les Grandes Puissances se réuniront en Congrès et étudieront le moyen d'abolir la traite. Au Congrès de Vienne, elles déclareront seulement leur intention de faire cesser ce commerce et l'obligation de l'abolir ; une *formule d'interdiction totale* ne sera édictée que soixante-neuf ans plus tard, dans l'acte général de la conférence africaine tenue à Berlin en 1884 ; toutefois, la *formule de punition* n'apparaîtra que dans une déclaration des Puissances réunies à Berlin en 1885.

I. — *Les Grandes Conférences, leur échec.* — Les Grandes Puissances réunies en Congrès s'étaient engagées « à contribuer à cette grande œuvre, avec tout le « zèle et toute la persévérance que réclamait une cause « si belle et si juste, et à ne négliger aucun moyen propre à assurer ou à accélérer les progrès de cette entreprise » (2).

Malgré ces bonnes dispositions, les Conférences se séparèrent sans enregistrer des résultats tangibles. Toute tentative en vue d'établir un contrôle efficace de la traite était rejeté. On se quittait sur une déclaration de principe.

(1) Celle du Portugal fut payée. Elle offrit la Guadeloupe à la Suède, à la condition qu'elle adhère à son programme. Elle donna 10 millions de francs à l'Espagne pour qu'elle ne tolérât plus la traite dans ses colonies des Antilles.

(2) Lettre adressée par W. WILBERFORCE à l'Empereur ALEXANDRE. Londres, 1822, p. 44.

Au Congrès de Vienne, dans une déclaration solennelle en date du 8 Février 1815, les plénipotentiaires considéraient l'abolition de la traite des nègres, « ce « fléau qui a si longtemps désolé l'Afrique, dégradé l'Europe et affligé l'humanité », comme une mesure particulièrement digne de leur attention, « conforme à « l'esprit du siècle et aux principes généreux de leurs « Augustes Souverains ». Ils se déclaraient d'ailleurs animés du désir sincère de concourir à l'exécution la plus prompte et la plus efficace par tous les moyens à leur disposition.

Le Congrès d'Aix-la-Chapelle renouvelle les déclarations des précédentes conférences. Lord *Castelreagh* propose vainement une police commune entre les Etats signataires en vue de contrôler l'application des grands principes anti-esclavagistes. En assimilant la traite à la piraterie, un contrôle international s'exercerait. Les navires de toutes les nations auraient le droit de visiter tout navire suspect de piraterie, de traite, sauf réparation au cas d'erreur. Les pirates, les négriers devenaient par là-même justiciables non pas de leurs tribunaux, mais des tribunaux de l'Etat capteur.

Lord *Castelreagh* rencontrant la résistance non seulement de la France, mais de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche, le Congrès termina ses travaux par cette Déclaration de principe que la traite était « un crime « odieux, sujet de honte pour toutes les nations civilisées et qu'il fallait mettre pour toujours fin à cette « traite, véritable fléau qui, depuis longtemps, désolait « l'Afrique et affligeait l'humanité ».

Le Congrès de Vérone marque le même aveu d'impuissance. L'Angleterre propose à nouveau l'assimilation de

la traite à la piraterie, l'adoption par les Puissances d'un acte général par lequel les signataires se trouveraient liés les uns envers les autres et qui établirait ainsi l'égalité des droits et des devoirs et la complète réciprocité nécessaire pour une répression uniforme. La France repousse ce projet. En l'absence de répression internationale, les Etats prenaient l'engagement de réprimer la traite dans le domaine du droit interne. Cet engagement était purement moral ; aucun organisme n'était chargé d'en assurer l'exécution, aucun délai n'était fixé (1).

Les raisons de l'échec : a) Raison de droit. — Selon les principes généraux du Droit des Gens, la traite était considérée comme un crime international, non l'esclavage.

C'est ainsi que l'abolition de l'esclavage ou son maintien ressortissait à la compétence de la puissance souveraine de l'Etat. Dès l'instant qu'il plaisait à un gouvernement de tolérer la servitude sur son territoire, les tentatives des Puissances étrangères pour renverser cet état de choses constituaient une intervention dans les affaires intérieures de cet Etat, donc une violation de son indépendance. « On ne pourrait forcer ces nations à modifier
« les mœurs sans se placer avec elles en dehors des
« conditions générales du Droit des Gens en temps de

(1) Au Congrès de Vienne, les plénipotentiaires avaient reconnu que la déclaration générale ne préjugait en rien le terme que chaque Puissance en particulier pourrait envisager comme le plus convenable pour l'abolition définitive du commerce des nègres. Les Puissances laissaient à chaque Etat la liberté de déterminer l'époque à laquelle il jugeait possible l'abolition de la traite. C'est ainsi que la France exigeait quatre ans, l'Espagne et le Portugal huit.

« paix et sans manquer de respect à la souveraineté et
« à l'indépendance des Etats qui les représentent » (1).

Sans doute, il était des Puissances Chrétiennes ayant tenu à l'honneur d'abolir l'esclavage sur leur sol, qui pouvaient inviter les Etats esclavagistes du monde musulman à suivre leur exemple. Mais ces Etats devaient se borner à des conseils et des représentations pacifiques, en s'abstenant de toute ingérence impérative. Il y avait là un rouage de l'administration interne que l'ensemble des Etats était tenu de respecter, sous peine d'empiéter sur une souveraineté étrangère (2).

La traite, au contraire, rentrait dans le domaine du Droit des Gens ; mais on devait encore distinguer la traite maritime et la traite terrestre.

Seule, la traite maritime *pouvait* faire l'objet d'une réglementation internationale. La mer, en effet, est du domaine international ; elle n'appartient à personne ; nul n'est assez puissant pour exercer sur elle des droits continus et suffisants de souveraineté. Chaque nation a intérêt à ce qu'elle soit libre, sinon sa liberté de communication avec le reste du monde n'existerait plus ; mais justement parce que la haute mer fait partie du domaine international, les Etats peuvent s'entendre pour déterminer les lois qui peuvent la régir.

Au contraire, lorsqu'il s'agit de la traite terrestre, la souveraineté territoriale parle plus fort que les droits de l'humanité. C'est ainsi que le problème de l'escla-

(1) FRUNCK-BRETANO et A. SOREL. Précis de Droit des Gens, 1877, p. 395.

(2) PRADIER-FODÉRÉ. *Op. cit.*, V. n° 2.528. L'esclavage est une institution de fait ; si le Droit des Gens n'a nullement à le protéger, il lui est interdit de le combattre autrement que par la persuasion.

vage ne pouvait recevoir, dans le domaine du Droit international, que des solutions fragmentées.

b) *Raisons politiques et économiques.* — Mais surtout si les Puissances s'opposèrent de toutes leurs forces contre le projet anglais d'un contrôle international, c'est que le désir, pour l'Angleterre, d'obtenir l'abolition de la traite n'était pas désintéressé. « L'idée est un principe « spirituel, la source morale de tout progrès, mais celui-ci n'arrive à se réaliser que lorsqu'au pur métal se joint un alliage à base de profit matériel » (1).

Sous le couvert de la religion et de la philosophie (2) le gouvernement britannique prêche une croisade contre les négriers. Le seul moyen de les détruire, disait-il, était le droit de visite concédé à la Grande-Bretagne par tous les peuples navigateurs. Il s'efforçait au nom de l'humanité de faire prévaloir le principe en cherchant tout d'abord à obtenir la police des mers, en exerçant des visites et en faisant des prises dont la légitimité voulait être couverte par un idéal humanitaire.

Grâce à son formidable outillage maritime qui l'aurait en fait investie d'un droit universel de surveillance, de contrôle et de répression sur tous les navires, l'Angleterre aurait pu ainsi reprendre et peut-être réaliser, sous une forme atténuée, ses prétentions anciennes à la domination sur la haute-mer.

Prévoyant le danger, les Puissances se refusèrent à assimiler la traite à la piraterie, car « si abominable que soit la traite, elle n'a pas le caractère essentiellement dangereux de la piraterie qui menace le commerce de

(1) DE LA PRADELLE.

(2) CHATEAUBRIAND. Congrès de Vérone, pp. 41-42. Il ne faut pas être dupe d'une philanthropie si ardente et pourtant venue si tard ; la philanthropie, ajoutera-t-il, est la fausse monnaie de la charité.

tous et confisque la liberté et la sécurité de la haute mer (1) ».

(1) En ce sens : PRADIER-FODÉRÉ. *Op. cit.*, V. n° 2516 ; BONFILS, n°s 400-401 ; HAUTEFEUILLE. Discours préliminaire, pp. XXV sq. ; CHATEAUBRIAND. Congrès de Vérone.

DE CUSSY voit dans un bill du Parlement anglais, en date du 24 Août 1839 « un acte sans précédent dans le droit des gens, « mais qui dérive, comme tant d'autres, de la même pensée, à « savoir la prétention de l'Angleterre de faire valoir sa volonté « sur mer, ainsi que sa puissance maritime ». Ce bill autorisait, en effet, les croiseurs britanniques à arrêter tous les bâtiments portugais soupçonnés de prendre part à la traite. Contre cet acte d'ailleurs, le duc de Wellington s'était élevé à la séance du 11 Août 1839.

Le Parlement britannique, d'autre part, par un acte sanctionné le 8 Août 1845, déclarait que les navires brésiliens qui s'employaient à la traite étaient justiciables du Haut-Tribunal de l'Amirauté et de tout autre Tribunal de Vice-Amirauté établi dans les domaines de S. M. Britannique. Le gouvernement impérial du Brésil répondait par un document publié le 22 Octobre 1845, et protestait contre « cet acte qui blessait les principes « les plus vifs et les plus positifs du Droit des Gens ». DE MARTENS et DE CUSSY. *Rec. des traités*, t. V, pp. 519 à 529.

L'Angleterre tentait ainsi, dans des dispositions d'ordre interne, d'assimiler la traite à la piraterie.

La Grande-Bretagne pouvait, en effet, se servir de sa puissance sur mer pour soumettre tous les navires, sous quelque pavillon qu'ils fussent, à une perquisition qui lui aurait permis d'entraver à sa guise les mouvements commerciaux de ses concurrents, de ses rivaux, et le cas échéant, de dérober à bord des secrets commerciaux.

Lorsque les Etats d'Europe consentirent un instant (traité du 20 Décembre 1841), sur les sollicitations infatigables de la diplomatie anglaise, à concéder à des navires de guerre spécialement désignés le droit de visiter dans certaines mers les navires suspects d'être des négriers, c'était, en temps de paix, admettre une espèce de police maritime internationale. Les Etats-Unis n'admirent point ce droit de visite craignant d'augmenter par là la prépondérance de la marine de guerre anglaise sur leur marine de commerce, et en général de porter atteinte au commerce maritime en temps de paix. La France retira également son droit de visite et passa du côté des Etats-Unis qui avaient préféré équiper des croiseurs chargés de poursuivre sur la côte africaine les navires négriers proprement dits, en se gardant bien de porter d'une façon quelconque atteinte aux droits de navires marchands étrangers. Convention anglo-américaine du 9 Août 1842 ; traité franco-britannique du 29 Mai 1845.

Les Puissances devaient être d'autant plus sceptiques que le mouvement négrophile anglais était récent. Si l'Angleterre poussait énergiquement à l'abolition de la traite, c'était dans son propre intérêt. Ainsi, elle empêchait les autres peuples de profiter des fructueux bénéfices qui lui échappaient par la perte de l'Amérique du Nord à la suite de son émancipation (1). D'autre part, elle n'avait plus besoin de recruter des travailleurs noirs. Depuis la conquête de l'Inde, grâce à la population surabondante de cette contrée, l'Angleterre pouvait lutter efficacement contre ses concurrents, producteurs de coton et de sucre. Auparavant, afin de lutter à armes égales avec les autres Puissances, il était nécessaire d'augmenter par tous les moyens possibles la production par une main-d'œuvre nombreuse, peu coûteuse et susceptible de résister au climat. Le noir répondait à ces conditions. Depuis, les Anglais deviennent négrophiles, et d'autant plus que l'abolition de l'esclavage, paralysant les colonies concurrentes, devait finir par leur assurer un monopole. « Le peuple anglais plaçait sa philanthropie à intérêts » (2).

II. *Tentatives d'organisation internationale.* — Enfin, vint le moment où l'on esseyait de passer des dispositions législatives internes à des conventions internationales d'allure générale. L'idée de l'abolition de la traite allait désormais franchir la période des déclarations plus ou moins platoniques pour devenir une réalité.

Le premier acte collectif international concernant la répression de la traite est *l'acte de Berlin du 26 Février 1885*. Les Puissances s'engageaient, conformément aux

(1) En ce sens : MÉRIGNHAC, t. II.

(2) DE MANDAT GRANCEY. Souvenirs de la Côte d'Afrique, pp. 79 sq.

principes du Droit des Gens, à interdire la traite des esclaves et les opérations qui fournissent des esclaves à la traite tant sur terre que sur mer et elles s'obligeaient à ne pas servir de marché, ni de voie de transit pour la traite des esclaves de quelque race qu'ils soient. « Chacune de ces Puissances s'engage à employer tous les moyens en son pouvoir pour mettre fin à ce commerce et pour punir ceux qui s'en occupent » (1).

La Conférence de Bruxelles de Juillet 1890 sera le Code International de l'esclavage ; mais il n'envisagera pas, pour la répression de ce crime international, de mesures à caractère purement international. Il ne contiendra qu'un programme élaboré en commun et dont l'application était laissée aux soins et à la bonne volonté de chacun (2). Si le caractère philanthropique de la Conférence fut mis en lumière à la première séance

(1) L'acte de Berlin, dans ses deux articles 6 et 9 n'avait qu'une portée d'application limitée, ne s'occupant que du bassin conventionnel du Congo ; par suite la Côte Occidentale d'Afrique était seule surveillée ; or, c'est particulièrement sur la Côte est que sévissait la traite. GIDEL. *Le Droit International public de la mer*, t. I, p. 403.

(2) Les Puissances contractantes s'engagent à édicter « une loi rendant applicable d'une part, celles des dispositions de leur législation pénale punissant les attentats graves contre les personnes, aux organisateurs et coopérateurs des chasses à l'homme, aux auteurs de la mutilation des adultes et enfants mâles, et à tout individu participant à la capture violente des esclaves ; d'autre part, les dispositions réprimant les attentats à la liberté individuelle, aux convoyeurs, transporteurs et marchands d'esclaves ».

« Les Puissances ont arrêté un plan d'action commun tendant à un seul et même but ... Chaque Puissance ... recourra aux moyens indiqués, elle en emploiera d'autres analogues, *mais aucune intervention réciproque* n'est prévue, ni admise sur ce terrain ». Rapport présenté par MM. BANNING et COGNARDAN, contresigné par M. DE LAMBERMONT, Président de la Commission chargée d'élaborer le Premier Chapitre du projet d'acte général (Actes, p. 227).

plénière (1), les Puissances ne voulurent pas abandonner la moindre parcelle de souveraineté dans leurs colonies ou protectorats d'Afrique surbordonnant ainsi à leur intérêt personnel les intérêts collectifs.

Cependant, la Conférence marque un progrès sur les autres Conférences. Les Puissances seront désormais *moralement* tenues d'édicter des règles *punissant* la traite : la Conférence de Bruxelles élabore un embryon de contrôle.

Il y avait intérêt à connaître les violations ou les négligences susceptibles de se produire, car si l'on remettait à chacun le soin de pourvoir à l'exécution du traité par ses propres moyens, on pouvait craindre que certaines dispositions dépourvues de sanctions ne demeurassent dans le domaine de la théorie et que le traité ne fût condamné à tomber en désuétude.

Or, l'œuvre de Bruxelles est purement humanitaire et philanthropique ; elle concerne d'autre part un territoire qui n'est pas celui des parties. Le grand nombre de ces parties, qu'aucun intérêt matériel immédiat ne stimulait, autorisait ces craintes.

On crée alors le *Bureau International Maritime de Zanzibar*. Son rôle, purement administratif, est de « centraliser tous les documents et renseignements qui « seraient de nature à faciliter la répression de la traite « dans la zone maritime » (art. 77).

On décide d'autre part qu'un *Bureau spécial* serait

(1) C'est « au nom de la confraternité des peuples, au nom de « la civilisation, dans un but humanitaire des plus élevés que « les Puissances ont répondu à l'appel du Roi ». Discours du Prince de CHIMAY, Ministre des Affaires Etrangères de Belgique.

Voir également la lettre de S. E. le Cardinal LAVIGERIE à S. M. le Roi LÉOPOLD II, 8 Novembre 1889. Actes diplomatiques, 1890, t. 33, p. 87.

rattaché au Ministère des Affaires Etrangères à Bruxelles, qui aurait pour mission de recevoir et de centraliser les documents législatifs et administratifs relatifs à l'application des clauses du présent acte général, « les renseignements statistiques concernant la « traite des esclaves arrêtés et libérés, le trafic des armes, « des munitions et des alcools » (art. 82).

Le bureau de Zanzibar n'avait aucun caractère judiciaire. De même que les Commissions Internationales déjà créées, son rôle était de centraliser tous les renseignements utiles, de les publier, de proposer les modifications désirables et surtout de servir de trait d'union entre les Etats. Mais il ne possédait aucune autorité pour assurer l'exécution des traités. Ses observations ne pouvaient être poursuivies que par la voie diplomatique ordinaire par les soins de chaque gouvernement. D'ailleurs tout rôle d'autorité devait lui être refusé (1) : il y aurait eu abdication de la part des Etats d'une parcelle de leur souveraineté ; or, ils avaient déclaré, dans l'Acte général, vouloir atteindre le but déterminé, chacun par ses propres moyens.

§ 3 — *L'organisation internationale de la protection individuelle dans l'Après-guerre.* — A la fin de la guerre, les Puissances estiment qu'il convenait de parachever l'œuvre de Berlin et de Bruxelles dont certaines parties devenaient caduques et qu'il fallait également tenir compte des situations nouvelles créées par la victoire.

(1) Les plénipotentiaires britanniques avaient essayé d'attribuer au Bureau de Bruxelles un rôle plus important. Ils se heurtèrent à l'opposition systématique des Puissances. Ces attributions auraient été de contrôler l'exécution des mesures prises en conformité de l'Acte Général et d'exercer sur les bureaux établis sur la Côte d'Afrique sa haute surveillance. Ce projet fut écarté parce que l'on craignait que le jugement porté par son rapport ne créât des froissements entre les Etats.

C'est de ces considérations que naquit la convention de St-Germain-en-Laye le 10 Septembre 1919, qui porte révision des actes de Berlin et de Bruxelles. Cette convention reproduit presque textuellement dans son article 11, l'article 6 de l'acte de Berlin, restreignant l'étendue d'application des mesures de répression de l'esclavage et de protection des indigènes aux territoires africains. Mais par ailleurs, elle marque un progrès sensible sur les précédents accords en ce qu'elle réprime l'esclavage « sous toutes ses formes ».

Le Pacte de la S. D. N. — Le Pacte de la S. D. N. invite les Puissances, dans ses articles 22 et 23, à engager la lutte contre le mal qui se révèle si difficile à guérir.

Art. 22. — Le bien-être de ces peuples (peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes) forme une mission sacrée de la civilisation, et il convient d'incorporer dans le présent pacte des garanties pour l'accomplissement de cette mission.

Art. 23. — *a.* Les Membres de la Société s'efforceront d'assurer et de maintenir des conditions de travail équitables et humaines pour l'homme, la femme et l'enfant sur leurs propres territoires, ainsi que dans tous pays où s'étendent leurs relations de commerce et d'industrie...

b. s'engagent à assurer le traitement équitable des populations indigènes dans les territoires soumis à leur administration.

Le problème de l'esclavage était ainsi porté devant la S. D. N. et on doit dire, à sa louange, que c'est une des tâches qu'elle s'est appliquée à résoudre avec le plus de persévérance. Son activité en la matière se divisa dans deux directions. D'un côté, elle s'occupa du problème de la protection des Etats sous mandats ; de

l'autre, elle mit sur pied un projet de convention qui fut adopté le 25 Septembre 1926.

a. — L'esclavage et les mandats internationaux. — Conformément aux termes de l'article 23 du Pacte de la S. D. N., des garanties spéciales sont mises à la charge de l'Etat mandataire dans l'intérêt des populations indigènes.

Si rien n'est prévu en ce qui concerne les mandats de la première catégorie, par contre le paragraphe 5 énumère, en ce qui concerne les mandats B, certaines garanties et, en particulier, les prohibitions d'abus tels que la traite des esclaves, le trafic des armes et celui de l'alcool. Les mêmes garanties sont applicables aux mandats C en vertu du paragraphe 6 de l'article 22.

Mais dans la pratique, la Commission Permanente des Mandats reprit, pour les mandats A, les diverses garanties spéciales que les paragraphes 5 et 6 prévoyaient respectivement aux mandats B et C.

Ces mandats inscrivent, en tête des obligations du mandataire, le principe proclamé au paragraphe 1 de l'article 22 du Pacte comme fondement de l'institution du mandat. « Le mandataire accroîtra par tous les « moyens en son pouvoir le bien-être matériel et moral « et favorisera le progrès social des habitants ».

Puis c'est l'affirmation des prescriptions spéciales du pacte déjà citées relativement à la répression de la traite, du trafic des armes et de l'alcool (1).

A côté de ces mesures, développement du devoir général du mandataire de veiller au bien-être et au perfectionnement des populations, les mandats B en prescri-

(1) Art. 4, §§ 1, 2 et 5 des mandats Togo, Cameroun; art. 5, §§ 1, 2 et 5 des autres mandats B ; art. 3 des mandats C.

vent une série d'autres relatifs au travail forcé et à la réglementation du travail autorisé (1). La C. P. M. et après elle le Conseil n'ont pas hésité à les réputer contenues aussi dans les mandats C.

Valeur de la prohibition de l'esclavage dans le système des mandats. — Dans ce système, nous assistons à une répression de l'esclavage purement local, régional puisqu'elle ne s'applique qu'aux Etats placés sous mandat et il ne semble pas qu'à ce point de vue, un progrès soit réalisé sur les autres systèmes ; cependant, la protection de la liberté individuelle est placée sous un *contrôle international efficace*.

L'Etat mandataire assume une fonction d'administration sur l'Etat placé sous mandat, fonction d'autant plus forte que la population est plus arriérée. Il conseille ou bien il administre comme partie intégrante de son territoire. La responsabilité est la contre-partie de ce pouvoir.

Tenant leur mandat de la S. D. N., les Etats mandataires lui rendront compte de leur administration. Un rapport annuel sera adressé à la C. P. M. qui exercera un contrôle très sérieux ; ayant à étudier l'action de l'Etat mandataire quant à la réglementation du travail forcé, on a joint à la Commission un membre de l'Organisation Internationale du Travail ayant voix consultative.

La Commission envoie le rapport au Conseil de la S. D. N. avec ses suggestions ; le Conseil prend des décisions et fait des recommandations. Il examine si le mandataire qui peut être interpellé sur ses agissements, est resté dans les termes de son mandat.

(1) Art. 4, §§ 2 et 3 des mandats Togo, Cameroun ; art. 5, §§ 2 et 3 des mandats Ruanda-Urundi et Tanganika.

Les difficultés d'ordre juridique peuvent être portées à la C. P. J. I. (article 14 du Pacte), soit pour avis, soit pour décision judiciaire.

Enfin, un contrôle exceptionnel peut être exercé à la suite de pétitions formées soit par les habitants du territoire, soit par des personnes d'autre origine.

b. — La S. D. N. et l'esclavage. La Convention du 25 Septembre 1926. — La III^e Assemblée de la S. D. N., sur la proposition de Sir ARTHUR STEEL MAITLAND, délégué de la Nouvelle-Zélande, propose que la question de l'esclavage soit inscrite à l'ordre du jour de la IV^e Assemblée (1). Une Commission temporaire de l'Esclavage est nommée (2), qui se tient à Genève et discute longuement le rapport présenté par M. *Delafosse* dans sa session de 1925. Ce rapport avait été rédigé après enquête auprès des Etats et on avait pris en considération, dans une certaine mesure, les avis fournis par les Sociétés philanthropiques. Il en sortira la Convention de 1926 (3).

Cette convention est remarquable à deux points de vue. Tout d'abord, on assiste à une extension de la notion juridique d'esclavage, puisqu'elle s'applique à l'esclavage « sous toutes ses formes » ; mais on assiste aussi à une extension géographique de la répression non moins remarquable.

Les actes antérieurs parlaient de l'esclavage en ce qui concernait seulement les territoires africains. La Convention de St-Germain elle-même n'envisageait que

(1) Résolution de l'Assemblée, 21 Septembre 1922. Procès-verbaux de l'Assemblée, pp. 102, 170.

(2) Résolution du Conseil, 12 Juin 1924. Procès-verbaux du Conseil, XXIX, p. 909.

(3) Résolution de l'Assemblée, 25 Septembre 1926. J. O. S. D. N. Supp. sp. N° 43, p. 24.

l'Afrique. La Convention de 1926 est aussi large que possible. Elle vise l'Afrique, mais elle s'applique particulièrement à l'Abyssinie. Si l'on en croit les travaux de la Commission, ses limites sont plus étendues. Les Territoires Africains, Asiatiques, le Thibet, le Népal, les Etablissements du Détroit, les Philippines, Bornéo, Assam, la Nouvelle-Guinée, la Chine, l'Amérique enfin, forment le champ d'application de la Convention. Les Pays de vieille civilisation européenne où la question est réglée depuis longtemps en sont exclus.

Les organismes internationaux. — Le problème de l'esclavage partage la compétence de deux grands organismes internationaux : la S. D. N. et le B. I. T.

1° — Aucun organisme n'avait été prévu pour remplacer l'Ancien Bureau de la Répression de la traite créé par l'Acte de Bruxelles. Il avait été supprimé de fait par la guerre de 1914 et la Convention de St-Germain n'avait rien dit quant à sa reconstitution. L'article 7 de la Convention engage les Puissances à communiquer au Secrétariat Général de la S. D. N. les lois et règlements qu'elles édicteront en vue de l'application des stipulations de la convention.

Le Conseil de la S. D. N. d'autre part, est chargé (seconde résolution) de préparer et de communiquer chaque année à l'Assemblée un document indiquant les différentes lois et règlements, ainsi que les informations qui auraient été transmises par les membres de la S. D. N.

La S. D. N. mène donc la lutte contre l'esclavage ; elle maintient la question devant l'opinion publique et exerce une *pression morale* sur les Etats qui tolèrent encore certaines survivances serviles ; elle favorise

l'échange de renseignements entre les Etats membres sur leurs expériences respectives ; enfin, elle garde le droit, si la nécessité le réclame, de réviser ou de compléter la Convention.

2° — *Le Bureau International du Travail*, dans le même domaine, n'est qu'au début de ses réalisations.

Une collaboration entre la S. D. N. et le B. I. T. s'était déjà établie sous la forme d'une représentation de ce dernier aux travaux de la C. P. M., ainsi qu'à ceux de la Commission temporaire de l'Esclavage.

Le rôle du B. I. T. fut précisé par la II^e Assemblée de la S. D. N. (1). Il s'intéressa plus particulièrement au problème du travail des indigènes.

Le B. I. T. prolonge et développe normalement la compétence propre de la S. D. N. Il s'occupe de l'esclavage sous toutes les formes qui tiennent à certaines conditions du travail ; son œuvre à venir est grande, puisque l'esclavage persiste encore en pays musulmans, que toutes les variétés de travail forcé n'ont fait l'objet d'aucune réglementation internationale.

Le problème de la compétence du B. I. T. a fait récemment l'objet d'une discussion à la Conférence Internationale du Travail, le 7 Juin 1931 (2).

M. TZAUT, délégué patronal représentant la Suisse, estimait que l'action du B. I. T. et de la S. D. N. s'étendait au monde entier ; le maintien de conditions de

(1) Constatant que le rapport DELAFOSSE en ce qui concerne le travail forcé n'était pas en harmonie avec les principes posés par l'article 23 du Pacte, le délégué de la Norvège attira l'attention de l'O. I. T. sur la nécessité d'étudier ce problème. Cette décision fut portée à la connaissance du Conseil d'Administration du B. I. T. au cours de la session de 1925.

(2) B. I. T. Compte rendu provisoire du 7 Juin 1931, p. 192 sq.

travail équitables et humaines étant considéré dans les textes comme un problème d'ordre général, commun à tous les Etats qui ont entre eux des relations commerciales, qu'ils fassent ou non partie de l'O. I. T.

Le Directeur du B. I. T. affirma au contraire la conception que la partie XIII du Traité de Versailles et l'article 23 du Pacte de la S. D. N. tendaient à assurer un régime de travail réellement humain sur les territoires des pays faisant partie de la S. D. N. ou de la O. I. T.

3° — *Un Comité d'experts* fut institué en vertu de la résolution de l'Assemblée de la S. D. N. du 25 Septembre 1931 (1). Le 29 Septembre, le Conseil précisa sa tâche. Il devait examiner les documents qui lui seraient soumis et à la lumière de cette documentation, présenter un rapport sur la question de savoir dans quelle mesure la Convention de 1926 a réussi à mettre fin à l'esclavage, ainsi que sur les obstacles qui pourraient s'opposer à la réalisation de nouveaux progrès dans ce sens. Le Comité devait dire également si, pour les fins envisagées, il serait désirable d'apporter des modifications et lesquelles, aux rouages dont dispose actuellement la S. D. N.

L'Assemblée de la S. D. N., sur le rapport de ce Comité d'Experts dans sa treizième session ordinaire (2), a décidé de créer une *Commission consultative d'experts* dont la tâche consisterait à étudier et à suivre la documentation fournie au Secrétariat ; à étudier, sur la base de cette documentation et des connaissances particulières de ses membres, les faits et institutions visés à l'ar-

(1) Actes de la 12^e Assemblée. A. 83, 1931 VI, p. 225.

(2) Résumé mensuel des travaux de la S. D. N. Octobre 1932, p. 447.

ticle premier de la Convention de 1926 sur l'esclavage, et examiner le rôle social des dites institutions.

SECTION II. — LA NOTION JURIDIQUE D'ESCLAVAGE

D'autre part, la notion juridique d'esclavage se développe d'une façon remarquable. A côté de la définition classique, la Convention de 1926 étudie tout un ensemble de conditions plus ou moins définies qui peuvent se rapprocher de l'esclavage proprement dit et qui tiennent beaucoup plus qu'à une définition strictement juridique, à certaines conditions d'existence et de travail.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en effet, en ce qui concerne les territoires placés sous leur souveraineté, juridiction, protection, suzeraineté ou tutelle, à prévenir et à réprimer la traite des esclaves, à poursuivre la suppression complète de l'esclavage *sous toutes ses formes*, d'une manière progressive et aussitôt que possible (art. 2).

Traite et esclavage. — Dans le domaine du Droit des Gens, le mouvement abolitionniste se manifeste par la prohibition de la traite.

Esclavage et traite sont deux notions distinctes. « Deux fléaux pèsent sur la condition actuelle des peuples africains : l'esclavage et la traite... Certes, l'esclavage doit disparaître : c'est la condition même de tout progrès économique et politique, mais des ménagements de transition sont indispensables... La traite a un autre caractère. C'est la négation même de toute loi, de tout ordre social. La chasse à l'homme est un crime de lèse humanité. Il doit être réprimé partout où il sera possible de l'atteindre » (1).

(1) BARON DE LAMBREMONT. Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la question de la liberté du commerce dans le Bassin du Congo. 1^{er} Décembre 1884. Protocole N° 4.

Ainsi la Convention de 1926 définit l'esclavage : « l'état
« ou condition d'un individu sur lequel s'exercent les at-
« tributs du droit de propriété, ou certains d'entre eux » ;
quant à la traite des esclaves, elle comprend tout acte
de capture, d'acquisition ou de cession d'un individu en
vue de le réduire en esclavage ; tout acte d'acquisition
d'un esclave en vue de le vendre ou de l'échanger ; tout
acte de cession par vente ou échange d'un esclave ac-
quis en vue d'être vendu ou échangé, ainsi qu'en général
tout acte de commerce ou de transport d'esclave (art. 1).

Mais déjà s'étaient dessinées dans les législations na-
tionales élaborées selon les principes des Grandes Con-
férences, différentes catégories de ces crimes et délits
On distingua d'abord le fait d'enlever, d'arrêter arbi-
trairement ou de faire arrêter une personne quelconque,
fait caractérisé au point de vue de la forme par la vio-
lence, la ruse ou les menaces, et l'on eut le délit ou
crime de *capture d'esclave*. Puis, l'intention ou le dessein
de vendre comme esclaves les personnes qui avaient été
l'objet de l'arrestation ou de la détention arbitraire
conduisit au crime de *rétenion d'esclaves de capture*.

Mais esclavage et traite sont deux notions connexes
et la traite seule ne peut faire l'objet d'une convention
internationale, car tant que l'esclavage existera, il sera
presque impossible de mettre fin à la traite ; tant
qu'existera une demande d'esclaves, il se trouvera quel-
qu'un pour répondre à cette demande (1).

C'est pourquoi la S. D. N. fut amenée à étudier les dif-
férentes formes déguisées d'esclavage.

Mariage indigène. — La coutume du concubinage selon

(1) VICOMTE CECIL à la Sixième Commission. Actes de la VI^e
Assemblée. J. O. S. D. N. 1925. Supp. sp. N° 39, p. 13.

la loi musulmane ou certaines habitudes locales est susceptible de conduire à un trafic des esclaves, l'acquisition d'une concubine s'accompagnant généralement du paiement d'un certain cadeau ou dot. D'autre part, la polygamie peut conduire à un résultat analogue en réduisant les épouses moins favorisées à un état voisin de l'esclavage.

Adoption d'enfants. — Certains cas d'asservissement se déguisent sous la forme d'adoption d'enfants : par exemple à Hong-Kong et dans les Etablissements du Détroit, sous le nom de « Min Tsai ». Toutefois, dans ces deux pays, cette pratique a été abolie par une loi récente, mais il subsisterait encore un tel système en Libérie. Dans d'autres cas, les enfants sont achetés secrètement, ce qui donne lieu à un commerce régulier de jeunes enfants oubliant leur langue maternelle et leur patrie et qui peuvent être présentés par les trafiquants comme leurs propres enfants.

Mise en gage d'une tierce personne pour cause de dettes. — Ce système se pratiquait surtout chez les noirs, avant l'arrivée des Européens. Mais la plupart des gouvernements des pays colonisateurs ont formellement interdit la mise en gage de n'importe quelle personne. La mise en gage pour dette qui se pratiquait également autrefois dans la plupart des Etats d'Extrême-Orient a disparu dans beaucoup de ces pays.

Le pénéage. — Un autre système, variante, du précédent, est connu sous le nom de pénéage. Le débiteur accepte de travailler pour le compte de son créancier, jusqu'à ce que le travail fourni soit considéré comme représentant la valeur du terrain concédé ou des avances consenties ; il arrive assez souvent que ce qui n'est au début qu'un contrat d'apparence équitable, se trans-

forme en fin de compte en un asservissement à vie. Une forme atténuée se rencontre encore dans l'Afrique Noire : mais la liberté du débiteur n'est pas affectée à titre perpétuel. Il prête ses services à son créancier, volontairement, à certaines dates, par exemple, à l'époque des travaux saisonniers de culture, ou bien à des jours déterminés de la semaine.

Esclavage agraire. — Dans les colonies françaises de l'Afrique tropicale, le serf ou esclave domestique ou agraire se différencie essentiellement de l'esclave proprement dit. Et l'on constate que, dans certaines régions africaines, il y a plus de serfs que d'hommes libres ; satisfaits de leur sort, ils détiennent parfois la plus grande partie des terres cultivables. Cet esclavage domestique jouit encore de la tolérance gouvernementale dans une partie de la Birmanie septentrionale et dans deux districts de l'Assam, dans certaines parties reculées de Bornéo et de la Nouvelle-Guinée.

Le travail forcé. — Dans la plupart des pays colonisateurs il est d'usage de recourir, sous une forme ou sous une autre, à l'imposition du travail pour l'accomplissement de besognes d'intérêt public. Tantôt elles se manifestent par des corvées locales (vicinalité, urbanité), occasionnelles ou régulières, généralement gratuites ; tantôt elles se pratiquent par des travaux d'intérêt plus général (lignes télégraphiques, transport de matériel ou de personnel) sous la forme d'une réquisition rég'ementée et la plupart du temps rémunérée ; tantôt enfin, il y a réquisition de main-d'œuvre en vue de travaux extraordinaires d'utilité publique nécessitant une main-d'œuvre considérable pendant une longue durée (voie ferrée, canal), l'autorité locale rémunérant généralement ces travaux.

Chaque mandat des types B et C contient un article relatif au travail forcé, interdisant « tout travail forcé obligatoire, sauf pour les travaux et services publics essentiels » et à moins d'impossibilité absolue « sous condition d'une équitable rémunération ». Les mandats B contiennent, en outre, une clause additionnelle visant l'emploi de certaines méthodes de contrainte entraînées parfois par les modalités des contrats de travail et de recrutement des travailleurs.

La Convention de 1926, à ce sujet, se borna à exprimer que « le travail forcé ou obligatoire ne peut être exigé que pour des fins publiques » (art. 5) substituant à l'expression « travaux et services publics essentiels » que proposait la Commission temporaire de l'esclavage, celle plus large de « pour des fins publiques » (1).

(1) Le problème du travail forcé est désormais posé sur le terrain du Droit International ; il figure à l'ordre du jour des différents Congrès tenus récemment : Congrès de l'Internationale ouvrière et socialiste, Bruxelles, Juillet 1928 ; 25^e Conférence de l'Union interparlementaire, Berlin, Juillet 1928 ; Institut Colonial International. Le « Conseil International des Missions » recommande de « mettre fin immédiatement au régime du travail forcé imposé soit par des sociétés privées ou des individus, soit même, sauf en cas de nécessité nationale, par les autorités publiques ».

Au nom de « l'Entente fraternelle internationale de défense contre le bolchevisme sur le terrain moral et religieux », M. le Pasteur F. J. KROP, à Rotterdam, adressait le 7 Mai 1931, un appel des Eglises Chrétiennes au Bureau International du Travail à Genève.

Le problème du Travail forcé en Russie était porté à la connaissance de la Conférence Internationale du Travail par M. TZAUT, le 7 Juin 1931.

Le régime du Travail forcé en Russie a d'ailleurs créé dans l'opinion publique des courants hostiles pour des motifs d'ordre *économique et humanitaire*.

En Angleterre, une ligue contre la persécution et le travail forcé en Russie a été créée en 1931 par le Professeur WILDENHART. A la Chambre des Lords, le 5 Février 1931, LORD NEWTON, LORD PHILLIMORE, l'Evêque du DURHAM, le VICOMTE BRENTFORD,

Enfin, un projet de Convention adopté par la Conférence Internationale du Travail, à sa 14^e session, le 28 Juin 1930, engage tout Membre de l'O. I. T. à supprimer le travail forcé dans le plus bref délai, ne tolérant dans la période transitoire, l'emploi du travail forcé que pour des fins publiques et à titre exceptionnel.

dénoncent les conditions inhumaines dans lesquelles s'effectue le travail dans les camps de travail forcé russe et le danger du dumping.

En France, on prend également position contre les procédés inhumains des soviets. Un décret du 3 Octobre 1930 subordonne l'importation des bois russes en France à une autorisation du Gouvernement.

Traite des femmes et protection des enfants. La S. D. N. s'occupe de la traite des femmes et des enfants en vertu de l'article 23 litt. e. du Pacte.

La lutte contre la traite est de date assez récente. Avant l'organisation de la S. D. N., les Puissances avaient créé en 1899 un Bureau International pour la répression de la traite de la femme et des enfants, dont le siège était à Londres. Un arrangement fut signé par seize gouvernements en 1904 ; une Convention Internationale en 1910.

Une conférence était convoquée en 1921 par les soins du Conseil de la S. D. N. 34 Etats y participent. Elle termine ses travaux par l'Acte Final du 5 Juillet 1921. (Doc. C. 484. M. 339, 1921, IV) qui servira de base à un projet de Convention Internationale présenté par le Gouvernement britannique, et qui sera adopté le 30 Septembre 1921 (Actes de l'Assemblée, 125 (3), 1921, IV).

Une Commission Consultative est créée qui se scindera en un « Comité de la traite des femmes et des enfants » et un « Comité de la protection de l'enfance » (C. 382. M. 126, 1925, IV). Résolution du Conseil, 9 Juin 1925.

D'autre part, une « Commission pour la protection des femmes et des enfants dans le proche Orient » était organisée dès 1920. Résolution de l'Assemblée, 15 Décembre 1920, J. O. S. D. N. Janv. 1921, sup. sp., p. 21.

CHAPITRE III

Le Droit à la liberté religieuse

Considérations générales. — La liberté religieuse se fait valoir de plus en plus dans le domaine du Droit International. Il n'y a pas de règles communes à cet égard, mais les nombreuses prescriptions spéciales justifient la thèse que la liberté de religion, avec le libre exercice du culte, est un principe juridique généralement reconnu, bien qu'il ne soit formulé dans aucun traité international d'une façon générale.

Cependant, dès l'origine du Droit International, les questions confessionnelles ont joué un rôle prépondérant. Alors qu'en Occident, la religion cessait d'être une question politique de premier ordre et devenait de plus en plus la chose privée de chacun, et quittait le domaine de la vie publique, en Orient, elle était la base de la politique interne et dominait toute la vie publique, ce qui entraînait comme corollaire l'intolérance vis-à-vis des cultes non officiels. C'est pourquoi les Etats Européens ont dû, au courant du xix^e siècle, conclure avec les Etats de l'Asie des traités les obligeant à la tolérance et assurant une protection efficace aux chrétiens.

« Le cheminement de l'idée ne se fait jamais à l'état « pur ; il lui faut un certain appui » (1). Un intérêt po-

(1) DE LA PRADELLE.

litique s'attachait à la protection des chrétiens et plus spécialement des catholiques en pays musulmans. Les Puissances avaient ainsi un motif d'intervenir dans les affaires intérieures des autres Etats ; c'était une possibilité d'action sur des théâtres lointains.

A cet intérêt politique se joignait un intérêt économique (1). L'inviolabilité de la personne des commerçants étant assurée à raison de leurs convictions religieuses, on créait un foyer de relations commerciales entre le pays qui protège et le pays sur le territoire duquel se réalise la protection.

Le problème de la liberté religieuse soulève une double question, la religion étant, en effet, formée de deux éléments : la croyance et le rite.

Toute religion repose sur la croyance à une force surnaturelle, à une âme des choses, à une âme du monde. Mais la croyance à elle seule ne constitue pas le fait religieux. Par l'exercice du culte, l'homme entre en relation avec la force invisible, avec l'esprit, avec l'âme du monde auquel il croit.

Or, la liberté de croyance est un fait purement intérieur où le législateur, le gouvernement ne peut pas pénétrer et imposer une obligation ou une prohibition. Mais l'exercice du culte est un fait extérieur que le législateur pourra condamner ou permettre.

C'est ainsi que la liberté religieuse s'est affirmée au cours des siècles dans des instruments internationaux dont les dispositions proclamaient la liberté d'exercice du culte et l'égalité civile et politique des diverses confessions. En fait, avant comme après la guerre, ce problème a été traité sous l'aspect de la protection des mi-

(1) LORIA. Les bases économiques de la justice internationale.

norités ; toutefois la garantie offerte à la protection de ces droits de nationale est devenue internationale.

SECTION I. — L'ÉTENDUE DE LA PROTECTION RELIGIEUSE

Le Congrès de Berlin marque une étape en ce qui concerne le régime juridique des confessions. Jusqu'au Congrès, la question de la liberté religieuse ne fut soulevée qu'en faveur des chrétiens, avec une exception pour la Grèce. Le Congrès impose aux Etats balkaniques, en général, le principe de la liberté de religion d'une part, et la déconfectionnalisation des droits civils et politiques d'autre part. Il se prononce ainsi en faveur d'un régime unitaire, égalitaire et libéral, au lieu du régime d'inégalité qui l'avait précédé.

A. — *Le régime du Protectorat des Grandes Puissances en Orient.* — 1° *Protectorat de la France.* — Dès le début du xvr^e siècle, la France exerce en Turquie le protectorat de la religion catholique romaine. Elle assure la liberté du culte catholique ; elle garantit aux communautés religieuses catholiques la jouissance de certains privilèges, aux religieux catholiques l'inviolabilité de leur personne à l'occasion de l'exercice de leur profession religieuse.

Par une série de capitulations signées entre la France et la Porte Ottomane, de 1535 à 1740, les Européens d'Occident installés dans l'empire ottoman étaient protégés dans l'exercice de leur culte.

Le traité de Paix, d'Amitié et de Commerce conclu en Février 1535 (1) entre François I^{er} et le sultan Suleyman, empereur des Turcs, pose, en ce qui touche à la reli-

(1) Recueil TESTA, traité Février 1535 (25 redjed-25 chaban 941) t. I, page 15, traduction Charrière.

gion qu' « il a été expressément promis, conclu et accordé que lesdits marchands et leurs agents et serviteurs et tous autres sujets du Roi ne puissent jamais être molestés, ni jugés par les cadi... soubachi, ni autres, que par l'Excelse Porte seulement... mais qu'il leur soit licite d'observer leur religion ».

La liberté d'exercice des cultes n'est donc assurée qu'aux Français en Orient, elle ne s'étend pas aux ressortissants chrétiens de la Turquie. « Les Français jouiront du libre exercice de leur culte, ils feront garder les Saints Lieux de la Palestine par des religieux catholiques » (1).

Les anciennes capitulations, ainsi que celles déjà renouvelées en l'an de l'hégire 1084, sous le régime du sultan Mahommed, sont confirmées et transcrites dans les lettres patentes de 1740 (2) article 1. « L'on n'inquiètera « pas les Français qui vont et viendront pour visiter Jérusalem, de même que les religieux qui sont dans « l'Eglise du Saint-Sépulcre, dite Camanat ».

La France ne s'immisçait pas entre le gouvernement de la Porte et ses sujets. Elle se bornait à assurer à ses nationaux le libre exercice de leur culte. On cite cependant, à titre d'exception, une lettre de St-Louis aux Maronites en date du 21 Mai 1250 (3) leur accordant la même protection qu'aux Français, protection d'ailleurs renouvelée par Louis XIV (28 Avril 1649) (4) et que Louis XV confirmera le 12 août 1737 (5).

Si jusque-là, le droit de ne pas être inquiété à cause

(1) Tableau général de l'Empire Ottoman. Mouradjea d'Ohsson, Paris 1791.

(2) TESTA, t. I, p. 186.

(3) TESTA, t. III, p. 140.

(4) TESTA, t. III, pp. 140-141.

(5) TESTA, t. III, p. 141.

de sa foi religieuse était personnel aux Français séjournant en Pays Ottoman, la capitulation française du 30 mai 1740 (4 rebial-ewel 1153) conclue entre Mamhoud le Conquérant et Louis XV en fait bénéficier *tous les étrangers chrétiens*, lorsqu'il s'agit du pèlerinage dans les Lieux Saints. Ce droit est accordé dans les termes les plus larges non seulement aux nationaux des puissances amies de la Porte, mais encore à ceux des puissances ennemies. Il faudra cependant voyager « sous la bannière de l'Empereur de France (1).

Les capitulations comportent deux ordres de dispositions très différentes : les unes ont pour but d'assurer à l'étranger le respect de ses croyances religieuses, en empêchant qu'il ne soit inquiété ou molesté à cause de sa foi ; les autres concernent l'exercice du culte religieux, du culte catholique particulièrement, et ont pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles cet exercice pourra avoir lieu ; mais si le droit proclamé

(1) Capitulation 1604, art. 4, § 2 ; capitul. 1673, art. 43. Capitulation française 1740, article 32. « Comme les nations « ennemies qui n'ont point d'ambassadeurs décidés à ma Porte « de félicité, allaient et venaient ci-devant dans nos états, sous « la bannière de France, soit pour commerce, soit pour pèlerinage, suivant la permission impériale qu'ils en avaient eue « sous le régime de nos aïeux... et comme ensuite, pour certaines « raisons l'entrée de nos états avait été absolument prohibée à « ces mêmes nations... que les nations chrétiennes et ennemies « qui sont en paix avec l'Empereur de France, et qui désire-
« ront visiter Jérusalem, puissent y aller et venir, dans les « bornes de leur état en la manière accoutumée, en toute liberté « et sûreté, sans que personne leur cause aucun trouble, ni « empêchement ». Il était en effet de tradition que la France protégeât les étrangers, nationaux des Etats non représentés auprès de la Sublime Porte, Voir Capit. 1581, art. 1 ; Capit. 1597, art. 1, Capit. 1604, art. 6 ; hatti sherif, 20 avril 1607.

Ce droit, d'ailleurs, sera reconnu aux nationaux des puissances orthodoxes, comme la Russie, ou luthériennes, comme la Hollande ou la Suède.

Capitulation Hollandaise de 1680, art. 52.

par les premières, forme subjective de la liberté de conscience était indivisible, non susceptible d'application partielle, le droit de libre exercice du culte était, au contraire, limité et mesuré et ne se rencontrait guère que dans les capitulations françaises.

On fait donc défense aux Turcs de molester les Français à cause de leur foi religieuse et de les forcer à embrasser l'islamisme. C'est ainsi qu'on rencontre dans la capitulation de 1604, un article qui a pour but d'empêcher que les Turcs n'accusent calomnieusement les Français, pour se donner un prétexte à avanie, d'avoir blasphémé contre la religion musulmane « afin que les choses n'en passent plus avant, et qu'iceux Français ne soient indûment et calomnieusement molestés » (1).

Le souci de protéger la liberté de conscience se manifeste également dans la procédure de conversion des étrangers à l'islamisme et aux effets de cette conversion. Tant que l'étranger n'a pas fait la déclaration par devant le cadi en présence du drogman de son consulat, il était interdit de le traiter en musulman quand bien même des témoins seraient venus affirmer que cet étranger pratiquait en fait la religion musulmane. C'est alors seulement que tout lien de nationalité était rompu ; l'étranger converti devenait sujet musulman (2).

Il manquait cependant aux droits de la France la reconnaissance officielle de l'Europe et du Saint-Siège.

(1) Cap. française 1604, art. 38.

On citera encore parmi les dispositions protectrices de la liberté religieuse des étrangers l'article 40 de la capit. de 1740 permettant aux consuls, marchands et religieux « de faire faire le vin dans leurs maisons et en faire venir du dehors pour leur provision ordinaire, sans qu'on puisse les inquiéter à ce sujet », le Khoran prohibant l'usage des boissons fermentées et du vin en particulier.

(2) Capitulation de 1740, art. 68.

Aucun acte international n'est venu consacrer l'œuvre des Capitulations avant le Traité de Berlin du 13 Juillet 1878, art. 62... Les droits acquis à la France sont expressément réservés et il est bien entendu qu'aucune atteinte ne saurait être portée au statu quo dans les Lieux Saints.

2° *Protectorat de la Russie.* — Le Protectorat exercé par la Russie en Turquie se présente sous un tout autre jour. Les Tsars s'immiscent entre le gouvernement de l'Empire ottoman et ses sujets. Ils ne se proposent pas seulement d'assurer la protection des religieux orthodoxes, ils étendent encore leurs garanties à tous les sujets orthodoxes de la Porte (1).

En qualité d'héritiers des *basileis* orthodoxes de Byzance, les Tsars ne cessaient de s'intéresser au sort de leurs coreligionnaires en Orient, sujets du sultan turc ou du schah de Perse. Si bien que l'activité diplomatique russe était guidée en grande partie par la ferme conviction que le Tsar avait le droit et le devoir de veiller à la protection des orthodoxes dans les pays non chrétiens. Plus tard, ce sentiment se déformera au XVIII^e siècle ; il servira de prétexte et d'excuse à la politique de conquête que Moscou dirigera soit vers Constantinople, soit du côté du Caucase.

Le traité de Paix de Koutchouc-Kaïnardji des 20-21 juillet 1774 (2) consacre ce protectorat de fait. Art. 7.

(1) Cette politique de l'intervention est d'ailleurs fort ancienne. Elle aurait son origine dans l'histoire internationale de Byzance. Le chef Chrétien de l'Empire de Rome, le successeur des Constantin et des Théodose, avait le droit et le devoir de défendre les chrétiens où *qu'ils soient* et les objets de leur culte où qu'ils se trouvent.

En ce sens, Baron DE TAUBE, Etudes sur le développement historique du droit international dans l'Europe orientale, Rec. Cours La Haye, t. 11, p. 361.

(2) Auparavant, la Russie avait obtenu au traité de Constantinople du 5 novembre 1720 que ses sujets puissent trafiquer librement, faire des pèlerinages à Jérusalem et que les ecclésiasti-

« La Sublime Porte promet de protéger constamment
« la religion chrétienne et ses églises et aussi elle per-
« met aux Ministres de la Cour Impériale de Russie
« de faire dans toutes les occasions des représentations
« tant en faveur de la nouvelle Eglise de Constantino-
« ple... que pour ceux qui la desservent, promettant de
« les prendre en considération comme faites par une
« personne de confiance d'une puissance voisine et sin-
« cèrement amie ».

Et plus loin, art. 17, § 2 : « la religion chrétienne ne
« sera point exposée à la moindre oppression, non plus
« que les Eglises et il ne sera mis aucun empêchement
« à leur construction et réparation ; pareillement que
« ceux qui les desservent ne seront ni opprimés, ni ou-
« tragés ».

La Russie, d'autre part, accordait aux principautés de Moldavie et de Valachie certains privilèges et elle donnait à ses Ministres le soin de parler en leur faveur (1).

La Porte dut opposer à la Russie des protestations véhémentes lorsque cette dernière manifesta l'intention d'appliquer ces mesures aux sujets ottomans du rite grec. Ce fut d'ailleurs l'origine de la guerre de Crimée. En 1855, Ali Pacha faisait remarquer que c'était « exiger
« de la Porte un véritable démembrement moral qui au-
« rait compromis plus fatalement sa domination que la
« perte des territoires les plus importants ». Cette politique conduisait, en effet, à ce que les chrétiens orthodoxes étaient tout aussi bien les sujets du tsar que ceux du sultan.

ques russes ne soient pas molestés. Ces dispositions étaient confirmées par le traité de Belgrade du 18 septembre 1739 (14 djé-maziul-akhir 1152).

(1) Traité de Koutchouk-Kaïnardji, art. 16, confirmé par les traités de Jassé de 1792, art. 4 et de Bucarest de 1812, art. 5.

3° *Protectorat de l'Autriche.* — L'Autriche se trouve également associée à ce système de protection religieuse. Son premier titre historique à cette coopération remonte au traité de Carlovitz du 26 janvier 1699 (1). Ces promesses sont reproduites dans le traité de paix de Passarowitz du 21 juillet 1718 (art. 11), dans le traité de Belgrade du 18 septembre 1739 (art. 9) et dans le traité de Sistow du 4 août 1791 (art. 12).

L'Autriche, ainsi, protégeait les communautés *catholiques* de Bosnie, de Bulgarie et des principautés danubiennes.

B. — *La reconnaissance des Etats et le principe de la liberté religieuse.* — C'est notamment à l'occasion de la formation et de l'admission de nouveaux Etats que les Puissances Européennes intervinrent en faveur de la liberté religieuse. Au régime des concessions particulières se substitua une véritable intervention collective de la part des Grandes Puissances. Un double effort se manifesta qui eût pour but, d'une part, d'étendre la liberté religieuse aux communautés religieuses ottomanes ; d'autre part, d'élargir la protection internationale à tous les cultes.

L'indépendance de la Grèce est proclamée le 3 fé-

(1) Art. 13. Quant aux prêtres et au culte de la religion chrétienne selon le rite de l'église catholique romaine, le sérénissime et très puissant empereur des ottomans confirme les droits et privilèges accordés, dans leurs Etats, par les précédents glorieux empereurs ottomans. Il ne sera permis à personne de contrevenir aux capitulations sacrées et aux lois divines en molestant ces prêtres de quelque ordre ou condition qu'ils soient par des demandes d'argent ou autrement et lesdits prêtres jouiront de la bienveillance impériale accoutumée.

De plus, il sera permis à l'Ambassadeur du sérénissime et très puissant empereur des Romains près la Sublime Porte de porter devant le trône impérial ses demandes touchant la religion et les lieux qui existent dans la Sainte Ville de Jérusalem et que les chrétiens visitent.

vrier 1830 (1). On en vient à examiner la situation des catholiques alors sous la protection de la France (2). On arrête que la religion catholique jouira dans le nouvel Etat du libre et public exercice de son culte.

Mais on ajoute : « les plénipotentiaires des Trois « Cours Alliées... sont convenus que *tous les sujets* du « nouvel Etat, *quelque soit leur culte*, devront être ad- « missibles à tous les emplois, fonctions et honneurs pu- « blics et traités sur le pied d'une entière égalité, sans « égard à la différence de croyance dans tous leurs rap- « ports religieux, civils ou politiques ».

On trouve ici l'origine même de « la liberté de cons- « cience internationalement reconnue » (3). Les musulmans et les juifs seront également protégés.

Deux documents restreignent dans une certaine mesure cette affirmation. Le gouvernement grec, craignant que les privilèges accordés aux catholiques par le protocole n° 3 du 3 février 1830 ainsi que les règles de tolérance à l'égard de tous les cultes n'imposassent au gouvernement grec quelque obligation pouvant tourner au préjudice de l'Eglise dominante, les Ministres, dans le Protocole de la Conférence tenue à Londres le 1^{er} juillet 1830 sur les affaires de Grèce, précisaient : « Si les maximes de tolérance qui ont dicté ce protocole

(1) Protocole n° 1 de la Conférence tenue à Londres entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie, 3 février 1830 : « La « Grèce formera un Etat indépendant et jouira de tous les « droits politiques, administratifs et commerciaux attachés à « une indépendance complète ».

(2) « Il est représenté que depuis plusieurs siècles, la France « est en possession d'exercer en faveur des catholiques soumis « au sultan un patronage spécial que S. M. T. C. croit devoir « déposer aujourd'hui entre les mains du futur souverain de la « Grèce ». DE CLERCQ. Rec. des traités de la France, t. III.

(3) VICHNIAC. La protection des Droits des minorités, p. 10, R. La Haye, t. 5.

« sont applicables à tous les cultes en général, si elles
« offrent à tous, sans distinction, une sécurité complète
« au sein de la Grèce, les plénipotentiaires croient ce-
« pendant déclarer que, d'autre part, les intentions et
« la sollicitude des Trois Cours, exprimées dans le même
« protocole, au sujet de l'égalité des droits civils et po-
« litiques, se rapportent spécialement au culte chré-
« tien ».

Et dans une note confidentielle sur le protocole du 16 juin adressée au gouvernement grec le 27 août 1830 par les résidents des Trois Cours, il était dit : « Nous som-
« mes aussi autorisés à déclarer que l'entière égalité
« des droits civils et politiques a été stipulée spéciale-
« lement en faveur des cultes chrétiens qui doivent
« puiser, dans une même origine, une tolérance et une
« affection réciproques ».

En accordant l'autonomie aux principautés de Moldavie et de Valachie (1856) les Puissances demandèrent la reconnaissance de la liberté religieuse dans les deux pays. La Conférence de Constantinople décida que « tous
« les cultes et ceux qui les professent jouiront d'une
« égale liberté et d'une égale protection dans les deux
« principautés » (1). Mais la Convention Moldovalaque, approuvée par la convention signée à Paris le 19 août 1858 portait art. 46 : Les Moldaves et les Valaques de tous *les rites chrétiens* jouiront également des droits politiques : la jouissance de ces droits pourra être étendue aux autres cultes par des dispositions législatives (2).

De même quand il s'agit d'admettre la Turquie dans la Communauté internationale à la Conférence de Pa-

(1) DE CLERC, t. III, pp. 576 et 585.

(2) Conférence de Constantinople, 11 février 1856, art. 13, Rec. TESTA, t. 5, p. 305.

ris, on insista pour que cette puissance reconnaisse le principe de la liberté religieuse. On se contenta d'enregistrer une charte nouvelle octroyée par le Sultan à ses sujets le 18 février 1856. Ce fût le célèbre Hatti-Houmaïoun du Sultan Abdul Médjid.

Il confirma les garanties promises par le Hatti-Chérif du Sultan promulgué à Gulhaine le 3 novembre 1839 ; la sécurité des personnes et des biens était assurée à tous les sujets de l'Empire ottoman « *sans distinction de classe, ni de culte* ».

Et le Hatti-Houmaïoun précisait : « Vu que tous les cultes sont et seront librement pratiqués dans mes états, aucun sujet de mon Empire ne sera gêné dans l'exercice de la religion qu'il professe et ne sera d'aucune manière inquiété à cet égard. Personne ne pourra être contraint à changer de religion (1) ».

La Sublime Porte, d'ailleurs, s'engageait à prendre des mesures énergiques pour assurer à chaque culte la pleine liberté de son exercice. Toute distinction ou appellation tendant à rendre une classe quelconque de sujets de l'Empire ottoman inférieure à une autre classe à raison du culte, de la langue ou de la race, devait être à jamais effacée du protocole administratif (2).

Le progrès devait être grand : les sujets étaient protégés dans leur foi, les étrangers restaient soumis au régime des capitulations. Mais la Porte ne trouva pas le courage nécessaire à l'application des réformes prochaines. La pratique de la Turquie resta ce qu'elle était auparavant. L'incurie administrative jointe au fanatisme turc devait provoquer encore de graves troubles en Orient.

(1) DE CLERCQ, t. 7, p. 489.

(2) TESTA, T. 5, p. 134.

A la séance du 28 Juin 1878 du Congrès de Berlin, lorsqu'on discuta l'indépendance de la Serbie, les plénipotentiaires anglais, français, italiens, austro-hongrois déclarèrent, sur la proposition de Waddington, représentant de la France, que le moment était venu de faire affirmer le principe de la liberté religieuse par les représentants de l'Europe. Le Congrès décida alors que les pays, demandant à entrer dans la famille européenne sur le même pied que les autres Etats, devraient au préalable reconnaître les principes qui sont la base de l'organisation sociale de tous les Etats d'Europe.

A tous les Etats nouveaux, la liberté de conscience fut imposée comme « base du droit public » en termes identiques (1). Bulgarie, art. 5 ; Monténégro, art. 27, Serbie, art. 35 ; Roumanie, art. 44.

Par analogie, lorsque la Thessalie fut annexée à la Grèce, il fut décidé dans la Convention de Constantinople du 24 mai 1881 que la vie, les biens, la religion et les coutumes des habitants des localités seraient respectueusement garanties, art. 3.

Si, jusqu'alors, le sort des seuls chrétiens avait fait l'objet des préoccupations de l'Europe, si la protection des chrétiens en Orient fut la tâche principale de la protection internationale dans le domaine de la vie re-

(1) Art. 5. La distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou l'exercice des différentes professions et industries, dans quelque localité que ce soit.

La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes sont assurées à tous les ressortissants de la Bulgarie, aussi bien qu'aux étrangers et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

ligieuse ; au Congrès de Berlin, la situation changea. La liberté religieuse fut proclamée en faveur des *non-chrétiens*. Les Etats nouvellement créés sont essentiellement des Etats chrétiens. Le Congrès n'a pas entière confiance en eux, il craint une organisation administrative interne insuffisante à réprimer toute atteinte à la religion musulmane ou juive. La situation est donc renversée. En Turquie, on était en présence de minorités chrétiennes dans un état musulman ; dans ces nouveaux Etats, une minorité musulmane ou juive était renfermée dans un Etat chrétien.

Après la guerre balkanique, la Conférence de la Paix de 1913 ne formula aucune règle nouvelle à propos de la liberté de religion. Il fut décidé qu'une nouvelle prescription à cet égard était inutile, puisque le principe de la liberté religieuse était universellement reconnu. A cette conférence, en effet, les Grandes Puissances n'étaient pas parties, elles n'y apportaient que leur contrôle et leur approbation. La question de la liberté religieuse n'y fut, d'ailleurs, discutée qu'à la suite d'une note des Etats-Unis d'Amérique proposant que les Etats signataires s'obligeassent réciproquement au respect de la liberté et de l'égalité des religions.

Après la guerre mondiale, la Conférence de la Paix reprit l'idée de la liberté de conscience. Elle continua l'œuvre du Congrès de Berlin. C'est ainsi qu'une clause concernant cette liberté fut insérée dans les traités de Paix avec l'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie et la Turquie ainsi que dans les traités spéciaux réglant la protection des minorités (1).

(1) « Ces traités n'inaugurent pas une procédure nouvelle. « Depuis longtemps, il est d'usage, d'après le droit public européen, que lorsqu'un nouvel Etat est créé, ou lorsqu'un ancien Etat s'incorpore des territoires importants, la recon-

A la Conférence de la Paix, le problème fut vivement agité et on travailla à l'élaboration d'un texte qui aurait proclamé la liberté religieuse vis-à-vis de tous les Etats membres de la S. D. N. future. La reconnaissance internationale de la liberté de conscience aurait été proclamée. Elle échoua.

Le Président *Wilson*, dans son troisième projet de pacte du 20 janvier 1919, insérait un « arrangement supplémentaire VII » relatif au libre exercice de la religion et à l'égalité, en fait et en droit, des adhérents des différents cultes, arrangement qui figure encore au 4^e projet du 2 février 1919 :

« Reconnaissant que les persécutions et l'intolérance religieuses sont des causes fécondes de guerre, les Puissances signataires conviennent et la S. D. N. exigera de tous les nouveaux Etats demandant leur admission dans son sein, une promesse au même effet qu'elles n'édicteront aucune législation interdisant ou entravant le libre exercice de la religion et qu'elles ne prendront aucune mesure d'un caractère différentiel ni en droit, ni en fait, au détriment de ceux qui pratiquent une foi, une religion ou une croyance particulière, dont les rites ne sont pas incompatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs (1) ».

Après de nombreuses discussions, ce texte devenait

« naissance formelle de la situation nouvelle par les Grandes
« Puissances comporte en même temps la demande par ces
« Etats, au gouvernement ainsi reconnu de s'engager à prati-
« quer certains principes de gouvernement déterminés et cela
« sous la forme d'un accord revêtant un caractère international.
« Ces principes ont reçu une sanction explicite par le Congrès
« de Berlin ».

Lettre de CLÉMENTEAU à PADEREWSKI.

(1) J. O. S. D. N., 1929, Supp. sp., n° 73, p. 45.

l'art. 21 du projet de Pacte soumis à la Commission de la S. D. N.

Art. 21. — « Les Hautes Parties Contractantes sont
« d'accord pour déclarer qu'aucune entrave n'intervien-
« dra dans le libre exercice de toute croyance, religion
« ou opinion, dont la pratique n'est pas incompatible
« avec l'ordre public et les mœurs et que, dans leur ju-
« ridiction respective, nul ne sera troublé dans sa vie,
« sa liberté ou sa poursuite au bonheur, en raison de son
« adhésion à une telle croyance, religion ou opinion ».

A la séance plénière tenue le 28 avril, le Baron *Ma-
kino* revenait à son amendement initial qui liait le pro-
blème de races au problème des religions et qu'il avait
exprimé dans la séance du 13 février 1919. Cette propo-
sition ne rallia pas l'unanimité des suffrages et cette
idée de l'extension de la protection religieuse à tous
les membres de la S. D. N. fut ainsi éliminée du pacte.

Les *traités de minorités* devaient limiter, à ces seuls
Etats, l'obligation au respect de la liberté religieuse. La
liberté de croyance et de culte fut proclamée et garantie
sans restriction à tous les habitants de l'Etat ; la liberté
religieuse entendue dans le sens de la liberté de forma-
tion des groupements confessionnels ne fut au contraire
assurée que sous certaines conditions aux ressortissants
minoritaires.

Si l'on affirma la liberté d'exercice des cultes, de tous
norités juives. L'article 1 du traité des minorités hellé-
les cultes, on précisa parfois les droits religieux des mi-
niques imposa au gouvernement le respect du Sabbat
dans les villes ou districts où réside une proportion con-
sidérable de ressortissants grecs de religion juive ; la
même disposition figurait à l'article 8 de la Déclaration

lithuanienne et à l'article 11 du traité polonais. La Roumanie s'engageait (art. 7 du traité de minorités roumain) à reconnaître comme ressortissant roumain de plein droit et sans aucune formalité, les juifs habitant tous les territoires de la Roumanie et ne pouvant se prévaloir d'aucune autre formalité. On peut citer encore l'article 13 du traité des minorités helléniques par lequel la Grèce s'engageait à reconnaître et à maintenir les droits et libertés traditionnelles dont jouissaient les communautés monastiques non grecques du Mont Athos.

Les mandats. — Aux termes de l'article 22, alin. 1, du Pacte de la S. D. N. le bien-être et le développement des peuples sous mandats formaient une mission sacrée de civilisation. Dans ses dispositions générales le Pacte, en ce qui concerne les mandats B, prévoit certaines garanties dans l'intérêt des populations indigènes et en particulier : la protection de la liberté de conscience et de religion, sans autres limitations que celles que peut imposer le maintien de l'ordre public et des bonnes mœurs. Ces garanties d'ailleurs étaient applicables aux mandats C, art. 22, § 6.

Les instruments de mandat précisent les différentes prescriptions faites au mandataire dans l'intérêt des populations.

Le mandat pour la Syrie et le Liban (24 Juillet 1922) contient une série de stipulations très précises relatives à la liberté de conscience : respect des intérêts religieux, principalement en ce qui concerne l'affectation des fondations musulmanes *Wakoufs* (1) ; libre prati-

(1) Art. 6, al. 2. Le respect du statut personnel des diverses populations et de leurs intérêts religieux sera entièrement garanti. En particulier, le mandataire exercera le contrôle de l'administration des *Wakoufs*, en parfaite conformité avec les lois religieuses et la volonté des fondateurs.

que de tous les cultes compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs ; art. 8, absence d'intervention dans l'administration ou la direction des communautés religieuses et sanctuaires des diverses religions, art. 9 ; liberté des missions religieuses, art. 10.

Des dispositions analogues se retrouvent dans le mandat pour la Palestine et dans le mandat pour l'Irak. Aux termes de l'article 2, le Mandataire est tenu d'assurer à la fois le développement d'institutions de libre gouvernement et l'établissement d'un foyer national pour le peuple juif. Ce devoir de protection des juifs et de protection de l'immigration juive devait, d'ailleurs, susciter de vives résistances de la part des populations arabes.

SECTION II. — LE PROBLÈME DES SANCTIONS

1° *Le régime des capitulations.* — Le problème de la sanction, en matière de capitulations, a été formulé dans le traité de Carlovitz de 1699, art. 7. « Il sera permis à « l'ambassadeur de Pologne près la Sublime Porte d'ex-
« poser devant le trône impérial toutes les demandes
« qu'il aura ordre de faire au sujet de la religion ». Le droit d'intervention, en faveur des catholiques, est également accordé à l'Autriche (art. 14) et confirmé au traité de Passarovitz et à celui de Belgrade, ainsi que par celui de Sistaw.

Et le traité de Koutchouck-Kaïnardji dispose dans son article 7 : Elle (la Sublime Porte) permet aux ministres de la Cour Impériale de Russie de faire dans toutes les occasions des représentations.

La sanction est ainsi formulée, mais dans des termes modérés et qui respectent la souveraineté de l'Etat. Ce

droit d'intervention était accordé aux Etats protecteurs pris isolément. Toute intervention collective était prohibée.

En fait, les Puissances firent souvent usage de leur droit d'intervention. La méconnaissance par la Turquie de ses devoirs internationaux vis-à-vis des chrétiens entraîna souvent l'intervention de la Russie et par suite celle des Grandes Puissances. Car si les Grandes Puissances interviennent fréquemment en Orient, ce n'est pas tant en application du principe des capitulations, mais bien plutôt de celui de l'équilibre. Le droit d'intervention qu'elles avaient acquis par le système des capitulations leur servait souvent de prétexte en vue de protéger leurs intérêts politiques et de satisfaire leur désir d'hégémonie.

2° *Le Congrès de Paris.* — *a.* — Quant aux Principautés de Serbie, Valachie et Moldavie, le Congrès de Paris les avait placées sous la garantie collective des Puissances contractantes. L'article 22 contenait à l'égard de la Valachie et de la Moldavie une disposition interdisant directement toute protection exclusive d'une des Puissances garantes.

b. — La Turquie était dans une situation spéciale. Elle avait été forcée d'accepter formellement vis-à-vis des Grandes Puissances le principe de la liberté religieuse, mais le désir de courtoisie de ménager l'amour-propre de la Turquie avait conduit à une rédaction ambiguë de l'article 9 : les Puissances n'imposeront pas à l'Empire ottoman le respect des différentes confessions religieuses ; le sultan prendra « spontanément », de sa propre initiative, ces dispositions dans un hatti-houmaïoun communiqué aux Puissances contractantes.

Les Puissances d'autre part, eurent à cœur d'assurer

le salut de l'Empire Ottoman. Désormais, il rentrera dans la grande famille des peuples civilisés (1). Les Puissances n'ont pas imposé à la Turquie la liberté religieuse d'une façon impérative, elles se sont contentées d'une déclaration spontanée. La Turquie à l'encontre des autres Etats balkaniques était un des Etats signataires.

A interpréter strictement l'art. 9, les Grandes Puissances renonceraient à tout droit d'intervention, le protectorat de la Russie sur les méthodes de la Turquie étant d'autre part supprimé (2). La communication du hattihoumaïoun « ne saurait donner, en aucun cas, droit aux dites Puissances de s'immiscer soit collectivement, soit séparément ».

Il ne semble pas que les Puissances se soient à tel point désintéressées du sort des sujets chrétiens turcs. Peut-être s'étaient-elles laisser abuser ; sans doute avaient-elles accordé au gouvernement turc un pouvoir de régénération qu'il ne sut acquérir ; mais, accueillant l'Empire ottoman dans le Concert Européen, les Puissances n'avaient pas à tout jamais renoncé au droit d'intervention.

Car si l'empire ottoman, exposent certains auteurs (3) est admis à participer aux « avantages du Droit public » et du concert européen » (art. 7), il n'est admis qu'autant qu'il aura, au préalable, émis le fameux hattihou-

(1) Traité de Paris, art. 7, confirmé par une convention entre la France, l'Autriche et la Grande-Bretagne pour la garantie et l'indépendance de l'intégralité de l'Empire Ottoman, le 15 avril 1856, art. 1 et 2. DE CLERCQ, t. 7, p. 90.

(2) Voir la discussion relative à la suppression du protectorat russe sur la Turquie, protocole n° 2 de la Conférence de Paris du 28 février 1856. DE CLERCQ, t. 7, pp. 24-25.

(3) A. HOBZA. Questions de droit international concernant la religion. La Haye, 1924, IV, pp. 371, sq.

maïoun et que, d'autre part, il aura exécuté loyalement le traité dans toutes ses parties. Il aura dû en particulier respecter la liberté de conscience de ses sujets, assurer l'égalité civile, militaire et religieuse.

Ces conditions sont le prix de sa reconnaissance au rang d'Etat civilisé. Les articles 7 et 9 (1) du traité constitueraient les deux termes d'un *contrat synallagmatique* entre la Porte et l'Europe, cette dernière représentée par les Grandes Puissances. Un sort meilleur garanti aux populations ottomanes était la condition *sine qua non* de sa reconnaissance (2).

3° *Le Congrès de Berlin.* — Le Congrès convoqué à Berlin pour ne pas laisser à la Russie victorieuse la possibilité d'arranger les affaires balkaniques à son goût, avait pour but d'élaborer et d'approuver un nouveau statut des Balkans. Mais le Congrès ne retint pas l'idée de protection collective qui avait été admise en 1858. Il la remplaça par la protection individuelle de chaque

(1) Art. 9. S. M. I. le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de ses sujets, ayant octroyé un firman qui, en améliorant leur sort, sans distinction de religion, ni de race, consacre ses généreuses intentions envers les populations chrétiennes de son Empire, et voulant donner un nouveau témoignage de ses sentiments à cet égard, a résolu de communiquer aux Puissances contractantes ledit firman, spontanément émané de sa volonté souveraine. Les Puissances contractantes constatent la haute valeur de cette communication. Il est bien entendu qu'elle ne saurait, en aucun cas, donner droit auxdites Puissances de s'immiscer soit collectivement, soit séparément, dans les rapports de Sa Majesté le Sultan avec ses sujets, ni dans l'Administration intérieure de son Empire.

(2) Obligées d'intervenir à la suite de troubles en Syrie, dont les chrétiens du Liban furent les victimes, les Puissances dans un protocole n° 2 du 3 août 1860 ne pouvaient s'empêcher d'exprimer « le prix que les Cours respectives attachent à ce que, « conformément aux promesses solennelles de la Sublime Porte, « il soit adopté des mesures administratives sérieuses pour « l'amélioration du sort des populations chrétiennes de tout « rite dans l'Empire Ottoman ».

Puissance intéressée. Art. 62 : « Le droit de protection
« officielle est reconnu aux agents diplomatiques et con-
« sulaires des Puissances en Turquie, tant à l'égard des
« personnes sus-mentionnées que de leurs établissements
« religieux, de bienfaisance et autres dans les Lieux
« Saints et ailleurs. Les droits acquis à la France sont
« expressément réservés... ». D'ailleurs, ainsi qu'à la
Conférence de Paris, les Puissances signataires prenaient
seulement acte de la volonté de la Porte de maintenir la
protection religieuse (1).

Quant aux Etats balkaniques nouvellement créés, les
prescriptions de Berlin devaient servir de base au Droit
public interne de ces Etats. L'application et l'interpréta-
tion de ces règles appartenaient à la législation interne ;
la pratique en pouvait donc être différente dans chaque
pays. On a caractérisé ces dispositions comme une *con-*
dition attachée à la reconnaissance des nouveaux Etats
balkaniques. La sanction serait la déchéance de l'Etat.
Leur admission dans la Société des Etats serait ainsi
suspendue à un événement futur et incertain : la viola-
tion de la liberté religieuse entraînant le retrait de la
reconnaissance.

Or rien dans le texte n'étaie une telle opinion. D'autre
part, contre cette conception s'élève la doctrine actuel-
lement dominante qui donne à la reconnaissance le
caractère d'un acte déclaratif : un Etat, dès qu'il existe,
dès que les éléments constitutifs en sont réunis, doit
être reconnu. Si cet Etat manque simplement à quel-
ques-uns de ses devoirs d'Etat, il n'encourt pas la dé-

(1) Art. 62. La Sublime Porte ayant exprimé la volonté de main-
tenir le principe de la liberté religieuse en y donnant l'exten-
sion la plus large, les parties contractantes prennent acte de
cette déclaration spontanée.

chéance. Ces engagements ne sont pas des conditions ; il s'agit de ce qu'on peut appeler en droit *un modus*. La reconnaissance est déclarative, elle est obligatoire.

Les Puissances balkaniques ont pris vis-à-vis des Grandes Puissances certains engagements. Au cas où elles viendraient à les violer, ces dernières ne peuvent qu'intervenir par la voie diplomatique, puis par des mesures plus efficaces jusqu'à ce que satisfaction soit obtenue.

La question s'est posée pour la Roumanie qui pensait échapper aux prescriptions de l'article 44 relatif aux israélites en ne leur attribuant pas la nationalité roumaine, condition essentielle pour jouir des droits civils. Les Puissances firent des représentations. On n'envisagea pas le retrait d'une reconnaissance dont elle avait bénéficié.

4° *Le régime des minorités et des mandats.* — En ce qui concerne les traités de minorités, ces instruments ont prévu un système de sanctions étudié déjà (1). Par le droit de pétition ou l'intervention d'une Puissance tierce (2), toute violation au principe de la liberté religieuse, dans les limites signalées, peut être portée devant la S. D. N. ou devant la C. P. J. I.

Quand aux mandats, le régime des garanties générales joue en matière de liberté religieuse.

(1) Introduction, page 13.

(2) MANDELSAM. *Op. cit.*, p. 153.

CHAPITRE IV

Le Droit à la propriété

Le Droit à la propriété et le Droit interne. — C'est un principe longuement établi que la loi locale, la loi territoriale est seule compétente pour régler en pleine indépendance le régime des terres, le modifier comme elle l'entend et comme l'exigent les conditions sociales dans le pays ; que les dispositions qu'elle édicte pour réaliser cet objet s'appliquent dans les mêmes conditions à tous les propriétaires, quelle que soit leur nationalité, que la réforme leur profite ou non. Priver l'Etat de ce droit, serait nier son indépendance législative, l'empêcher d'assurer sur son territoire les conditions de la paix sociale (1).

Si, d'une façon générale, la Déclaration de 1791 et les Constitutions placent à côté du droit à la vie et du droit à la liberté, le droit de propriété, il est admis généralement que ce droit peut être limité par le droit public. Le propriétaire d'un immeuble peut être exproprié pour cause d'utilité publique, mais une indemnité réparatrice, représentant la valeur de la partie cédée, est fixée par un jury d'expropriation. L'individu perd sa propriété en nature, mais il la retrouve en valeur.

(1) WEISS. Manuel de Droit International privé, 8^e édit. 1920, p. 528. ALVAREZ. La réforme agraire, l'Europe nouvelle, 29 Octobre 1927, p. 450 : ce serait une offense pour les nationaux, les Etats ne seraient plus souverains sur le territoire.

Néanmoins, certains Etats modernes n'ont pas toujours admis un dédommagement équitable des personnes lésées par une expropriation. Ainsi, la Constitution de Weimar dans ses articles 153 et 155 prévoit que par une loi spéciale, toute propriété peut être soumise à l'expropriation, même sans aucun dédommagement. L'Allemagne abandonne la théorie du caractère exclusif de la propriété ; elle lui donne la garantie constitutionnelle suivant le contenu et dans les limites fixées par la loi : l'usage de la propriété devant être également un service rendu à l'intérêt général (1). Quant au droit soviétique, il nie purement et simplement le droit de propriété, tant en droit interne qu'en droit international ; le gouvernement nationalise sans indemnité.

Le droit à la propriété et le droit international. — Le Droit à la propriété a-t-il une valeur internationale ? L'homme est-il en droit de se faire réintégrer dans sa propriété ou de se faire verser une indemnité compensatrice lorsque, propriétaire sur le territoire d'un Etat étranger, une loi de ce pays, une mesure d'exécution vient l'en priver ? La responsabilité de cet Etat est-elle encourue de ce fait ?

Si l'on admet, parmi les droits internationaux de l'homme, le droit à la vie et le droit à la liberté, le droit à la propriété y entre de lui-même ; il doit nécessairement faire son apparition comme la conséquence et l'application même des autres droits. Il ne peut pas y avoir de vie sans propriété, et pas davantage de liberté si l'homme n'a pas, tout au moins, un droit sur le fruit de

(1) Quelques mois avant la promulgation de la Constitution du Reich, la Constitution de Bade du 21 Mars 1919, contenait, art. 14 : La propriété est placée sous la protection de la Constitution : elle est limitée par les intérêts économiques.

son travail. Il n'est pas même nécessaire de le nommer ; entre le droit à la vie et le droit à la liberté, le droit à la propriété se dégage (1).

LE DROIT INTERNATIONAL COMMUN

LE DROIT A LA PROPRIÉTÉ

Le principe. — Si certains auteurs estiment qu'il n'y a pas de norme internationale coutumière défendant à un Etat d'exproprier les ressortissants d'autres Etats, soit même sans dédommagement, le Droit des Gens universel reconnaît le principe que les étrangers ne peuvent pas être expropriés de leurs biens sans être indemnisés par une compensation intégrale, même si une telle compensation n'est pas prévue à l'égard des nationaux placés dans le même cas. Le Droit de propriété ressortît au Droit International Commun. Et on ne doit pas considérer les cas où les traités reconnaissent implicitement le droit de propriété comme des exceptions, conséquences de conceptions surannées de droit naturel.

Droit International Commun. Respect des droits acquis. — Ces règles interdisant la confiscation de la propriété des étrangers, se dégagent du principe du respect des droits acquis. Les Etats ne sont pas seulement tenus de permettre aux étrangers d'acquérir des droits privés, ils sont tenus également de respecter les droits lé-

(1) M. DE LA PRADELLE. L'Esprit International 1929, pp. 448 sq. La place du droit à la propriété entre le droit à la liberté et le droit à la vie est si naturelle qu'au traité du 22 Mai 1903 entre les Etats-Unis et Cuba, la mention de propriété s'insinue comme d'elle-même entre celle de la vie et celle de la liberté. D'ailleurs, ce droit était considéré comme un droit international de l'homme dès 1898 puisque, bien que non partie au traité de Berlin, les Etats-Unis adressaient aux Puissances signataires une note leur rappelant que les droits des israélites avaient été violés parce qu'ils avaient été privés « du droit de posséder la « terre ». Note du Secrétaire d'Etat HAY, sept. 1902.

galement acquis : le principe du respect des droits acquis faisant partie du Droit des Gens général ainsi que l'a confirmé l'arrêt n° 7 de la C. P. J. I.

La C. P. J. I. dans son arrêt N° 7 (1) relatif à certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise, estime qu'il y a atteinte au Droit International Commun dès que la propriété se trouve frappée en dehors des conditions résultant des principes admis dans le droit commun législatif. L'Etat est tenu de respecter les droits des étrangers légalement acquis, soit sur son territoire, soit dans un autre pays, en tant que ces droits ne sont pas incompatibles avec l'ordre public reconnu par les nations civilisées.

Telle était aussi la décision de la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye du 24 Septembre 1920 dans l'affaire des Congrégations portugaises.*

Et statuant, le 27 Septembre 1928, entre l'Allemagne et la Roumanie, comme arbitre, M. *Robert Fazy*, déclarait se placer au point de vue du Droit International Commun ; il constatait que « le respect de la propriété
« privée et des droits acquis des étrangers faisait sans
« conteste partie des principes généraux admis par le
« Droit des Gens ».

C'est donc un principe incontestable que la notion du respect des droit acquis faisant partie du Droit International Commun, il s'ensuit que l'Etat peut bien interdire aux étrangers d'acquérir sur son territoire la propriété des immeubles ou de meubles déterminés, de même que de les importer chez lui ; mais, toutes les fois que l'acquisition ou l'importation aura été faite conformément aux prescriptions légales, l'Etat ne pourra priver l'étran-

(1) Publication de la Cour, Série A, Arrêt N° 7, p. 33.

ger de ces droits qu'en se fondant sur un titre reconnu par les nations civilisées (1).

Le principe du respect de la propriété privée ne tolère comme exceptions que celles résultant du jeu normal des institutions admises par le Droit Commun International. La C. P. J. I. a eu le soin de le préciser.

Dans l'état actuel du Droit International positif, il serait faux de mesurer la condition des étrangers à la condition des nationaux. La propriété est mieux garantie en Droit International qu'elle ne l'est dans certains cas en Droit interne. Car, à défaut d'un titre universellement reconnu, la mesure interdite par le Droit des Gens, à l'égard des étrangers, ne saurait devenir légitime du seul fait que l'Etat l'applique à ses seuls ressortissants.

Le Droit International Commun en matière de propriété. — *Son contenu.* — La pratique internationale confirme le principe général que les étrangers ne peuvent être privés de leurs biens sans la contre-partie d'une indemnité équivalente. La Cour Permanente de Justice Internationale estime qu'outre l'expropriation pour utilité publique, la liquidation judiciaire ou des actes analogues, ne sont pas défendus par le Droit International Commun.

(1) La pratique internationale montre en effet un certain nombre d'Etats où la propriété immobilière de la part des étrangers ou bien est soumise à une autorisation particulière : Allemagne, loi d'introduction au Code civil, art. 88 ; loi Wurtembergoise du 26 Juin 1876, art. 4 ; Suède, loi du 30 Mai 1916 ; ou est interdite dans certaines parties du territoire : Turquie, loi du 16 Juin 1867, interdisant d'acquérir des immeubles dans la province de Hedjaz, renfermant les villes saintes ; Russie, ukases du 14 Mars 1887 et du 29 mai 1898 ; ou est subordonnée à la clause de réciprocité : Pérou, art. 33 du Code civil ; Japon, loi du 12 Avril 1910 ; ou est admise seulement par droit de succession : District de Colombie ; ou est entièrement exclue : Californie, sans que ces Etats soient tenus responsables d'aucune violation du Droit International.

a) *L'expropriation pour utilité publique.* — L'étude de la jurisprudence et des traités internationaux montre abondamment que l'expropriation des biens d'un étranger ne peut s'exercer que moyennant indemnité.

Traités internationaux. — On citera tout d'abord des traités internationaux récents. La Convention de Lausanne du 24 Juillet 1923 relative à l'établissement et à la compétence judiciaire, conclue entre les P. P. A. A., la Grèce, la Roumanie et l'Etat serbe, croate et slovène, d'une part, et la Turquie, d'autre part, oblige les parties contractantes à traiter les étrangers « conformément « au Droit des Gens moderne » et déclare dans son art. 6, § 2 que les étrangers ne pourront être expropriés de leurs biens privés, même temporairement « que pour « cause légalement reconnue d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité ».

Le Traité d'établissement entre la Pologne et la Turquie du 23 Décembre 1923 contient la même disposition.

Le Traité de Commerce conclu entre l'Allemagne et les Etats-Unis, le 8 Décembre 1923, déclare que « les « ressortissants de l'une des parties contractantes se « trouvant sur le territoire de l'autre jouiront de la « protection et sécurité pour leurs personnes et leurs « biens avec l'étendue prescrite par le Droit des Gens, « de telle façon qu'ils ne pourront être expropriés que « contre indemnité équitable ».

L'U. R. S. S. signe, le 7 Février 1924, un traité de commerce avec l'Italie ; le 12 Octobre 1925, une convention d'établissement avec l'Allemagne. Par l'article 8 de cette dernière convention, les droits de propriété des Allemands ont trouvé, dans le pays communiste des Soviets, une garantie que le droit moderne de ce pays ne concède

point aux ressortissants russes et même une garantie plus solide que le droit allemand n'assure à ses propres ressortissants.

Enfin, aux termes d'un traité signé entre l'Italie et l'Albanie le 21 Janvier 1926, les ressortissants de l'une des parties contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre, être expropriés de leurs biens que pour « une cause légitimement reconnue d'utilité publique et moyennant une juste indemnité ».

Jurisprudence internationale. — L'existence de ce principe peut être également démontrée par la jurisprudence internationale. Deux Cours ont statué en la matière : la Cour Permanente d'Arbitrage, la Cour Permanente de Justice Internationale.

La Cour Permanente d'Arbitrage a rendu deux arrêts. L'un concerne la confiscation des biens des congrégations religieuses au Portugal, en 1910 ; l'autre est relatif à la réquisition des navires norvégiens par les Etats-Unis pendant la guerre mondiale. La Cour d'Arbitrage, dans les deux cas, a condamné l'Etat expropriant au paiement d'une pleine indemnité. Elle reconnaît qu'aucun Etat ne peut exercer à l'encontre des ressortissants d'un autre Etat civilisé le pouvoir du domaine éminent, sans respecter la propriété de ces sujets étrangers ou sans payer une équitable compensation.

La Cour Permanente de Justice Internationale, dans son arrêt N° 7 déjà cité, estime que « les mesures défendues sont seulement celles que le Droit International Commun ne permet pas de prendre à l'égard des étrangers, et que l'expropriation n'est pas contraire à ces principes ».

D'autre part, un rapport, ayant force de sentence ar-

bitrale, de M. *Max Huber* dans l'affaire des réclamations britanniques dans la zone espagnole du Maroc (23 Octobre 1924), reconnaît expressément que le droit d'expropriation n'est pas un droit absolu, mais n'existe qu'à la condition du paiement d'une compensation au propriétaire. « Il peut être considéré comme acquis qu'en droit international, un étranger ne peut être privé de sa propriété sans juste indemnité sous réserve naturellement du droit conventionnel en vigueur » (1).

La jurisprudence des T. A. M. est également riche en exemples. Le T. A. M. allemand-roumain (2) appelé à rendre une sentence à la suite d'une réquisition de marchandises en Allemagne contre une indemnité atteignant à peine le sixième de la valeur des biens expropriés, exposait que « si le droit des Gens autorise un Etat, pour des motifs d'utilité publique, à déroger au principe du respect de la propriété privée des étrangers, c'est à la condition *sine qua non* que les biens expropriés ou réquisitionnés seront équitablement payés le plus rapidement possible ».

Les T. A. M. assimilent la *réquisition* à l'expropriation. Dans l'affaire *Goldenberg*, on relève que la réquisition est une forme *sui generis* de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Cette dernière étant une dérogation admise au principe du respect de la propriété privée, il en est de même de la réquisition qui, en matière de Droit des Gens, constitue si peu un acte illicite, qu'elle est autorisée par un texte exprès du Droit écrit (3).

(1) Voir en ce sens : sentence du 9 Novembre 1923, tribunal américain britannique.

(2) T. A. M. allemand-roumain, affaire *D. Goldenberg* contre Gouvernement Allemand, sentence du 27 Septembre 1928.

(3) Déclaration de Bruxelles 1874, art. 10, sq ; Manuel d'Oxford 1880, art. 56, sq. Convention Internationale de La Haye 1907, art. 52.

Toutefois, si le Droit des Gens autorise un Etat, pour des motifs d'utilité publique, à déroger au principe du respect de la propriété privée des étrangers, c'est à la condition que les biens expropriés ou réquisitionnés soient équitablement payés *le plus rapidement possible*.

La réquisition n'est pas initialement contraire au Droit des Gens, mais il faut que l'indemnité soit versée dans un délai raisonnable (1).

Notes diplomatiques. — Ce principe semble si bien établi que, souvent sans aller devant un for international, dans un échange de notes diplomatiques à l'occasion d'un différend international, l'Etat coupable le reconnaît lui-même.

En 1839, le Ministre des Affaires Etrangères en Grèce, reconnaissait, sur la demande de la Grande-Bretagne, que *Finlay* ayant été privé d'une partie de son immeuble pour cause d'utilité publique, il s'ensuivait qu'il avait droit à une indemnité ; cette indemnité devait être « full and fair ». Le Gouvernement Grec s'inclinait également en 1853 devant cette même règle dans l'affaire du citoyen américain *Jonas King*.

Dans une affaire plus récente, le Gouvernement Mexicain, dans une note en date du 7 Octobre 1926, confirmait le point de vue américain, à savoir que les droits de propriété de toute espèce, légalement acquis, doivent être respectés et garantis en conformité avec les principes reconnus du Droit International et de l'équité (2).

(1) En ce sens : T. A. M. Roumano-Allemand, arrêt *Uscher-sohm* contre Etat Allemand, Rec. IV, 1^{er} Août 1924, p. 830 ; T. A. M. Gréco-Allemand, sentence *Karmatzucas*, Rec. VII, 23 Août 1926, p. 21.

(2) Voir : Affaire monopole du soufre en Sicile, 1816 ; Affaire du monopole sur les assurances sur la vie en Italie, 1911 ; Affaire des monopoles des assurances en Uruguay, 1912 ; Affaire *Savage*.

b) *Liquidations judiciaires ou actes analogues.* — Les liquidations judiciaires et actes analogues rentrent dans le Droit International Commun permis aux Etats (1).

Il est généralement admis que la confiscation des biens ou d'une partie de ceux-ci peut être la sanction de la violation des règles du droit pénal. Une telle peine pourrait donc, le cas échéant, être imposée aux étrangers. Tout ce qu'on peut exiger de l'Etat en cette matière, c'est que la peine soit dans un rapport raisonnable avec le délit commis. Autrement, l'Etat serait responsable d'un déni de justice.

Dans ce cas, en effet, il est à craindre que la décision judiciaire soit manifestement inspirée par la malveillance à l'égard des étrangers, comme tels ou comme ressortissants d'un Etat donné. On est en présence d'un acte arbitraire, se cachant sous la forme d'une acte judiciaire. La sentence arbitrale du 21 Octobre 1861, intervenue entre la Grande-Bretagne et le Portugal, dans l'affaire Yuile, Schortridge et C^{ie}, parle d'un « simulacre « de formes pour masquer la violence ». C'est dans ce sens, dira-t-elle, qu'il faut interpréter l'expression de *Vattel* « injustice palpable et évidente » (2).

On doit signaler encore que la pratique internationale semble admettre la confiscation des biens des étrangers dans des cas où le bien public exige impérieusement la destruction de ces biens (3) pour raison de sécurité publique, hygiène, bonnes mœurs, dans des cas enfin où la confiscation n'a pas pour effet d'enrichir une autre personne privée ou l'Etat lui-même.

(1) Publicat. de la Cour, Série A, arrêt N° 7, p. 22.

(2) DE LA PRADELLE et POLITIS. Recueil des arbitrages internationaux, II, p. 103.

(3) Américan journal 1927, p. 685.

LES EXCEPTIONS AU DROIT INTERNATIONAL COMMUN

a) *Le problème des liquidations.* — Le trouble momentané, constaté dans l'usage de la propriété, pendant la guerre, avait pour cause le fait que les belligérants faisaient la guerre avec toutes les ressources se trouvant à l'intérieur de leurs frontières militaires.

Rompant avec le principe universellement reconnu que la propriété privée est insaisissable dans la guerre terrestre, l'Allemagne se livra à une véritable spoliation. La France déclarait seulement indisponibles les biens ennemis et les plaçait sous main de justice.

Les traités de paix ont répondu à la nécessité de restaurer ce qui n'aurait jamais dû être détruit. Le traité de Versailles dans sa section IV (art. 297, 298 et son annexe) règle les conditions des mesures de liquidation.

La liquidation des biens ennemis représentait comme un gage entre les mains des Alliés, gage qui, par son caractère territorial, ressemblait à une hypothèque prise par chacun des Etats Alliés et Associés, considérés individuellement, et garantissant la propriété de ses propres ressortissants sur le territoire ex-ennemi.

La Cour, dans son arrêt N° 7, donnait le critérium de la mesure de liquidation en partant de la notion de Droit International Commun : la mesure de liquidation étant toute mesure dérogatoire au Droit International Commun.

Mais si la liquidation est contraire à la législation commune des Etats civilisés, on peut soutenir que dans ses effets, elle confirme la valeur internationale de la propriété.

Et d'abord, ces mesures de liquidation, mesures exceptionnelles, ont été établies dans les traités de Paix

dans le but de réintégrer les propriétaires alliés dans leurs biens, ou de leur verser une indemnité compensatrice.

Les biens des ressortissants alliés situés en territoire ennemi qui n'ont pas été liquidés, leur seront restitués (art. 297, litt. a, traité de Versailles (1), à défaut, ils recevront une indemnité de l'Etat ennemi (art. 297, litt. e). L'article 298 précise que les biens, droits ou intérêts des ressortissants des Etats Alliés ou Associés ne pourront être soumis à aucunes mesures portant atteinte à la propriété qui ne soient pas appliquées également aux biens, droits ou intérêts des ressortissants allemands et qu'une indemnité convenable devra être versée dans le cas où ces mesures seraient prises.

On affirmait, également, le droit de propriété des propriétaires allemands expropriés, puisque l'Allemagne s'engageait à « indemniser ses ressortissants en raison « de la liquidation ou de la rétention de leurs biens, « droits ou intérêts en Pays Alliés ou Associés » (2).

Ainsi, alors que le principe de l'inviolabilité, de l'immunité de la propriété privée semblait sombrer dans la guerre terrestre, le traité de Versailles lui restitue sa pleine valeur. Mais étant données les circonstances particulières dans lesquelles on se trouvait, l'indemnité n'était point fournie par l'expropriant, mais par le gouvernement de l'exproprié contre lequel ce gouvernement avait une créance (3).

(1) Traité de St-Germain, art. 249-250 ; traité de Trianon, art. 232-233 ; traité de Neuilly, art. 177-178.

(2) Traité de Versailles, art. 297, litt. i ; traité de Trianon, art. 232, litt. j ; traité de St-Germain, art. 249, litt. j.

(3) En Allemagne, une campagne était menée pour obtenir les indemnités auxquelles les propriétaires Allemands pouvaient prétendre en vertu de l'article 297, litt. i. La Commission des Réparations, en réponse à une question posée, précisait, le 7

b) Responsabilité contractuelle de l'Etat en matière d'emprunt. — On admet que la responsabilité de l'Etat est engagée si un acte du gouvernement porte atteinte aux droits d'un étranger dérivant d'une concession accordée par l'Etat ou d'un contrat passé par lui.

Le retrait d'une concession ne sera reconnu comme légitime qu'à la condition de donner une indemnité adéquate aux ayants droit (1) ; l'Etat, auteur d'une telle dépossession, sera condamné à la réparation intégrale du préjudice causé (2).

Mais le problème devient plus grave lorsqu'il s'agit de l'annulation ou de la dépréciation de la Dette Nationale. Le Comité préparatoire de la Conférence de Codification a étudié la question, et il résulte de ses travaux que la répudiation d'une dette publique est, sans conteste, défendue par le Droit des Gens. Il constate cependant que la conviction juridique des Etats semble reconnaître qu'un Etat peut être contraint, par des nécessités financières, à suspendre ou à modifier le service de la Dette.

La Cour Permanente d'Arbitrage, le 11 Novembre 1912, dans un différend entre la Russie et la Turquie, relatif à certaines dettes de ce dernier Etat, a d'autre part reconnu

Février 1922, que le mode d'utilisation des biens prévus par le traité ne pouvait être assimilé à une confiscation, car, en fin de compte, c'était l'Allemagne qui devait décider du sort des intérêts privés allemands. Tout ce qui provenait ou devait provenir des biens allemands serait porté au crédit de *l'Allemagne chargée d'indemniser ses ressortissants* et viendrait en déduction de sa dette vis-à-vis des P. P. A. A.

(1) Affaires des Compagnies d'Hudson et de Puget, Commission mixte E.-U.-Grande-Bretagne, 10 Septembre 1869.

(2) Chemin de Fer du Delagoa, Tribunal Arbitral Berne, 1900.

la valeur internationale de l'exception de force majeure : « L'exception de force majeure est opposable en « Droit international public aussi bien qu'en Droit privé ».

c) *Les lois agraires.* — Après la guerre, un certain nombre d'Etats ont voulu fonder, sur de nouvelles bases, le régime de leur propriété foncière. Ils ont exproprié les grandes propriétés en vue de les morceler, opération qui s'est effectuée avec ou sans indemnisation (1). Atteignant des étrangers, ces réformes ont soulevé des réclamations en raison de la faible indemnité compensatrice versée.

La question la plus complexe fut celle connue sous le nom d'affaire des optants hongrois en Roumanie. La loi roumaine n'établissait aucune différence entre l'étranger et le roumain. L'indemnité était constituée soit en argent, soit en titres de rente ; mais elle se révéla insuffisante et parfois inexistante en raison de la base d'évaluation et du mode de règlement.

Une abondante littérature est née sur la question. Le point de vue hongrois soutint qu'à moins d'une restauration du régime antérieur, une indemnité complète était due par application des règles du Droit International et des stipulations du traité de Trianon.

(1) Transformation du régime foncier en Russie.

Réforme agraire en Roumanie : amendement à la Constitution du 20 Juillet 1917 ; décrets-lois des 16-24 Décembre 1918, décision des 18 Novembre-1^{er} Décembre 1918 de l'Assemblée des délégués roumains des nouvelles Provinces (Transylvanie, Banat, Buckovine).

Réforme agraire en Tchécoslovaquie : lois et ordonnances des 9 Novembre 1918, 16 Avril 1919, 11 Mars 1919, 11 Juin 1919.....

Réforme agraire en Yougoslavie.

Réforme agraire au Mexique.

Le T. A. M. hungaro-roumain saisi rendait le 10 Janvier 1927 une sentence aux termes de laquelle il se déclarait compétent, réservant sa décision quant au fond. « Il s'agit, en l'espèce, d'une mesure qui affecte la
« propriété d'un bien ex-ennemi en l'enlevant dans sa
« totalité au propriétaire et sans son consentement, cette
« mesure constitue une *violation du principe des droits*
« *acquis et dépasse les limites du Droit Internatio-*
« *nal Commun* ; elle a tout le caractère d'une liquidation
« au sens de l'article 250 et rentre, de par sa nature
« même, parmi les mesures visées par le dit article ».

CHAPITRE V

Le Droit à la Nationalité

Le caractère interne des dispositions relatives à la nationalité. — Sur la question de savoir quelles personnes sont considérées comme nationales, quels sont les modes d'acquisition et de perte de la nationalité, quels sont les droits et obligations qu'elle implique, on était jusqu'à ce jour presque unanime à reconnaître que la législation était au moins théoriquement libre. Or, ces règles relatives à la nationalité, ainsi que les droits et les devoirs qui en découlent, doivent être considérées comme valables et obligatoires, non seulement du point de vue interne, *mais aussi du point de vue international.*

Les individus ayant la qualité de nationaux d'après les normes internes de l'Etat considéré, doivent l'avoir également devant le for de droit international.

Le point de vue international. — La limitation conventionnelle et la limitation extra-conventionnelle. — La liberté reconnue aux Etats d'établir librement les règles relatives à la nationalité a subi une limitation du fait de certains accords internationaux. Il n'est pas douteux que les Etats peuvent, par le moyen des traités, se créer des obligations, restreindre leur compétence.

Nombreux d'ailleurs sont les traités se rapportant à la nationalité. La jurisprudence internationale par deux

fois, dans sa procédure pour avis, a affirmé, en Droit, la possibilité de semblables limitations à la liberté étatique.

Dans son avis n° 4 : « il convient de remarquer qu'il
« se peut très bien que dans une matière qui, comme
« celle de la nationalité, n'est pas en principe réglée
« par le droit international, la liberté de l'Etat de dis-
« poser à son gré soit néanmoins restreinte par des
« engagements qu'il aurait pris envers d'autres Etats.
« En ce cas, la compétence de l'Etat, exclusive en
« principe, se trouve limitée par des règles de Droit in-
« ternational » (1).

Et dans son avis n° 7 : « si d'une manière générale,
« il est vrai qu'un Etat souverain ait le droit de déter-
« miner quelles personnes seront considérées comme
« ses ressortissants, il est non moins vrai que ce prin-
« cipe n'est applicable que sous réserve des engage-
« ments conventionnels visés ci-dessus (2) ».

Le problème se pose plus difficile et plus délicat sur le point de savoir si, à côté de ces limitations conventionnelles, il n'y a pas d'autres limitations à la liberté étatique, mais d'ordre extra-conventionnel. L'Etat a-t-il la faculté d'attribuer arbitrairement sa propre nationalité ou de la retirer à un individu ou à un groupe d'individus dont les sentiments ne correspondent pas aux exigences de la loi. L'Etat n'est-il pas au contraire tenu par la coutume internationale à respecter certaines règles limitant son autonomie en matière de nationalité et l'homme n'est-il pas en droit, aussi bien par rapport au Droit interne que par rapport au Droit des Gens

(1) Rec., série B, avis n° 4, p. 24.

(2) Rec., série B, avis n° 7, p. 16.

de changer de nationalité (1). En un mot, l'homme a-t-il, de Droit des Gens, un droit à la nationalité de son choix.

SECTION I. — LA DOCTRINE.

Le problème de la nationalité rentre dans le domaine du Droit International. — L'Institut de Droit International dans ses sessions de Lausanne et de Stockholm inscrivait à son ordre du jour le problème de la nationalité. A la session de 1928, l'Institut se déclarait « fidèle au principe que les questions de nationalité ne sont pas laissées à l'appréciation exclusive des différents Etats, mais soumises à la compétence croissante du Droit International ».

En déclarant que la compétence du Droit International était simplement croissante, il se rapprochait ainsi de l'opinion exprimée par la C. P. J. I. dans son avis n° 4 que dans l'état actuel du Droit International Public, ces matières sortent de la compétence réservée aux Etats, dans le sens de l'article 15, § 8 du Pacte de la S. D. N. dans certaines hypothèses spéciales.

Certains membres de l'Institut cependant sans s'opposer au texte, le considèrent cependant trop large. S'ils estiment le Droit International seul maître, il importe selon eux de préciser qu'il ne s'agit que d'une tendance du Droit à venir ; qu'aujourd'hui la compétence du D. I. ne s'étend qu'à certaines questions de nationalité (2).

(1) HALL. *Treatise of international law*, c. V, § 71.

(2) M. PLANAS SUAREZ déposait un amendement ainsi conçu : « l'Institut reconnaît que les questions se rapportant à la nationalité tendent à devenir de plus en plus du domaine croissant du Droit International. M. HOBZA accentuait la réserve : considérant que parmi les questions de nationalité, il y en a qui ne sont pas laissées à l'appréciation exclusive des différents Etats... »

M. le Professeur NIBOYET insistait sur ce point que la compé-

La Harvard Law School dans son article 2, *in fine*, déclare que « le droit qu'a un Etat, d'après le Droit International, de conférer sa nationalité n'est pas illimité ». Mais si l'on affirme l'existence de telles limitations, « il peut être difficile de préciser celles qui existent en Droit International, au pouvoir de l'Etat de conférer sa nationalité ». Et, commentant les deux avis n^{os} 4 et 7 de la C. P. J. I., la Harvard Law School fait remarquer qu'il y a dans la formule même des avis des réserves. Ces réserves « ne visent pas seulement les limitations qu'un Etat peut volontairement accepter par conventions avec d'autres Etats ; elles visent aussi les limitations à la liberté d'un Etat de réclamer des individus pour nationaux, qui résultent du droit international ».

La première Conférence de Codification de La Haye (1) ouvre ses travaux par l'inscription solennelle du principe selon lequel il appartient à chaque Etat de déterminer quels sont ses nationaux ; mais elle ajoute aussitôt que cette législation ne doit être reconnue par les autres Etats que si elle n'est pas contraire au Droit conventionnel, à la coutume internationale ou aux principes de droit généralement admis en matière de nationalité.

tence du Droit International est apparue tout récemment et avait été repoussée, il n'y avait pas encore longtemps, par la C. P. J. I. dans son avis n^o 4 ; il lui semblait donc inexact de dire que l'Institut restait fidèle au principe de cette compétence ; l'Institut pouvait seulement pousser au développement de ce principe. Quant à M. AUDINET, il demandait purement et simplement la suppression de ce considérant « enseignant depuis quarante ans que les questions de nationalité sont de la compétence du Droit interne, sauf les questions de conflit de nationalité, mais qui alors sont insolubles ».

(1) R. D. I. 1930, I, p. 481. Convention La Haye, art. 1, Doc. C. 224, M. III, 1930, V.

Le principe de limitations, même extra-conventionnelles à la souveraineté des Etats en matière de nationalité, paraît donc acquis (1).

§ 1. — *Limitations de droit international naturel*

De nombreux auteurs (2) n'admettent, en matière de nationalité, que des limitations de droit international naturel.

M. de La Pradelle, à la session de Stockholm de l'Institut de Droit International, précisait que le principe de la compétence du Droit International était de droit idéal.

Le Droit positif n'est certes pas douteux. La C. P. J. I. l'a dit par deux fois, lorsque, saisie par la procédure pour avis, elle exprimait la compétence exclusive, illimitée de l'Etat, sauf au cas de traité international. Mais ce droit positif, la Cour l'a précisé, n'est tel qu'en *l'état actuel du Droit International*. Il est prêt à s'ouvrir à une réception plus large du Droit Idéal.

M. de La Pradelle poursuivait que, si les nationaux d'un Etat formaient la substance de celui-ci, cela était vrai aussi des autres Etats, et cela ne pouvait justifier les Etats légiférant séparément, à réduire les individus à cette condition misérable qui est l'assujettissement à des devoirs contradictoires. L'Etat est fait pour l'individu, et non l'individu pour l'Etat. Et c'est ainsi que le projet soumis à l'Institut, en affirmant que la matière de la

(1) Voir rapport GUERRERO, p. 2-3. Rapport fait au nom de la Commission de la nationalité à la Conférence de Codification de La Haye 1930, S. D. N., publications 1930, V 8. (c. 229, M. 116, 1930, V).

(2) COGORDAN. La nationalité au point de vue des rapports internationaux, p. 3. LEREBOURG PIGEONNIÈRE, Précis de droit international privé, n^{os} 60-61.

ROUARD DE CARD. La nationalité française, p. 3. WEISS., *op. cit.*, t. I, p. 10, *in fine*. DE LA PRADELLE. Rev. 1922-1923, p. 166.

nationalité est soumise à la compétence croissante du Droit International, n'a fait qu'affirmer la nécessité d'une pénétration croissante du Droit Idéal dans le Droit Positif.

On doit affirmer, sinon comme un principe de Droit des Gens, du moins comme un principe de morale internationale, que la concession de la nationalité par l'autorité publique la plus forte, dans le rayon d'action de cette autorité, doit s'effectuer d'une manière qui réponde aux sentiments sincères, aux aspirations naturelles de ceux qui se trouvent ainsi dans le cadre de la puissance publique d'un Etat déterminé (1).

Echecs à cette conception. — Si cette face du problème a été laissée dans l'ombre, c'est que la conception que l'Etat se faisait de la nationalité n'était pas favorable à ce mouvement. La nationalité serait le lien utilitaire qui unit l'Etat à ceux qui vivent sur le territoire sous la protection de l'Etat ; c'est le « sentiment de l'unité » politique de la force, du bienfait, de la souveraineté « de l'Etat ».

La nationalité est un problème essentiellement politique qui intéresse la vie de l'Etat au cours de tout son développement.

L'Etat n'existe que par les individus qui le composent ; il se considère comme libre de régler comme il l'entend la matière de la nationalité, non seulement en vertu de son droit général de souveraineté, mais en raison de la nécessité d'assurer son existence et sa conservation.

« La question d'avoir des ressortissants est vitale pour l'Etat. Il faut qu'il s'attache des individus pour pour-

(1) DE LA PRADELLE, plaidoirie, p. 166.

« suivre et perpétuer l'œuvre commencée. Il cherche à « maintenir par le droit ce qui a été fondé par la violence » (1). Non seulement il a le droit de conférer la nationalité aux individus qui la demandent ou de l'attribuer à ceux qui l'acceptent, mais il s'arroge le droit de l'imposer quand il le juge utile et de ne permettre de s'y soustraire que dans la mesure où ses intérêts essentiels ne sont pas lésés (2).

L'homme a droit à la nationalité de son choix, mais son option doit être sincère. — Des conceptions philosophiques de la souveraineté nationale, de la conception juridique de la souveraineté personnelle s'opposant à l'idée de souveraineté patrimoniale, de la conception enfin du droit international solidariste se résumant dans la formule connue : l'Etat est un moyen en vue

(1) Rev. D. I. privé, 1916, p. 15, Julien PILLAUT.

(2) On admet cependant une limite lorsque les procédés de recrutement s'écartent trop des usages admis. Ainsi, art. 10, loi Mexicaine, 28 mai 1886 : sont mexicains les étrangers qui acquièrent des immeubles sur le territoire de la République, s'ils ne manifestent pas l'intention de conserver leur nationalité d'origine ; décret du gouvernement provisoire du Brésil du 15 décembre 1889 aux termes duquel tous les étrangers résidant au Brésil le 15 novembre 1889, date de la proclamation de la République, devraient être considérés comme citoyens brésiliens, à moins que dans les 6 mois à dater de la promulgation du décret, ils ne fissent une déclaration contraire devant les autorités de leur domicile.

Des demandes d'explication et des protestations émanèrent de divers gouvernements, en particulier des E.-U., voir BASSETT-MOORE. A digest of international law III, 378.

Mais d'autre part les Etats-Unis d'Amérique ont pendant longtemps proclamé le droit d'expatriation, la liberté de changer de nationalité, quand cette liberté s'exerçait en faveur de la nationalité américaine ; tout en déniaient cette même liberté quand son exercice aurait eu pour conséquence la perte de cette nationalité. « Dans un pays si peuplé que la vie des habitants y soit difficilement assurée, il est raisonnable et politique de permettre l'émigration ; mais notre politique est différente, car notre pays n'est que faiblement peuplé et nous n'avons pas d'habitants à céder ». J. B. SCOTT. Nationality, American Journal of International law, 1930, p. 62.

d'une fin : l'homme, on déduit ce principe que tout individu a droit à un Etat.

Ce que l'ordre international réclame pour permettre à l'homme de vivre sous la discipline et la justice, non seulement dans la nation mais dans le monde, c'est que les hommes soient constitués en Etats, groupant en faisceau pour les grandes tâches de solidarité, les forces individuelles éparses (1) et d'autant plus propres à s'acquitter de leur double mission nationale et internationale que, fondés sur le principe de la libre volonté des hommes, ces Etats sont devenus l'expression plus nette, plus franche, des intérêts de l'individu qu'ils ont pour mission de servir.

Il n'y a pas de vie internationale sans Etat ; donc organiser l'Etat, c'est fixer les premiers jalons de la Société internationale, c'est fixer les premières bases de l'ordre international.

L'Etat est un droit de l'individu, mais c'est aussi la base fondamentale du Droit international. Or, l'ordre international est fondé sur la paix, la justice, le droit. La liberté de l'individu ne sera pas illimitée ; car permettre à l'individu de choisir arbitrairement sa nationalité, c'est faciliter les fraudes, créer l'incertitude. L'option doit être sincère, elle doit traduire la situation réelle de l'individu (2).

La doctrine se prononce en ce sens. Ce qui caractérise

(1) En ce sens SCELLE.

(2) DE LA PRADELLE. *La nationalité d'origine*, p. 379. FLOURNOY. *Yale law Journal* 1920, p. 709, note 100. La nationalité et l'allégeance doivent être fondées sur des réalités et non appuyées sur de simples mesures techniques. Il ne faut pas que ce soit un intérêt pécuniaire immédiat qui fasse décliner la nationalité : Affaires du Vénézuéla ; affaires du Pérou : lois du 26 Octobre 1886 ; 12 Juin 1889 ; 17 décembre 1898 ; plus près de nous l'affaire des Iles Aland.

la conception française, c'est un sentiment national comportant à un très haut degré la conscience d'un lien de famille spirituelle entre les nationaux et l'Etat.

M. *Basdevant* (1) estime que l'Etat, en attribuant sa nationalité, ne crée pas à sa guise ce rapport juridique. Il constate qu'en fait l'individu se rattache étroitement à la population et il place ce fait social dans les cadres de l'ordre juridique. « Par suite s'impose, à « cet Etat, le devoir juridique de n'attribuer à un indi- « vidu sa nationalité que si cela correspond bien à la « situation de fait, faute de quoi son acte serait ino- « pérant au point de vue international, ne s'imposerait « pas au respect des autres Etats ».

La jurisprudence internationale se prononce également en faveur de cette théorie. « Considérant qu'en « fait *Raphaël Canevaro* s'est à plusieurs reprises comporté comme un citoyen péruvien..... le gouvernement péruvien a le droit de le considérer comme citoyen péruvien et de lui dénier la qualité de réclamant italien (2).

Dans les sentences arbitrales, les arbitres ont cherché à interpréter, par des présomptions, la volonté de l'individu, non pas sa volonté actuelle inspirée par l'intérêt du moment, mais la volonté qu'il avait manifestée d'une façon constante dans le passé.

Dans l'affaire *Miliani*, le surarbitre *Ralston*, et dans l'affaire *Massiani*, le surarbitre *Plumley* jugent que l'établissement du domicile implique « un choix fait entre

(1) BASDEVANT. Les conflits de nationalité dans les arbitrages Vénézuéliens. R. D. I. privé, 1909, p. 61.

(2) Tribunal d'arbitrage constitué à la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye en vertu du protocole italo-péruvien du 25 février 1910. Arrêt du 3 mai 1912.

les deux nationalités en conflit ». Dans l'affaire *Flutie*, on invoque la loi américaine disposant que le fait pour un étranger, d'avoir quitté le territoire des E.-U., après l'obtention de son certificat de nationalisation, est une preuve « qu'il n'y avait pas intention de la part de cet étranger de devenir, pour toujours, citoyen des Etats-Unis ».

Une décision du tribunal arbitral mixte franco-allemand du 10 Juillet 1926 (1), dans un cas de double nationalité, fait également appel à la notion de nationalité effective. Il fait prévaloir la nationalité active « étant donné que la requérante, née à Montpellier, n'avait jamais cessé d'avoir son domicile dans cette ville et d'y remplir ses devoirs civiques ».

§ 2. — *Limitations de droit international positif*

Lors de l'enquête entreprise par le Comité préparatoire de la Première Conférence de la S. D. N. si certains Etats (2) déclarèrent juridiquement illimité le droit de légiférer en matière de nationalité ; certains autres (3), comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Inde, les Dominions admirent l'existence de règles coutumières du Droit des Gens limitant l'arbitraire étatique en cette matière.

(1) T. A. M. franco-allemand, 10 juillet 1926. BARTHEZ DE MONTFORT. S., 1928, 2, 49 ; note NIBOYET. Rec. GIDEL, t. VI, p. 801. T. A. M. roumano-hongrois, 25 Juillet 1925.

(2) Belgique, Bulgarie, Chili, Esthonie, Lettonie, Autriche, Hongrie, Italie, Japon, Roumanie, Siam, Suède, Canada, S. D. N. Conférence pour la Codification du Droit International, t. I, Nationalité.

(3) Allemagne, Grande-Bretagne, Inde, Dominions : Afrique du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande, Etats-Unis, Finlande, Danemark, Pays-Bas.

La France ne prenait pas position et se bornait à exposer les règles du droit français. S. D. N., *op. cit.*,

L'Etat n'est pas libre de déterminer, comme il l'entend, les conditions d'acquisition ou de perte de la nationalité. Le Droit des Gens s'y oppose. La nationalité est un élément essentiel de l'Etat. Or l'Etat, membre de la communauté internationale, coexiste avec d'autres Etats. Si donc un Etat se permettait de dénier à un individu la nationalité d'un Etat étranger, il agirait en opposition avec le Droit des Gens, car il empièterait sur le droit de cet Etat étranger de fixer lui-même les conditions d'acquisition et de perte de sa nationalité. M. *Strisower* affirme qu'un Etat, pas plus qu'il ne peut s'annexer des territoires quelconques, ne peut davantage adopter, pour ses nationaux, des citoyens du monde entier. Il y a sur ces questions des solutions du droit international positif (1).

Cette théorie trouve son fondement dans deux principes :

a) *Le principe de la réciprocité*. — Ce principe est réclamé par de nombreux auteurs comme logique et juste, comme de simple bon sens. Il importe, en effet, que les règles qu'un Etat applique à l'égard des étrangers se trouvant sur son territoire soient admises par lui à l'égard de ses ressortissants se trouvant à l'étranger.

C'est d'ailleurs ce que l'Institut de Droit International exprime : « Nul Etat ne doit appliquer, pour l'acquisition et la perte de sa nationalité, des règles qui auraient pour conséquence la double nationalité ou l'absence de nationalité si les autres Etats acceptaient les mêmes règles » (2).

(1) Annuaire Institut de Droit International, tome XXXIV.

(2) Institut de Droit International, Annuaire, t. XXXIV, p. 760.
Voir : DE LA PRADELLE. De la nationalité d'origine, p. 345.
Louis LUCAS, La nationalité française, pp. 17, 314, 315.

b) *L'existence d'un Droit Commun International.* — Il y a un droit commun minimum de la nationalité que les Etats ont l'obligation juridique positive de respecter. Ainsi l'exprime la base de discussion n° 1 du Comité de la S. D. N. : « Toute question relative à l'acquisition « ou à la perte, par un individu, d'une nationalité déterminée doit être tranchée conformément à la législation de chaque Etat, dont la nationalité est prétendue « ou contestée. Toutefois la législation de chaque Etat « doit tenir compte des principes généralement reconnus par les Etats » (1)

Un Etat ne saurait donner sa nationalité, sans heurter le Droit International positif, à des nationaux d'un autre Etat n'ayant aucun lien avec le premier ; alors que ces individus n'auraient marqué en aucune façon leur attachement à ce pays soit par la résidence, soit par leur activité déployée sur ce territoire, soit enfin qu'ils n'aient avec les nationaux de cet Etat aucune relation familiale (2).

M. Isay fait remarquer que ce serait pour un Etat donné un empiètement condamné par le Droit des Gens que d'octroyer sa propre nationalité aux individus relevant d'un autre Etat. Une telle incorporation poursuit-il « tournerait le principe d'inviolabilité qui protège dans sa stabilité l'ensemble des ressortissants « d'un Etat étranger et qui donne à chaque Etat le pouvoir souverain d'en disposer » (3).

(1) S. D. N. *op. cit.*, p. 20.

(2) HARVARD. Commentateur, p. 26.

(3) Voir HALL. *International law*, ch. V. Le Droit international décide que la qualité de sujet ne doit pas être imposée à ceux dont la situation de membre d'une autre communauté souveraine est considérée comme ne laissant pas place au doute. TRIEPEL. *Virtuelle Staatsangehörigkeit* (Berlin, 1921), p. 20.

D'autre part, le Droit International n'autorise pas non plus l'Etat à retirer sa nationalité à des parties entières de sa population. Les parties mutilées ne meurent pas, ne se rattachent pas à de nouveaux organismes, mais elles continuent à vivre à part, elles végètent en marge des Etats et les harcèlent de leurs revendications. L'heimatlosat des individus est déjà une charge pour les Etats, l'heimatlosat de masses importantes leur serait insupportable. La constitution artificielle sans effective dénationalisation d'un pareil « apolidisme » s'opposerait aux conditions élémentaires d'une coexistence organisée des Etats.

SECTION II. — LE DROIT INTERNATIONAL POSITIF

La pratique internationale tend de plus en plus à reconnaître la valeur internationale du droit de l'homme à la nationalité. Son action se manifeste dans deux directions. Elle reconnaît ce droit comme appartenant à l'homme d'une part à titre personnel, d'autre part à titre de membre d'un groupe.

Il y a un droit individuel à la nationalité et à côté un droit collectif à la nationalité. Mais reconnaître à une collectivité d'individus le droit de conserver ou de prendre une nationalité qui s'accorde au cadre historique dans lequel s'est formé le territoire, ou aux sentiments qui sous cette influence, sont ceux de cette collectivité ou de la majorité de cette collectivité, n'est-ce pas reconnaître aux individus la composant un libre droit d'option de nationalité ? (1).

(1) A regarder au fond des choses, le droit de l'homme est de la même famille que le droit des nationalités. Tous deux procèdent d'une même croyance : l'auto-détermination. Il n'y a entre eux qu'une différence de style : le droit de l'homme in-

§ 1. — *Le droit individuel à la nationalité*

La doctrine est unanime à reconnaître que l'homme, s'il doit avoir une patrie, peut en changer. Cette liberté de nationalité, généralement affirmée en doctrine comme une exigence du droit naturel, est consacrée par le droit international positif. Mais seule la liberté positive de changer de nationalité rentre dans le Droit International qui ne reçoit pas encore la liberté négative de changement de nationalité, c'est-à-dire, le droit pour l'individu de ne pas changer de nationalité (1).

Allégeance perpétuelle. — Il était autrefois une ten-

carnant l'auto-détermination individuelle, le droit des nationalités l'auto-détermination collective.

REDSLOB. Le principe des nationalités, Rec. La Haye 1931, III, pp. 509 sq.

(1) Le droit de liberté négative de changement de nationalité se manifeste à deux égards :

a) la perte de nationalité ne s'impose pas. Mais un très grand nombre d'Etats connaissent des cas de perte de nationalité déchéance.

Voir GEMMA. Les gouvernements de fait, Rec. La Haye 1924, III.

b) l'acquisition de la nationalité ne s'impose pas. Le Droit international positif n'est pas unanime à l'admettre : les Etats d'Amérique latine admettent la nationalisation de plein droit des étrangers remplissent certaines conditions.

Certificats NANSEN. — Cependant la S. D. N. s'est opposée dans un cas particulier à la dénationalisation de certains individus. Il s'agit des réfugiés russes et arméniens que le bolchevisme avait chassés de leur ancienne patrie. En juin 1931, le Conseil de la S. D. N. nommait un Haut Commissaire de la S. D. N. agissant en coopération avec le B. I. T. Par décision prise en 1930, l'Assemblée Générale de la S. D. N. a confié la protection politique et juridique des réfugiés aux organes réguliers de la S. D. N. ; la tâche humanitaire à un Office International Nansen, placé sous la direction de la S. D. N.

Le certificat d'identité, certificat Nansen, est délivré aux personnes d'origine russe ou arménienne n'ayant acquis aucune autre nationalité par les autorités nationales de leur pays de résidence. L'origine nationale de ces réfugiés est indiquée sur le certificat, *aucune nationalité nouvelle ne leur est imposée.*

dance de certains Etats, — et c'était encore celle de la Grande-Bretagne jusqu'en 1870 — qui était d'interdire au national d'abdiquer sa nationalité sans le consentement de l'Etat dont il relevait. C'était l'allégeance perpétuelle, la vieille formule de *Cake* : une fois citoyen, toujours citoyen ; *semel civis, semper civis* (1).

Aujourd'hui, il n'y a plus ou presque plus de revendication de l'allégeance perpétuelle. Une double évolution se marque en faveur de la liberté d'expatriation : un mouvement national, un mouvement international.

Le mouvement national se manifeste d'abord aux Etats-Unis : le 27 juillet 1868, le Congrès vote une résolution admettant la liberté de changer de nationalité, une loi du 2 mars 1907 consacre ce principe. Puis le mouvement gagne l'Argentine et les Etats européens (2).

De nombreux traités sont signés entre les Etats-Unis et les divers Etats européens. La validité des naturalisations accordées par l'une des parties à des nationaux de l'autre est reconnue dans certaines conditions :

(1) C'était là une survivance de l'esprit féodal que l'on rencontrait encore dans la législation de certains cantons suisses et dans le droit russe. « En Angleterre et aux Etats-Unis, le Common law procède de l'idée féodale que rien, si ce n'est la mort, ne peut rompre le lien qui unit le vassal au suzerain de la terre, et par suite le sujet au roi, le citoyen à l'Etat, puisque le pouvoir royal en Angleterre, l'Etat dans la République Américaine, ont succédé aux droits des seigneurs ». WEISS. Traité théorique et pratique de Droit International Privé, 2^e éd., t. I, pp. 16-17.

(2) a) Certains Etats n'admettront la perte de la nationalité qu'autant que la naturalisation à l'étranger sera accordée. b) d'autres Etats exigeront un permis d'expatriement ou un « congé de nationalité » qui ne peut être refusé. France (10 Août 1927, art. 9), Bulgarie (24 juillet 1924, art. 17-20), Finlande (17 Juin 1927), ou qui est subordonné à certaines obligations : service militaire, domiciliation au pays d'origine (Estonie) 27 Octobre 1922, art. 20). c) d'autres enfin, conserveront l'allégeance perpétuelle : Egypte, Siam, U. R. S. S.

traité *Bancroft* avec les Etats allemands ; traité avec la Grande-Bretagne du 13 Mai 1870 (1).

Il ne faut pas se dissimuler cependant que le problème n'est pas entièrement résolu. La base de discussion n° 6 du Comité des Experts de la S. D. N. déclarait qu'un « important progrès serait réalisé si les Etats consentaient à admettre qu'en principe l'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère fait perdre la nationalité antérieure ». D'autre part, on attache encore trop d'importance à la notion de souveraineté étatique et on ne tient pas assez compte de la notion de la nationalité justifiée et de la liberté d'activité des individus pour repousser entièrement tout principe s'apparentant au système de l'allégeance perpétuelle.

L'option de nationalité. — Le régime de l'option est ancien, classique, entré dans nos mœurs. Il apparaît dans les traités de Westphalie et de Ryswick ; il s'est développé dans les récents traités de Paix (2).

A la suite d'une annexion, réclamée par deux Etats, l'individu aura un droit d'option. Car la personne qui juridiquement a deux nationalités, n'en a qu'une sociologiquement. Pour donner une solution au conflit, on fera coïncider la nationalité juridique avec la nationalité sociologique : on tiendra compte de l'option de l'intéressé (3). En accordant un droit d'option à l'individu, on

(1) FLOURNOY, Naturalisation and expatriation (Yale law Journal, 1921-22, p. 714.

(2) Certains auteurs ont déclaré qu'il n'y avait à ce sujet aucune règle de Droit international positif et qu'il fallait respecter les deux souverainetés en présence, libres de régler à leur guise les questions de nationalité.

C. JORDAN, voir Rep. conflit de nationalités, n°s 12, 168, s.

(3) M. BECKER établit une distinction entre la *Staatsangehörigkeit* ou nationalité juridique et la *Nationalität* ou nationalité sociologique.

donne la préférence à la nationalité de l'organisme qui, vis-à-vis de cet individu, a la position, la puissance d'Etat. En contre-partie, l'option doit être sincère, sérieuse, traduisant la situation réelle de l'individu.

La conception de l'option s'est modifiée, elle se présente actuellement avec un caractère neuf et original. Tandis que naguère elle ne portait que sur le citoyen qui se trouvait détaché de son Etat par une cession territoriale, aujourd'hui elle admet qu'un homme établi dans un pays quelconque et voyant se constituer un nouvel Etat qui répond à ses aspirations ethniques, aura le droit de s'y rallier.

Ce n'est plus l'option classique, en faveur de la partie démembrée par un traité de cession territoriale, accordant à ces populations le droit soit de continuer à demeurer sur le territoire cédé étant censées dans ce cas, abandonner la nationalité du pays cédant pour accepter celle de l'annexant, soit de quitter le pays en conservant leur première nationalité.

C'est une option d'un nouveau style, en faveur d'une patrie qui n'existait pas et qui vient de s'édifier. Ce n'est pas l'option pour la patrie perdue, c'est l'*option pour une patrie nouvelle*. Le Traité de Versailles contient des dispositions de cette espèce à l'égard de la Tchécoslovaquie et de la Pologne (1).

(1) Traité de Versailles, art. 85. « Dans le délai de deux ans à dater de la mise en vigueur du présent traité, les ressortissants allemands, âgés de plus de 18 ans et établis sur l'un quelconque des territoires reconnus comme faisant partie de l'Etat tchécoslovaque, auront la faculté d'opter pour la nationalité allemande. Les Tchécoslovaques ressortissants allemands, établis en Allemagne, auront de même, la faculté d'opter pour la nationalité Tchécoslovaque ».

Art. 91. « Les Polonais, ressortissants allemands, âgés de plus

§ 2. — *Le droit collectif à la nationalité*

a) *Le plébiscite d'annexion.* — On trouve, dès l'origine, à la base du plébiscite, la satisfaction d'intérêts égoïstes et matériels. Un souverain, à la suite d'une guerre malheureuse, s'engage à céder une partie de son territoire, mais il cherche, sous la forme détournée d'une consultation populaire, à reprendre ce qu'il avait promis. Ainsi, après s'être obligé, au traité de Madrid, à remettre à son vainqueur, la Bourgogne, François I^{er} convoque en 1527, les Etats de Bourgogne, et il se prétend dégagé de la parole donnée par le refus des Etats à consentir à la cession.

La Révolution française, à côté du fondement politique, donne au plébiscite un fondement philosophique, D'après la Déclaration des Droits de l'Homme, l'autorité suprême réside dans la nation formée de la volonté libre des citoyens ; il n'est donc pas permis de faire une modification territoriale sans une manifestation de cette volonté (1).

« de 18 ans et domiciliés en Allemagne, auront eux-mêmes la faculté d'opter pour la nationalité polonaise ».

Traité de Saint-Germain, art. 80. « Les personnes qui ont l'indigénat dans un territoire faisant partie de l'ancienne monarchie austro-hongroise et qui diffèrent par la race et la langue, de la majorité de la population, pourront dans le délai de six mois à dater de la mise en vigueur du présent traité, opter pour l'Autriche, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, l'Etat Serbe, Croate-Slovène ou l'Etat Tchécoslovaque, selon que la majorité de la population y sera composée de personnes parlant la même langue et ayant la même race qu'elles ».

(1) MANCINI considère que là où il y a unité de langue, de race et de religion, il doit y avoir unité de nationalité, car si cette triple unité existe, il y a concordance de sentiments identiques. Ce n'est pas par elle-même, mais comme témoignage de sentiments communs que la langue, la race et la religion sont ici réunies.

RENAN. « Une nation, ce n'est certainement pas la communauté de la race et du sang, ce n'est même pas la communauté de la

Après la Grande Guerre, le plébiscite d'annexion devient une institution reconnue du Droit International. Les principes qui se dégagent au cours de la guerre le fortifient. La grande maxime wilsonienne, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, devait avoir pour conséquence qu'aucune cession de territoire ne pouvait intervenir sans l'adhésion de la population consultée par plébiscite.

Les traités de paix de Versailles, Saint-Germain, Trianon appellent le plébiscite à des applications répétées : Cercles d'Eupen et de Malmédy, art. 34 ; Bassin de la Sarre, art. 49 ; Haute-Silésie, art. 88 ; Prusse Orientale, art. 94 ; Haut-Sleswig, art. 109.

b) *Système de la décentralisation régionale.* — A la suite de la reconstruction territoriale de l'Europe, dans l'après guerre, il fut impossible de créer autant d'Etats qu'il y avait de groupements ethniques. Le droit de l'homme à la nationalité se trouvait par là méconnu, puisque, bien que le Droit International lui reconnût le droit de changer de nationalité, il ne pouvait opter pour une nationalité répondant à ses sentiments, mais qui n'existait pas.

Cependant la pratique internationale tourna la difficulté en incarnant le droit individuel à la nationalité dans le droit, plus vaste, de la collectivité à la nationalité.

Lorsqu'il s'agissait d'un groupe ethnique homogène

religion. Une nation, c'est un principe spirituel, c'est d'avoir passé par la même épreuve, c'est d'avoir souffert ensemble, d'avoir gardé le même idéal. Une nation, c'est une âme ».

Toute une série de plébiscites interviennent : Nice et Savoie, 27 novembre 1792 ; territoires situés sur le Rhin, décrets des 15 et 17 décembre 1792. A l'étranger, ils se manifestent également : traité de Kiel, 14 Janvier 1814. La Russie, la Turquie au xix^e siècle n'hésitent pas à y adhérer.

formant la population intégrale ou du moins dominante d'un district, de manière à lui imprimer son caractère spécifique, on dota ce territoire d'une certaine autonomie à l'intérieur de l'Etat dont il faisait partie intégrante.

Le Droit International de l'après-guerre nous donne plusieurs exemples d'autonomie régionale en faveur d'un élément populaire qui a son caractère individuel et qui vit dans un territoire distinct.

Le traité du 10 Septembre 1919 (art. 10) entre la Tchécoslovaquie et les Principales Puissances Alliées et Associées prévoit le statut du territoire autonome des Ruthènes du Sud des Karpathes ; la Constitution tchécoslovaque du 29 Février 1920 (1) respecte dans son article 3 ces dispositions. Cet Etat est doté d'une Diète particulière exerçant le pouvoir législatif en matière de langue et d'instruction, de religion et en général dans les domaines d'administration locale.

Un second exemple d'autonomie locale est le régime accordé aux communautés des Szeckler et des Saxons, en Transylvanie, par l'article 11 du traité avec la Roumanie.

L'article 12 du traité avec la Grèce déclare qu'il convient « d'accorder, sous le contrôle de l'Etat hellénique » aux communautés des Valaques du Pinde, l'autonomie « locale en ce qui concerne les questions religieuses, « charitables ou scolaires ».

L'Archipel des Iles Aland jouit également de certaines prérogatives en vertu de la loi autonome du 7 mai 1920 et de l'accord intervenu entre la Finlande et la Suède, approuvé par le Conseil de la S. D. N. le 27 Juin

(1) S. D. N. Protection des minorités, recueil des stipulations contenues dans les différents instruments internationaux, 1927, p. 93.

1921. Les Iles s'administrent elles-mêmes dans une large mesure.

c) *Système des corporations autonomes.* — Mais on rencontre souvent des populations variées qui s'entrecroisent, d'autres méthodes s'imposent. On songe alors à une organisation autonome ne se rattachant pas, comme dans le cas précédent, à un territoire défini, mais groupant à titre individuel tous les citoyens de même foi nationale qui vivent dans les frontières de l'Etat ; ce sont des collectivités unies par la seule affinité spirituelle (1).

La loi esthonienne du 5 février 1925 prévoit des corporations autonomes formées sur l'initiative des minorités (2) au cours d'une procédure légale instituée sous le contrôle de l'Etat. Elles ont pour mission d'établir, de gérer, de surveiller les établissements publics et privés d'enseignement qui relèvent de leur nationalité. Ces corporations édictent des ordonnances dans leur sphère nationale sous le contrôle de l'Etat. Leurs ressources pécuniaires proviennent de leurs propres fonds : revenus des capitaux, donations, legs, collectes.

(1) Cette doctrine est élaborée par l'école autrichienne dont le chef est Karl RENNER. Abandonnant la théorie atomistique et centralisatrice qui voit dans l'Etat un assemblage d'individus. RENNER l'envisage comme une fédération d'entités nationales. Ces collectivités nationales ne sont pas attachées au sol ; dès lors qu'on les allège des prétentions territoriales, elles n'entrent plus en conflit et se prêtent à la coordination dans un même cadre politique. Ces collectivités nationales ne peuvent être délimitées que par des éléments psychologiques ; elles sont circonscrites par des déclarations individuelles d'adhésion, véritables professions de foi nationale et l'inscription sur des listes matricules. Elles sont sociétaires de la communauté avec tous les droits, mais aussi avec tous les devoirs qui dérivent de cette qualité.

(2) Sont reconnues ainsi des groupements allemands, russes, suédois, ainsi que tous groupements nationaux réunissant au moins 3.000 âmes.

d). *Minorités.* — Le problème des minorités se présente comme une transaction entre les intérêts opposés de deux groupes d'Etats.

D'une part, les Etats qui voient un nombre considérable d'hommes, auxquels les attachent des liens de race, de langue ou de religion, appelés à vivre pour toujours au delà de leurs frontières et qui ont l'intérêt légitime de voir le maximum de protection accordé à leurs anciens sujets.

D'autre part, les Etats sur le sol desquels ces minorités sont appelées à vivre et qui, tout en étant sincèrement disposés à assurer les droits de l'homme et spécialement l'individualité culturelle et religieuse à tous les habitants sans distinction aucune, ont néanmoins un intérêt tout aussi légitime à ne pas voir se cristalliser en corps étrangers à l'organisme national des groupements quels qu'ils soient, à ne pas voir se créer un Etat au sein de l'Etat.

Les ressortissants de l'Etat obligataire, mais appartenant à une minorité de race, de langue ou de religion, jouiront d'un régime spécial. Assimilés aux ressortissants majoritaires, on leur accordera cependant l'exercice de *certaines droits nationaux* tels que l'exercice de leur culte, l'usage de leur langue et son enseignement, la création, la direction et le contrôle d'institutions charitables, religieuses ou sociales.

CONCLUSION

La carence des Grandes Puissances en présence de la violation des Droits de l'Homme. — Si les Principales Puissances Alliées et Associées ont, dans le traité de Paix de 1919-1920, appliqué le principe du respect des droits de l'homme, on est bien obligé de constater leur carence en face de certains problèmes : problème arménien, problème mexicain, problème géorgien. Le motif politique est à la base de cette défaillance : motif politique qui domine les deux problèmes non encore résolus : problème des sanctions et problème des devoirs internationaux de l'homme qu'on ne doit pas séparer du problème des droits internationaux de l'homme.

Arménie. — Par l'article 88 du traité de Sèvres, la Turquie s'engageait à « reconnaître, comme l'avaient « déjà fait les Puissances Alliées, l'Arménie comme un « Etat libre et indépendant ». Mais lorsque, après la victoire de Kémal Pacha sur les Grecs, l'Angleterre, la France, l'Italie passèrent avec lui des conventions, l'Arménie n'était plus mentionnée dans les textes.

Elle se vit refuser l'entrée à la S. D. N. et à la Conférence de Lausanne, devant l'insistance de la Turquie (1), les Alliés abandonnèrent l'idée d'un foyer arménien au-

(1) Documents Diplomatiques. Conférence de Lausanne, t. I, pp. 173 sq. « La cession d'un territoire faisant partie de la Turquie en vue de constituer un Foyer Arménien serait une nouvelle tentative de démembrement de la Turquie ».

tonome qu'ils avaient préconisée à la Conférence de Londres (Mars 1921) et que déjà ils dédaignaient à la Conférence de Paris (Mars 1922).

Cependant, Lord *Curzon* parlait alors de cette question qui était l'un « des plus grands scandales du Monde ». Le Dr. *Nansen*, en 1924, concevait le plan de transporter une partie des réfugiés arméniens en Transcaucasie. Présenté à la VI^e Assemblée de la S. D. N., le projet ne devait pas aboutir (1). A la VIII^e Assemblée, le Dr. *Nansen* constatait que « rien d'efficace n'avait été fait pour « aider les Arméniens à fonder un foyer national » (2).

Leurs biens ont été confisqués et vendus au profit de l'Etat turc. Le Comité Central des Réfugiés Arméniens en a souvent appelé à la S. D. N. (requêtes, pétitions, mémoires). L'affaire des biens, dits abandonnés, fut portée devant le Conseil de la S. D. N. dans sa session de Décembre 1925 qui la renvoya au Comité du Conseil sur une brève observation du délégué de la Turquie (3). Depuis, elle est restée en suspens.

Mexique (4). — En face des persécutions dont fut victime l'Eglise Catholique au Mexique, persécutions accompagnées d'arrestations en masse et d'exécutions sans jugement, les Puissances restèrent insensibles.

Le Saint-Père lança en 1927 un appel aux peuples civilisés « constatant que les Catholiques au Mexique souffraient les pires persécutions qui aient jamais été connues dans l'histoire ».

(1) Résolution de l'Assemblée, 26 Septembre 1925, Procès-verbaux VI, 1925, p. 153.

(2) Actes de la VIII^e session ordinaire de l'Assemblée. 20^e séance 26 Septembre 1927. J. O. S. D. N., 1927. Supp. sp. n° 54.

(3) J. O. S. D. N., Février 1926, p. 178. Voir note turque, pp. 356-357.

(4) Le Correspondant, 25 Juin 1928, 25 Septembre 1929, 25 Février, 10 Juillet, 10 Novembre 1932.

A la suite de démarches faites par M. *Dwight Morrow*, ambassadeur d'Amérique au Mexique qui s'était entremis entre le Gouvernement Mexicain et le Saint-Siège, un accord préliminaire fut signé le 23 Juin 1929 qui a permis à l'Eglise catholique de reprendre le culte catholique.

Mais, dans une encyclique *Acerba Animi* du 29 Septembre 1932, le Saint-Père prenait le monde catholique tout entier à témoin de l'iniquité des lois portées récemment et dont l'effet certain et voulu est de rendre impossible la pratique de leur religion au plus grand nombre des fidèles. On se rappelle également la guerre civile qu'avaient déchaînées les violences du Président *Calles* en 1929. Le culte était suspendu, les évêques envoyés en exil, des milliers de catholiques subissaient la prison ou la mort. On citera enfin l'expulsion du délégué apostolique, Mgr *Ruizy Flores*, le 5 Octobre 1932.

Géorgie (1). — La Russie, par le traité du 7 Mai 1920, reconnaissait sans réserves « l'indépendance et la souveraineté de l'Etat Géorgien et renonçait de plein gré « à tous les droits souverains qui lui appartenaient à « l'égard du peuple et du territoire Géorgien » (art. 1). D'autre part, elle s'engageait à renoncer à toute intervention dans les affaires intérieures de la Géorgie.

Le 11 Février 1921, la Russie violait ses engagements ; les armées russes entraient en Géorgie qui ne cessa de protester contre une telle occupation. L'insurrection s'étendait, en Août-Septembre 1924, à tout le territoire, vite réprimée par le Gouvernement soviétique (2). De

(1) KUHNE. La Géorgie libre, son passé, son présent, son avenir. — NIPPOLD. La Géorgie du point de vue du Droit International. — LE FUR. La Géorgie et le Droit des Gens. R. G. D. I., 1932, pp. 437 sq.

(2) A la V^e Assemblée de la S. D. N., M. MAC DONALD déclarait : « Les souffrances du peuple géorgien sont intolérables ; la ter-

nouvelles révoltes contre le pouvoir soviétique éclataient en 1929 qui entraînèrent de nouvelles répressions.

La III^e Assemblée adoptait à l'unanimité une résolution aux termes de laquelle « l'Assemblée de la S. D. N. ayant considéré la situation en Géorgie, invite le « Conseil à suivre avec attention les événements dans « cette partie du Monde, de manière à saisir les occasions qui pourraient se présenter d'aider par des « moyens pacifiques et conformes aux règles du Droit « International, au retour de ce pays à une situation normale » (1).

La V^e Assemblée (2) se bornait à renouveler dans une résolution du 25 Septembre 1924, celle du 22 Septembre 1922 : les Etats membres de la S. D. N. étaient priés « d'assister éventuellement le Conseil, soit en lui fournissant des informations, soit en lui prêtant, dans la « mesure où le permettraient les circonstances, le concours de leur influence pacificatrice ».

LE PROBLÈME DE LA SANCTION DES DROITS. — Lorsqu'à l'Académie Diplomatique Internationale, on en vint à étudier les termes d'une Déclaration concernant les Droits de l'Homme, M. *Fusta* souleva la question de savoir si dans un avenir prochain, on pouvait espérer voir doter les individus de droits internationaux, droits

leur qui, en Russie, se relâche parfois non seulement ignore une période d'atténuation, mais devient de plus en plus violente; les déportations, l'emprisonnement, les tortures dans les geôles de la tchéka, les exécutions sans jugement des représentants de toutes les classes deviennent de plus en plus nombreuses; les hommes politiques arrêtés sont traités en bandits, les intellectuels et les ouvriers sont privés de tout moyen de travail; le clergé est persécuté dans l'exercice de ses devoirs religieux et, pour avoir exposé sous son vrai jour l'état actuel des affaires, le Chef de l'Eglise Géorgienne, le patriarche Catholikos Ambrosius a été condamné à plusieurs années de réclusion ». Actes de la V^e Assemblée. J. O. S. D. N., 1924. Supp. sp. n° 23, p. 163.

(1) Actes de la III^e Assemblée, p. 203.

(2) Actes de l'Assemblée, 1924, p. 165.

qui permettraient à ceux-ci de s'adresser à une instance internationale, les voies de recours nationales préalablement épuisées. M. *Mandelstam* répondit que le moment n'était pas encore venu d'une action internationale et il laissa entrevoir qu'une déclaration des droits constituerait déjà un grand succès.

Mais, fait remarquer M. *Spiropoulos* (1), l'avantage que retirerait l'individu d'une reconnaissance contractuelle des droits de l'Homme et du Citoyen, sans création simultanée de sanctions efficaces dans l'hypothèse de la violation de ces droits, serait purement platonique.

On doit observer que dans l'état actuel du monde international, l'élaboration de tout système de protection des droits est délicat à organiser ; la raison *d'ordre politique* est encore toute puissante.

On a donné quelques exemples en constatant l'inaction des Puissances devant les cruautés commises en Géorgie, en Arménie, au Mexique.

On a cependant proposé deux systèmes :

1°. *Le recours direct devant un for international.* On a exposé l'idée qu'on devrait reconnaître à l'homme le pouvoir d'agir devant n'importe quelle autorité internationale, administrative ou judiciaire pour obliger l'Etat à se conformer aux obligations que le Droit International a mises à sa charge.

La protection diplomatique serait, en effet, un système de protection périmé, illusoire. L'individu lésé s'adressait autrefois aux agents diplomatiques de son pays. Or, si la lésion éprouvée par un intérêt individuel peut être doublée d'une atteinte portée à l'intérêt collectif de la nation à laquelle appartient l'individu, il n'est pas toujours vrai que la lésion de cet intérêt collectif

(1) SPIROPOULOS. L'individu en droit international.

vienne corroborer la prétention de l'individu. Un gouvernement peut s'abstenir d'intervenir, saurait-il pertinemment qu'un droit certain appartient à son national et qu'il a été violé. Il sera porté à négliger l'intérêt de son ressortissant, ou à en exagérer l'importance, suivant qu'il sera ou non conforme aux visées politiques qu'il poursuit.

Contre cette doctrine, plusieurs objections ont été formulées.

Le recours direct devant la justice internationale ne peut être admis. Car si le droit municipal, le droit étatique donne aux individus qui ont à se plaindre d'un Etat, le droit de le citer devant ses tribunaux, ils ont là une garantie suffisante et il est inutile de leur en donner une autre.

Si, au contraire, le droit municipal ne leur accorde pas ce droit, ils ne peuvent pas se plaindre, puisque, en entrant en rapport avec cet Etat qui n'admet pas le droit d'être cité en justice, ils savaient à quoi ils s'exposaient. On ne saurait leur donner, par la voie détournée d'une juridiction internationale, la garantie que le droit interne leur refusait.

D'autre part, la pratique de la protection diplomatique offrant, pour la sauvegarde de leurs droits, un moyen supérieur à leur propre action, l'accès des particuliers à la justice internationale n'est pas nécessaire.

Enfin, ouvrir l'accès d'une juridiction internationale aux litiges entre un particulier et un Etat, pourrait conduire à de fâcheuses complications que, dans l'intérêt de la bonne entente internationale, il importe d'éviter, abus qui pourraient inonder la Cour de Justice, dans un but politique, de réclamations plus ou moins fondées.

Déjà, la Cour Permanente de Justice Internationale, bien que ses statuts lui enlèvent le droit de statuer sur les réclamations des particuliers, dans un rapport (1922-1925) (1) donnait une longue liste de requêtes individuelles, — requêtes renouvelées chaque année ainsi que le constatent les autres rapports annuels (2).

Admettre qu'un individu appartenant à la majorité ou à la minorité cite son propre Etat devant un for international aurait le désavantage d'envenimer les rapports entre l'Etat et ses ressortissants. Mais n'accorder cette faculté qu'aux seuls étrangers créerait une inégalité fâcheuse, intolérable vis-à-vis des nationaux.

2°. *Le droit des Etats à intervenir.* Certains auteurs, partisans de la théorie fonctionnelle de l'Etat, estiment que si l'Etat doit avoir le droit de s'adresser à tout homme, sans distinction de nationalité, toutes les fois qu'il s'agit de règles de droit communément acceptées et qui peuvent être mises en jeu sans l'intervention d'un autre Etat, on doit admettre également que toutes les fois que ces règles auront été violées par un Etat, un autre Etat, même n'ayant aucun rapport avec l'individu lésé, pourrait intervenir.

M. *Spiropoulos* s'oppose à cette conception. Il estime qu'« on ne peut pas exiger que, par suite de la « violation au détriment d'un seul individu des droits « fondamentaux garantis par le Droit International, un « autre Etat, comme pour la protection des minorités, « intervienne ou bien encore que la Société des Nations « se saisisse de la question » (3). Car lorsqu'il s'agit de

(1) Public. de la Cour. Série E, n° 1, pp. 153 sq.

(2) Public. de la Cour. Série E, n° 2, p. 98 ; n° 3, p. 107 ; n° 4, p. 132 ; n° 5, p. 150 ; n° 6, p. 174 ; n° 7, p. 181 ; n° 8, p. 149.

(3) *SPIROPOULOS. Op. cit.*, p. 61.

minorités, on se trouve en présence d'une pluralité d'hommes, « et la violation des droits d'une pluralité « éveille dans le monde un tout autre écho que la lésion occasionnelle d'un droit fondamental d'un seul « individu ».

M. *Mandelstam* (1) estime au contraire que l'atteinte portée aux droits d'un individu doit presque toujours toucher aux intérêts réels de toute une partie de la population du pays. Si bien que la procédure actuelle, en matière de minorités, *dûment réformée* sur quelques points, serait applicable à la protection des droits de l'homme. On devrait se contenter *pour le moment* de l'octroi à l'individu du droit de pétition, placé sous la surveillance d'une instance internationale « organisée « de façon à exclure toute manifestation d'un esprit « d'intrigue et de chicane, par exemple sur le modèle de « la Commission des Mandats ».

Unden se demandant comment pourrait fonctionner ce système de protection des droits de l'homme, envisage le contrôle des Etats par la S. D. N. Car, dit-il, ou bien, les Etats signeront une convention générale, par laquelle ils se soumettront à la garantie protectrice de la S. D. N. ; ou bien, une telle convention ne sera pas signée, auquel cas il faut se demander comment la S. D. N. pourra intervenir en présence d'un abus, pour faire observer à un Etat la protection des droits de l'homme.

LE PROBLÈME DES DEVOIRS DE L'HOMME. — Un second problème vient s'opposer à l'acceptation de cette déclaration par les Etats. Dès lors qu'on admet des droits primordiaux au profit de l'individu, on pose le principe qu'il y a, à la charge des Etats, une obligation de les

(1) MANDELSTAM. *Op. cit.* — Rec. La Haye, 1931, IV, pp. 210-211.

respecter et de les protéger. Or, tout droit implique en contre-partie des devoirs.

Si l'Etat est tenu d'avoir égard aux droits de l'homme, il ne faut pas que le respect qu'il leur doit puisse mettre en péril sa propre conservation. L'Etat est un moyen en vue d'une fin : l'homme ; mais il a, avant tout, la charge de l'intérêt collectif de la nation.

Fiore qui reconnaissait à l'homme, l'exercice, comme *civis mundi*, de certains droits fondamentaux, était bien obligé d'ajouter la condition que l'homme devrait se soumettre aux lois du pays dans lequel il se proposait de jouir et de profiter de ces droits.

L'individu ne pouvait donc exercer un droit qu'en se soumettant aux lois du pays ; il en résultait, en matière de liberté personnelle par exemple que, même s'il s'agissait d'un pays dit pays de liberté, la sûreté publique pouvait exiger qu'on mette certaines entraves à la liberté des citoyens et des étrangers.

Quant à la nationalité, il en allait de même : « Un individu désire se faire citoyen d'un Etat ; on lui répond : « pourriez-vous entrer dans notre territoire ? Notre loi « interdit l'accès aux personnes qui n'ont ni fonds suffisants, ni un métier qu'elles pourraient exercer. Enfin, « craignant que la nation ne soit dénationalisée, nous « n'admettons qu'un nombre restreint d'individus étrangers » (1).

Cruchaga (2) admet la même restriction. « L'homme a « des droits qui doivent être respectés dans le pays où « il se trouve et des obligations qu'il doit accomplir envers les habitants de ce pays et le régime de gouverne-

(1) Lord PHILLIMORE. Droits et devoirs des Etats. Rec. La Haye, 1923.

(2) CRUCHAGA. Nociones de Derecho Internacional. Sect. C XXX, p. 94.

« ment qui y est constitué. C'est une situation qui est
« reconnue par le Droit International ».

C'est, en effet, un principe généralement admis que l'Etat a *le droit* d'expulser les étrangers pour des motifs de sûreté intérieure ou extérieure. La Convention d'établissement de Lausanne du 24 Juillet 1923 le porte expressément dans son article 7 et la Convention de La Havane du 20 Février 1928 sur la condition des étrangers stipule la liberté d'expulsion pour raison d'ordre public ou de sécurité publique (art. 6).

L'Institut de Droit International avait déjà, dans sa session de Genève, posé que l'Etat pouvait procéder à l'expulsion de tout étranger pouvant troubler le bon ordre de la sécurité. Une déclaration déterminant les Devoirs de l'Homme vis-à-vis de l'Etat, et rappelant ces principes, donnerait tous apaisements en précisant le droit d'expulsion que cet Etat peut légitimement exercer.

Conclusion. — Ainsi, titulaire de droits internationaux, l'homme ne peut pas, dans l'état actuel de notre droit, les exercer, les faire respecter. Le Droit positif dans maints de ses instruments les consacre, un texte général doit intervenir pour étendre ce droit purement local au monde entier et préciser un système de protection efficace. Mais ce texte ne doit pas se borner à une déclaration de principe : il doit d'une part définir les *droits* et les *devoirs* de l'homme vis-à-vis de l'Etat ; il doit déterminer d'autre part les moyens de garantir ces droits et ces devoirs.

La doctrine est unanime à reconnaître le problème de l'existence des droits internationaux de l'homme comme résolu. Il en reste un autre plus délicat vers la solution duquel doivent tendre les efforts de tous : le **problème** de la garantie internationale.

ANNEXES

ANNEXE I

Vœu de l'Académie Diplomatique Internationale

(8 Novembre 1928)

L'Académie Diplomatique Internationale considérant:

Que les traités de minorités, conclus en 1919 et en 1920 par les Principales Puissances Alliées et Associées, engagent un certain nombre d'Etats au respect des Droits de l'Homme et du Citoyen ;

Que la protection internationale des Droits de l'Homme et du Citoyen, consacrée par les traités de minorités, répond au sentiment juridique du monde contemporain ;

Que, partant, une généralisation de la protection des Droits de l'Homme et du Citoyen est hautement désirable ;

Qu'à l'heure actuelle, ces droits pourraient être formulés comme suit :

« Tous les habitants d'un Etat ont droit à la pleine et
« entière protection de leur vie et de leur liberté ;

« Tous les citoyens d'un Etat sont égaux devant la
« loi et jouissent des mêmes droits civils et politiques
« sans distinction de race, de langue ou de religion » ;

Exprime le vœu qu'une convention mondiale soit établie sous les auspices de la Société des Nations assurant la protection et le respect des dits droits.

ANNEXE II

Déclaration des Droits Internationaux de l'homme

*adoptée par l'Institut de Droit International
(Session de New-York, 12 Octobre 1929)*

L'Institut de Droit International considérant :

Que la conscience juridique du monde civilisé exige la reconnaissance à l'individu de droits soustraits à toute atteinte de la part de l'Etat ;

Que les déclarations des droits inscrites dans un grand nombre de Constitutions, notamment dans les Constitutions américaine et française de la fin du XVIII^e siècle, n'ont pas seulement statué pour le Citoyen, mais pour l'Homme ;

Que le XIV^e Amendement de la Constitution des Etats-Unis a disposé « qu'aucun Etat ne privera quelque per-
« sonne que ce soit de sa vie, sa liberté et sa propriété
« sans due procédure de droit, et ne dénierà à quelque
« personne que ce soit dans sa juridiction l'égale protec-
« tion des lois » ;

Que la Cour suprême des Etats-Unis a décidé, à l'unanimité, que des termes de cet amendement, il résulte qu'il s'applique dans la juridiction des Etats-Unis « à
« toute personne sans distinction de race, de couleur
« ou de nationalité et que l'égale protection des lois est
« une garantie de la protection des lois égales » ;

Que, d'autre part, un certain nombre de traités stipulent la reconnaissance des Droits de l'Homme ;

Qu'il importe d'étendre au monde entier la reconnaissance internationale des Droits de l'Homme,

Proclame :

Article Premier

Il est du devoir de tout Etat de reconnaître à tout individu le droit égal à la vie, à la liberté et à la propriété et d'accorder à tous, sur son territoire, pleine et entière protection de ce droit, sans distinction de nationalité, de sexe, de race, de langue ou de religion.

Article 2

Il est du devoir de tout Etat de reconnaître à tout individu le droit égal au libre exercice, tant public que privé, de toute foi, religion ou croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Article 3

Il est du devoir de tout Etat de reconnaître à tout individu le droit égal au libre usage de la langue de son choix et de l'enseignement de celle-ci.

Article 4

Aucun motif tiré, directement ou indirectement, de la différence de sexe, de race, de langue, de nationalité ou de religion, n'autorise les Etats à refuser à aucun de leurs nationaux les droits privés et les droits publics, notamment l'admission aux établissements d'enseignement public et l'exercice des différentes activités économiques, professions et industries.

Article 5

L'égalité prévue ne devra pas être nominale, mais effective. Elle exclut toute discrimination directe ou indirecte.

Article 6

Aucun Etat n'aura le droit de retirer, sauf pour des motifs tirés de sa législation générale, sa nationalité à ceux que, pour des raisons de sexe, de race, de langue ou de religion, il ne saurait priver des garanties prévues aux articles précédents.

ANNEXE III

**Projet sur " Les bases fondamentales
du droit international "**

*présenté par M. Alvarez, à l'Institut Américain de Droit
International*

Articles 22 et 23

Tout individu jouit, sur le territoire de chaque Etat, des droits suivants :

a) l'inviolabilité de la propriété, c'est-à-dire que personne ne pourra être privé de son domaine ou de tout autre droit patrimonial sans une sentence judiciaire légalement rendue et moyennant une juste et préalable indemnité ;

b) la liberté d'entrer et de demeurer sur un point quelconque du territoire tout en observant les lois locales et les règlements de police, sans préjudice des lois d'immigration et du droit d'expulsion ;

c) le droit de se réunir et de s'associer dans des buts licites ;

d) la liberté de la presse ;

e) la liberté de conscience ;

f) la liberté des cultes ;

g) la liberté du commerce, de la navigation et de l'industrie, en observant les lois respectives de chaque Etat ;

h) aucun étranger ne peut être jugé par d'autres tribunaux que ceux reconnus compétents par la loi de l'Etat où il réside et établis antérieurement au fait qu'il s'agit de connaître, ni ne peut être condamné sans une procédure légale et en vertu d'une loi promulguée antérieurement au fait incriminé.

Tout individu est soumis aux lois et autorités de l'Etat où il réside et y jouit des mêmes droits civils que les nationaux. En aucun cas, il ne peut prétendre, soit à obtenir d'autres droits, soit à les exercer autrement qu'il n'est prévu pour les nationaux par la Constitution et les lois.

TABLES DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	VII
AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION	3

PREMIERE PARTIE GENERALE

Les Droits internationaux de l'Homme et la doctrine

CHAPITRE I. — Les Philosophes de l'Antiquité et les Droits de l'Homme	39
CHAPITRE II. — Le Christianisme, les Théologiens et les Droits de l'Homme	48
CHAPITRE III. — Le Droit Naturel, le Droit des Gens et les Droits Internationaux de l'Homme	61
CHAPITRE IV. — Les Droits Internationaux de l'Homme et les Docteurs du Droit Positif	91

DEUXIEME PARTIE SPECIALE

Les Droits internationaux de l'Homme et le Droit positif

CHAPITRE I. — Le Droit à la Vie	121
CHAPITRE II. — Le Droit à la Liberté Physique	139
CHAPITRE III. — Le Droit à la Liberté Religieuse ...	166
CHAPITRE IV. — Le Droit à la Propriété	189
CHAPITRE V. — Le Droit à la Nationalité	204
CONCLUSION	226
ANNEXES	237

Vu : Le Président de la thèse,
A. de La PRADELLE.

Vu : Le Doyen,
H. BERTHÉLÉMY.

VU LE PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

IMPRIMERIE RAPIDE DU CENTRE, ISSOUDUN (TÉL. 32).

